



Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI, ch. 3)  
Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI, Ch. 3)

# Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

# Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

## PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 21 OCTOBRE 1961

## PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, OCTOBER 21, 1961

### AVIS AUX INTÉRESSÉS

#### Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la Reine, Hôtel du Gouvernement, Québec.

2° Fournir le texte de l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est envoyée dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la Reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur de la Reine, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

### NOTICE TO INTERESTED PARTIES

#### Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Parliament Buildings, Quebec.

2. Supply advertising copy in the two official languages. When same is supplied in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the Queen's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Queen's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

Authorized by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le **mercredi** à condition que ce jour de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans un tel cas, l'ultime délai expire à midi, le mardi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la Reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avvertir l'Imprimeur de la Reine, avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

#### Tarif des Annonces: Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate* pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre « o » signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur de la Reine,

ROCH LEFEBVRE.

Hôtel du Gouvernement,

Québec, 5 décembre 1960.

53551 — 1-53-0

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on **Wednesday**, providing that this day of the week is not a holiday. In such case, the ultimate delay expires at noon, on Tuesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover, the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

#### Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1 per dozen.

Subscriptions: \$7 per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third to the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

ROCH LEFEBVRE,

Queen's Printer.

Parliament Buildings,

Québec, December 5, 1960.

53551 — 1-53-0

## Lettres patentes

(P.G. 13193-61)

### Affco Investments Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 21e jour de juin 1961, constituant en corporation: Nathaniel Leonard Rappaport, conseil en loi de la Reine, Morton Bessner, tous deux de Montréal, et George Whelan, de Beaconsfield, tous avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de « Affco Investments Corp. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 3,600 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 400 ouest, rue Ontario, Montréal, district judiciaire de Montréal.

## Letters Patent

(A.G. 13193-61)

### Affco Investments Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 21st day of June, 1961, incorporating: Nathaniel Leonard Rappaport, Queen's Counsel, Morton Bessner, both of Montreal, and George Whelan, of Beaconsfield, all advocates, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Affco Investments Corp.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of a par value of \$10 each and 3,600 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at 400 Ontario Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 21e jour de juin 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
59022 RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 14254-61)

**Ameco Development Corporation**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 8e jour de septembre 1961, constituant en corporation: J. Austin Murphy, Cecil H. Macnaughten, avocats et conseils en loi de la Reine, Francis J. Dolan, comptable, Arthur Quesnel, commis, et Meta Brooker, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce et les activités d'une compagnie minière, sous le nom de «Ameco Development Corporation», avec un capital total de \$500,000, divisé en 500,000 actions d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 8e jour de septembre 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
59022 RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 14187-61)

**André et Raymond Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 17e jour d'août 1961, constituant en corporation: Raymond Goudreau, vendeur, Pierrette Tremblay, ménagère, épouse commune en biens dudit Raymond Goudreau, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de Montréal, André Girouard, inspecteur, et Pierrette Sauvageau, ménagère, épouse séparée de biens dudit André Girouard, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, ces deux derniers de la cité de Saint-Michel, pour les objets suivants:

Commerce de vêtements pour hommes et adolescents, sous le nom de «André et Raymond Inc.», avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 17e jour d'août 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
59022-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 12937-61)

**Arlise Holding Corp.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 8e jour de juin 1961, constituant en corporation: Irving Halperin, Daniel Morris, tous deux avocats, et Ernest Rashkovan, notaire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de «Arlise Holding Corp.», avec un capital total de \$200,000, divisé en 18,000 actions privilégiées de \$10 chacune et 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of June, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,  
59022-o Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 14254-61)

**Ameco Development Corporation**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 8th day of September, 1961, incorporating: J. Austin Murphy, Cecil H. Macnaughten, advocates and Queen's Counsels, Francis J. Dolan, accountant, Arthur Quesnel, clerk, and Meta Brooker, secretary, spinster of the full age of majority, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business and operations of a mining company, under the name of "Ameco Development Corporation", with a total capital stock of \$500,000, divided into 500,000 shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of September, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,  
59022-o Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 14187-61)

**André et Raymond Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 17th day of August, 1961, incorporating: Raymond Goudreau, salesman, Pierrette Tremblay, housewife, wife common as to property of the said Raymond Goudreau, and duly authorized by him for these presents, both of Montreal, André Girouard, inspector, and Pierrette Sauvageau, housewife, wife separate as to property of the said André Girouard, and duly authorized by him for these presents, the latter two of the city of Saint-Michel, for the following purposes:

To deal in men's and adolescents' wearing apparel, under the name of "André et Raymond Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,  
59022 Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 12937-61)

**Arlise Holding Corp.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 8th day of June, 1961, incorporating: Irving Halperin, Daniel Morris, both advocates, and Ernest Rashkovan, notary, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Arlise Holding Corp." with a total capital stock of \$200,000, divided into 18,000 preferred shares of \$10 each and 2,000 common shares of \$10 each.

Le siège social de la compagnie sera 3005, rue De Chazel, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 8e jour de juin 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

59022

RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 13929-61)

**Artistic Wear Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 2e jour d'août 1961, constituant en corporation: Sigmund Gruber, Joseph Gruber, marchands, et Gladys MacLeod, secrétaire, célibataire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de vêtements, sous le nom de « Artistic Wear Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 2e jour d'août 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

59022

RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 14278-61)

**Émile Asselin Construction Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 23e jour d'août 1961, constituant en corporation: Paul Lemieux, avocat, de Beloeil, Marcelle Roy, secrétaire, célibataire, et Maurice M. Goulet, avocat, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Émile Asselin Construction Inc. », avec un capital total de \$10,000, divisé en 1,000 actions communes d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1600, rue Berri, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 23e jour d'août 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

59022-o

RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 11878-61)

**Association Générale des Familles du Québec**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 15e jour d'août 1961, constituant en corporation sans capital-actions: Sylvio Latreille, courtier, Jean-Guy Latreille, marchand, Marcel Beauchamp, gérant d'assurance, Roger Joly, agent de sûreté, tous quatre de Pont-Viau, Lionel Eymard, avocat, Jean-Roch Gariépy, constructeur, Alphonse Vilandré, entrepreneur général, tous trois de Montréal, et Olivier Colomby et Henry Cyr, tous deux entrepreneurs, de Saint-Elzéar, pour les objets suivants:

The head office of the company will be at 3005, De Chazel street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of June, 1961.

*RAYMOND DOUVILLE,*

59022-o

*Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 13929-61)

**Artistic Wear Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 2nd day of August, 1961, incorporating: Sigmund Gruber, Joseph Gruber, merchants, and Gladys MacLeod, secretary, spinster, all of Montreal, for the following purposes:

To deal in wearing apparel, under the name of "Artistic Wear Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of the par value of \$10 each and 2,000 preferred shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 2nd day of August, 1961.

*RAYMOND DOUVILLE,*

59022-o

*Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 14278-61)

**Émile Asselin Construction Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 23rd day of August, 1961, incorporating: Paul Lemieux, advocate, of Beloeil, Marcelle Roy, secretary, spinster, and Maurice M. Goulet, advocate, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business as builders and general building contractors, under the name of "Émile Asselin Construction Inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at 1600 Berri Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of August, 1961.

*RAYMOND DOUVILLE,*

59022

*Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 11878-61)

**Association Générale des Familles du Québec**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 15th day of August, 1961, to incorporate as a corporation without share capital: Sylvio Latreille, broker, Jean-Guy Latreille, merchant, Marcel Beauchamp, insurance manager, Roger Joly, security agent, all four of Pont-Viau, Lionel Eymard, advocate, Jean-Roch Gariépy, builder, Alphonse Vilandré, general contractor, all three of Montreal, and Olivier Colomby, and Henry Cyr, both contractors of Saint-Elzéar, for the following purposes:

Faire reconnaître et protéger les droits de la famille, sous le nom de « Association Générale des Familles du Québec ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$1,000.

Le siège social de la corporation sera 10339, rue Saint-Laurent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 15e jour d'août 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
59022-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 13417-61)

**Association Parents-Maitres de Verdun Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 21e jour d'août 1961, constituant en corporation sans capital-actions: Guy Giroux, commis, Jacques Florent, comptable, et Gérard McCann, gérant, tous de Verdun, pour les objets suivants:

Associer et grouper les parents des élèves ainsi que les professeurs afin d'étudier en commun les problèmes qui se rapportent à l'éducation propre, à la culture intellectuelle et physique de même qu'au bien-être des élèves, sous le nom de « Association Parents-Maitres de Verdun Inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$20,000.

Le siège social de la corporation sera 411 — 6e ave, Verdun, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 21e jour d'août 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
59022-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 13363 61)

**L'Association Sportive de Charlesbourg  
Charlesbourg Sporting Association**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 24e jour d'août 1961 constituant en corporation sans capital-actions: Louis-Jules Morin, sergent de police, Jacques Dorion, étudiant, Raymond Vézina, sableur, Marcel Lepire, boucher, André Plante, Charles Légaré, gérants, Claude Lapointe, Eddy Parent, constables, Gérard Lefebvre, employé de bureau, Gérard Michaud, imprimeur, Léopold Bisson, agent « Sûreté Provinciale », Jacques Arteau, rédacteur, tous les douze de Charlesbourg, Henri-Paul Villeneuve, cultivateur, de Charlesbourg-Ouest, et Laurent Giroux, caporal, de Charlesbourg-East, pour les objets suivants:

Grouper en association toutes les personnes de la région qui s'intéressent aux sports, sous le nom de « L'Association Sportive de Charlesbourg — Charlesbourg Sporting Association ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation sera à Charlesbourg, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 24e jour d'août 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
59022-o RAYMOND DOUVILLE.

To see that all family rights are recognized and protected under the name of "Association Générale des Familles du Québec".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$1,000.

The head office of the corporation will be at 10339 Saint-Laurent Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of August, 1961.

*RAYMOND DOUVILLE,*  
59022 *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 13417-61)

**Association Parents-Maitres de Verdun Inc.**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 21st day of August, 1961, to incorporate as a corporation without share capital: Guy Giroux, clerk, Jacques Florent, accountant, and Gérard McCann, manager, all of Verdun, for the following purposes:

To associate and group the parents and pupils as well as the professors so that they may study together in common the problems pertaining to education itself the intellectual and physical culture as well as the welfare of the pupils under the name of "Association Parents-Maitres de Verdun Inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$20,000.

The head office of the corporation will be at 411 — 6th Avenue, Verdun, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of August, 1961.

*RAYMOND DOUVILLE,*  
59022 *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 13363-61)

**L'Association Sportive de Charlesbourg  
Charlesbourg Sporting Association**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 24th day of August, 1961, to incorporate as a corporation without share capital: Louis-Jules Morin, police segeant, Jacques Dorion, student, Raymond Vézina, sand-moulder, Marcel Lepire, butcher, André Plante, Charles Légaré, managers, Claude Lapointe, Eddy Parent, constables, Gérard Lefebvre, office employee, Gérard Michaud, printer, Léopold Bisson, Provincial Police agent, Jacques Arteau, editor, all twelve of Charlesbourg, Henri-Paul Villeneuve, farmer, of Charlesbourg-West, and Laurent Giroux, corporal, of Charlesbourg-East, for the following purposes:

To group into an association all persons of the region interested in sports, under the name of "L'Association Sportive de Charlesbourg — Charlesbourg Sporting Association".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation will be at Charlesbourg, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of August, 1961.

*RAYMOND DOUVILLE,*  
59022 *Assistant Secretary of the Province.*

(P.G. 13795-61)

**Les Ateliers Raoul Desbiens Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 31e jour d'août 1961, constituant en corporation: Raoul Desbiens, Benoît Desbiens et Guy Desbiens, tous industriels, de Chicoutimi-Nord, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de véhicules automobiles et faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Les Ateliers Raoul Desbiens Ltée », avec un capital total de \$50,000, divisé en 5,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Chicoutimi-Nord, district judiciaire de Chicoutimi.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 31e jour d'août 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

59022-o

RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 13795-61)

**Les Ateliers Raoul Desbiens Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 31st day of August, 1961, incorporating: Raoul Desbiens, Benoît Desbiens and Guy Desbiens, all industrialists, of Chicoutimi-North, for the following purposes:

To operate a business dealing in motor vehicles and to carry on as garage-keepers under the name of "Les Ateliers Raoul Desbiens Ltée", with a total capital stock of \$50,000, divided into 5,000 shares of \$10 each.

The head office of company will be at Chicoutimi-North, judicial district of Chicoutimi.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 31st day of August, 1961.

*RAYMOND DOUVILLE,*

59022

*Assistant Secretary of the Province.*

(P.G. 14267-61)

**Atma Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 28e jour d'août 1961, constituant en corporation: Valère Marceau, machiniste, de Notre-Dame-de-la-Doré, Charles-Eugène Leboeuf, commissaire industriel, Alfred Hamel, administrateur, Paul Dumas, garagiste, Oswald Verreault, manufacturier, Roland Gagnon, commerçant, Jean-Paul Demers, Gérard Audet et Pascal Savard, tous trois entrepreneurs, ces huit derniers de Saint-Félicien, pour les objets suivants:

Faire affaires comme quincailliers, sous le nom de « Atma Inc. », avec un capital total de \$250,000, divisé en 240,000 actions participantes classe « A » d'une valeur au pair de \$1 chacune et en 10,000 actions classe « B » d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Félicien, district judiciaire de Roberval.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 28e jour d'août 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

59022-o

RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 14267-61)

**Atma Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 28th day of August, 1961, incorporating: Valère Marceau, machinist, of Notre-Dame-de-la-Doré, Charles-Eugène Leboeuf, industrial commissioner, Alfred Hamel, administrator, Paul Dumas, garage-keeper, Oswald Verreault, manufacturer, Roland Gagnon, trader, Jean-Paul Demers, Gérard Audet, and Pascal Savard, all three contractors, the eight latter of Saint-Félicien, for the following purposes:

To carry on business as hardware dealers, under the name of "Atma Inc.", with a total capital stock of \$250,000, divided into 240,000 participating class "A" shares of a par value of \$1 each and 10,000 class "B" shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company will be at Saint-Félicien, judicial district of Roberval.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of August, 1961.

*RAYMOND DOUVILLE,*

59022

*Assistant Secretary of the Province.*

(P.G. 13151-61)

**Automatic Forms Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 20e jour de juin 1961, constituant en corporation: William Maxwell Ford, avocat, de Boucherville, Francis Bramwell Wilson, de Mont-Royal, Frank Monroe, de St-Lambert, Frederick Burton Wortman, de Montréal, tous trois vendeurs, et Wilfrid Lanctot, entrepreneur, de Montréal pour les objets suivants:

Vendre des formules de lithographie et des formules d'affaires, sous le nom de « Automatic Forms Limited », avec un capital total de \$5,000, divisé en 499 actions privilégiées, d'une valeur au pair de \$10 chacune et 10 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 20e jour de juin 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

59022

RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 13151-61)

**Automatic Forms Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 20th day of June, 1961, incorporating: William Maxwell Ford, advocate, of Boucherville, Francis Bramwell Wilson, of Mount Royal, Frank Monroe, of St. Lambert, Frederick Burton Wortman, of Montreal, all three salesmen, and Wilfrid Lanctot, contractor, of Montreal, for the following purposes:

To sell lithography forms and business forms, under the name of "Automatic Forms Limited", with a total capital stock of \$5,000, divided into 499 preferred shares of a par value of \$10 each and 10 common shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of June, 1961.

*RAYMOND DOUVILLE,*

59022-o

*Assistant Secretary of the Province.*

(P.G. 14182-61)

**Automotive Service & Sales Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 6e jour de septembre 1961, constituant en corporation: Jean-Paul Cardinal, conseil en loi de la Reine, Jacques-P. Dansereau, tous deux avocats, et Marie-Claire Clément, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de véhicules automobiles et faire affaires comme garagistes, sous le nom de «Automotive Service & Sales Inc.», avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 335, Curé Labelle, Chomedey, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 6e jour de septembre 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

59022-o RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 14182-61)

**Automotive Service & Sales Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 6th day of September, 1961, incorporating: Jean-Paul Cardinal, Queen's Counsel, Jacques-P. Dansereau, both advocates, and Marie-Claire Clément, secretary, spinster, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business dealing in motor vehicles and to do business as garage-keepers under the name of "Automotive Service & Sales Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 40,000 shares of \$1 each.

The head office of the company will be at 335 Curé Labelle street, Chomedey, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of September, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59022 Assistant Secretary of the Province.

(P.G. 13171-61)

**5-10-15 & Bijouterie Raymond Simard Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 19e jour de juin 1961, constituant en corporation: Germain Simard, avocat, de Clermont, Raymond Simard, et Réal Tremblay, commerçants, de Baie-Saint-Paul, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de 5-10-15 et de bijouterie, sous le nom de «5-10-15 & Bijouterie Raymond Simard Inc.», avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions communes de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 30, rue St-Jean-Baptiste, Baie-Saint-Paul, district judiciaire de Saguenay.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 19e jour de juin 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

59022-o RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 13171-61)

**5-10-15 & Bijouterie Raymond Simard Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 19th day of June, 1961, incorporating: Germain Simard, advocate, of Clermont, Raymond Simard and Réal Tremblay, traders, of Baie-Saint-Paul, for the following purposes:

To carry on business as a 5-10-15 and jewellery store, under the name of "5-10-15 & Bijouterie Raymond Simard Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 30 St-Jean-Baptiste street, Baie-Saint-Paul, judicial district of Saguenay.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of June, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59022 Assistant Secretary of the Province.

(P.G. 13496-61)

**Léopold Beaulieu Meubles Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 25e jour d'août 1961, constituant en corporation: Léopold Beaulieu, marchand, Maurice Parent, commis, et Louis Paradis, avocat, tous de Sept-Iles, pour les objets suivants:

Faire le commerce de meubles et de nouveautés de toutes sortes, sous le nom de «Léopold Beaulieu Meubles Inc.», avec un capital total de \$60,000, divisé en 4,000 actions communes de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sept-Iles, district judiciaire de Saguenay.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 25e jour d'août 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

59022-o RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 13496-61)

**Léopold Beaulieu Meubles Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 25th day of August, 1961, incorporating: Léopold Beaulieu, merchant, Maurice Parent, clerk, and Louis Paradis, advocate, all of Sept-Iles, for the following purposes:

To carry on business dealing in furniture and novelties of all kinds, under the name of "Léopold Beaulieu Meubles Inc.", with a total capital stock of \$60,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Sept-Iles, judicial district of Saguenay.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59022 Assistant Secretary of the Province.

(P.G. 13544-61)

**Beaumier Construction Ltée  
Beaumier Construction Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 23e jour d'août 1961, constituant en corporation: Jean-Claude Hamel, notaire, Solange Pesant, secrétaire, fille majeure, et Guy Guénette, comptable, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Commerce d'immeubles et de construction, sous le nom de « Beaumier Construction Ltée — Beaumier Construction Ltd. », avec un capital total de \$10,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1575, rue Dauphin, Duvernay, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 23e jour d'août 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

59022-o

RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 13544-61)

**Beaumier Construction Ltée  
Beaumier Construction Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 23rd day of August, 1961, incorporating: Jean-Claude Hamel, notary, Solange Pesant, secretary, fille majeure, and Guy Guénette, accountant, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business dealing in immovables and construction under the name of "Beaumier Construction Ltée — Beaumier Construction Ltd.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 100 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 1575 Dauphin Street, Duvernay, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of August, 1961.

*RAYMOND DOUVILLE,*

59022

*Assistant Secretary of the Province.*

(P.G. 12913-61)

**L. Beaumier Transport Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 18e jour de juillet 1961, constituant en corporation: Lucien Beaumier, Léonard Savard, camionneurs, de Dolbeau, et Robert Gagné, agent d'assurances, de Chambord, pour les objets suivants:

Commerce de transport, sous le nom de « L. Beaumier Transport Ltée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 800, 8ième avenue, Dolbeau, district judiciaire de Roberval.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 18e jour de juillet 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

59022-o

RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 12913-61)

**L. Beaumier Transport Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 18th day of July, 1961, incorporating: Lucien Beaumier, Léonard Savard, truckers, of Dolbeau, and Robert Gagné, insurance agent, of Chambord, for the following purposes:

To carry on a business dealing in transportation under the name of "L. Beaumier Transport Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at 800, 8th Avenue, Dolbeau, judicial district of Roberval.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of July, 1961.

*RAYMOND DOUVILLE,*

59022

*Assistant Secretary of the Province.*

(P.G. 13645-61)

**Beaumont Heating Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 13e jour de juillet 1961, constituant en corporation: Cyril E. Schwisberg, conseil en loi de la Reine, Irwin S. Brodie, avocats, et Sonya Schneyer, secrétaire, fille majeure et usant de ses droits, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Acheter, vendre et installer tous genres d'appareils de chauffage, de réfrigération et de climatisation, sous le nom de « Beaumont Heating Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 40 actions ordinaires de \$100 chacune et 3,600 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 13e jour de juillet.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

59022

RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 13645-61)

**Beaumont Heating Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 13th day of July, 1961, incorporating: Cyril E. Schwisberg, Queen's Counsel, Irwin S. Brodie, advocates, and Sonya Schneyer, secretary, fille majeure et usant de ses droits, all of Montreal, for the following purposes:

To buy, sell and instal all types of heating, refrigeration and air-conditioning equipment, under the name of "Beaumont Heating Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 40 common shares of \$100 each and 3,600 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of July, 1961.

*RAYMOND DOUVILLE,*

59022-o

*Assistant Secretary of the Province.*

(P.G. 13925-61)

**Bertolli Canada Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 2e jour d'août 1961, constituant en corporation: Joseph Samuel Caplan, Nathan Levitsky, avocats, Rita Mahoney, secrétaire, fille majeure, tous trois de Montréal, et Maurice Giroux, estimateur, de Mont-Royal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'aliments et produits alimentaires, sous le nom de « Bertolli Canada Ltd. », avec un capital total de \$10,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 2e jour d'août 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

59022

(A.G. 13925-61)

**Bertolli Canada Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 2nd day of August, 1961, incorporating: Joseph Samuel Caplan, Nathan Levitsky, advocates, Rita Mahoney, secretary, fille majeure, all three of Montreal, and Maurice Giroux, evaluator, of Mount Royal, for the following purposes:

To deal in foods and food products, under the name of "Bertolli Canada Ltd.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 2,000 common shares of \$5 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 2nd day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

59022-o

(P.G. 13738-61)

**Paul Bérubé & Fils Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 24e jour d'août 1961, constituant en corporation: Jean-Louis Voisine, André Harvey, tous deux commis, et Jean-Claude Demers, notaire, tous d'Alma, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs de pompes funèbres, sous le nom de « Paul Bérubé & Fils Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Alma, district judiciaire de Roberval.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 24e jour d'août 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

59022-o

(A.G. 13738-61)

**Paul Bérubé & Fils Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 24th day of August, 1961, incorporating: Jean-Louis Voisine, André Harvey, both clerks and Jean-Claude Demers, notary, all of Alma, for the following purposes:

To carry on a business as funeral contractors under the name of "Paul Bérubé & Fils Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Alma, judicial district of Roberval.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

59022

(P.G. 13370-61)

**Best Sewing Specialties Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 25e jour d'août 1961, constituant en corporation: Camille Messara, Jean Cormier et Gérard Chapdelaine, tous avocats, de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Commerce de toutes marchandises et articles se rapportant au commerce de la couture, sous le nom de « Best Sewing Specialties Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 25e jour d'août 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

59022-o

(A.G. 13370-61)

**Best Sewing Specialties Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 25th day of August, 1961, incorporating: Camille Messara, Jean Cormier and Gérard Chapdelaine, all advocates, of Sherbrooke, for the following purposes:

To deal in all merchandise and articles pertaining to the sewing business, under the name of "Best Sewing Specialties Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Sherbrooke, judicial district of Saint Francis.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

59022

(P.G. 14252-61)

**Best Value Furniture Stores Association  
L'Association des Magasins de Meubles  
Bon Marché**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la

(A.G. 14252-61)

**Best Value Furniture Stores Association  
L'Association des Magasins de Meubles  
Bon Marché**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the

province de Québec des lettres patentes, en date du 21e jour d'août 1961, constituant en corporation sans capital-actions: Max S. Kaufman, conseil en loi de la Reine, de Westmount, Joseph Roy Hoffman, Oscar Respitz, tous deux de Montréal, Sydney Sederoff, de Côte-St-Luc, tous les quatre avocats, et Joyce Blond, étudiante en droit, fille majeure, de Montréal, pour les objets suivants:

Groupier ensemble comme une organisation cohésive sans but lucratif les détaillants et négociants de meubles de la province de Québec, sous le nom de « Best Value Furniture Stores Association — L'Association des Magasins de Meubles Bon Marché ».

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 21e jour d'août 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

59022

RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 13386-61)

**Bookalam Building Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 19e jour de juillet 1961, constituant en corporation: Roger-Louis Beaulieu, d'Outremont, William Tetley, de Mont-Royal, Charles Alexander Phelan, John H. Gomery, tous deux de Montréal, et André-J. Clermont, de Prévile, tous avocats, pour les objets suivants:

Administrer certains immeubles spécifiques, sous le nom de « Bookalam Building Ltd. », avec un capital-actions divisé en 100 actions sans valeur nominale ou au pair, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses activités sera de \$500.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 19e jour de juillet 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

59022

RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 14326-61)

**Boucher et Morin Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 25e jour d'août 1961, constituant en corporation: Jeannine Beaudoin, Liette Riopel, secrétaires, célibataires majeures et usant de leurs droits, et Sylvio Riopel, vendeur, tous de Joliette, pour les objets suivants:

Commerce de produits alimentaires, sous le nom de « Boucher et Morin Ltée », avec un capital total de \$20,000, divisé en 2,000 actions communes de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Gabriel-de-Brandon, comté de Berthier, district judiciaire de Joliette.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 25e jour d'août 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

59022-o

RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 12893-61)

**Boudreau & Fils Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

Province of Quebec, bearing date the 21st day of August, 1961, to incorporate as a corporation without share capital: Max S. Kaufman, Queen's Counsel, of Westmount, Joseph Roy Hoffman, Oscar Respitz, both of Montreal, Sydney Sederoff, of Côte-St-Luc, all four advocates, and Joyce Blond, law-student, spinster of the full age of majority, of Montreal, for the following purposes:

To group together as a non-profit cohesive organization the retailers and dealers in furniture of the Province of Quebec, under the name of "Best Value Furniture Stores Association — L'Association des Magasins de Meubles Bon Marché".

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of August, 1961.

*RAYMOND DOUVILLE,*

59022-o

*Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 13386-61)

**Bookalam Building Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 19th day of July, 1961, incorporating: Roger-Louis Beaulieu, of Outremont, William Tetley, of Mount Royal, Charles Alexander Phelan, John H. Gomery, both of Montreal, and André-J. Clermont, of Prévile, all advocates, for the following purposes:

To administer certain specific real estate, under the name of "Bookalam Building Ltd.", with a capital stock divided into 100 shares without nominal or par value, and the amount with which the company will commence its operations will be \$500.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of July, 1961.

*RAYMOND DOUVILLE,*

59022-o

*Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 14326-61)

**Boucher et Morin Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 25th day of August, 1961, incorporating: Jeannine Beaudoin, Liette Riopel, secretaries, spinsters of the full age of majority and in use of their rights, and Sylvio Riopel, salesman, all of Joliette, for the following purposes:

To deal in food products, under the name of "Boucher et Morin Ltée", with a total capital stock of \$20,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Saint-Gabriel-de-Brandon, county of Berthier, judicial district of Joliette.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of August, 1961.

*RAYMOND DOUVILLE,*

59022

*Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 12893-61)

**Boudreau & Fils Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have

été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 26e jour de juillet 1961, constituant en corporation: Cécilia Martin Boudreau, ménagère, veuve d'Armand Boudreau, Én il en Boudreau, mécanicien, et Rita Boudreau B nville, institutrice, tous de Godbout, pou les objets suivants:

Exercer le commerce de véhicules automobiles et faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Boudreau & Fils Ltée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Godbout, district judiciaire de Saguenay.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 26e jour de juillet 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
59022-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 13504-61)

**Boulangerie Montréal Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 25e jour d'août 1961, constituant en corporation: René Viau, boulanger, Thérèse Lafortune, secrétaire, célibataire, tous deux de Montréal, et Gérard Raynauld, boulanger, de Repentigny, pour les objets suivants:

Faire le commerce de boulangers, confiseurs et fabricants de biscuits, sous le nom de « Boulangerie Montréal Inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 250 actions communes de \$100 chacune et en 750 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 2609, rue Orléans, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 25e jour d'août 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
59022-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 14031-61)

**Bourdeau Amusement Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 22e jour d'août 1961, constituant en corporation: Pierre Gaston, avocat, de Lachine, Maurice Bourdeau, marchand, et Rita Bourdeau, ménagère, épouse séparée de biens dudit Maurice Bourdeau, tous deux de la ville de Saint-Pierre, pour les objets suivants:

Commerce de toutes marchandises pouvant faire l'objet d'un commerce de restaurant, sous le nom de « Bourdeau Amusement Ltée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions communes de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la ville de Saint-Pierre, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 22e jour d'août 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
59022-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 12196-61)

**Canadiana Homes Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 26th day of July, 1961, incorporating: Cécilia Martin Boudreau, housewife, widow of Armand Boudreau, Émilien Boudreau, mechanic, and Rita Boudreau Banville, teacher, all of Godbout, for the following purposes:

To carry on a business dealing in motor vehicles and to operate as garage-keepers, under the name of "Boudreau & Fils Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Godbout, judicial district of Saguenay.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,  
59022 Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 13504-61)

**Boulangerie Montréal Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 25th day of August, 1961, incorporating: René Viau, baker, Thérèse Lafortune, secretary, spinster, both of Montréal, and Gérard Raynauld, baker of Repentigny, for the following purposes:

To carry on a business as bakers, confectioners and manufacturers of biscuits, under the name of "Boulangerie Montréal Inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 250 shares of \$100 each and into 750 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 2609 Orléans Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,  
59022 Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 14031-61)

**Bourdeau Amusement Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 22nd day of August, 1961, incorporating: Pierre Gaston, advocate, of Lachine, Maurice Bourdeau, merchant, and Rita Bourdeau, housewife, wife separate as to property of the said Maurice Bourdeau, both of the town of Saint-Pierre, for the following purposes:

To carry on a business dealing in all kinds of merchandise which may form part of the business of a restaurant, under the name of "Bourdeau Amusement Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be in the town of Saint-Pierre, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,  
59022 Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 12196-61)

**Canadiana Homes Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have

été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 22e jour d'août 1961, constituant en corporation: Georges-Charles Lachance, Guy-E. Boisvert, André Perreault et G. Harold Pickel, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de construction, sous le nom de «Canadiana Homes Ltd.», avec un capital total de \$100,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune et 95,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 7514 Chemin Guelph, Côte-Saint-Luc, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 22e jour d'août 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

59022

RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 13360-61)

**Canadian College of Data Processing Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 24e jour de juillet 1961, constituant en corporation: Patricia Gain, Kathleen Mary Higgins, Margaret Irene Stewart, Joyce Harding, Valerie Jean Higgins, Susan Pye, toutes six secrétaires, filles majeures, et James Alexander Robb, avocat, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Posséder, diriger et opérer une école ou des écoles dans le but d'enseigner sous tous les aspects les procédures des données électroniques, machines de comptabilité spéciale, trieuses, reproductrices et autres machines utilisées en regard des procédés de données de tous genres et descriptions, sous le nom de «Canadian College of Data Processing Ltd.», avec un capital total de \$20,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 24e jour de juillet 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

59022

RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 13725-61)

**Centra Bowling Construction Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 18e jour de juillet 1961, constituant en corporation: Melvin Salmon, Moe Moscovitch, tous deux avocats, et Carole Neal, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de «Centra Bowling Construction Inc.», avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à chambre 1000, 1255 rue University, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 18e jour de juillet 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

59022

RAYMOND DOUVILLE.

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 22nd day of August, 1961, incorporating: Georges-Charles Lachance, Guy-E. Boisvert, André Perreault and G. Harold Pickel, all lawyers, of Montreal, for the following purposes:

To do business as a construction company, under the name of "Canadiana Homes Inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 500 common shares of \$10 each and 95,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at 7514 Guelph Road, Côte-Saint-Luc, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of August, 1961.

*RAYMOND DOUVILLE,*

59022-o

*Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 13360-61)

**Canadian College of Data Processing Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 24th day of July, 1961, incorporating: Patricia Gain, Kathleen Mary Higgins, Margaret Irene Stewart, Joyce Harding, Valerie Jean Higgins, Susan Pye, all six secretaries, spinsters, and James Alexander Robb, advocate, all of Montreal, for the following purposes:

To own, conduct and operate a school or schools for instructional purposes in connection with all aspects of electronic data processing systems, special purposes accounting machines, sorters, re-producers and other machines used in connection with the processing of data of all types and descriptions, under the name of "Canadian College of Data Processing Ltd.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 2,000 common shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of July, 1961.

*RAYMOND DOUVILLE,*

59022-o

*Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 13725-61)

**Centra Bowling Construction Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 18th day of July, 1961, incorporating: Melvin Salmon, Moe Moscovitch, both advocates, and Carole Neal, secretary, fille majeure, all of Montreal, for the following purposes:

To act as a real estate and construction company, under the name of "Centra Bowling Construction Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Room 1000, 1255 University Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of July, 1961.

*RAYMOND DOUVILLE,*

59022-o

*Assistant Secretary of the Province.*

(P.G. 14073-61)

**Le Centre d'Accueil de Granby Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 10e jour d'août 1961, constituant en corporation sans capital-actions: Frank-J. Brunet, Raymond Chaput, Jean-M. Saurette, David Bouchard, Lesley L. Harvey, tous cinq hommes d'affaires, Roger Brière, ingénieur, Gérard Southière, Joseph Lemieux, notaires, J.-A. Denis Ménard, Émilien Ménard, J.-Armand Babin, Raymond Laflamme, Renald Picard, tous cinq commerçants, Doris Robert, Gilles Bélanger, avocats, Jean Avery, Raoul-A. Durocher, courtiers, Aimé Laurion, imprimeur, Arsène Fortin, Mme Rémi Vadnais, veuve de Rémi Vadnais, rentiers, Émile Lacoste, Fernand Fortin, plombiers, Hon. Patrick E. Delaney, juge, Bernard Leclerc, Laurio Racine, E.-Jules Crevier, Armand Lapointe, Horace Boivin, tous cinq industriels, Gilles Dallaire, comptable, J.-Armand Bouchard, optométriste, T. Eddy Dunn, Don Dunlavey, Nestor L. Melanson, Georges Egli, Victorien Matton, tous cinq gérants, Armand Bélanger, garagiste, Dr Sarto-G. Côté, médecin, Carolus Marquis, entrepreneur, J.-Hervé Lefebvre, agent, Marcel Boivin, député fédéral, Émile Lajeunesse, peintre, Germain Authier, Gérard Authier, laitiers, Gaston Guertin, pharmacien, Léo Laforest, directeur, et Mme Carolus Marquis, ménagère, épouse séparée de biens de Carolus Marquis, tous de Granby, pour les objets suivants:

Établir et diriger un centre d'accueil et de protection pour jeunes filles, sous le nom de « Le Centre d'Accueil de Granby Inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation sera à Granby, district judiciaire de Bedford.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 10e jour d'août 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

59022-o

RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 14073-61)

**Le Centre d'Accueil de Granby Inc.**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 10th day of August, 1961, to incorporate as a corporation without share capital: Frank-J. Brunet, Raymond Chaput, Jean-M. Saurette, David Bouchard, Lesley L. Harvey, all five business men, Roger Brière, engineer, Gérard Southière, Joseph Lemieux, notaries, J.-A. Denis Ménard, Émilien Ménard, J.-Armand Babin, Raymond Laflamme, Renald Picard, all five tradesmen, Doris Robert, Gilles Bélanger, advocates, Jean Avery, Raoul-A. Durocher, brokers, Aimé Laurion, printer, Arsène Fortin, Mrs. Rémi Vadnais, widow of Rémi Vadnais, annuitants, Émile Lacoste, Fernand Fortin, plumbers, Hon. Patrick E. Delaney, judge, Bernard Leclerc, Laurio Racine, E.-Jules Crevier, Armand Lapointe, Horace Boivin, all five industrialists, Gilles Dallaire, accountant, J.-Armand Bouchard, optometrist, T. Eddy Dun, Don Dunlavey, Nestor L. Melanson, Georges Egli, Victorien Matton, all five managers, Armand Bélanger, garage-keeper, Dr. Sarto-G. Côté, physician, Carolus Marquis, contractor, J.-Hervé Lefebvre, agent, Marcel Boivin, federal deputy, Émile Lajeunesse, painter, Germain Authier, Gérard Authier, milkmen, Gaston Guertin, pharmacist, Léo Laforest, director, and Mrs. Carolus Marquis, housewife, wife separate as to property of Carolus Marquis, all of Granby, for the following purposes:

To establish and direct a center for the shelter and protection of young girls under the name of "Le Centre d'Accueil de Granby Inc."

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation will be at Granby, judicial district of Bedford.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59022

*Assistant Secretary of the Province.*

(P.G. 13662-61)

**Le Centre d'Achats Laurier Limitée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 11e jour d'août 1961, constituant en corporation: Magella Roux, agent d'assurance, d'Arthabaska, Jean-Marie Feeney, notaire, de Victoriaville, et Dr Raymond Charron, médecin, de Plessisville, pour les objets suivants:

Commerce d'immeubles et de construction, sous le nom de « Le Centre d'Achats Laurier Limitée », avec un capital total de \$100,000, divisé en 500 actions ordinaires et en 500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Arthabaska, district judiciaire d'Arthabaska.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 11e jour d'août 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

59022-o

RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 13662-61)

**Le Centre d'Achats Laurier Limitée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 11th day of August, 1961, incorporating: Majella Roux, insurance agent, of Arthabaska, Jean-Marie Feeney, notary, of Victoriaville, and Dr. Raymond Charron, physician, of Plessisville, for the following purposes:

To carry on a business dealing in real estate and construction under the name of "Le Centre d'Achats Laurier Limitée", with a total capital stock of \$100,000, divided into 500 common shares and into 500 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Arthabaska, judicial district of Arthabaska.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59022

*Assistant Secretary of the Province.*

(P.G. 13831-61)

**Centre d'Habitation de St-Geroges-Ouest-Beauce Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

(A.G. 13831-61)

**Centre d'Habitation de St-Georges-Ouest-Beauce Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have

été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 25e jour d'août 1961, constituant en corporation: Arsène Morin, vendeur, Jean-Charles Turcotte, entrepreneur-électricien, Roland Poirier, restaurateur, et Rosaire Paquet, briquetier, tous de Saint-Georges-Ouest, pour les objets suivants:

Commerce d'immeubles, sous le nom de « Centre d'Habitation de St-Georges-Ouest-Beauce Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Georges-Ouest, district judiciaire ne Beauce.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 25e jour d'août 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
59022-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 12808-61)

**Centre Social 712, A.I.M. Inc.  
I.A.M. 712 Social Center Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 15e jour de juin 1961, constituant en corporations capital-actions: Louis Laberge, de Montréal, Aldo Caluori, de Pont-Viau, tous deux agents d'affaires, et Gérard Désilets, secrétaire financier, de la cité de Saint-Michel, pour les objets suivants:

Constituer, dans la cité de Montréal et dans les environs, une permanence et un agent de liaison pour l'avantage de l'Association Internationale des Machinistes, Log d'Avionnerie 712, de Montréal — Montreal Aircraft Lodge 712 de the International Association of Machinists, sous le nom de « Centre Social 712, A.I.M. Inc. — I.A.M. 712 Social Center Inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$200,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 15e jour de juin 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
59022-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 13705-61)

**A. Chalifoux Limitée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 22e jour d'août 1961, constituant en corporation: Yves Chalifoux, vendeur, André Chalifoux, commerçant, célibataire, et Yvonne Tourangeau Chalifoux, femme d'affaires, veuve d'Arthur Chalifoux, tous de Mont-Laurier, pour les objets suivants:

Commerce de quincaillerie, sous le nom de « A. Chalifoux Limitée », avec un capital total de \$100,000, divisé en 400 actions communes de \$100 chacune et en 600 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 143, rue de la Madone, Mont-Laurier, district judiciaire de Labelle.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 22e jour d'août 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
59022-o RAYMOND DOUVILLE.

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 25th day of August, 1961, incorporating: Arsène Morin, salesman, Jean-Charles Turcotte, contractors in electricity, Roland Poirier, restaurant-owner, and Rosaire Paquet, brick-layer, all of Saint-Georges-West, for the following purposes:

To deal in real estate, under the name of "Centre d'Habitation de St-Georges-Ouest-Beauce Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Saint-Georges-West, judicial district of Beauce.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of August, 1961.

*RAYMOND DOUVILLE,*  
59022 Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 12808-61)

**Centre Social 712, A.I.M. Inc.  
I.A.M. 712 Social Center Inc.**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 15th day of June, 1961, to incorporate as a corporation without share capital: Louis Laberge, of Montreal, Aldo Caluori, of Pont-Viau, both business agents, and Gérard Désilets, financial secretary, of the city of Saint-Michel, for the following purposes:

To constitute in the city of Montreal and in the vicinity a permanent local and a business agent for the advantage of the Association Internationale des Machinistes, Loge d'Avionnerie 712, de Montréal — Montreal Aircraft Lodge 712 of the International Association of Machinists, under the name of "Centre Social 712, A.I.M. Inc. — I.A.M. 712 Social Center Inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$200,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of June, 1961.

*RAYMOND DOUVILLE,*  
59022 Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 13705-61)

**A. Chalifoux Limitée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 22nd day of August, 1961, incorporating: Yves Chalifoux, salesman, André Chalifoux, trader, bachelor; and Yvonne Tourangeau Chalifoux, business woman, widow of Arthur Chalifoux, all of Mont-Laurier, for the following purposes:

To deal in hardware, under the name of "A. Chalifoux Limitée", with a total capital stock of \$100,000, divided into 400 common shares of \$100 each and 600 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 143 rue de la Madone, Mont-Laurier judicial district of Labelle.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of August, 1961.

*RAYMOND DOUVILLE,*  
59022 Assistant Secretary of the Province.

(P.G. 13349-61)

**Charberg Investment Corporation**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 28e jour de juin 1961, constituant en corporation: Frank F. Hubscher, avocat, de Côte-Saint-Luc, Kal Wiseman, administrateur, et David Luterman, comptable agréé, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Faire les transactions et le commerce de placements et d'immeubles, sous le nom de « Charberg Investment Corporation », avec un capital total de \$1,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1255, Phillips Square, chambre 701, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 28e jour de juin 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

59022

RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 13349-61)

**Charberg Investment Corporation**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 28th day of June, 1961, incorporating: Frank F. Hubscher, advocate, of Côte-Saint-Luc, Kal Wiseman, executive, and David Luterman, chartered accountant, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To transact and carry on a general investment and realty business, under the name of "Charberg Investment Corporation", with a total capital stock of \$1,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company will be at 1255 Phillips Square, Suite 701, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of June, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59022-o

*Assistant Secretary of the Province.*

(P.G. 14029-61)

**Chartered Fund Incorporated**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 7e jour d'août 1961, constituant en corporation: Samuel Chait, Nahum Gelber, tous deux avocats, et John Hamilton, secrétaire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'immeubles, sous le nom de « Chartered Fund Incorporated », avec un capital total de \$50,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 49,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1117 ouest, rue Ste-Catherine, suite 215, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 7e jour d'août 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

59022

RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 14029-61)

**Chartered Fund Incorporated**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 7th day of August, 1961, incorporating: Samuel Chait, Nahum Gelber, both advocates, and John Hamilton, secretary, all of Montreal, for the following purposes:

To deal in real estate, under the name of "Chartered Fund Incorporated", with a total capital stock of \$50,000, divided into 1,000 common shares of the par value of \$1 each and 49,000 preferred shares of the par value of \$1 each.

The head office of the company will be at 1117 St. Catherine Street West, Suite 215, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59022-o

*Assistant Secretary of the Province.*

(P.G. 13346-61)

**Cie de Construction Paul-Pau Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 25e jour d'août 1961, constituant en corporation: Alfred Gauthier, constructeur, Simonne Maltais, ménagère, épouse contractuellement séparée de bien dudit Alfred Gauthier, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de Montréal, et Victor Gauthier, constructeur, de Longueuil, pour les objets suivants:

Exercer les opérations de constructeurs, marchands de matériaux de construction et entrepreneurs généraux, sous le nom de « Cie de Construction Paul-Pau Ltée », avec un capital total de \$30,000, divisé en 300 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 4900, rue Paul-Pau, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 25e jour d'août 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

59022-o

RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 13346-61)

**Cie de Construction Paul-Pau Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 25th day of August, 1961, incorporating: Alfred Gauthier, builder, Simonne Maltais, housewife, wife contractually separate as to property of the said Alfred Gauthier, and duly authorized by him for these presents, both of Montreal, and Victor Gauthier, builder, of Longueuil, for the following purposes:

To carry on business as builders, dealers in construction materials and general contractors, under the name of "Cie de Construction Paul-Pau Ltée", with a total capital stock of \$30,000, divided into 300 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 4900 Paul-Pau St., Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59022

*Assistant Secretary of the Province.*

(P.G. 13625-61)

**La Cie d'Huile Provinciale de Québec Inc.  
Quebec Provincial Oil Co. Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 12e jour de juillet 1961, constituant en corporation: Sydney Lazarovitz, Lubain Lilkoff, avocats, et Jeanne-D'Arc Leclerc, secrétaire, fille majeure, tous de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs en plomberie, chauffage et réfrigération, sous le nom de « La Cie d'Huile Provinciale de Québec Inc.—Quebec Provincial Oil Co. Inc. », avec un capital total de \$10,000, divisé en 1,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 12e jour de juillet 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

59022

RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 13625-61)

**La Cie d'Huile Provinciale de Québec Inc.  
Quebec Provincial Oil Co. Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 12th day of July, 1961, incorporating: Sydney Lazarovitz, Lubain Lilkoff, advocates, and Jeanne-D'Arc Leclerc, secretary, fille majeure, all of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of plumbing, heating and refrigeration contractors, under the name of "La Cie d'Huile Provinciale de Québec Inc.—Quebec Provincial Oil Co. Inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 1,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Québec, judicial district of Québec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59022-o

*Assistant Secretary of the Province.*

(P.G. 14121-61)

**La Cie Gaspésienne de Dragage Limitée  
Gaspesia Drugging Company Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 11e jour d'août 1961, constituant en corporation: Paul-Émile d'Auteuil, André Lavoie, tous deux de Québec, et Jean-Paul Bédard, de Ste-Foy, tous comptables, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de dragueurs, sous le nom de « La Cie Gaspésienne de Dragage Limitée — Gaspesia Drugging Company Limited », avec un capital total de \$10,000, divisé en 100 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Paspébiac, district judiciaire de Bonaventure.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 11e jour d'août 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

59022-o

RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 14121-61)

**La Cie Gaspésienne de Dragage Limitée  
Gaspesia Drugging Company Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 11th day of August, 1961, incorporating: Paul-Émile d'Auteuil, André Lavoie, both of Québec, and Jean-Paul Bédard, of Ste-Foy, all accountants, for the following purposes:

To carry on a business as draggers under the name of "La Cie Gaspésienne de Dragage Limitée — Gaspesia Drugging Company Limited", with a total capital stock of \$10,000, divided into 100 shares of \$100 each.

The head office of company will be at Paspébiac, judicial district of Bonaventure.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59022

*Assistant Secretary of the Province.*

(P.G. 14026-61)

**Le Club de l'Union Internationale  
de Victoriaville Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 18e jour d'août 1961, constituant en corporation sans capital-actions: Albert Leduc, agent d'affaires, Jean-Guy Dumont, Richard Provencher, Léo Bouffard et Gaston Labarre, tous quatre ouvriers, tous de Victoriaville, pour les objets suivants:

Établir et diriger un club social, sous le nom de « Le Club de l'Union Internationale de Victoriaville Inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation sera à Victoriaville, district judiciaire d'Arthabaska.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 18e jour d'août 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

59022-o

RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 14026-61)

**Le Club de l'Union Internationale  
de Victoriaville Inc.**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 18th day of August, 1961, to incorporate as a corporation without share capital: Albert Leduc, business agent, Jean-Guy Dumont, Richard Provencher, Léo Bouffard and Gaston Labarre, all four workmen, all of Victoriaville, for the following purposes:

To establish and direct a social club under the name of "Le Club de l'Union Internationale de Victoriaville Inc."

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation will be at Victoriaville, judicial district of Arthabaska.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59022

*Assistant Secretary of the Province*

(P.G. 12566-61)

**Club Granby Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 24e jour d'août 1961, constituant en corporation sans capital-actions: Jérémia Duhamel, Orpha Choinière, Yoland-Paul Ferland, tous trois hommes d'affaires, Laurent Gaudreau, peintre, Yvon Gingras, garagiste, Bernard Choinière, employé civil, Paul Gravel, voyageur de commerce, Armand Bouchard, optométriste, Gérard Authier, laitier, Paul Gaudreau, employé municipal, Césaire Ménard, boucher, Maurice Ferland, camionneur, et J.-Paul Ménard, commis, tous de Granby, pour les objets suivants:

Former et diriger un club sportif, sous le nom de « Club Granby Inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$10,000.

Le siège social de la corporation sera à Granby, district judiciaire de Bedford.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 24e jour d'août 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
59022-o RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 12566-61)

**Club Granby Inc.**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 24th day of August, 1961, to incorporate as a corporation without share capital: Jérémia Duhamel, Orpha Choinière, Yoland-Paul Ferland, all three businessmen, Laurent Gaudreau, painter, Yvon Gingras, garage-keeper, Bernard Choinière, civil employee, Paul Gravel, commercial traveller, Armand Bouchard, optometrist, Gérard Authier, milkman, Paul Gaudreau, municipal employee, Césaire Ménard, butcher, Maurice Ferland, trucker, and J.-Paul Ménard, clerk, all of Granby, for the following purposes:

To form and direct a sports club under the name of "Club Granby Inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$10,000.

The head office of the corporation will be at Granby, judicial district of Bedford.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,  
59022 Assistant Secretary of the Province.

(P.G. 13492-61)

**Le Club Richelieu Sorel Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 20e jour de juillet 1961, constituant en corporation sans capital-actions: Jacques Dandurand, Gérard Paul, garagistes, André Guérard, plombier, tous trois de Tracy, Léopold Calvé, Léo Rivet, tous deux gérants, de Sorel, Dr Jean-Marie Tremblay, médecin, de Sainte-Anne-de-Sorel, Germain Gariépy, comptable, de Saint-Ours, et Léopold Beaudry, agent, de Sorel-Sud pour les objets suivants:

Unir ses membres dans un but charitable afin qu'ils puissent s'entraider dans le domaine de la culture personnelle, sous le nom de « Le Club Richelieu Sorel Inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$25,000.

Le siège social de la corporation sera à Sorel, district judiciaire de Richelieu.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 20e jour de juillet 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
59022-o RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 13492-61)

**Le Club Richelieu Sorel Inc.**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 20th day of July, 1961, to incorporate as a corporation without share capital: Jacques Dandurand, Gérard Paul, garage-keepers, André Guérard, plumber, all three of Tracy, Léopold Calvé, Léo Rivet, both manager, of Sorel, Dr. Jean-Marie Tremblay, physician, of Sainte-Anne-de-Sorel, Germain Gariépy, accountant, of Saint-Ours, and Léopold Beaudry, agent, of Sorel-South, for the following purposes:

To unite its members for a charitable purpose so that they may be of mutual assistance in the field of personal culture, under the name of "Le Club Richelieu Sorel Inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$25,000.

The head office of the corporation will be at Sorel, judicial district of Richelieu.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,  
59022 Assistant Secretary of the Province.

(P.G. 12741-61)

**Club Richelieu Trois-Pistoles Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 21e jour d'août 1961, constituant en corporation sans capital-actions: J.-Armand Rioux, agent d'assurances, Dr Marcel Catellier, médecin, Dr Jean-Marc D'Amours, d.d.s., Dr Maurice Desjardins, dentistes, Raymond D'Anjou, o.d., optométriste, J.-Théo-D'Amours, garagiste, Charlemagne Côté, marchand, et Marcel Belzile, gérant, tous des Trois-Pistoles, pour les objets suivants:

(A.G. 12741-61)

**Club Richelieu Trois-Pistoles Inc.**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 21st day of August, 1961, to incorporate as a corporation without share capital: J.-Armand Rioux, insurance agent, Dr. Marcel Catellier, physician, Dr. Jean-Marc D'Amours, d.d.s., Dr. Maurice Desjardins, dentist, Raymond D'Anjou, o.d., optometrist, J.-Théo. D'Amours, garage-keeper, Charlemagne Côté, merchant, and Marcel Belzile, manager, all of Trois-Pistoles, for the following purposes:

Unir ses membres dans un but charitable afin qu'ils puissent s'entraider dans le domaine de la culture personnelle, sous le nom de « Club Richelieu Trois-Pistoles Inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$10,000.

Le siège social de la corporation sera aux Trois-Pistoles, district judiciaire de Kamouraska.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 21e jour d'août 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
59022-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 14265-61)

**Le Club Social Colombien de Chicoutimi Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 29e jour d'août 1961, constituant en corporation: Jean Baptiste Tremblay, comptable, de Chicoutimi, Henri-Charles Savard, commerçant, de Rivière-du-Moulin, et Jean-Baptiste Maltais, courtier en immeubles, de Chicoutimi-Nord, pour les objets suivants:

Exploiter des salles de quilles, de billard, de curling, et autres places d'amusement, sous le nom de « Le Club Social Colombien de Chicoutimi Inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 400 actions ordinaires classe « A » de \$100 chacune et en 600 actions classe « B » de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 29e jour d'août 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
59022-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 14065-61)

**Coblat Enterprises Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 10e jour d'août 1961, constituant en corporation: Arthur Yanofsky, Julius Briskin, conseil en loi de la Reine, tous deux avocats, et Claire Culhane, secrétaire, célibataire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de « Coblat Enterprises Inc. », avec un capital total de \$20,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 1,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 10e jour d'août 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
59022 RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 13449-61)

**Collège du Sacré-Coeur de Longueuil**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 24e jour d'août 1961, constituant en corporation sans capital-actions: Charlemagne Robert,

To unite its members for charitable purposes to that they may be of mutual help in the field of personal culture, under the name of "Club Richelieu Trois-Pistoles Inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$10,000.

The head office of the corporation will be at Trois-Pistoles, judicial district of Kamouraska.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,  
59022 Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 14265-61)

**Le Club Social Colombien de Chicoutimi Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 29th day of August, 1961, incorporating: Jean-Baptiste Tremblay, accountant, of Chicoutimi, Henri-Charles Savard, tradesman, of Rivière-du-Moulin, and Jean-Baptiste Maltais, real estate broker, of Chicoutimi-North, for the following purposes:

To operate bowling, alleys, billiard rooms, curling halls and other amusement places under the name of "Le Club Social Colombien de Chicoutimi Inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 400 common class "A" shares of \$100 each and into 600 class "B" shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,  
59022 Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 14065-61)

**Coblat Enterprises Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 10th day of August, 1961, incorporating: Arthur Yanofsky, Julius Briskin, Queen's Counsel, both advocates, and Claire Culhane, secretary, spinster, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Coblat Enterprises Inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 500 common shares of a par value of \$10 each and 1,500 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,  
59022-o Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 13449-61)

**Collège du Sacré-Coeur de Longueuil**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 24th day of August, 1961, to incorporate as a corporation without share capital: Charlemagne Robert, in

en religion Frère Morand-Gustave, Adrien Poliquin, en religion Frère Mégrin-Bernard, et Albert Matte, en religion Frère Mainfroy-André, respectivement directeur de l'École Secondaire Chomedey de Maisonneuve, directeur du Collège du Sacré-Cœur de Longueuil, et directeur du Collège St-Paul de Varennes, tous de Longueuil, pour les objets suivants:

Établir une institution d'enseignement secondaire, sous le nom de « Collège du Sacré-Cœur de Longueuil ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation sera à Longueuil, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 24e jour d'août 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
59022-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 13450-61)

**Collège Saint-Paul de Varennes**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 24e jour d'août 1961, constituant en corporation sans capital-actions: Charlemagne Robert, en religion Frère Morand-Gustave, Maurice Robert, en religion Frère Mucien-Robert et Albert Matte, en religion Frère Mainfroy-André, respectivement directeur du Collège du Sacré-Cœur de Longueuil, directeur du Collège St-Paul de Varennes et directeur de l'école St-Jean-Baptiste de la Salle, tous de Longueuil, pour les objets suivants:

Établir une institution d'enseignement secondaire, sous le nom de « Collège Saint-Paul de Varennes ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation sera à Varennes, district judiciaire de Richelieu.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 24e jour d'août 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
59022-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 12688-61)

**Comité Paroissial de Loisirs de St-Isidore de Dorchester**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 24e jour de juillet 1961, constituant en corporation sans capital-actions: Anaclet Toussaint, agent d'assurance, Eugène Brochu, Alexandre Parent, Eugène Pelchat, tous trois cultivateurs, Léopold Gourde, entrepreneur-briquetier, Raoul Guillemette, employé du gouvernement, Marcel Guay, Marius Turgeon, tous deux marchands, Robert Guillemette, gérant, co-propriétaire, Alphonse Patry, commerçant, et G.-Lionel Morissette, instituteur, tous de Saint-Isidore, comté de Dorchester, pour les objets suivants:

L'organisation d'un centre de loisirs à St-Isidore, sous le nom de « Comité Paroissial de Loisirs de St-Isidore de Dorchester ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$100,000.

religion, Brother Morand-Gustave, Adrien Poliquin, in religion, Brother Mégrin-Bernard, and Albert Matte, in religion, Brother Mainfroy-André, respectively director of Chomedey de Maisonneuve Secondary School, director of the Collège du Sacré-Cœur de Longueuil, and director of the Collège St-Paul de Varennes, all of Longueuil, for the following purposes:

To establish an institution of secondary teaching under the name of "Collège du Sacré-Cœur de Longueuil".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation will be at Longueuil, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of August, 1961.

*RAYMOND DOUVILLE,*  
59022 *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 13450-61)

**Collège Saint-Paul de Varennes**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 24th day of August, 1961, to incorporate as a corporation without share capital: Charlemagne Robert, in religion Brother Morand-Gustave, Maurice Robert, in religion Brother Mucien-Robert, and Albert Matte, in religion, Brother Mainfroy-André, respectively director of the Collège du Sacré-Cœur de Longueuil, director of Collège St-Paul de Varennes and director of the St-Jean-Baptiste de la Salle school, all of Longueuil, for the following purposes:

To establish an institution of secondary teaching under the name of "Collège Saint-Paul de Varennes".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation will be at Varennes, judicial district of Richelieu.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of August, 1961.

*RAYMOND DOUVILLE,*  
59022 *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 12688-61)

**Comité Paroissial de Loisirs de St-Isidore de Dorchester**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 24th day of July, 1961, to incorporate as a corporation without share capital: Anaclet Toussaint, insurance agent, Eugène Brochu, Alexandre Parent, Eugène Pelchat, all three farmers, Léopold Gourde, brick-laying contractor, Raoul Guillemette, government employee, Marcel Guay, Marius Turgeon, both merchants, Robert Guillemette, manager, co-proprietor, Alphonse Patry, tradesman, and G.-Lionel Morissette, teacher, all of Saint-Isidore, county of Dorchester, for the following purposes:

The organization of a recreational center at St-Isidore, under the name of "Comité Paroissial de Loisirs de St-Isidore de Dorchester".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$100,000.

Le siège social de la corporation sera à Saint-Isidore, comté de Dorchester, district judiciaire de Beauce.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 24e jour de juillet 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
59022-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 14153-61)

#### Commercial Relex Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date 23e jour d'août 1961, constituant en corporation: Jean-Yves Doucet, publicitaire, de Montréal, Marcel St-Denis, artiste commercial, de Laval-des-Rapides, et Maurice Chevalier, avocat, de Saint-Bruno, pour les objets suivants:

Faire affaires comme agents d'affaires et comme publicitaires, sous le nom de « Commercial Relex Inc. », avec un capital total de \$1,000, divisé en 100 actions communes de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 2015, rue Drummond, suite 500, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 23e jour d'août 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
59022-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 13371-61)

#### La Compagnie Moderne Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 25e jour d'août 1961, constituant en corporation: Camille Messara, Jean Cormier et Gérard Chapdelaine, tous avocats, de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Commerce de vêtements, sous le nom de « La Compagnie Moderne Ltée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 25e jour d'août 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
59022-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 13212-61)

#### Les Constructions Élane Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 7e jour de juillet 1961, constituant en corporation: Léon Landry, garagiste, Paul Albert, gérant de garage, et Paul Landry, mécanicien, tous de Ste-Hélène de Kamouraska, pour les objets suivants:

Commerce de construction, sous le nom de « Les Constructions Élane Ltée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sainte-Hélène de Kamouraska, district judiciaire de Kamouraska.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 7e jour de juillet 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
59022-o RAYMOND DOUVILLE.

The head office of the corporation will be at Saint-Isidore, county of Dorchester, judicial district of Beauce.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,  
59022 Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 14153-61)

#### Commercial Relex Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 23rd day of August, 1961, incorporating: Jean-Yves Doucet, publicist, of Montreal, Marcel St-Denis, commercial artist, of Laval-des-Rapides, and Maurice Chevalier, advocate, of Saint-Bruno, for the following purposes:

To carry on a business as business agents and as publicists under the name of "Commercial Relex Inc.", with a total capital stock of \$1,000, divided into 100 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 2015 Drummond street, suite 500, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,  
59022 Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 13371-61)

#### La Compagnie Moderne Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 25th day of August, 1961, incorporating: Camille Messara, Jean Cormier and Gérard Chapdelaine, all advocates, of Sherbrooke, for the following purposes:

To deal in wearing apparel, under the name of "La Compagnie Moderne Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Sherbrooke, judicial district of Saint Francis.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,  
59022 Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 13212-61)

#### Les Constructions Élane Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 7th day of July, 1961, incorporating: Léon Landry, garage-keeper, Paul Albert, garage manager, and Paul Landry, mechanic, all of Ste-Hélène de Kamouraska, for the following purposes:

To deal in construction, under the name of "Les Constructions Élane Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Sainte-Hélène de Kamouraska, judicial district of Kamouraska.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,  
59022 Assistant Secretary of the Province.

(P.G. 13899-61)

**Les Constructions Rocco Inc.  
Rocco Construction Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 18e jour d'août 1961, constituant en corporation: Rocco Schirripa, constructeur, Anna Panzera, secrétaire, célibataire majeure, et Francesco Panzera, rentier, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs, sous le nom de « Les Constructions Rocco Inc.— Rocco Construction Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions communes de \$1 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 5408, rue Charlemagne, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 18e jour d'août 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

59022-o

(A.G. 13899-61)

**Les Constructions Rocco Inc.  
Rocco Construction Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 18th day of August, 1961, incorporating: Rocco Schirripa, builder, Anna Panzera, secretary, spinster of the full age of majority, and Francesco Panzera, annuitant, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as builders, under the name of "Les Constructions Rocco Inc.— Rocco Construction Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of \$1 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 5408 Charlemagne St., Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

59022

(P.G. 13230-61)

**Contactoservice Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 21e jour d'août 1961, constituant en corporation: Clarence Alexander Fiske, Clive Victor Allen, tous deux de Montréal, et George Allan Leigh, de Mount Royal, tous avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de produits, articles et marchandises composés, en tout ou en partie, de cuir, caoutchouc, métal, bois, papier, nylon, plastique, fourrure, textiles, verre, et leurs sous-produits, et importer, exporter, acheter, vendre et faire le commerce de mercerie, produits alimentaires, animaux, minéraux, pierres précieuses, liqueurs douces, livres et périodiques, peintures, oeuvres d'art, produits chimiques, produits de la terre, de la mer et de la forêt, produits de beauté, cosmétiques, articles de toilette et parfums, agir comme courtiers ou agents de douanes, entreposeurs et voituriers publics, sous le nom de « Contactoservice Ltd. », avec un capital divisé en 200 actions sans valeur nominale ou au pair, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de \$1,000.

Le siège social de la compagnie sera 3489, rue Stanley, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 21e jour d'août 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

59022

(A.G. 13230-61)

**Contactoservice Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 21st day of August 1961, incorporating: Clarence Alexander Fiske, Clive Victor Allen, both of Montreal, and George Allan Leigh, of Mount Royal, all advocates, for the following purposes:

To deal in all kinds of products, articles and merchandise made, in whole or in part, of leather, rubber, metal, wood, paper, nylon, plastic, fur, textiles, glass, and by-products of same, and to import, export, buy, sell and deal in haberdashery, food products, animals, minerals, precious stones, soft drinks, books and periodicals, paintings, works of art, chemical products, land, sea and forest products, beauty products, cosmetics, toilet articles and perfumes, to act as customs brokers or agents, warehousemen and common carriers, under the name of "Contactoservice Ltd.", with a capital stock divided into 200 shares having no nominal or par value, and the amount with which the company will commence its operations will be \$1,000.

The head office of the company will be at 3489 Stanley Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

59022-o

(P.G. 13988-61)

**Cosmos Cutting Die Incorporated**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 21e jour d'août 1961, constituant en corporation: Albert Desjardins, agent, Paul-Émile Henrichon, plieur, tous deux de Montréal, Roland Landry, de Saint-Jean, et Paul Landry, de Fort-Chambly, ces deux derniers contremaitres, pour les objets suivants:

(A.G. 13988-61)

**Cosmos Cutting Die Incorporated**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 21st day of August, 1961, incorporating: Albert Desjardins, agent, Paul-Émile Henrichon, bender, both of Montreal, Roland Landry, of Saint-Jean, and Paul Landry, of Fort-Chambly, the latter two foremen, for the following purposes:

Faire le commerce de toutes sortes de matrices, sous le nom de « Cosmos Cutting Die Incorporated », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 21e jour d'août 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

59022

RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 12942-61)

**Damascus Art Flowers Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 9e jour de juin 1961, constituant en corporation: Albert Malouf, de Mont-Royal, Bruno Pateras, de Montréal, tous deux avocats, et Mara Reynolds, secrétaire, épouse séparée de biens de Peter Reynolds, de Pierrefonds, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de fleuristes en gros et en détail, sous le nom de « Damascus Art Flowers Limited », avec un capital total de \$100,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$100 chacune et 500 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 7595, boulevard Saint-Laurent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 9e jour de juin 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

59022

RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 13462-61)

**Da Nunzio Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 29e jour de juin 1961, constituant en corporation: Nunzio Trubiano, de la cité de Saint-Michel, Egidio Trubiano et Antonio Trubiano, de Montréal, tous restaurateurs, pour les objets suivants:

Posséder et exploiter un restaurant, sous le nom de « Da Nunzio Inc. », avec un capital total de \$50,000, divisé en 2,500 actions ordinaires de \$10 chacune et 250 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1263 est, rue Bélanger, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 29e jour de juin 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

59022

RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 13749-61)

**Demetra Products Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 19e jour de juillet 1961, constituant en corporation: John Howard Gomery, de la cité de Saint-Pierre, Charles Alexander Phelan, Jean-Claude Delorme, tous deux de Montréal, William Tetley, de Mont-Royal, et André-Jean Clermont, de Prévile, tous avocats, pour les objets suivants:

To deal in all sorts of dies, under the name of "Cosmos Cutting Die Incorporated", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59022-o

*Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 12942-61)

**Damascus Art Flowers Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 9th day of June, 1961, incorporating: Albert Malouf, of Mount Royal; Bruno Pateras, of Montreal, both advocates, and Mara Reynolds, secretary, wife separate as to property of Peter Reynolds, of Pierrefonds, for the following purposes:

To carry on business as wholesale and retail florists, under the name of "Damascus Art Flowers Limited", with a total capital stock of \$100,000, divided into 500 common shares of \$100 each and 500 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 7595 Saint Lawrence Blvd., Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of June, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59022-o

*Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 13462-61)

**Da Nunzio Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 29th day of June, 1961, incorporating: Nunzio Trubiano, of the city of Saint-Michel, Egidio Trubiano and Antonio Trubiano, of Montreal, all restaurateurs, for the following purposes:

To own and operate a restaurant, under the name of "Da Nunzio Inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 2,500 common shares of \$10 each and 250 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 1263 Bélanger Street East, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of June, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59022-o

*Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 13749-61)

**Demetra Products Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 19th day of July, 1961, incorporating: John Howard Gomery, of the town of Saint-Pierre, Charles Alexander Phelan, Jean-Claude Delorme, both of Montreal, William Tetley, of Mount Royal, and André-Jean Clermont, of Prévile, all advocates, for the following purposes:

Exercer le commerce de produits laitiers et alimentaires, sous le nom de « Demetra Products Limited », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions privilégiées, 10,000 actions, catégorie « A », et 10,000 actions, catégorie « B », toutes d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Jérôme, district judiciaire de Terrebonne.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 19e jour de juillet 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
59022 RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 14325-61)

**Développement Parc Salaberry Inc.**  
**Salaberry Park Development Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 25e jour d'août 1961, constituant en corporation: Marc Monette, Marcel Isabelle, tous deux entrepreneurs, de Valleyfield, et Pierre-L. Monette, ingénieur, de Châteauguay, pour les objets suivants:

Commerce d'immeubles et de construction, sous le nom de « Développement Parc Salaberry Inc. — Salaberry Park Development Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions communes de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Salaberry-de-Valleyfield, district judiciaire de Beauharnois.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 25e jour d'août 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
59022-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 14224-61)

**Les Développements de Lotbinière Ltée.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 18e jour d'août 1961, constituant en corporation: Bernardin Blanchet, conseiller en loi de la Reine, Gérald Boisvert, tous deux avocats, et Cécile Blanchet, secrétaire, fille majeure, tous de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Les Développements de Lotbinière Ltée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sainte-Croix-de-Lotbinière, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 18e jour d'août 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
59022-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 13464-61)

**Di Lillo & Grassi Ltd.**  
**Di Lillo & Grassi Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 29e jour de juin 1961, constituant en corpo-

To deal in dairy and food products, under the name of "Demetra Products Limited", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 preferred shares, 10,000 Class "A" shares and 10,000 Class "B" shares, all of the par value of \$1 each.

The head office of the company will be at Saint-Jerome, judicial district of Terrebonne.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,  
59022-o Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 14325-61)

**Développement Parc Salaberry Inc.**  
**Salaberry Park Development Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 25th day of August, 1961, incorporating: Marc Monette, Marcel Isabelle, both contractors, of Valleyfield, and Pierre-L. Monette, engineer, of Châteauguay, for the following purposes:

To carry on a business dealing in real estate and construction under the name of "Développement Parc Salaberry Inc. — Salaberry Park Development Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and into 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Salaberry-de-Valleyfield, judicial district of Beauharnois.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,  
59022 Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 14224-61)

**Les Développements de Lotbinière Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 18th day of August, 1961, incorporating: Bernardin Blanchet, Queen's Counsel, Gérald Boisvert, both advocates, and Cécile Blanchet, secretary, fille majeure, all of Québec, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Les Développements de Lotbinière Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Sainte-Croix-de-Lotbinière, judicial district of Québec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,  
59022 Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 13464-61)

**Di Lillo & Grassi Ltd.**  
**Di Lillo & Grassi Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 29th day of June, 1961, incorporating: Claude Guérin,

ration: Claude Guérin, avocat, de Laval-sur-le-Lac, Laurence Ostiguy et Jeanne Le Sieur, secrétaire, filles majeures, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Di Lillo & Grassi Ltd.—Di Lillo & Grassi Ltée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et en 100 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 29e jour de juin 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

59022-o

RAYMOND DOUVILLE.

advocate, of Laval-sur-le-Lac, Laurence Ostiguy and Jeanne Le Sieur, secretaries, filles majeures, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Di Lillo & Grassi Ltd.—Di Lillo & Grassi Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 3,000 common shares of a par value of \$10 each and 100 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of June, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59022

*Assistant Secretary of the Province.*

(P.G. 14051-61)

**Distribution Nord-Ouest Limitée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 17e jour d'août 1961, constituant en corporation: Jean-Paul Rivest, avocat, Mlles Fleurette Rivest et Pauline Tremblay, secrétaires, tous de Rouyn, pour les objets suivants:

Transformer, mettre en conserve, emballer ou autrement préparer pour la consommation, les légumes, fruits, viandes, grains, lait et autres produits alimentaires de toutes sortes, sous le nom de « Distribution Nord-Ouest Limitée », avec un capital total de \$75,000, divisé en 3,750 actions communes de \$10 chacune et en 3,750 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Rouyn, district judiciaire de Rouyn-Noranda.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 17e jour d'août 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

59022-o

RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 14051-61)

**Distribution Nord-Ouest Limitée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 17th day of August, 1961, incorporating: Jean-Paul Rivest, advocate, the Misses Fleurette Rivest, and Pauline Tremblay, secretaries, all of Rouyn, for the following purposes:

To transform, preserve, pack or otherwise prepare for consumption, vegetables, fruits, meats, grains, milk and other food products of all kinds, under the name of "Distribution Nord-Ouest Limitée", with a total capital stock of \$75,000, divided into 3,750 common shares of \$10 each and into 3,750 preferred shares of \$10 each.

The head office of company will be at Rouyn, judicial district of Rouyn-Noranda.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59022

*Assistant Secretary of the Province.*

(P.G. 13781-61)

**Dominique Car Wash Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 20e jour de juillet 1961, constituant en corporation: Guy Guérin, avocat, André Tasse, courtier en assurances, et Serge Morin, avocat, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de nettoyage et lavage d'automobiles et autres opérations semblables, sous le nom de « Dominique Car Wash Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions communes d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 6585, rue De Renty, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 20e jour de juillet 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

59022-o

RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 13781-61)

**Dominique Car Wash Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 20th day of July, 1961, incorporating: Guy Guérin, advocate, André Tasse, insurance broker, and Serge Morin, advocate, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on business dealing in the cleaning and washing of automobiles and in other similar operations, under the name of "Dominique Car Wash Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at 6585 De Renty street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59022

*Assistant Secretary of the Province.*

(P.G. 13505-61)

**Don Boa's Motor Sales Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date

(A.G. 13505-61)

**Don Boa's Motor Sales Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 7th day of

du 7e jour d'août 1961, constituant en corporation: Frank Bernard Chauvin, avocat et conseil en Loi de la Reine, Charles Alexander Phelan, avocat et Madeline Frances Brennan, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de véhicules automobiles et agir comme garagistes, sous le nom de « Don Boa's Motor Sales Ltd. », avec un capital total de \$60,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et 500 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Lachute, district judiciaire de Terrebonne.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 7e jour de d'août 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

59022 RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 13633-61)

**Donini Sales of Canada Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 17e jour d'août 1961, constituant en corporation: Moses Samuel Yelin, avocat et conseil en loi de la Reine, Jacob Breslow, bourgeois, Barbara Hopkins, secrétaire, épouse séparée de biens de David Hopkins, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Marie Le Blanc, secrétaire, fille majeure usant de ses droits, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de marchandises, articles et produits composés en tout ou en partie de produits minéraux, matière animales, produits végétaux, plastiques, produits chimiques, produits alimentaires ainsi que leurs sous-produits, sous le nom de « Donini Sales of Canada Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 35,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 17e jour d'août 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

59022 RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 14242-61)

**Dori Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 30e jour d'août 1961, constituant en corporation: Henri Beaulieu, avocat et conseil en loi de la Reine, Mlle Jeanne Crevier, secrétaire, tous deux de Montréal, et Jean Beaulieu, avocat et conseil en loi de la Reine, d'Outremont, pour les objets suivants:

Commerce de chaussures, sous le nom de « Dori Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 30e jour d'août 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

59022-o RAYMOND DOUVILLE.

August, 1961, incorporating: Frank Bernard Chauvin, advocate and Queen's Counsel, Charles Alexander Phelan, advocate, and Madeline Frances Brennan, secretary, spinster of the full age of majority, all of Montreal, for the following purposes:

To deal in all kinds of motor vehicles and to act as garage keepers, under the name of "Don Boa's Motor Sales Ltd.", with a total capital stock of \$60,000, divided into 100 common shares of \$100 each and 500 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Lachute, judicial district of Terrebonne.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59022-o Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 13633-61)

**Donini Sales of Canada Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 17th day of August, 1961, incorporating: Moses Samuel Yelin, advocate and Queen's Counsel, Jacob Breslow, gentleman, Barbara Hopkins, secretary, wife separate as to property of David Hopkins, and duly authorized by him for the purpose of these presents, and Marie Le Blanc, secretary, fille majeure usant de ses droits, all of Montreal, for the following purposes:

To deal in goods, wares and merchandise composed in whole or in part of mineral products, animal products, vegetable products, plastics, chemicals, food products as well as the by-products thereof, under the name of "Donini Sales of Canada Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 5,000 common shares of the par value of \$1 each and 35,000 preferred shares of the par value of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59022-o Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 14242-61)

**Dori Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 30th day of August, 1961, incorporating: Henri Beaulieu, advocate, and Queen's Counsel, Miss Jeanne Crevier, secretary, both of Montreal, and Jean Beaulieu, advocate and Queen's Counsel, of Outremont, for the following purposes:

To carry on a business dealing in shoes, under the name of "Dori Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59022 Assistant Secretary of the Province.

(P.G. 13443-61)

**Dramis Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 31e jour d'août 1961, constituant en corporation: Christine Beaulieu, Madeleine Drapeau, toutes deux secrétaires, célibataires, et Jules Desbiens, commis, tous de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Commerce de produits alimentaires, sous le nom de « Dramis Ltée », avec un capital total de \$1,000, divisé en 1,000 actions de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 31e jour d'août 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

59022-o

RAYMOND DOUVILLE.

-(A.G. 13443-61)

**Dramis Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 31st day of August, 1961, incorporating: Christine Beaulieu, Madeleine Drapeau, both secretaries, spinsters, and Jules Desbiens, clerk, all of Chicoutimi, for the following purposes:

To deal in food products, under the name of "Dramis Ltée", with a total capital stock of \$1,000, divided into 1,000 shares of \$1 each.

The head office of company will be at Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 31st day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59022

*Assistant Secretary of the Province.*

(P.G. 14167-61)

**Durand-Mercier Limitée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 17e jour d'août 1961, constituant en corporation: Gaston Durand, commis-boucher, Hilaire Mercier, gérant de manufacture, et Marc-André Martel, commis de bureau, tous de Loretteville, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de véhicules automobiles et faire affaire comme garagistes, sous le nom de « Durand-Mercier Limitée », avec un capital total de \$50,000, divisé en 500 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Loretteville, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 17e jour d'août 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

59022-o

RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 14167-61)

**Durand-Mercier Limitée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 17th day of August, 1961, incorporating: Gaston Durand, clerk-butcher, Hilaire Mercier, factory manager, and Marc-André Martel, office clerk, all of Loretteville, for the following purposes:

To carry on business dealing in automotive vehicles and to act as garage-keepers, under the name of "Durand-Mercier Limitée", with a total capital stock of \$50,000, divided into 500 shares of \$100 each.

The head office of company will be at Loretteville, judicial district of Québec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59022

*Assistant Secretary of the Province.*

(P.G. 13834-61)

**Eastern Commercial Forms Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 25e jour d'août 1961, constituant en corporation: Jean-Paul Dépelteau, gérant, Marcel Cocho père, comptable, tous deux de Montréal, et Robert Cloutier, comptable, de Sainte-Geneviève, pour les objets suivants:

Commerce de gravures, images, peintures, dessins, cartes de souhaits de toutes sortes, et autres produits semblables, sous le nom de « Eastern Commercial Forms Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 30,000 actions communes de \$1 chacune et en 10,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 25e jour d'août 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

59022-o

RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 13834-61)

**Eastern Commercial Forms Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 25th day of August, 1961, incorporating: Jean-Paul Dépelteau, manager, Marcel Cocho, father, accountant, both of Montreal, and Robert Cloutier, accountant, of Sainte-Geneviève, for the following purposes:

To carry on a business dealing in engravings, images, paintings, drawings, greeting cards of all kinds, and in other similar products, under the name of "Eastern Commercial Forms Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 30,000 common shares of \$1 each and into 10,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59022

*Assistant Secretary of the Province.*

(P.G. 11090-61)

**École Secondaire Asselin Incorporée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

(A.G. 11090-61)

**École Secondaire Asselin Incorporée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have

été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 14e jour de juillet 1961, constituant en corporation: Adrien Asselin, professeur, Mme Juliette Fortin Asselin, ménagère, épouse séparée de biens dudit Adrien Asselin, et Aline Dufour, institutrice, célibataire, tous de La Tuque, pour les objets suivants:

Donner l'enseignement requis pour le cours commercial et scientifique, sous le nom de « École Secondaire Asselin Incorporée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 622, rue St-Antoine, La Tuque, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 14e jour de juillet 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
59022-o RAYMOND DOUVILLE.

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 14th day of July, 1961, incorporating: Adrien Asselin, professor, Mrs. Juliette Fortin Asselin, housewife, wife separate as to property of the said Adrien Asselin, and Aline Dufour, teacher, spinster, all of La Tuque, for the following purposes:

To give the required instruction for commercial and scientific courses under the name of "École Secondaire Asselin Incorporée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of company will be at 622 St-Antoine Street, La Tuque, judicial district of Québec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of July, 1961.

*RAYMOND DOUVILLE,*  
59022 *Assistant Secretary of the Province.*

(P.G. 14327-61)

**Electric, Automatic, Heating & Cooling Service Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 25e jour d'août 1961, constituant en corporation: Marcel-G. Guilbault, avocat, Sylvio Riopel, vendeur, et Liette Riopel, secrétaire, célibataire majeure usant de ses droits, tous de Joliette, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'électriciens, sous le nom de « Electric, Automatic, Heating & Cooling Service Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions communes de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la municipalité de la paroisse de Saint-Joseph-de-Lanoraie, comté de Berthier, district judiciaire de Joliette.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 25e jour d'août 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
59022-o RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 14327-61)

**Electric, Automatic, Heating & Cooling Service Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 25th day of August, 1961, incorporating: Marcel-G. Guilbault, advocate, Sylvio Riopel, salesman, and Liette Riopel, secretary, spinster, of full age, in use of her rights, all of Joliette, for the following purposes:

To operate as electricians under the name of "Electric, Automatic, Heating & Cooling Service Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be in the municipality of the parish of Saint-Joseph-de-Lanoraie, county of Berthier, judicial district of Joliette.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of August, 1961.

*RAYMOND DOUVILLE,*  
59022 *Assistant Secretary of the Province.*

(P.G. 14113-61)

**Emalux Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 16e jour d'août 1961, constituant en corporation: Philias Clermont, agent d'immeubles, Thérèse Scott et Pierrette Desjardins, secrétaires, célibataires, tous de Granby, pour les objets suivants:

Commerce d'immeubles et de construction, sous le nom de « Emalux Inc. », avec un capital total de \$10,000, divisé en 1,000 actions communes de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 4055, rue Saint-Hubert, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 16e jour d'août 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
59022-o RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 14113-61)

**Emalux Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 16th day of August, 1961, incorporating: Philias Clermont, real estate agent, Thérèse Scott and Pierrette Desjardins, secretaries, spinsters, all of Granby, for the following purposes:

To carry on a business dealing in real estate and construction, under the name of "Emalux Inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 4055 Saint-Hubert street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of August, 1961.

*RAYMOND DOUVILLE,*  
59022 *Assistant Secretary of the Province.*

(P.G. 13288-61)

**Empress Sales Corp.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

(A.G. 13288-61)

**Empress Sales Corp.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have

été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 27e jour de juin 1961, constituant en corporation: Nathan A. Levitsky, Arthur A. Garvis, tous deux avocats, et Jean M. Lewis, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de produits, articles et marchandises, fabriqués en tout ou en partie de cuir, caoutchouc, métal, bois, papier, nylon, plastique, fourrure, textiles, verre et sous-produits d'iceux; animaux, minéraux, pierres précieuses, boissons gazeuses, livres et périodiques, œuvres d'art, produits chimiques, cosmétiques, produits de la terre, de la mer et de la forêt, sous le nom de «Empress Sales Corp.», avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 27e jour de juin 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
59022 RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 13807-61)

#### Entrepôts La Sapinière Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 28e jour de juillet 1961, constituant en corporation: Henri Lagueux, industriel, Jeanne Gilbert Lagueux, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Henri Lagueux, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Robert Socquet, entrepreneur, tous de Thetford Mines, pour les objets suivants:

Exploiter un ou plusieurs entrepôts, sous le nom de «Entrepôts La Sapinière Inc.», avec un capital total de \$50,000, divisé en 2,000 actions communes de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Thetford Mines, district judiciaire de Mégantic.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 28e jour de juillet 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
59022-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 13562-61)

#### Les Experts Teinturiers & Nettoyeurs Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 7e jour de juillet 1961, constituant en corporation: Ernest Gauvin, industriel, de Les Saules, Georges LaRue, comptable, et Paule Plante, secrétaire, ces deux derniers de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de buandiers, teinturiers et nettoyeurs, sous le nom de «Les Experts Teinturiers & Nettoyeurs Inc.», avec un capital total de \$100,000, divisé en 400 actions communes de \$100 chacune et en 600 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 5245, 1ère avenue, Charlesbourg, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 7e jour de juillet 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
59022-o RAYMOND DOUVILLE.

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 27th day of June, 1961, incorporating: Nathan A. Levitsky, Arthur A. Garvis, both advocates, and Jean M. Lewis, secretary, fille majeure, all of Montreal, for the following purposes:

To deal in products, articles and merchandise made, in whole or in part of leather, rubber, metal, wood, paper, nylon, plastic, fur, textiles, glass and by-products, animals, minerals, precious stones, soft drinks, books and periodicals, works of art, chemical and beauty products, land, sea and forest products, under the name of "Empress Sales Corp.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of June, 1961.

*RAYMOND DOUVILLE,*  
59022-o *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 13807-61)

#### Entrepôts La Sapinière Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 28th day of July, 1961, incorporating: Henri Lagueux, industrialist, Jeanne Gilbert Lagueux, housewife, wife contractually separate as to property of the said Henri Lagueux, and duly authorized by him for these presents, and Robert Socquet, contractor, all of Thetford Mines, for the following purposes:

To operate one or more warehouses under the name of "Entrepôts La Sapinière Inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and into 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of company will be at Thetford Mines, judicial district of Megantic.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of July, 1961.

*RAYMOND DOUVILLE,*  
59022 *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 13562-61)

#### Les Experts Teinturiers & Nettoyeurs Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 7th day of July, 1961, incorporating: Ernest Gauvin, industrialist, of Les Saules, Georges LaRue, accountant, and Paule Plante, secretary, the latter two of Québec, for the following purposes:

To carry on a business as laundrymen, dyers and cleaners under the name of "Les Experts Teinturiers & Nettoyeurs Inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 400 common shares of \$100 each and into 600 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 5245, 1st Avenue, Charlesbourg, judicial district of Québec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of July, 1961.

*RAYMOND DOUVILLE,*  
59022 *Assistant Secretary of the Province.*

(P.G. 13577-61)

**Fecteau Taxi Limitée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 25e jour d'août 1961, constituant en corporation: J.-Robert Fecteau, commerçant, Bernadette Nadeau Fecteau, ménagère, épouse commune en biens dudit J.-Robert Fecteau, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Charles Dumas, comptable, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Commerce de transport, sous le nom de « Fecteau Taxi Limitée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 12,245, rue Lavigne, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 25e jour d'août 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

59022-o

RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 13577-61)

**Fecteau Taxi Limitée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 25th day of August, 1961, incorporating: J.-Robert Fecteau, tradesman, Bernadette Nadeau Fecteau, housewife, wife common as to property of the said J.-Robert Fecteau, and duly authorized by him for these purposes, and Charles Dumas, accountant, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business dealing in a transportation business under the name of "Fecteau Taxi Limitée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 12,245 Lavigne street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59022

*Assistant Secretary of the Province.*

(P.G. 14149-61)

**Festival d'Habitations Beloeil Inc.  
Beloeil Festival Homes Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 28e jour d'août 1961, constituant en corporation: Fernand Alain, de Dorval, Paul Allie et Claude Létourneau, de Beloeil, tous entrepreneurs, pour les objets suivants:

Promouvoir, par la publicité et au moyen d'une exposition, la construction et la vente d'habitations familiales, sous le nom de « Festival d'Habitations Beloeil Inc.—Beloeil Festival Homes Inc. », avec un capital total de \$20,000, divisé en 20 actions communes de \$1,000 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Beloeil, district judiciaire de Richelieu.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 28e jour d'août 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

59022-o

RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 14149-61)

**Festival d'Habitations Beloeil Inc.  
Beloeil Festival Homes Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 28th day of August, 1961, incorporating: Fernand Alain, of Dorval, Paul Allie and Claude Létourneau, of Beloeil, all contractors, for the following purposes:

To promote, by publicity and by means of an exposition, the construction and sale of family dwelling houses under the name of "Festival d'Habitations Beloeil Inc.—Beloeil Festival Homes Inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 20 common shares of \$1,000 each.

The head office of company will be at Beloeil, judicial district of Richelieu.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59022

*Assistant Secretary of the Province.*

(P.G. 13824-61)

**Le Foyer Artistique Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 25e jour d'août 1961, constituant en corporation: Raymond Boudreau, industriel, Marthe Berthelot Boudreau, ménagère, épouse commune en biens dudit Raymond Boudreau, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de Sainte-Foy, et Adrienne Bélanger, employée, fille majeure, de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de matériel d'artiste et d'artisanat, sous le nom de « Le Foyer Artistique Inc. », avec un capital total de \$50,000, divisé en 500 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 935, rue d'Aiguillon, Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 25e jour d'août 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

59022-o

RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 13824-61)

**Le Foyer Artistique Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the 25th day of August, 1961, incorporating: Raymond Boudreau, industrialist, Marthe Berthelot Boudreau, housewife, wife common as to property of the said Raymond Boudreau and duly authorized by him for these presents, both of Sainte-Foy, and Adrienne Bélanger, employee, spinster, of Québec, for the following purposes:

To carry on a business dealing in artists' and craftsmen's materials under the name of "Le Foyer Artistique Inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 500 shares of \$100 each.

The head office of company will be at 935 Aiguillon Street, Québec, judicial district of Québec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59022

*Assistant Secretary of the Province.*

(P.G. 12894-61)

**Garage Gendron (Port-Cartier) Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 27e jour de juillet 1961, constituant en corporation: J.-Omer Gendron, garagiste, Jean-Claude Gendron, mécanicien, et Alphonsine Desrosiers Gendron, ménagère, épouse séparée de biens dudit J.-Omer Gendron, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous de Port-Cartier, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de véhicules automobiles et faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Garage Gendron (Port-Cartier) Ltée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Port-Cartier, district judiciaire de Saguenay.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 27e jour de juillet 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

59022-o

RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 12894-61)

**Garage Gendron (Port-Cartier) Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 27th day of July, 1961, incorporating: J.-Omer Gendron, garage-keeper, Jean-Claude Gendron, mechanic, and Alphonsine Desrosiers Gendron, housewife, wife separate as to property of the said J.-Omer Gendron, and duly authorized by him for these presents, all of Port-Cartier, for the following purposes:

To carry on business dealing in automotive vehicles and to act as garage-keepers, under the name of "Garage Gendron (Port-Cartier) Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Port-Cartier, judicial district of Saguenay.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59022

*Assistant Secretary of the Province.*

(P.G. 13351-61)

**Garage Rive Sud Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 29e jour de juin 1961, constituant en corporation: Robert Bergeron, garagiste, Mme Rolande Thériault Bergeron, ménagère, épouse séparée de biens dudit Robert Bergeron et Guy Hébert, mécanicien, tous de Saint-Rédempteur, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Garage Rive Sud Ltée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 128, 1ère avenue, Saint-Rédempteur, comté de Lévis, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 29e jour de juin 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

59022-o

RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 13351-61)

**Garage Rive Sud Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 29th day of June, 1961, incorporating: Robert Bergeron, garage-keeper, Mrs. Rolande Thériault Bergeron, housewife, wife separate as to property of the said Robert Bergeron and Guy Hébert, mechanic, all of Saint-Rédempteur, for the following purposes:

To operate as garage-keepers, under the name of "Garage Rive Sud Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 shares of \$10 each.

The head office of company will be at 128, 1st Avenue, Saint-Rédempteur, county of Lévis, judicial district of Québec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of June, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59022

*Assistant Secretary of the Province.*

(P.G. 13148-61)

**Gébeau Construction & Excavation Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 20e jour de juin 1961, constituant en corporation: François Gélinas, avocat, du Cap-de-la-Madeleine, Paul Beaulieu, de Saint-Gérard-des-Laurentides, Angel Gélinas et Joachim Gélinas, de Saint-Mathieu, Lac Bellemare, ces trois derniers marchands, pour les objets suivants:

Commerce de construction, de pavage et d'excavation, sous le nom de « Gébeau Construction & Excavation Ltée », avec un capital total de \$50,000, divisé en 3,000 actions communes de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Mathieu, Lac Bellemare, district judiciaire des Trois-Rivières.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 20e jour de juin 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

59022-o

RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 13148-61)

**Gébeau Construction & Excavation Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 20th day of June, 1961, incorporating: François Gélinas, advocate, of Cap-de-la-Madeleine, Paul Beaulieu, of Saint-Gérard-des-Laurentides, Angel Gélinas and Joachim Gélinas, of Saint-Mathieu, Lake Bellemare, the latter three merchants, for the following purposes:

To carry on a business in construction, paving and excavation, under the name of "Gébeau Construction & Excavation Ltée", with a total capital stock of \$50,000, divided into 3,000 common shares of \$10 each and into 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Saint-Mathieu, Lake Bellemare, judicial district of Trois-Rivières.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of June, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59022

*Assistant Secretary of the Province.*

(P.G. 14094-61)

**General Home Construction Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 11e jour d'août 1961, constituant en corporation: Maxwell Shenker, Max M. Teitelbaum et Isidore Buller, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de construction, sous le nom de « General Home Construction Ltd. », avec un capital total de \$20,000, divisé en 8,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 12,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 4661, avenue Van Horne, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 11e jour d'août 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

59022 RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 14094-61)

**General Home Construction Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 11th day of August, 1961, incorporating: Maxwell Shenker, Max M. Teitelbaum and Isidore Buller, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

To do business as a construction company, under the name of "General Home Construction Ltd.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 8,000 common shares of \$1 each and 12,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at 4661 Van Horne Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59022-o Assistant Secretary of the Province.

(P.G. 13656-61)

**Fernand Giroux Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 13e jour de juillet 1961, constituant en corporation: Fernand Giroux, entrepreneur, de Sillery, Jean-Marie Plante, comptable, et Yvan Mignault, avocat, tous deux de Ste-Foy, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Fernand Giroux Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 2130, Parc Gomin, Sillery, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 13e jour de juillet 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

59022-o RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 13656-61)

**Fernand Giroux Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 13th day of July, 1961, incorporating: Fernand Giroux, contractor, of Sillery, Jean-Marie Plante, accountant, and Yvan Mignault, advocate, both of Ste-Foy, for the following purposes:

To carry on a business as constructors and general contractors in construction under the name of "Fernand Giroux Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of company will be at 2130 Gomin Park, Sillery, judicial district of Québec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59022 Assistant Secretary of the Province.

(P.G. 13228-61)

**Marcel Guertin Cie Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 7e jour de juillet 1961, constituant en corporation: Marcel Guertin, épiciier-boucher, Lucienne Gaudet Guertin, ménagère, épouse séparée de biens dudit Marcel Guertin, tous deux de Longueuil, et Pierre Marien, comptable, de Montréal, pour les objets suivants:

Commerce de produits comestibles, animaux, minéraux, de liqueurs douces, de livres et périodiques, de la mercerie, de la peinture, de produits chimiques, de produits de la terre, de la mer et des forêts, de produits de beauté, d'articles et marchandises faits, en tout ou en partie, de cuir, caoutchouc, métal, métalloïde, bois, papier, nylon, plastique, fourrure, textiles, verre et tous sous-produits d'iceux, sous le nom de « Marcel Guertin Cie Ltée », avec un capital total de \$10,000, divisé en 1,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Longueuil, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 7e jour de juillet 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

59022-o RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 13228-61)

**Marcel Guertin Cie Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 7th day of July, 1961, incorporating: Marcel Guertin, grocer-butcher, Lucienne Gaudet Guertin, housewife, wife separate as to property of the said Marcel Guertin, both of Longueuil, and Pierre Marien, accountant, of Montreal, for the following purposes:

To deal in food, animal and mineral products, soft drinks, books and periodicals, small wares, paint, chemical products, products of the land, the sea and the forests, beauty products, articles and merchandise made, in whole or in part, of leather, rubber, metal, metalloid, wood, paper, nylon, plastic, fur, textiles, glass and all their by-products, under the name of "Marcel Guertin Cie Ltée", with a total capital stock of \$10,000, divided into 1,000 shares of \$10 each.

The head office of company will be at Longueuil, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59022 Assistant Secretary of the Province.

(P.G. 14311-61)

**Les Immeubles Funéraires Alfred Dallaire Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 24e jour d'août 1961, constituant en corporation: Pierre Bédard, comptable, de St-Bruno, Guy Lacoste et Bernard-C. Forest, notaires, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs de pompes funèbres, sous le nom de « Les Immeubles Funéraires Alfred Dallaire Inc. », avec un capital total de \$150,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 1,400 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 24e jour d'août 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

59022-o

RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 14311-61)

**Les Immeubles Funéraires Alfred Dallaire Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 24th day of August, 1961, incorporating: Pierre Bédard, accountant, of St-Bruno, Guy Lacoste and Bernard-C. Forest, notaries, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as undertakers, under the name of "Les Immeubles Funéraires Alfred Dallaire Inc.", with a total capital stock of \$150,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 1,400 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of August, 1961.

*RAYMOND DOUVILLE,*

59022

*Assistant Secretary of the Province.*

(P.G. 13850-61)

**Imprimerie Artistique Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 26e jour de juillet 1961, constituant en corporation: Gabriel Groulx, imprimeur, Fernand Lacombe, commerçant, Claudette Lacombe Groulx, épouse dudit Gabriel Groulx, et Denise Desormeaux Lacombe, épouse dudit Fernand Lacombe, ces deux dernières ménagères, contractuellement séparées de biens de leurs époux, et dûment autorisées par eux aux fins des présentes, tous d'Amos, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'éditeurs, imprimeurs, graveurs, relieurs et autres commerces semblables, sous le nom de « Imprimerie Artistique Inc. », avec un capital total de \$20,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et en 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Amos, district judiciaire d'Abitibi.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 26e jour de juillet 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

59022-o

RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 13850-61)

**Imprimerie Artistique Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 26th day of July, 1961, incorporating: Gabriel Groulx, printer, Fernand Lacombe, trader, Claudette Lacombe Groulx, wife of the said Gabriel Groulx, and Denise Desormeaux Lacombe, wife of the said Fernand Lacombe, the two latter housewives, and contractually separate as to property from their husbands, and duly authorized by them for these presents, all of Amos, for the following purposes:

To carry on business as editors, printers, engravers, book-binders and in other similar trades, under the name of "Imprimerie Artistique Inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$10 each and 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Amos, judicial district of Abitibi.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of July, 1961.

*RAYMOND DOUVILLE,*

59022

*Assistant Secretary of the Province.*

(P.G. 12957-61)

**Industrial Diesel & Motors Service Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 18e jour de juillet 1961, constituant en corporation: Albert Lacroix, mécanicien, de Jacques-Cartier, Jean Garceau, comptable agréé, de Boucherville, Réjane Groulx, de Longueuil et Lydia Gallant, de Montréal, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'automobiles et faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Industrial Diesel & Motors Service Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Saint-Michel, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 18e jour de juillet 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

59022-o

RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 12957-61)

**Industrial Diesel & Motors Service Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 18th day of July, 1961, incorporating: Albert Lacroix, mechanic, of Jacques-Cartier, Jean Garceau, chartered accountant, of Boucherville, Réjane Groulx, of Longueuil and Lydia Gallant, of Montreal, the latter two secretaries, filles majeures, for the following purposes:

To carry on a business dealing in automobiles and operate as garage-keepers under the name of "Industrial Diesel & Motors Service Inc.", with a total capital stock of \$40,000 divided into 4,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be in the city of Saint-Michel, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of July, 1961.

*RAYMOND DOUVILLE,*

59022

*Assistant Secretary of the Province.*

(P.G. 14201-61)

**Industries Adanac Inc.  
Adanac Industries Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 24e jour d'août 1961, constituant en corporation: Ernest Beaupré, comptable agréé, d'Outremont, Louis-Philippe Fortin, de Saint-Jean, et Arthur Hamelin, de Montréal, ces deux derniers industriels, pour les objets suivants:

Commerce de matériaux de construction, sous le nom de « Industries Adanac Inc. — Adanac Industries Inc. », avec un capital total de \$500,000, divisé en 100,000 actions de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 24e jour d'août 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

59022-o

(A.G. 14201-61)

**Industries Adanac Inc.  
Adanac Industries Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 24th day of August, 1961, incorporating: Ernest Beaupré, chartered accountant, of Outremont, Louis-Philippe Fortin, of Saint-John's, and Arthur Hamelin, of Montreal, the latter two industrialists, for the following purposes:

To carry on a business dealing in construction materials under the name of "Industries Adanac Inc. — Adanac Industries Inc.", with a total capital stock of \$500,000, divided into 100,000 shares of \$5 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of August, 1961.

*RAYMOND DOUVILLE,*  
*Assistant Secretary of the Province.*

59022

(P.G. 14117-61)

**Les Industries Inox Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 15e jour d'août 1961, constituant en corporation: Michel Boulanger, étudiant, Lévis Lupien, administrateur, et Jacques Canin, commerçant, tous de Victoriaville, pour les objets suivants:

Faire le commerce de marchandises et articles en aluminium, fer émaillé, fer-blanc, granit, métal galvanisé, tôle, acier inoxydable, et autres articles fabriqués totalement ou en partie de métaux ou de bois, sous le nom de « Les Industries Inox Ltée », avec un capital total de \$10,000, divisé en 160 actions ordinaires de \$25 chacune et en 240 actions privilégiées de \$25 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 96, rue Arcand, Victoriaville, district judiciaire d'Arthabaska.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 15e jour d'août 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

59022-o

(A.G. 14117-61)

**Les Industries Inox Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 15th day of August, 1961, incorporating: Michel Boulanger, student, Lévis Lupien, administrator, and Jacques Canin, tradesman, all of Victoriaville, for the following purposes:

To carry on business dealing in merchandise and articles in aluminium, enamelware, granit, galvanized metal, roofing, stainless steel, and other articles manufactured totally or in part of metal or of wood, under the name of "Les Industries Inox Ltée", with a total capital stock of \$10,000, divided into 160 common shares of \$25 each and into 240 preferred shares of \$25 each.

The head office of company will be at 96, Arcand Street, Victoriaville, judicial district of Arthabaska.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of August, 1961.

*RAYMOND DOUVILLE,*  
*Assistant Secretary of the Province.*

59022

(P.G. 13041-61)

**Institut Bilingue Lallier**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 22e jour d'août 1961, constituant en corporation sans capital-actions: Laurette Moreau, Rita Moreau, institutrices, et Hectorine McNeil Moreau, veuve, toutes de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Établir et diriger, à Sherbrooke et ailleurs dans la province, des écoles secondaires, sous le nom de « Institut Bilingue Lallier ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$50,000.

Le siège social de la corporation sera à Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 22e jour d'août 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

59022-o

(A.G. 13041-61)

**Institut Bilingue Lallier**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 22nd day of August, 1961, to incorporate as a corporation without share capital: Laurette Moreau, Rita Moreau, teacher, and Hectorine McNeil Moreau, widow, all of Sherbrooke, for the following purposes:

To establish and direct, at Sherbrooke and elsewhere in the Province, secondary schools, under the name of "Institut Bilingue Lallier".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$50,000.

The head office of the corporation will be at Sherbrooke, St. Francis.

Given at the office of the Provincial Secretary, his 22nd day of August, 1961.

*RAYMOND DOUVILLE,*  
*Assistant Secretary of the Province.*

59022

(P.G. 13383-61)

**Irving Sportswear Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 28e jour de juin 1961, constituant en corporation: Samuel Stein, Abraham Segal, tous deux avocats, et Lillian Lazare, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'articles vestimentaires, sous le nom de « Irving Sportswear Inc. », avec un capital total de \$20,000, divisé en 50 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 150 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 28e jour de juin 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

59022

RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 14114-61)

**Jacne Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 14e jour d'août 1961, constituant en corporation: Charles Biron, étudiant, Yvette Larocque, épouse commune en biens de Maurice Dumont, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Julienne Lefebvre, épouse séparée de biens de Charles Simard, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, ces deux dernières secrétaires, tous de Granby, pour les objets suivants:

Exploiter des salles de quilles, de billard, et autres places d'amusement, sous le nom de « Jacne Inc. », avec un capital total de \$1,000, divisé en 100 actions d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Granby, district judiciaire de Bedford.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 14e jour d'août 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

59022-o

RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 13353-61)

**Jonmar Investment Corporation**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 29e jour de juin 1961, constituant en corporation: Frank F. Hubscher, avocat, de Côte-Saint-Luc, Kal Wiseman, administrateur, et David Luterman, comptable agréé, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires et le commerce de placements et d'immeubles, sous le nom de « Jonmar Investment Corporation », avec un capital total de \$1,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1255 Carré Phillips, suite 701, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 29e jour de juin 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

59022

RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 13383-61)

**Irving Sportswear Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 28th day of June, 1961, incorporating: Samuel Stein, Abraham Segal, both advocates, and Lillian Lazare, secretary, fille majeure, all of Montreal, for the following purposes:

To deal in wearing apparel, under the name of "Irving Sportswear Inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 50 common shares of a par value of \$100 each and 150 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of June, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59022-o

*Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 14114-61)

**Jacne Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 14th day of August, 1961, incorporating: Charles Biron, student, Yvette Larocque, wife common as to property of Maurice Dumont, and duly authorized by him for these presents, and Julienne Lefebvre, wife separate as to property of Charles Simard, and duly authorized by him for these presents, the two latter secretaries, all of Granby, for the following purposes:

To manage bowling alleys, billiard halls, and other places of amusement, under the name of "Jacne Inc.", with a total capital stock of \$1,000, divided into 100 shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Granby, judicial district of Bedford.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59022

*Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 13353-61)

**Jonmar Investment Corporation**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 29th day of June, 1961, incorporating: Frank F. Hubscher, advocate, of Côte-St. Luc, Kal Wiseman, executive, and David Luterman, chartered accountant, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To transact and carry on a general investment and realty business, under the name of "Jonmar Investment Corporation", with a total capital stock of \$1,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company will be at 1255 Phillips Square, Suite 701, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of June, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59022-o

*Assistant Secretary of the Province.*

(P.G. 13573-61)

**Juventas Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 11e jour de juillet 1961, constituant en corporation: M. l'abbé Ambroise Lafortune, prêtre, d'Outremont, Yves Gauthier, notaire, et Norbert Morin (Pierre Valcour), artiste, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme publicitaires, sous le nom de « Juventas Inc. », avec un capital total de \$10,000, divisé en 1,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Outremont, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 11e jour de juillet 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

59022-o RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 13573-61)

**Juventas Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 11th day of July, 1961, incorporating: Father Ambroise Lafortune, priest, of Outremont, Yves Gauthier, notary, and Norbert Morin (Pierre Valcour), artist, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as publicists, under the name of "Juventas Inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 1,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Outremont, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59022 Assistant Secretary of the Province.

(P.G. 13511-61)

**Laboratoire Électrique Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 23e jour d'août 1961, constituant en corporation: Camille Lebrun, électricien, Roger Lajeunesse, avocat, et Madeleine Clermont, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'électriciens, sous le nom de « Laboratoire Électrique Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 23e jour d'août 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

59022-o RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 13511-61)

**Laboratoire Électrique Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 23rd day of August, 1961, incorporating: Camille Lebrun, electrician, Roger Lajeunesse, advocate, and Madeleine Clermont, secretary, spinster of the full age of majority, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as electricians, under the name of "Laboratoire Électrique Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 shares of \$10 each.

The head office of company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59022 Assistant Secretary of the Province.

(P.G. 13149-61)

**François Lacelle Cie Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 21e jour de juin 1961, constituant en corporation: François Lacelle, industriel, Charles-E. Poirier, notaire, tous deux de Montréal, René Beuparlant, de Mont-Royal, Adélarde Beuparlant, d'Outremont, et Gilles Beuparlant, de la cité de Saint-Laurent, ces trois derniers constructeurs, pour les objets suivants:

Faire le commerce du verre et de tous ses produits et sous-produits, sous le nom de « François Lacelle Cie Ltée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 7900, 18ième avenue, en la cité de Saint-Michel, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 21e jour de juin 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

59022-o RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 13149-61)

**François Lacelle Cie Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 21st day of June, 1961, incorporating: François Lacelle, industrialist, Charles-E. Poirier, notary, both of Montreal, René Beuparlant, of Mount Royal, Adélarde Beuparlant, of Outremont, and Gilles Beuparlant, of the city of Saint-Laurent, the latter three constructors, for the following purposes:

To carry on a business dealing in glass and all its products and by-products, under the name of "François Lacelle Cie Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of company will be at 7900, 18th Avenue, in the city of Saint-Michel, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of June, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59022 Assistant Secretary of the Province.

(P.G. 13173-61)

**Laforce & Perreault Limitée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

(A.G. 13173-61)

**Laforce & Perreault Limitée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have

été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 7e jour de juillet 1961, constituant en corporation: Louis-Henri Laforge, garagiste, Gérard Perreault, mécanicien, et Julien Huot, comptable, tous de Jonquière, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de véhicules automobiles et faire affaires comme garagistes, sous le nom de «Laforge & Perreault Limitée», avec un capital total de \$8,000, divisé en 800 actions communes de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 75, rue Jeanne-Mance, Jonquière, district judiciaire de Chicoutimi.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 7e jour de juillet 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

59022-o

RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 14185-61)

**Roger Lalumière Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 17e jour d'août 1961, constituant en corporation: Roger Lalumière, entrepreneur, Jean Lamoureux, journaliste, tous deux de Pierrefonds, et Mlle Colombe Cousineau, secrétaire, de Pont-Viau, pour les objets suivants:

Nettoyer et entretenir tout genre de bâtiments, sous le nom de «Roger Lalumière Inc.», avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 15886, boulevard Gouin, est, Sainte-Geneviève, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 17e jour d'août 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

59022-o

RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 13751-61)

**Lambert & Lambert Ltée  
Lambert & Lambert Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 2e jour d'août 1961, constituant en corporation: Alfred Lambert, Réal Lambert, et André Lambert, tous commerçants, d'Amos, pour les objets suivants:

Commerce de grains et moulées, de remèdes pour animaux, de blocs de sel, de la chaux comestible et d'engrais chimiques de toutes sortes, sous le nom de «Lambert & Lambert Ltée — Lambert & Lambert Ltd.», avec un capital total de \$10,000, divisé en 100 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 120, 1ère avenue, Amos, district judiciaire d'Abitibi.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 2e jour d'août 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

59022-o

RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 13897-61)

**Laval Refuse and Containers Ltd.  
Rebut et Contenants Laval Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

été accordé par le Lieutenant-Gouverneur of the Province of Quebec, bearing date the 7th day of July, 1961, incorporating: Louis-Henri Laforge, garage-keeper, Gérard Perreault, mechanic, and Julien Huot, accountant, all of Jonquière, for the following purposes:

To carry on business dealing in automotive vehicles and to act as garage-keepers, under the name of "Laforge & Perreault Limitée", with a total capital stock of \$8,000, divided into 800 common shares of \$10 each.

The head office of company will be at 75 Jeanne-Mance St., Jonquière, judicial district of Chicoutimi.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59022

Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 14185-61)

**Roger Lalumière Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 17th day of August, 1961, incorporating: Roger Lalumière, contractor, Jean Lamoureux, journalist, both of Pierrefonds, and Miss Colombe Cousineau, secretary, of Pont-Viau, for the following purposes:

To clean and maintain all kinds of buildings, under the name of "Roger Lalumière Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 shares of \$10 each.

The head office of company will be at 15886 Gouin Blvd east, Sainte-Geneviève, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59022

Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 13751-61)

**Lambert & Lambert Ltée  
Lambert & Lambert Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 2nd day of August, 1961, incorporating: Alfred Lambert, Réal Lambert and André Lambert, all merchants of Amos, for the following purposes:

To carry on a business dealing in grains and mashes remedies for animals, block of salted lime, and chemical fertilizers of all kinds, under the name of "Lambert & Lambert Ltée — Lambert & Lambert Ltd.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 100 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 120, 1st Avenue, Amos, judicial district of Abitibi.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 2nd day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59022

Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 13897-61)

**Laval Refuse and Containers Ltd.  
Rebut et Contenants Laval Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have

été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 21e jour d'août 1961, constituant en corporation: Gilles Boissonneault, Guy Boissonneault, avocats, et Pierrette Bilodeau, secrétaire, célibataire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le transport de vidanges et rebuts de toutes sortes, sous le nom de «Laval Refuse and Containers Ltd.—Rebut et Contenants Laval Ltée», avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Laval-Ouest, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 21e jour d'août 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

59022-o

RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 12852-61)

**Jacques Légaré & Kedl Limitée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 24e jour de juillet 1961, constituant en corporation: Jacques Légaré, photographe, Suzanne Hamel Légaré, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Jacques Légaré, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de Giffard, Eugen Kedl, photographe, et Margerete Weinhofer Kedl, ménagère, épouse commune en biens dudit Eugen Kedl, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, ces deux derniers de Beauport, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de photographes, sous le nom de «Jacques Légaré & Kedl Limitée», avec un capital total de \$25,000, divisé en 250 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1780, avenue St-Pascal, Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 24e jour de juillet 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

59022-o

RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 13342-61)

**Lessard & Nadeau Confection Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 23e jour d'août 1961, constituant en corporation: Laval Lessard, industriel, Réal Nadeau, journalier, Jacqueline Cloutier, épouse dudit Laval Lessard, et Estelle Bergeron, épouse dudit Réal Nadeau, ces deux dernières ménagères, tous d'East-Broughton, pour les objets suivants:

Commerce de vêtements, sous le nom de «Lessard & Nadeau Confection Ltée», avec un capital total de \$18,000, divisé en 180 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à East-Broughton, comté de Beauce, district judiciaire de Beauce.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 23e jour d'août 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

59022-o

RAYMOND DOUVILLE.

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 21st day of August, 1961, incorporating: Gilles Boissonneault, Guy Boissonneault, advocates, and Pierrette Bilodeau, secretary, spinster, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business dealing in the transportation of garbage and refuse of all kinds under the name of "Laval Refuse and Containers Ltd.—Rebut and Contenants Laval Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Laval-West, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of August 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59022

*Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 12852-61)

**Jacques Légaré & Kedl Limitée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 24th day of July, 1961, incorporating: Jacques Légaré, photographer, Suzanne Hamel Légaré, housewife, wife contractually separate as to property of the said Jacques Légaré, and duly authorized by him for these presents, both of Giffard, Eugen Kedl, photographer, and Margerete Weinhofer Kedl, housewife, wife common as to property of the said Eugen Kedl, and duly authorized by him for these presents, the latter two of Beauport, for the following purposes:

To carry on business as photographers, under the name of "Jacques Légaré & Kedl Limitée", with a total capital stock of \$25,000, divided into 250 common shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at 1780 St-Pascal Avenue, Québec, judicial district of Québec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59022

*Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 13342-61)

**Lessard & Nadeau Confection Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 23rd day of August, 1961, incorporating: Laval Lessard, industrialist, Réal Nadeau, day-labourer, Jacqueline Cloutier, wife of the said Laval Lessard, and Estelle Bergeron, wife of the said Réal Nadeau, the latter two housewives, all of East-Broughton, for the following purposes:

To deal in wearing apparel, under the name of "Lessard & Nadeau Confection Ltée", with a total capital stock of \$18,000, divided into 180 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at East-Broughton, county of Beauce, judicial district of Beauce.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59022

*Assistant Secretary of the Province.*

(P.G. 13803-61)

**J & A Levasseur Construction Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 25e jour d'août 1961, constituant en corporation: André Deslongchamps, Normand Duval et Gabriel Lapointe, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de «J & A Levasseur Construction Inc.», avec un capital total de \$100,000, divisé en 2,000 actions communes de \$10 chacune et en 800 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 25e jour d'août 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

59022-o

RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 13803-61)

**J & A Levasseur Construction Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 25th day of August, 1961, incorporating: André Deslongchamps, Normand Duval and Gabriel Lapointe, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business as builders and general contractors in construction under the name of "J & A Levasseur Construction Inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and into 800 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59022

*Assistant Secretary of the Province.*

(P.G. 13527-61)

**Lilimance Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 10e jour d'août 1961, constituant en corporation: Gilles Le Blanc, Hugues Ferron, tous deux avocats, et Armande Archambault, secrétaire, veuve, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Commerce de vêtements, sous le nom de «Lilimance Inc.», avec un capital total de \$10,000, divisé en 1,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sainte-Adèle, district judiciaire de Terrebonne.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 10e jour d'août 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

59022-o

RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 13527-61)

**Lilimance Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 10th day of August, 1961, incorporating: Gilles Le Blanc, Hugues Ferron, both advocates, and Armande Archambault, secretary, widow, all of Montreal, for the following purposes:

To deal in clothing, under the name of "Lilimance Inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 1,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Sainte-Adèle, judicial district of Terrebonne.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59022

*Assistant Secretary of the Province.*

(P.G. 13340-61)

**Les Loisirs St-Luc Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 22e jour d'août 1961, constituant en corporation sans capital-actions: Hubert Desbiens, instituteur, Gaston Poulin, commis, Charles Jomphe, dessinateur, Bertrand Tremblay, ajusteur, Maurice Boulette, machiniste, Paul Thibault, ingénieur, Maurice Tremblay, «opérateur», Jean-Marie Levesque, employé civil, Raymond Gendron, professeur, et Joseph Laroche, agent d'assurance, tous de Chicoutimi-Nord, pour les objets suivants:

Établir et diriger un centre de loisirs, sous le nom de «Les Loisirs St-Luc Inc.»

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation sera Chicoutimi-Nord, district judiciaire de Chicoutimi.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 22e jour d'août 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

59022-o

RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 13340-61)

**Les Loisirs St-Luc Inc.**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 22nd day of August, 1961, to incorporate as a corporation without share capital: Hubert Desbiens, teacher, Gaston Poulin, clerk, Charles Jomphe, draughtsman, Bertrand Tremblay, adjuster, Maurice Boulette, machinist, Paul Thibault, engineer, Maurice Tremblay, "operator", Jean-Marie Levesque, civil employee, Raymond Gendron, professor, and Joseph Laroche, insurance agent, all of Chicoutimi-North, for the following purposes:

To establish and direct a recreational center under the name of "Les Loisirs St-Luc Inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation will be at Chicoutimi-North, judicial district of Chicoutimi.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59022

*Assistant Secretary of the Province.*

(P.G. 12476-61)

**Lucerne Gift Shops Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 24e jour de juillet 1961, constituant en corporation: Fernand-J. Léger, contrôleur, Alain Voizard, notaire, tous deux de Ste-Adèle en Haut et François-J. Bastien, comptable, de Saint-Lambert, pour les objets suivants:

Commerce de jouets, bibelots, souvenirs, parfums, nouveautés, ameublements, quincaillerie, bois, vêtements, articles de sport et de bijouterie, et de toutes sortes de spécialités connexes et de produits de l'artisanat, sous le nom de « Lucerne Gift Shops Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 250 actions communes de \$10 chacune, 350 actions privilégiées classe « A » d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 500 actions privilégiées classe « B » d'une valeur au pair de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sainte-Marguerite Station, comté de Terrebonne, district judiciaire de Terrebonne.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 24e jour de juillet 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

59022-0

RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 12476-61)

**Lucerne Gift Shops Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 24th day of July, 1961, incorporating: Fernand-J. Léger, comptroller, Alain Voizard, notary, both of Ste-Adèle en Haut and François-J. Bastien, accountant, of Saint-Lambert, for the following purposes:

To carry on a business dealing in toys, bibelots, souvenirs perfumes, novelties, house furnishings, hardware, wood, clothing, sporting articles and jewellery, and in all kinds of specialties pertaining thereto and in craftsmanship products, under the name of "Lucerne Gift Shops Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 250 common shares of \$10 each, 350 preferred shares class "A" of a par value of \$100 each and into 500 preferred class "B" shares of a par value of \$5 each.

The head office of company will be at Sainte-Marguerite Station, county of Terrebonne, judicial district of Terrebonne.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59022

*Assistant Secretary of the Province.*

(P.G. 13711-61)

**Lumpco Ltée  
Lumpco Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 24e jour d'août 1961, constituant en corporation: François Peltier, industriel, de L'Assomption, Charles Mayer, vendeur, et Gaston Lamoureux, industriel, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Commerce de quincaillerie, sous le nom de « Lumpco Ltée — Lumpco Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 90 actions communes de \$100 chacune et en 310 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 4285, rue Notre-Dame, est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 24e jour d'août 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

59022-0

RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 13711-61)

**Lumpco Ltée  
Lumpco Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 24th day of August, 1961, incorporating: François Peltier, industrialist, of L'Assomption, Charles Mayer, salesman, and Gaston Lamoureux, industrialist, the latter two of Montreal, for the following purposes:

A business dealing in hardware under the name of "Lumpco Ltée — Lumpco Ltd." with a total capital stock of \$40,000, divided into 90 common shares of \$100 each and into 310 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 4285 Notre-Dame Street East, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59022

*Assistant Secretary of the Province.*

(P.G. 13727-61)

**Lustra Hair Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 17e jour de juillet 1961, constituant en corporation: Jean-Louis Léger, de Saint-Martin, Jean Malo et Gilles Roux, de Montréal, tous avocats, pour les objets suivants:

Commerce de produits chimiques, matières colorantes, ciment, minéraux, superphosphates, savons, engrais, peintures, vernis, produits, couleurs, huiles, acides, charbon, goudron de houille et ses produits, la tourbe et ses produits, le caoutchouc et ses produits, sous le nom de « Lustra Hair Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100

(A.G. 13727-61)

**Lustra Hair Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 17th day of July, 1961, incorporating: Jean-Louis Léger, of Saint-Martin, Jean Malo and Gilles Roux, of Montreal, all advocates, for the following purposes:

To carry on a business dealing in chemical, products coloring materials, ciment, minerals, superphosphates, soaps, fertilizers, paintings, varnishes, products, colors, oils, acids, coal, coaltar and its products, peat and its products, rubber and its products, under the name of "Lustra Hair Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of

chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1079, rue Masson, est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 17e jour de juillet 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
59022-o RAYMOND DOUVILLE.

\$100 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 1079 Masson Street, East, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of July, 1961.

*RAYMOND DOUVILLE,*  
59022 *Assistant Secretary of the Province.*

(P.G. 14034-61)

**Magasin Continental (Waterloo) Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 18e jour de juillet 1961, constituant en corporation: Lorenzo Brisson, Rosario Desbiens, commerçants, et Jacques Gagnon, comptable, tous de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de marchandises habituellement vendues dans un magasin à rayons, sous le nom de « Magasin Continental (Waterloo) Ltée », avec un capital total de \$42,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune, 2,000 actions privilégiées classe « A » de \$10 chacune et en 2,000 actions classe « B » de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 18e jour de juillet 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
59022-o RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 14034-61)

**Magasin Continental (Waterloo) Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 18th day of July, 1961, incorporating: Lorenzo Brisson, Rosario Desbiens, traders, and Jacques Gagnon, accountant, all of Chicoutimi, for the following purposes:

To carry on business dealing in merchandise usually sold in a department store, under the name of "Magasin Continental (Waterloo) Ltée", with a total capital stock of \$42,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each, 2,000 preferred class "A" shares of \$10 each and 2,000 class "B" shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of July, 1961.

*RAYMOND DOUVILLE,*  
59022 *Assistant Secretary of the Province.*

(P.G. 13746-61)

**Maison Jacques Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 18e jour de juillet 1961, constituant en corporation: Louis Orenstein, avocat et conseil en loi de la Reine, d'Outremont, Jason Ruby, Marc Beaudoin, tous deux avocats, de Montréal, et Huguette St-Marseille, secrétaire, fille majeure, d'Ile-Perrot, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de vêtements et approvisionnement de maison, sous le nom de « Maison Jacques Ltée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions catégorie « A » de \$10 chacune, 1,000 actions catégorie « B » de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 18e jour de juillet 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
59022 RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 13746-61)

**Maison Jacques Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 18th day of July, 1961, incorporating: Louis Orenstein, advocate and Queen's Counsel, of Outremont, Jason Ruby, Marc Beaudoin, both advocates, of Montreal, and Huguette St-Marseille, secretary, fille majeure, of Ile-Perrot, for the following purposes:

To deal in wearing apparel and household supplies, under the name of "Maison Jacques Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 Class "A" shares of \$10 each, 1,000 Class "B" shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of July, 1961.

*RAYMOND DOUVILLE,*  
59022-o *Assistant Secretary of the Province.*

(P.G. 13714-61)

**Maritime Products Distributors Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 25e jour d'août 1961, constituant en corporation: Paul-Maurice Beaulieu, vendeur, Pierre Beaudoin, comptable agréé, tous deux des Trois-Rivières, et Wellie Beaulieu, voyageur à l'emploi de The Shawinigan Water & Power Company, de Shawinigan, pour les objets suivants:

(A.G. 13714-61)

**Maritime Products Distributors Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 25th day of August, 1961, incorporating: Paul-Maurice Beaulieu, salesman, Pierre Beaudoin, chartered accountant, both of Trois-Rivières, and Wellie Beaulieu, traveller in the employ of The Shawinigan Water & Power Company, of Shawinigan, for the following purposes:

Commerce de tous les produits d'huile ou de pétrole STP (Scientifically Treated Petroleum), sous le nom de « Maritime Products Distributors Ltd. », avec un capital total de \$20,000, divisé en 100 actions communes de \$100 chacune et en 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera aux Trois-Rivières, district judiciaire des Trois-Rivières.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 25e jour d'août 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
59022-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 14118-61)

**Martin Brothers Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 15e jour d'août 1961, constituant en corporation: Kenneth W. Martin, contracteur, Barbara Harris Martin, ménagère, épouse séparée de biens dudit Kenneth W. Martin, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, Earl A. Martin, administrateur, et Ruth Harris Martin, ménagère, épouse séparée de biens dudit Earl A. Martin, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous de Magog, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'un compagnie de construction, sous le nom de « Martin Brothers Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 250 actions ordinaires de \$100 chacune et 150 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 342, rue Victoria, Magog, district judiciaire de Saint-François.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 15e jour d'août 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
59022 RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 14162-61)

**Les Matériaux de Construction  
St-Charles Ltée  
St. Charles Builders Supply Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 15e jour d'août 1961, constituant en corporation: Jacques Lapointe, Guy des Rivières et Jean Bérubé, tous avocats, de Québec, pour les objets suivants:

Faire le commerce de matériaux de construction, sous le nom de « Les Matériaux de Construction St-Charles Ltée — St. Charles Builders Supply Ltd. », avec un capital total de \$500, divisé en 50 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 15e jour d'août 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
59022-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 13158-61)

**Medical Test Centre Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date

To carry on a business dealing in oil or petrol products STP (Scientifically Treated Petroleum), under the name of "Maritime Products Distributors Ltd.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 100 common shares of \$100 each and into 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,  
59022 Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 14118-61)

**Martin Brothers Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 15th day of August, 1961, incorporating: Kenneth W. Martin, contractor, Barbara Harris Martin, housewife, wife separate as to property of the said Kenneth W. Martin, and duly authorized by him for the purpose of these presents, Earl A. Martin, administrator, and Ruth Harris Martin, housewife, wife separate as to property of the said Earl A. Martin, and duly authorized by him for the purpose of these presents, all of Magog, for the following purposes:

To do business as a construction company, under the name of "Martin Brothers Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 250 common shares of \$100 each and 150 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 342 Victoria Street, Magog, judicial district of Saint Francis.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,  
59022-o Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 14162-61)

**Les Matériaux de Construction  
St-Charles Ltée  
St. Charles Builders Supply Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 15th day of August, 1961, incorporating: Jacques Lapointe, Guy des Rivières and Jean Bérubé, all advocates, of Québec, for the following purposes:

To carry on business dealing in construction materials, under the name of "Les Matériaux de Construction St-Charles Ltée — St. Charles Builders Supply Ltd.", with a total capital stock of \$500, divided into 50 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Québec, judicial district of Québec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,  
59022 Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 13158-61)

**Medical Test Centre Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the 19th day

du 19<sup>e</sup> jour de juin 1961, constituant en corporation: Pearl Schwartz, chimiste biologiste en médecine, célibataire, de Montréal, Ralph Donald Axelrod et Kenneth Axelrod, vendeurs, de Côte-Saint-Luc, pour les objets suivants:

Entretenir et exploiter des laboratoires de chimie, sous le nom de « Medical Test Centre Inc. », avec un capital total de \$20,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 1,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 3465 chemin Côte-des-Neiges, suite 51, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 19<sup>e</sup> jour de juin 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

59022

RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 12814-61)

**Mildex Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 2<sup>e</sup> jour de juin 1961, constituant en corporation: Cicely M. Nielsen, Lorna Richmond, toutes deux secrétaires, filles majeures, et Eva Mathies, dactylo, épouse séparée de biens d'Arthur Mathies, toutes de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce d'hôtel, restaurant, café, taverne, salle de rafraîchissements et agir comme aubergistes, sous le nom de « Mildex Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 2<sup>e</sup> jour de juin 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

59022

RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 13895-61)

**Les Mines Dumagami Limitée**  
(Libre de responsabilité personnelle)

**Dumagami Mines Limited**  
(No Personal Liability)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 4<sup>e</sup> jour d'août 1961, constituant en corporation: Clément Bourcier, marchand, Henri-Paul Bélanger, épicer, Alma Mongrain Crozier, secrétaire, veuve usant de ses droits, Armand Dumas, arpenteur-géomètre, tous quatre de Malartic, et Roland Bourcier, gérant, de Val-d'Or, pour les objets suivants:

Exercer les opérations générales d'une compagnie minière, sous le nom de « Les Mines Dumagami Limitée » (Libre de responsabilité personnelle) — « Dumagami Mines Limited » (No Personal Liability), avec un capital total de \$5,000,000, divisé en 5,000,000 actions de \$1 chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité au delà du montant du prix qu'ils auront payé ou convenu de payer à la compagnie pour leurs actions.

Le siège social de la compagnie sera à Malartic, district judiciaire d'Abitibi.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 4<sup>e</sup> jour d'août 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

59022-o

RAYMOND DOUVILLE.

of June, 1961, incorporating: Pearl Schwartz, Medical Biochemist, spinster, of Montreal, Ralph Donald Axelrod and Kenneth Axelrod, salesmen, of Côte-Saint-Luc, for the following purposes:

To maintain and operate chemical laboratories, under the name of "Medical Test Centre Inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 500 common shares of a par value of \$10 each and 1,500 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at 3465 Côte-des-Neiges Road, Suite 51, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of June, 1961.

*RAYMOND DOUVILLE,*

59022-o

*Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 12814-61)

**Mildex Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 2nd day of June, 1961, incorporating: Cicely M. Nielsen, Lorna Richmond, both secretaries, spinsters of the full age of majority, and Eva Mathies, typist, wife separate as to property of Arthur Mathies, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of hotel, restaurant, café, tavern, refreshment room and lodging housekeepers, under the name of "Mildex Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 2nd day of June, 1961.

*RAYMOND DOUVILLE,*

59022-o

*Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 13895-61)

**Les Mines Dumagami Limitée**  
(Libre de responsabilité personnelle)

**Dumagami Mines Limited**  
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 4th day of August, 1961, incorporating: Clément Bourcier, merchant, Henri-Paul Bélanger, grocer, Alma Mongrain Crozier, secretary, widow in use of her rights, Armand Dumas, surveyor, all four of Malartic, and Roland Bourcier, manager, Val-d'Or, for the following purposes:

To carry on the general operations of a mining company under the name of "Les Mines Dumagami Limitée" (Libre de responsabilité personnelle) — "Dumagami Mines Limited" (No Personal Liability), with a total capital stock of \$5,000,000, divided into 5,000,000 shares of \$1 each.

The shareholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at Malartic, judicial district of Abitibi.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of August, 1961.

*RAYMOND DOUVILLE,*

59022

*Assistant Secretary of the Province.*

(P.G. 13258-61)

**Montreal Spudnuts Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 22e jour de juin 1961, constituant en corporation: Donald Herscovitch, marchand, de Côte-St-Luc, Clarence T. Rapp, « Resident-Buyer », de Montréal, et Alexander I. Popliger, avocat, de Westmount, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'aliments et produits d'iceux, sous le nom de « Montreal Spudnuts Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 4025 est, rue Jean-Talon, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 22e jour de juin 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
59022 RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 13258-61)

**Montreal Spudnuts Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 22nd day of June, 1961, incorporating: Donald Herscovitch, merchant, of Côte-St-Luc, Clarence T. Rapp, resident buyer, of Montreal, and Alexander I. Popliger, advocate, of Westmount, for the following purposes:

To deal in foods and food products, under the name of "Montreal Spudnuts Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 4025 Jean-Talon Street East, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of June, 1961.

*RAYMOND DOUVILLE,*  
59022-o *Assistant Secretary of the Province.*

(P.G. 13760-61)

**Northland Chemicals Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 23e jour d'août 1961, constituant en corporation: John Rawson, ingénieur, Valerie J. Surphlis, ménagère, épouse séparée de biens dudit John Rawson, tous deux de Shawinigan Sud, et Chester L. Rawson, propriétaire, de New Liskeard (Ontario), pour les objets suivants:

Faire le commerce de produits chimiques, matières colorantes, ciment, minéraux, superphosphates, savons, fertilisants, peintures, vernis, polis, taches, huiles, acides, produits de goudron de houille et dérivés, caoutchouc, marchandises en caoutchouc et leurs produits ou dérivés, préparations chimiques et approvisionnements, articles et composés, séparément ou en alliage, sous le nom de « Northland Chemicals Limited », avec un capital total de \$10,000, divisé en 100 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 124, Place Pruneau, Shawinigan-Sud, district judiciaire de Trois-Rivières.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 23e jour d'août 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
59022 RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 13760-61)

**Northland Chemicals Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 23rd day of August, 1961, incorporating: John Rawson, engineer, Valerie J. Surphlis, housewife, wife separate as to property of the said John Rawson, both of Shawinigan South, and Chester L. Rawson, Landlord, of New Liskeard (Ontario), for the following purposes:

To deal in chemicals, dye-stuffs, cements, minerals, superphosphates, soaps, fertilizers, paints, varnishes, polishes, stains, oils, acids, coal-tar products and derivatives, rubber, rubber goods and products or derivatives, chemical preparations and supplies, articles and compounds, separately or in combination, under the name of "Northland Chemicals Limited", with a total capital stock of \$10,000, divided into 100 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 124 Place Pruneau, Shawinigan-Sud, judicial district of Trois-Rivières.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of August, 1961.

*RAYMOND DOUVILLE,*  
59022-o *Assistant Secretary of the Province.*

(P.G. 13427-61)

**The North Shore Shopping Centres Inc.  
Les Centres d'Achat de la Côte Nord Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 30e jour de juin 1961, constituant en corporation: Maurice Martel, conseil en loi de la Reine, d'Outremont, Jacques Bellemare, de Montréal, tous deux avocats, et Lucille Roy, secrétaire, célibataire, de Ste-Thérèse Ouest, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles et exploiter des centres d'achat, sous le nom de « The North Shore Shopping Centres Inc.—Les Centres d'Achat de la Côte Nord Inc. », avec un capital total de \$3,000, divisé en 300 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

(A.G. 13427-61)

**The North Shore Shopping Centres Inc.  
Les Centres d'Achat de la Côte Nord Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 30th day of June, 1961, incorporating: Maurice Martel, Queen's Counsel, of Outremont, Jacques Bellemare, of Montreal, both lawyers, and Lucille Roy, secretary, spinster, of Ste-Thérèse West, for the following purposes:

To deal in real estate and to operate shopping centres, under the name of "The North Shore Shopping Centres Inc.—Les Centres d'Achat de la Côte Nord Inc.", with a total capital stock of \$3,000, divided into 300 common shares of the par value of \$10 each.

Le siège social de la compagnie sera 355 ouest, rue St-Jacques, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 30e jour de juin 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

59022

RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 13172-61)

**L'Oeuvre des Terrains de Jeux de Price Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 7e jour de juillet 1961, constituant en corporation sans capital-actions: Albert Dupont, Alcide Soucy, tous deux journaliers, et Germain Pelletier, épiciier, tous de Price, pour les objets suivants:

Établir et diriger un centre de loisirs, sous le nom de « L'Oeuvre des Terrains de Jeux de Price Inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$50,000.

Le siège social de la corporation sera Price, district judiciaire de Rimouski.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 7e jour de juillet 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

59022-o

RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 12993-61)

**L'Oeuvre des Terrains de Jeux Incorporée de St-Robert, Rimouski, P.Q.**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 21e jour d'août 1961, constituant en corporation sans capital-actions: Alphonse Francoeur, gérant d'entrepôt, Marcel Desrochers, voyageur de commerce, Jean-Paul Morin, médecin-vétérinaire, J.-Gérard LeBel, vérificateur-auditeur, Claude Legendre, professeur, et Zénon Morissette, menuisier, tous de Rimouski, pour les objets suivants:

Organiser les loisirs de la jeunesse, sous le nom de « L'Oeuvre des Terrains de Jeux Incorporée de St-Robert, Rimouski, P.Q. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$150,000.

Le siège social de la corporation sera 82, rue St-Laurent, Rimouski, district judiciaire de Rimouski.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 21e jour d'août 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

59022-o

RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 14064-61)

**Parfumerie St-Arnaud Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 10e jour d'août 1961, constituant en corporation: Charles St-Arnaud, marchand, Mme Claudia Chalut St-Arnaud, ménagère, épouse séparée de biens dudit Charles St-Arnaud, et Marcel St-Arnaud, étudiant, tous des Trois-Rivières, pour les objets suivants:

The head office of the company will be at 355 St. James Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of June, 1961.

RAYMOND DOUVILLE.

59022-o

*Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 13172-61)

**L'Oeuvre des Terrains de Jeux de Price Inc.**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 7th day of July, 1961, to incorporate as a corporation without share capital: Albert Dupont, Alcide Soucy, both laborers and Germain Pelletier, grocer, all of Price, for the following purposes:

To establish and direct a recreational center, under the name of "L'Oeuvre des Terrains de Jeux de Price Inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$50,000.

The head office of the corporation will be at Price, judicial district of Rimouski.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59022

*Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 12993-61)

**L'Oeuvre des Terrains de Jeux Incorporée de St-Robert, Rimouski, P.Q.**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 21st day of August, 1961, to incorporate as a corporation without share capital: Alphonse Francoeur, warehouse manager, Marcel Desrochers, commercial traveller, Jean-Paul Morin, veterinary doctor, J.-Gérard LeBel, auditor, Claude Legendre, professor, and Zénon Morissette, joiner, all of Rimouski, for the following purposes:

To organize recreational centers for young people, under the name of "L'Oeuvre des Terrains de Jeux Incorporée de St-Robert, Rimouski, P.Q."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$150,000.

The head office of the corporation will be at 82 St-Laurent street, Rimouski, judicial district of Rimouski.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59022

*Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 14064-61)

**Parfumerie St-Arnaud Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 10th day of August, 1961, incorporating: Charles St-Arnaud, merchant, Mrs. Claudia Chalut St-Arnaud, wife, wife separate as to property of the said Charles St-Arnaud, and Marcel St-Arnaud, student, all of Trois-Rivières, for the following purposes:

Faire le commerce de toutes les marchandises accessoires, produits et sous-produits nécessaires, et utiles aux salons de barbier et de coiffure, sous le nom de « Parfumerie St-Arnaud Ltée », avec un capital total de \$90,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$100 chacune et en 400 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 466, rue Radison, Trois-Rivières, district judiciaire des Trois-Rivières.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 10e jour d'août 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
59022-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 14055-61)

**Paul's Petroleum Transport Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 9e jour d'août 1961, constituant en corporation: Pierre Sénécal, commerçant, de Chambly, Adrien-R. Paquette, avocat, d'Outremont, et Françoise Fréreau, secrétaire, célibataire majeure, d'Ahuntsic, pour les objets suivants:

Commerce de transport, sous le nom de « Paul's Petroleum Transport Inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 2,000 actions communes de \$10 chacune et en 800 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Greenfield Park, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 9e jour d'août 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
59022-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 14238-61)

**Pavages Moto Ltée  
Moto Paving Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 17e jour d'août 1961, constituant en corporation: Georges-René Fournier, c.r., avocat, de Sillery, André Monast, avocat, et Mlle Gisèle Bilodeau, secrétaire, ces deux derniers de Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs en travaux de pavage et de construction de toutes sortes, sous le nom de « Pavages Moto Ltée — Moto Paving Ltd. », avec un capital total de \$50,000, divisé en 25,000 actions privilégiées de \$1 chacune et en 250 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 299, boulevard Sainte-Madeleine, Cap-de-la-Madeleine, district judiciaire des Trois-Rivières.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 17e jour d'août 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
59022-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 13064-61)

**Pensionnat Saint-Germain**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 20e jour de juin 1961, constituant en corpora-

To carry on business dealing in all kinds of merchandise, accessories, products and by-products necessary and useful to barber and hair-dressing parlors under the name of "Parfumerie St-Arnaud Ltée", with a total capital stock of \$90,000, divided into 500 common shares of \$100 each and into 400 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 466 Radison street, Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,  
59022 Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 14055-61)

**Paul's Petroleum Transport Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 9th day of August, 1961, incorporating: Pierre Sénécal, trader, of Chambly, Adrien-R. Paquette, advocate, of Outremont, and Françoise Fréreau, secretary, spinster of the full age of majority, of Ahuntsic, for the following purposes:

To deal in transportation, under the name of "Paul's Petroleum Transport Inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 800 preferred shares of \$100 each.

The head office of company will be at Greenfield Park, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,  
59022 Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 14238-61)

**Pavages Moto Ltée  
Moto Paving Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 17th day of August, 1961, incorporating: Georges-René Fournier, Q.C., advocate, of Sillery, André Monast, advocate, and Miss Gisèle Bilodeau, secretary, the latter two of Québec, for the following purposes:

To carry on business dealing as contractors in paving and construction work of all kinds, under the name of "Pavages Moto Ltée — Moto Paving Ltd.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 25,000 preferred shares of \$1 each and into 250 common shares of \$100 each.

The head office of company will be at 299 Sainte-Madeleine Boulevard, Cap-de-la-Madeleine, judicial district of Trois-Rivières.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,  
59022 Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 13064-61)

**Pensionnat Saint-Germain**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 20th day of June, 1961, to incorporate as a corporation

tion sans capital-actions: RRdes Srs Madeleine-de-la-Résurrection (Lucienne Lapointe), Marie-des-Lys (Bernadette Grisé), et Saint-Pantaléon (Hortense Girard), toutes religieuses, de Nicolet, pour les objets suivants:

Posséder et établir une école pour le cours primaire, le cours secondaire, section générale, scientifique, classique, commerciale, ménagère, sous le nom de « Pensionnat Saint-Germain ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation sera à Saint-Germain, comté de Drummond, district judiciaire d'Arthabaska.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 20e jour de juin 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

59022-o

without share capital: Reverend Sisters Madeleine - de - la - Résurrection (Lucienne Lapointe), Marie-des-Lys (Bernadette Grisé), and Saint-Pantaléon (Hortense Girard), all nuns, of Nicolet, for the following purposes:

To own and establish a school for the primary, and secondary courses, general, scientific, classical, commercial, domestic science sections, under the name of "Pensionnat Saint-Germain".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation will be at Saint-Germain, county of Drummond, judicial district of Arthabaska.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of June, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

59022

(P.G. 12944-61)

**Les Pétroles des Monts Ltée**  
**The Mounts Petroleum Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 9e jour de juin 1961, constituant en corporation: Jean-Paul Cloutier, licencié en sciences commerciales, Gaston Cloutier, industriel, et Guy Cloutier, agent d'assurances, tous de Saint-Paul, comté de Montmagny, pour les objets suivants:

Commerce de lubrifiants et combustibles, sous le nom de « Les Pétroles des Monts Ltée — The Mounts Petroleum Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 300 actions communes de \$100 chacune et en 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Paul, comté de Montmagny, district judiciaire de Montmagny.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 9e jour de juin 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

59022-o

(A.G. 12944-61)

**Les Pétroles des Monts Ltée**  
**The Mounts Petroleum Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 9th day of June, 1961, incorporating: Jean-Paul Cloutier, commercial sciences graduate, Gaston Cloutier, industrialist, and Guy Cloutier, insurance agent, all of Saint-Paul, county of Montmagny, for the following purposes:

To deal in lubricants and fuels, under the name of "Les Pétroles des Monts Ltée — The Mounts Petroleum Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 300 common shares of \$100 each and 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Saint-Paul, county of Montmagny, judicial district of Montmagny.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of June, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

59022

(P.G. 14007-61)

**Théo. Phénix Limitée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 17e jour d'août 1961, constituant en corporation: Théodore Phénix, Lucien Phénix, commerçants, et Gérard Phénix, agent, tous de Saint-Hyacinthe, pour les objets suivants:

Commerce de produits agricoles de toutes sortes, sous le nom de « Théo. Phénix Limitée », avec un capital total de \$500,000, divisé en 30,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 20,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1010, rue Girouard, Saint-Hyacinthe, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 17e jour d'août 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
RAYMOND DOUVILLE.

59022-o

(A.G. 14007-61)

**Théo. Phénix Limitée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 17th day of August, 1961, incorporating: Théodore Phénix, Lucien Phénix, traders and Gérard Phénix, agent, all of Saint-Hyacinthe, for the following purposes:

To deal in all kinds of agricultural products, under the name of "Théo. Phénix Limitée", with a total capital stock of \$500,000, divided into 30,000 common shares of \$10 each and 20,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 1010 Girouard St., Saint Hyacinthe, judicial district of Saint Hyacinthe.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,  
*Assistant Secretary of the Province.*

59022

(P.G. 14163-61)

**Phototec Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

(A.G. 14163-61)

**Phototec Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have

été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 15e jour d'août 1961, constituant en corporation: Robert Perron, Jacques Perron, avocats, de Sillery, et Mlle Jacqueline Larose, secrétaire, de Québec, pour les objets suivants:

Exercer les commerces d'imprimeurs, éditeurs, papetiers, lithographes, photographes, graveurs, photograpeurs, relieurs, librairies, fondeurs typographiques et autres commerces connexes ou semblables, sous le nom de « Phototec Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions communes de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Romuald, comté de Lévis, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 15e jour d'août 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

59022-o

RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 13209-61)

**Joseph Picard & Fils, Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 19e jour de juin 1961, constituant en corporation: Paul Dolan, notaire, de Saint-Thomas de Montmagny, Georges Hébert, notaire, et Jean-Marie Proulx, agent d'assurances, ces deux derniers de Montmagny, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de foreurs, de puisatiers et de chercheurs de mines, sous le nom de « Joseph Picard & Fils, Inc. », avec un capital total de \$50,000, divisé en 250 actions communes de \$100 chacune et en 250 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Pierre-du-Sud, district judiciaire de Montmagny.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 19e jour de juin 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

59022-o

RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 12634-61)

**Pierre Ornementale Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 19e jour de juillet 1961, constituant en corporation: Roger Parenteau, avocat, Romuald Lepage, agent d'assurance, et Rosaire Perron, journalier, tous de Drummondville, pour les objets suivants:

Fabriquer la pierre artificielle de couleur naturelle ou colorée artificiellement, sous le nom de « Pierre Ornementale Ltée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,200 actions communes d'une valeur au pair de \$25 chacune et en 100 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Drummondville, district judiciaire d'Arthabaska.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 19e jour de juillet 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

59022-o

RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 13100-61)

**Placements Duhamel Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec, bearing date the 15th day of August, 1961, incorporating: Robert Perron, Jacques Perron, advocates, of Sillery, and Miss Jacqueline Larose, secretary, of Québec, for the following purposes:

To carry on a business dealing as printers, editors, stationers, lithographers, photographers, engravers, photoengravers, binders, librarians, type-founders and other similar or typical businesses under the name of "Phototec Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of company will be at Saint-Romuald, county of Lévis, judicial district of Québec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of August, 1961.

*RAYMOND DOUVILLE,*

59022

*Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 13209-61)

**Joseph Picard & Fils, Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the 19th day of June, 1961, incorporating: Paul Dolan, notary, of Saint-Thomas de Montmagny, Georges Hébert, notary, and Jean-Marie Proulx, insurance agent, the latter two of Montmagny, for the following purposes:

To carry on a business as drillers, well-diggers and mine-finders, under the name of "Joseph Picard & Fils, Inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 250 common shares of \$100 each and into 250 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Saint-Pierre-du-Sud, judicial district of Montmagny.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of June, 1961.

*RAYMOND DOUVILLE,*

59022

*Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 12634-61)

**Pierre Ornementale Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the 19th day of July, 1961, incorporating: Roger Parenteau, advocate, Romuald Lepage, insurance agent, and Rosaire Perron, day-labourer, all of Drummondville, for the following purposes:

To make artificial stone of a natural colour or artificially coloured, under the name of "Pierre Ornementale Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,200 common shares of a par value of \$25 each and 100 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Drummondville, judicial district of Arthabaska.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of July, 1961.

*RAYMOND DOUVILLE,*

59022

*Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 13100-61)

**Placements Duhamel Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have

été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 26e jour de juillet 1961, constituant en corporation: Ghislaine Gagné, secrétaire, fille majeure, de Laval-des-Rapides, René Duhamel, constructeur, de Mont-Royal, et Jean-Marc Poulin, avocat, de Repentigny, pour les objets suivants:

Exercer les opérations d'une compagnie de placements, sous le nom de « Placements Duhamel Ltée », avec un capital total de \$100,000, divisé en 1,000 actions communes de \$10 chacune et en 9,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 250, boulevard Saint-Joseph, est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 26e jour de juillet 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

59022-o

RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 13994-61)

#### Plomberie de l'Est Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 24e jour d'août 1961, constituant en corporation: Jean-Marc Poulin, avocat, de Repentigny, Mlle Micheline Corbeil, avocate, de Montréal, et Ghislaine Gagné, secrétaire, fille majeure, de Laval-des-Rapides, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs en plomberie, chauffage et réfrigération, sous le nom de « Plomberie de l'Est Inc. », avec un capital total de \$10,000, divisé en 5,000 actions communes d'une valeur au pair de \$1 chacune et en 50 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 24e jour d'août 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

59022-o

RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 14186-61)

#### Les Productions Littéraires et Artistiques Brie Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 17e jour d'août 1961, constituant en corporation: Albert Brie, scripteur, Madeleine Hudon Brie, ménagère, épouse séparée de biens dudit Albert Brie, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de Saint-Bruno, et Louise Hudon Lesage, ménagère, épouse séparée de biens de Louis Lesage, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, de Hull, pour les objets suivants:

Produire et vendre des textes pour des programmes de radio, de télévision et de théâtre, sous le nom de « Les Productions Littéraires et Artistiques Brie Limitée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions communes de \$1 chacune et en 39,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Bruno, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 17e jour d'août 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

59022-o

RAYMOND DOUVILLE.

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 26th day of July, 1961, incorporating: Ghislaine Gagné, secretary, fille majeure, of Laval-des-Rapides, René Duhamel, builder, of Mount Royal, and Jean-Marc Poulin, advocate, of Repentigny, for the following purposes:

To carry on the operations of an investment company, under the name of "Placements Duhamel Ltée", with a total capital stock of \$100,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 9,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 250 Saint Joseph Blvd east, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of July, 1961.

*RAYMOND DOUVILLE,*

59022

*Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 13994-61)

#### Plomberie de l'Est Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 24th day of August, 1961, incorporating: Jean-Marc Poulin, advocate, of Repentigny, Miss Micheline Corbeil, advocate, of Montreal, and Ghislaine Gagné, secretary, fille majeure, of Laval-des-Rapides, for the following purposes:

To operate as business as contractors in plumbing, heating and refrigeration, under the name of "Plomberie de l'Est Inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 5,000 common shares of a par value of \$1 each and into 50 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of August, 1961.

*RAYMOND DOUVILLE,*

59022

*Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 14186-61)

#### Les Productions Littéraires et Artistiques Brie Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 17th day of August, 1961, incorporating: Albert Brie, scripter, Madeleine Hudon Brie, housewife, wife separate as to property of the said Albert Brie, and duly authorized by him for these presents, both of Saint-Bruno, and Louise Hudon Lesage, housewife, wife separate as to property of Louis Lesage, and duly authorized by him for these presents, of Hull, for the following purposes:

To produce and sell texts for radio, television and theatrical programs, under the name of "Les Productions Littéraires et Artistiques Brie Limitée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and into 39,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of company will be at Saint-Bruno, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of August 1961.

*RAYMOND DOUVILLE,*

59022

*Assistant Secretary of the Province.*

(P.G. 13974-61)

**Provincial Gas & Welding Supplies  
(Laurentide) Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 24e jour d'août 1961, constituant en corporation: Jules St-Yves, commerçant, Jeanne Bourassa, ménagère, épouse séparée de biens dudit Jules St-Yves, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Pierre St-Yves, secrétaire, tous de Shawinigan, pour les objets suivants:

Commerce de tous appareils et produits se rapportant à la soudure, sous le nom de « Provincial Gas & Welding Supplies (Laurentide) Inc. », avec un capital total de \$30,000, divisé en 300 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1125, rue Père-Daniel, Trois-Rivières, district judiciaire des Trois-Rivières.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 24e jour d'août 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
59022-o RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 13974-61)

**Provincial Gas & Welding Supplies  
(Laurentide) Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 24th day of August, 1961, incorporating: Jules St-Yves, tradesman, Jeanne Bourassa, housewife, wife separate as to property of the said Jules St-Yves, and duly authorized by him for these presents, and Pierre St-Yves, secretary, all of Shawinigan, for the following purposes:

To carry on a business dealing in all apparatus and products pertaining to soldering, under the name of "Provincial Gas & Welding Supplies (Laurentide) Inc.", with a total capital stock of \$30,000, divided into 300 shares of \$100 each.

The head office of company will be at 1125 Père-Daniel Street, Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of August, 1961.

*RAYMOND DOUVILLE,*  
59022 *Assistant Secretary of the Province.*

(P.G. 13178-61)

**Quebec Jet Marine Sales & Service  
Co. Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 15e jour d'août 1961, constituant en corporation: Roland Couture, entrepreneur, Jean-Paul DeLorme, garagiste, tous deux de Ste-Rose, et Ginette Côté, secrétaire, fille majeure, de Ste-Thérèse, pour les objets suivants:

Commerce de canots-moteurs, de moteurs pour yachts de plaisance, de machines et appareils de navigation, de bateaux de pêche, de moteurs d'avions ou d'hélicoptères ou d'automobiles, sous le nom de « Quebec Jet Marine Sales & Service Co. Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 3,000 actions communes de \$1 chacune et en 37,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sainte-Rose, comté de Laval, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 15e jour d'août 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
59022-o RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 13178-61)

**Quebec Jet Marine Sales & Service  
Co. Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 15th day of August, 1961, incorporating: Roland Couture, contractor, Jean-Paul DeLorme, garage-keeper, both of Ste-Rose, and Ginette Côté, secretary, fille majeure, of Ste-Thérèse, for the following purposes:

To carry on a business dealing in motorized canoes, motors for pleasure yachts, for machines and navigation appliances, fishing boats, airplane motors or motors for helicopters or automobiles, under the name of "Quebec Jet Marine Sales & Service Co. Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 3,000 common shares of \$1 each and into 37,000 preferred shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company will be at Sainte-Rose, county of Laval, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of August, 1961.

*RAYMOND DOUVILLE,*  
59022 *Assistant Secretary of the Province.*

(P.G. 14246-61)

**Quebec Moly Mining Corporation  
(No Personal Liability)**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 22e jour d'août 1961, constituant en corporation: Philippe Germain, notaire, de Malartic, Jean Beaulieu et Claude Allard, avocats, de Val-d'Or, pour les objets suivants:

Exercer le commerce et les activités d'une compagnie minière, sous le nom de « Quebec Moly Mining Corporation » (No Personal Liability), avec un capital total de \$6,000,000, divisé en 6,000,000 d'actions de \$1 chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité au-delà du montant du prix qu'ils auront

(A.G. 14246-61)

**Quebec Moly Mining Corporation  
(No Personal Liability)**

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 22nd day of August, 1961, incorporating: Philippe Germain, notary, of Malartic, Jean Beaulieu and Claude Allard, lawyers, of Val-d'Or, for the following purposes:

To carry on the business and operations of a mining company, under the name of "Quebec Moly Mining Corporation" (No Personal Liability), with a total capital stock of \$6,000,000, divided into 6,000,000 shares of \$1 each.

The shareholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount

payé ou convenu de payer à la compagnie pour leurs actions.

Le siège social de la compagnie sera 715, 3e avenue, Val-d'Or, district judiciaire d'Abitibi.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 22e jour d'août 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
59022 RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 14112-61)

**Gérard Racine & Fils Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 16e jour d'août 1961, constituant en corporation: Jacques Racine, Gérard Racine, courtiers en assurance, et Thérèse Brissette Racine, ménagère, épouse commune en biens dudit Gérard Racine, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous de Granby, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de courtiers en assurance, sous le nom de « Gérard Racine & Fils Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 500 actions communes de \$10 chacune et en 350 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 85, rue Ottawa, Granby, district judiciaire de Bedford.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 16e jour d'août 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
59022-0 RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 14239-61)

**Restaurant La Petite Madeleine Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 18e jour d'août 1961, constituant en corporation: Lionel Filion, comptable agréé, Alfred Dussault, restaurateur, et Suzanne D. Dussault, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Alfred Dussault, tous de Cap-de-la-Madeleine, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de restaurateurs, sous le nom de « Restaurant La Petite Madeleine Inc. », avec un capital total de \$60,000, divisé en 600 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Cap-de-la-Madeleine, district judiciaire des Trois-Rivières.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 18e jour d'août 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
59022-0 RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 13206-61)

**Ricardo's Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 21e jour de juin 1961, constituant en corporation: Isidore Buller, de Montréal, Joseph P. Miller, de LaSalle, tous deux avocats, et Lorraine Lalonde, secrétaire, fille majeure, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de restaurateurs, sous le nom de « Ricardo's Inc. », avec un capital total

of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at 715, 3rd Avenue, Val-d'Or, judicial district of Abitibi.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of August, 1961.

*RAYMOND DOUVILLE,*  
59022-0 Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 14112-61)

**Gérard Racine & Fils Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 16th day of August, 1961, incorporating: Jacques Racine, Gérard Racine, insurance brokers, and Thérèse Brissette Racine, housewife, wife common as to property of the said Gérard Racine, and duly authorized by him for these presents, all of Granby, for the following purposes:

To carry on business as insurance brokers, under the name of "Gérard Racine & Fils Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 500 common shares of \$10 each and 350 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 85 Ottawa street, Granby, judicial district of Bedford.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of August, 1961.

*RAYMOND DOUVILLE,*  
59022 Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 14239-61)

**Restaurant La Petite Madeleine Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 18th day of August, 1961, incorporating: Lionel Filion, chartered accountant, Alfred Dussault, restaurateur, and Suzanne D. Dussault, housewife, wife contractually separate as to property of the said Alfred Dussault, all of Cap-de-la-Madeleine, for the following purposes:

To carry on a business dealing as restaurateurs, under the name of "Restaurant La Petite Madeleine Inc.", with a total capital stock of \$60,000, divided into 600 common shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Cap-de-la-Madeleine, judicial district of Trois-Rivières.

Given at the office of the Provincial secretary, this 18th day of August, 1961.

*RAYMOND DOUVILLE,*  
59022 Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 13206-61)

**Ricardo's Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 21st day of June, 1961, incorporating: Isidore Buller, of Montreal, Joseph P. Miller, of LaSalle, both advocates, and Lorraine Lalonde, secretary, spinster of the full age of majority, of Montreal, for the following purposes:

To do business as restaurateurs, under the name of "Ricardo's Inc.", with a total capital

de \$15,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune et 1,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1244 est, rue Jean-Talon, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 21e jour de juin 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

59022

RAYMOND DOUVILLE.

stock of \$15,000, divided into 500 common shares of \$10 each and 1,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 1244 Jean-Talon Street East, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of June, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59022-o

*Assistant Secretary of the Province.*

(P.G. 13750-61)

**Richer, Marais & Cie Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 20e jour de juillet 1961, constituant en corporation: Jean Norman Richer, vendeur, de Montréal, Francis Marais, vendeur, et Mme Francis Marais, ménagère, épouse séparée de biens dudit Francis Marais, ces deux derniers de la cité de Saint-Michel, pour les objets suivants:

Faire affaires comme publicitaires, sous le nom de « Richer, Marais & Cie Ltée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions communes de \$10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 20e jour de juillet 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

59022-o

RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 13750-61)

**Richer, Marais & Cie Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 20th day of July, 1961, incorporating: Jean Norman Richer, salesman, of Montreal, Francis Marais, salesman, and Mrs. Francis Marais, housewife, wife separate as to property of the said Francis Marais, the latter two of the city of Saint-Michel, for the following purposes:

To operate as publicists under the name of "Richer, Marais & Cie Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and into 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59022

*Assistant Secretary of the Province.*

(P.G. 13410-61)

**Riopel Compagnie Limitée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 18e jour d'août 1961, constituant en corporation: Réal Riopel, Jacques Riopel, tous deux grossistes, de Montréal, et Robert-E. Fusey, avocat, de Saint-Bruno, pour les objets suivants:

Faire l'emballage de toutes sortes de marchandises, sous le nom de « Riopel Compagnie Limitée », avec un capital total de \$150,000, divisé en 7,500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et en 7,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 5334, 13e avenue, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 18e jour d'août 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

59022-o

RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 13410-61)

**Riopel Compagnie Limitée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 18th day of August, 1961, incorporating: Réal Riopel, Jacques Riopel, both wholesalers, of Montreal, and Robert-E. Fusey, advocate, of Saint-Bruno, for the following purposes:

To pack all kinds of merchandise, under the name of "Riopel Compagnie Limitée", with a total capital stock of \$150,000, divided into 7,500 common shares of a par value of \$10 each and 7,500 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of company will be at 5334, 13th Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE.

59022

*Assistant Secretary of the Province.*

(P.G. 13920-61)

**Rivard & Levesque Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 2e jour d'août 1961, constituant en corporation: J.-Émile Rivard, entrepreneur, Albert Levesque, agent, et Claude Rivard, administrateur professionnel, tous de Garneau-Jonction, pour les objets suivants:

Faire affaires comme marchands de bois, sous le nom de « Rivard & Levesque Inc. », avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

(A.G. 13920-61)

**Rivard & Levesque Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 2nd day of August, 1961, incorporating: J. Émile Rivard, contractor, Albert Levesque, agent, and Claude Rivard, professional administrator, all of Garneau-Jonction, for the following purposes:

To carry on business dealing lumber merchants under the name of "Rivard & Levesque Inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Garneau-Jonction, district judiciaire des Trois-Rivières. Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 2e jour d'août 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
59022-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 13101-61)

**J. A. Robillard & Fils Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 25e jour d'août 1961, constituant en corporation: Claude Robillard, Joseph-Avila Robillard, marchands, et Florentine Robillard, ménagère, épouse séparée de biens dudit J. A. Robillard, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Commerce de construction, sous le nom de « J. A. Robillard & Fils Ltée », avec un capital total de \$200,000, divisé en 500 actions communes de \$100 chacune, 750 actions privilégiées classe « A » de \$100 chacune et en 750 actions privilégiées classe « B » de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1322, rue Bélanger, est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 25e jour d'août 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
59022-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 13153-61)

**Roger Rougier Ltée  
Roger Rougier Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 19e jour de juin 1961, constituant en corporation: Geoffroy Birtz, avocat, de Mont-Royal, Gabrielle Labaie, secrétaire, fille majeure, et Pierre M. Verdy, avocat, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de meubles et de nouveautés de toutes sortes, sous le nom de « Roger Rougier Ltée — Roger Rougier Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions communes de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 19e jour de juin 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
59022-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 14316-61)

**Ross High School Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 24e jour d'août 1961, constituant en corporation sans capital-actions: Harold Ross, « High School Teacher », Aaron H. Goldman, psychologue, et Mme Sadie Ross, ménagère, épouse séparée de biens dudit Harold Ross, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer et maintenir, dans le district de Montréal, une école secondaire où les étudiants pourront obtenir une éducation libre dans les arts, sciences, commerce et langues, sous le nom de « Ross High School Inc. ».

The head office of company will be at Garneau-Jonction, judicial district of Trois-Rivières.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 2nd day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,  
59022 Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 13101-61)

**J. A. Robillard & Fils Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 25th day of August, 1961, incorporating: Claude Robillard, Joseph-Avila Robillard, merchants, and Florentine Robillard, housewife, wife separated as to property of the said J. A. Robillard, all of Montreal, for the following purposes:

To operate a construction business under the name of "J. A. Robillard & Fils Ltée", with a total capital stock of \$200,000, divided into 500 common shares of \$100 each 750 preferred shares class "A" of \$100 each and into 750 preferred class "B" shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 1322 Bélanger Street, East, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,  
59022 Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 13153-61)

**Roger Rougier Ltée  
Roger Rougier Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 19th day of June, 1961, incorporating: Geoffroy Birtz, advocate, of Mount Royal, Gabrielle Labaie, secretary, fille majeure, and Pierre M. Verdy, advocate, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on business dealing in furniture and novelties of all kinds, under the name of "Roger Rougier Ltée — Roger Rougier Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of June, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,  
59022 Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 14316-61)

**Ross High School Inc.**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 24th day of August, 1961, to incorporate as a corporation without share capital: Harold Ross, High School Teacher, Aaron H. Goldman, psychologist, and Mrs. Sadie Ross, housewife, wife separate as to property of the said Harold Ross, and duly authorized by him for the purpose these presents, all of Montreal, for the following purposes:

To operate and maintain, in the district of Montreal, a secondary school where students may obtain a liberal education in the Arts, Sciences, Commerce and languages, under the name of "Ross High School Inc."

Le montant auquel est limitée la valeur des propriétés immobilières que la corporation peut posséder est de \$100,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 24e jour d'août 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
59022 RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 14189-61)

**4 Star Homes Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 17e jour d'août 1961, constituant en corporation: Jack Rudner, conseil en loi de la Reine, Donald E. Hahamovitch, tous deux avocats, de Côte-Saint-Luc, Martin Gross, administrateur, et Joseph A. Mendelson, avocat, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de construction, sous le nom de « 4 Star Homes Inc. », avec un capital total de \$5,000, divisé en 250 actions ordinaires de \$10 chacune et 250 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 17e jour d'août 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
59022 RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 14188-61)

**St. Agathe Petroleum Ltd.  
Les Pétroles Ste-Agathe Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 17e jour d'août 1961, constituant en corporation: John Stephen Nejelski, consignataire, de Ste-Agathe-des-Monts, Jean-Marc Poulin, avocat, de Repentigny, et Ghislaine Gagné, secrétaire, fille majeure, de Laval-des-Rapides, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes d'appareils ou système de chauffage, sous le nom de « St. Agathe Petroleum Ltd. — Les Pétroles Ste-Agathe Ltée », avec un capital total de \$30,000, divisé en 300 actions communes de \$10 chacune et en 270 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 335, rue St-Vincent, Ste-Agathe-des-Monts, district judiciaire de Terrebonne.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 17e jour d'août 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
59022-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 13990-61)

**St-Gabriel Express Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 7e jour d'août 1961, constituant en corporation: Jean-Claude St-Jean, camionneur, Germain Dupuis, gérant, et Gilbert St-Jean, commis, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Commerce de transport, sous le nom de « St-Gabriel Express Inc. », avec un capital

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may possess, is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,  
59022-o Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 14189-61)

**4 Star Homes Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 17th day of August, 1961, incorporating: Jack Rudner, Queen's Counsel, Donald E. Hahamovitch, both advocates, of Côte-Saint-Luc, Martin Gross, executive, and Joseph A. Mendelson, advocate, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To do business as a construction company, under the name of "4 Star Homes Inc.", with a total capital stock of \$5,000, divided into 250 common shares of \$10 each and 250 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,  
59022-o Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 14188-61)

**St. Agathe Petroleum Ltd.  
Les Pétroles Ste-Agathe Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 17th day of August, 1961, incorporating: John Stephen Nejelski, consignee, of Ste-Agathe-des-Monts, Jean-Marc Poulin, advocate, of Repentigny, and Ghislaine Gagné, secretary, fille majeure, of Laval-des-Rapides, for the following purposes:

To carry on business dealing in all kinds of heating apparatus or systems, under the name of "St. Agathe Petroleum Ltd. — Les Pétroles Ste-Agathe Ltée", with a total capital stock of \$30,000, divided into 300 common shares of \$10 each and 270 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 335 St-Vincent St., Ste-Agathe-des-Monts, judicial district of Terrebonne.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,  
59022 Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 13990-61)

**St-Gabriel Express Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 7th day of August, 1961, incorporating: Jean-Claude St-Jean, trucker, Germain Dupuis, manager, and Gilbert St-Jean, clerk, all of Montreal, for the following purposes:

To deal in transportation, under the name of "St-Gabriel Express Inc.", with a capital stock

divisé en 100 actions sans valeur au pair ou nominale, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de \$500.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Gabriel-de-Brandon, district judiciaire de Joliette.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 7e jour d'août 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
59022-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 13373-61)

**St-Martin Fortier Seat Cover Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 23e jour d'août 1961, constituant en corporation: Roger Fortier, ingénieur en chauffage, de la ville de LeMoyne, Jean St-Martin, rembourreur, de la cité de Jacques-Cartier, et Pierrette Gaudet, comptable, épouse séparée de biens de Julien Frédéric Gaudet, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, de Saint-Lambert, pour les objets suivants:

La réparation, l'installation ou l'entretien des intérieurs de véhicules automobiles, sous le nom de « St-Martin Fortier Seat Cover Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions communes de \$1 chacune et en 3,800 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 2101, rue Saint-Roch, en la cité de Jacques-Cartier, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 23e jour d'août 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
59022-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 13426-61)

**St-Martin & Todd Realities Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 25e jour d'août 1961, constituant en corporation: William St-Martin, courtier en immeubles, de Cowansville, Arthur C. Todd, courtier en immeubles, de Sweetsburg, et Mlle Wilma Levesque, secrétaire, de East Dunham, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles, sous le nom de « St-Martin & Todd Realities Inc. », avec un capital total de \$20,000, divisé en 400 actions de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 125 Church Street, Cowansville, district judiciaire de Bedford.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 25e jour d'août 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
59022 RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 13713-61)

**Salons Funéraires d'Abitibi Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 15e jour d'août 1961, constituant en corporation: Antonio Dessureault, voyageur, Luc Racicot et Jean-Guy Racicot, comptables, tous d'Amos, pour les objets suivants:

divided into 100 shares of no par or nominal value, and the amount with which the company will begin its operations is \$500.

The head office of the company will be at Saint-Gabriel-de-Brandon, judicial district of Joliette.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,  
59022 Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 13373-61)

**St-Martin Fortier Seat Cover Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 23rd day of August, 1961, incorporating: Roger Fortier, heating engineer, of the town of LeMoyne, Jean St-Martin, upholsterer, of the city of Jacques-Cartier, and Pierrette Gaudet, accountant, wife separate as to property of Julien Frédéric Gaudet, and duly authorized by him for these presents, of Saint-Lambert, for the following purposes:

To repair, install or maintain the interiors of automotive vehicles, under the name of "St-Martin Fortier Seat Cover Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$1 each and 3,800 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 2101 Saint-Roch St., in the city of Jacques-Cartier, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,  
59022 Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 13426-61)

**St-Martin & Todd Realities Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 25th day of August, 1961, incorporating: William St-Martin, realty broker, of Cowansville, Arthur C. Todd, realty broker, of Sweetsburg, and Miss Wilma Levesque, secretary, of East Dunham, for the following purposes:

To deal in real estate, under the name of "St-Martin & Todd Realities Inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 400 shares of \$50 each.

The head office of the company will be at 125 Church Street, Cowansville, judicial district of Bedford.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,  
59022-o Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 13713-61)

**Salons Funéraires d'Abitibi Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 15th day of August, 1961, incorporating: Antonio Dessureault, traveller, Luc Racicot and Jean-Guy Racicot, accountants, all of Amos, for the following purposes:

Exercer le commerce d'entrepreneurs de pompes funèbres, sous le nom de « Salons Funéraires d'Abitibi Inc. », avec un capital total de \$55,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et en 540 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Amos, district judiciaire d'Abitibi.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 15e jour d'août 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
59022-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 14217-61)

**Security Maintenance Company Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 23e jour d'août 1961, constituant en corporation: Roger Lalumière, Claude Poirier, manufacturiers, Donald Drisdell, gérant, Barbara Hallahan Poirier, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Claude Poirier, et Jos.-Léo Haines, vendeur d'assurances, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « Security Maintenance Company Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 14353, boulevard Gouin, ouest, Pierrefonds, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 23e jour d'août 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
59022-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 13777-61)

**Sept Iles Steak House Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 21e jour de juillet 1961, constituant en corporation: Marcel Veilleux, restaurateur, Yvette Veilleux, gérant, épouse dudit Marcel Veilleux, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Jean-Guy Béchar, comptable, tous de Sept-Iles, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de restaurateurs, sous le nom de « Sept Iles Steak House Inc. », avec un capital total de \$10,000, divisé en 100 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sept-Iles, district judiciaire de Saguenay.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 21e jour de juillet 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
59022-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 14072-61)

**Sera-Société d'Études et de Recherches Appliquées Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 10e jour d'août 1961, constituant en corporation: W. LeM Owen Carter, Jules Frémont, tous deux avocats, de Sillery, et Agnes J. Gordon, secrétaire, veuve de Robert H. T. Gordon, de Sainte-Foy, pour les objets suivants:

To carry on a business as funeral contractors under the name of "Salons Funéraires d'Abitibi Inc.", with a total capital stock of \$55,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$1 each and into 540 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Amos, judicial district of Abitibi.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,  
59022 Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 14217-61)

**Security Maintenance Company Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 23rd day of August, 1961, incorporating: Roger Lalumière, Claude Poirier, manufacturers, Donald Drisdell, manager, Barbara Hallahan Poirier, housewife, wife contractually separate as to property of the said Claude Poirier, and Jos.-Léo Haines, insurance salesman, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Security Maintenance Company Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 14353 Gouin Blvd west, Pierrefonds, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,  
59022 Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 13777-61)

**Sept Iles Steak House Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 21st day of July, 1961, incorporating: Marcel Veilleux, restaurant-owner, Yvette Veilleux, manager, wife of the said Marcel Veilleux, and duly authorized by him for these presents, and Jean-Guy Béchar, accountant, all of Sept-Iles, for the following purposes:

To carry on business as restaurant-owners, under the name of "Sept Iles Steak House Inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 100 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Sept-Iles, judicial district of Saguenay.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,  
59022 Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 14072-61)

**Sera-Société d'Études et de Recherches Appliquées Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 10th day of August, 1961, incorporating: W. LeM. Owen Carter, Jules Frémont, both advocates, of Sillery, and Agnes J. Gordon, secretary, widow of Robert H. T. Gordon, of Sainte-Foy, for the following purposes:

Agir comme aviseurs et conseillers en matière d'administration et de technique et comme experts en efficacité dans tous les domaines des secteurs publics et privés, sous le nom de « Sera-Société d'Études et de Recherches Appliquées Ltée », avec un capital total de \$500, divisé en 50 actions communes de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 640, rue Cathcart, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 10e jour d'août 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
59022-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 14166-61)

**Service de Sécurité Ace Inc.**  
**Ace Security Service Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 16e jour d'août 1961, constituant en corporation: Isidore Soucy, Fernando Soucy, musiciens, et Roger Bastien, enquêteur, tous de Montréal, pour les objets suivants:

S'enquérir, faire rapport aux créanciers de la situation financière de personnes, marchands, firmes et corporations, sous le nom de « Service de Sécurité Ace Inc. — Ace Security Service Inc. », avec un capital total de \$10,000, divisé en 100 actions communes de \$10 chacune et en 900 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 16e jour d'août 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
59022-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 13541-61)

**Service des Loisirs Ste-Germaine-Cousin**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 21e jour d'août 1961, constituant en corporation sans capital-actions: Alfred Boily, gérant de Caisse populaire, Henri-Paul Ménard, opérateur à l'Hydro-Québec, Mlle Rollande Beaulieu, secrétaire, Michel St-Arnaud, ingénieur professionnel, Jean-Marie Lafleur, percepteur, Edgard Bouchard, manutenteur de fret, et M. l'abbé Gilles Samson, prêtre, curé, tous de Pointe-aux-Trembles, pour les objets suivants:

Développer les loisirs dans la paroisse de Ste-Germaine-Cousin, sous le nom de « Service des Loisirs Ste-Germaine-Cousin ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation sera à Pointe-aux-Trembles, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 21e jour d'août 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
59022-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 13716-61)

**Service des Loisirs St-Vincent-de-Paul de Montréal**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

To act as advisers and counsellors in administrative and technical matters and as experts in efficiency in all public and private fields, under the name of "Sera-Société d'Études et de Recherches Appliquées Ltée", with a total capital stock of \$500, divided into 50 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 640 Cathcart Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,  
59022 Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 14166-61)

**Service de Sécurité Ace Inc.**  
**Ace Security Service Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 16th day of August, 1961, incorporating: Isidore Soucy, Fernando Soucy, musicians, and Roger Bastien, investigator, all of Montreal, for the following purposes:

To investigate, make reports to creditors on the financial situation of persons, merchants, firms and corporations under the name of "Service de Sécurité Ace Inc. — Ace Security Service Inc." with a total capital stock of \$10,000, divided into 100 common shares of \$10 each and into 900 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,  
59022 Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 13541-61)

**Service des Loisirs Ste-Germaine-Cousin**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 21st day of August, 1961, to incorporate as a corporation without share capital: Alfred Boily, manager of the "Caisse Populaire", Henri-Paul Ménard, operator at Hydro-Québec, Miss Rollande Beaulieu, secretary, Michel St-Arnaud, professional engineer, Jean-Marie Lafleur, collector, Edgard Bouchard, freight handler, and Rev. Father Gilles Samson, priest, pastor, all of Pointe-aux-Trembles, for the following purposes:

To develop a recreational center on the parish of Ste-Germaine-Cousin, under the name of "Service des Loisirs Ste-Germaine-Cousin".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation will be at Pointe-aux-Trembles, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,  
59022 Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 13716-61)

**Service des Loisirs St-Vincent-de-Paul de Montréal**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have

été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 24e jour d'août 1961, constituant en corporation sans capital-actions: Lucien Belisle, électricien, Gérard Lagimonière, mouleur, Gaston Ménard, employé civil, Albert James Churchill, surintendant, Georges Chayer, camionneur, M. l'abbé Guy Denys, prêtre-vicaire, et Madame Jacqueline Perreault Poirier, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de Paul Poirier, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Développer les loisirs dans la paroisse de St-Vincent-de-Paul, sous le nom de «Service des Loisirs St-Vincent-de-Paul de Montréal».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 24e jour d'août 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
59022-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 13651-61)

**Silverdale Parking System Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 17e jour de juillet 1961, constituant en corporation: Andrew Levinson, administrateur, Esther Overland Levinson, ménagère, épouse séparée de biens dudit Andrew Levinson, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de Mont-Royal, et Jerry Levinson, administrateur, de Montréal, pour les objets suivants:

Tenir, entretenir, opérer et diriger des lots de stationnement, bureaux, garages, entrepôts, magasins ou autres endroits semblables pour la bonne garde, le nettoyage, la réparation et le soin général d'automobiles et machines à moteur de tous genres et descriptions, sous le nom de «Silverdale Parking System Ltd.», avec un capital total de \$20,000, divisé en 400 actions ordinaires, catégorie «A», d'une valeur au pair de \$10 chacune, 100 actions ordinaires, catégorie «B», d'une valeur au pair de \$10 chacune et 1,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 17e jour de juillet 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
59022 RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 13448-61)

**J. A. Simard Automobile Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 5e jour de septembre 1961, constituant en corporation: Antonio Simard, entrepreneur, Bernard Cossette, comptable, et André Veillette, agent, tous d'Amos, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de véhicules automobiles et faire affaires comme garagistes, sous le nom de «J. A. Simard Automobile Ltée», avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 24th day of August, 1961, to incorporate as a corporation without share capital: Lucien Belisle, electrician, Gérard Lagimonière, moulder, Gaston Ménard, civil employee, Albert James Churchill, superintendent, Georges Chayer, trucker, Rev. Father Guy Denys, priest-vicar, and Mrs. Jacqueline Perreault Poirier, housewife, wife contractually separated as to property of Paul Poirier, all of Montreal, for the following purposes:

To develop recreational centers in the parish of St-Vincent-de-Paul, under the name of "Service des Loisirs St-Vincent-de-Paul de Montréal."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of August, 1961.

*RAYMOND DOUVILLE,*  
59022 *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 13651-61)

**Silverdale Parking System Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 17th day of July, 1961, incorporating: Andrew Levinson, executive, Esther Overland Levinson, housewife, wife separate as to property of the said Andrew Levinson, and duly authorized by him for the purpose of these presents, both of Mount Royal, and Jerry Levinson, executive, of Montreal, for the following purposes:

To keep, maintain, operate and manage parking lots, offices, garages, storehouses, warehouses or other like places for the safe-keeping, cleaning, repairing and care generally of automobiles and motor-cars of all kinds and descriptions, under the name of "Silverdale Parking System Ltd.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 400 Class "A" common shares of a par value of \$10 each, 100 Class "B" common shares of a par value of \$10 each and 1,500 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of July, 1961.

*RAYMOND DOUVILLE,*  
59022-o *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 13448-61)

**J. A. Simard Automobile Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 5th day of September, 1961, incorporating: Antonio Simard, contractor, Bernard Cossette, accountant, and André Veillette, agent, all of Amos, for the following purposes:

To carry on business dealing in automotive vehicles, and to act as garage-keepers, under the name of "J. A. Simard Automobile Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Amos, district judiciaire d'Abitibi.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 5e jour de septembre 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
59022-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 14374-61)

**Société Canadienne d'Aide aux Personnes Sourdes**  
**Canadian Society for the Aid of the Deaf**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 5e jour de septembre 1961, constituant en corporation sans capital-actions: Charles-Eugène Mongrain, vendeur, Bruno-R. Mongrain, commis, tous deux de Montréal, J.-H.-Gérard Chalifoux, comptable agréé, et Mme Denise Chalifoux, ménagère, épouse séparée de biens dudit J.-H.-Gérard Chalifoux, ces deux derniers de L'Annonciation, pour les objets suivants:

Former une association pour venir en aide aux personnes affligées de surdité et qui sont dans l'indigence, sous le nom de « Société Canadienne d'Aide aux Personnes Sourdes — Canadian Society for the Aid of the Deaf ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$50 000.

Le siège social de la corporation sera 7434, rue St-Denis, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 5e jour de septembre 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
59022-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 11207-61)

**La Société de Développement de Sept-Iles Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 25e jour d'août 1961, constituant en corporation sans capital-actions: Guy Pettigrew, avocat, Raymond Hébert, ingénieur, et Paul Remillard, greffier, tous de Sept-Iles, pour les objets suivants:

Promouvoir le bien-être social et matériel de la population de la corporation municipale de la cité de Sept-Iles, sous le nom de « La Société de Développement de Sept-Iles Inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$350 000.

Le siège social de la corporation sera 546, avenue Dequen, Sept-Iles, district judiciaire de Saguenay.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 25e jour d'août 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
59022-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 14245-61)

**Taverne Impériale Inc.**  
**Imperial Tavern Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la

The head office of the company will be at Amos, judicial district of Abitibi.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of September, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,  
59022 Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 14374-61)

**Société Canadienne d'Aide aux Personnes Sourdes**  
**Canadian Society for the Aid of the Deaf**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 5th day of September, 1961, to incorporate as a corporation without share capital: Charles-Eugène Mongrain, salesman, Bruno-R. Mongrain, clerk, both of Montreal, J.-H.-Gérard Chalifoux, chartered accountant, and Mrs. Denise Chalifoux, housewife, wife separate as to property of the said J.-H.-Gérard Chalifoux, the latter two of L'Annonciation, for the following purposes:

To form an association to assist people afflicted with deafness and who are needy, under the name of "Société Canadienne d'Aide aux Personnes Sourdes—Canadian Society for the Aid of the Deaf".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$50,000.

The head office of the corporation will be at 7434 St-Denis Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of September, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,  
59022 Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 11207-61)

**La Société de Développement de Sept-Iles Inc.**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 25th day of August, 1961, to incorporate as a corporation without share capital: Guy Pettigrew, advocate, Raymond Hébert, engineer, and Paul Remillard, town-clerk, all of Sept-Iles, for the following purposes:

To promote the social and material welfare of the population of the municipal corporation of the city of Sept-Iles, under the name of "La Société de Développement de Sept-Iles Inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$350,000.

The head office of the corporation will be at 546 Dequen Avenue, Sept-Iles, judicial district of Saguenay.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,  
59022 Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 14245-61)

**Taverne Impériale Inc.**  
**Imperial Tavern Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the

province de Québec des lettres patentes, en date du 22e jour d'août 1961, constituant en corporation: Paul Galt Michaud, conseil en loi de la Reine, Gilles Beaupré, tous deux de Montréal, et Gilles-André Denis, d'Outremont, tous avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'hôteliers, restaurateurs et taverniers, sous le nom de «Taverne Impériale Inc.—Imperial Tavern Inc.», avec un capital total de \$100,000, divisé en 1,000 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 22e jour d'août 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

59022-o RAYMOND DOUVILLE.

Province of Quebec, bearing date the 22nd day of August, 1961, incorporating: Paul Galt Michaud, Queen's Counsel, Gilles Beaupré, both of Montreal, and Gilles-André Denis, of Outremont, all advocates, for the following purposes:

To operate a business as hotel-keepers, restaurateurs and tavern-keepers, under the name of "Taverne Impériale Inc.—Imperial Tavern Inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 1,000 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59022 Assistant Secretary of the Province.

(P.G. 12911-61)

**Taverne Terminus Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 18e jour de juillet 1961, constituant en corporation: Roger Cadieux, gérant, Henri Christ, employé civil, et Mariette Boucher, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, tavernes, auberges et restaurants, sous le nom de «Taverne Terminus Inc.», avec un capital total de \$30,000, divisé en 300 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 520, rue du Havre, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 18e jour de juillet 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

59022-o RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 12911-61)

**Taverne Terminus Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 18th day of July, 1961, incorporating: Roger Cadieux, manager, Henri Christ, civil employee, and Mariette Boucher, secretary, spinster of the full age of majority, all of Montreal, for the following purposes:

To manage hotels, taverns, inns and restaurants, under the name of "Taverne Terminus Inc.", with a total capital stock of \$30,000, divided into 300 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 520 du Havre St., Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59022 Assistant Secretary of the Province.

(P.G. 13908-61)

**Télé-Câble de Québec Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 1er jour d'août 1961, constituant en corporation: Jacques Morisset, industriel, Claire T. Morisset, ménagère, épouse séparée de biens dudit Jacques Morisset, tous deux de Sillery, et Ernest Maheux, contrôleur, de Sainte-Foy, pour les objets suivants:

Acquérir, louer, posséder, établir, outiller, entretenir et exploiter des postes émetteurs et récepteurs de radio-diffusion et de télévision; fabriquer, acheter, vendre, louer, faire l'entretien et la réparation d'appareils de radio et de télévision, d'accessoires électriques et d'instruments de musique; faire affaires comme publicitaires, sous le nom de «Télé-Câble de Québec Inc.», avec un capital total de \$93,000, divisé en 430 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 1er jour d'août 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

59022-o RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 13908-61)

**Télé-Câble de Québec Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 1st day of August, 1961, incorporating: Jacques Morisset, industrialist, Claire T. Morisset, housewife, wife separate as to property of the said Jacques Morisset, both of Sillery, and Ernest Maheux, comptroller, of Sainte-Foy, for the following purposes:

To acquire, rent, own, establish, equip, maintain and operate broadcasting and receiving radio and television stations; to manufacture, purchase, sell, rent do the maintenance and repairing work on radio and television sets, electrical accessories and on musical instruments; to carry on business as publicists, under the name of "Télé-Câble de Québec Inc.", with a total capital stock of \$93,000, divided into 430 common shares of a par value of \$100 each and into 500 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Québec, judicial district of Québec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59022 Assistant Secretary of the Province.

(P.G. 13648-61)

**Tex Coulter Enterprises Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 13e jour de juillet 1961, constituant en corporation: Michael Garber, avocat et conseil en loi de la Reine, de Westmount, Jacob Harold Blumenstein, conseil en loi de la Reine, Harry Yohalem Garber, tous deux avocats, et Irene Rubin, secrétaire, fille majeure, ces trois derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de produits, articles et marchandises composés, en tout ou en partie, de cuir, caoutchouc, métal, bois, papier, nylon, plastique, fourrure, textiles, verre, et leurs sous-produits, et importer, exporter, acheter, vendre et faire le commerce de mercerie, produits alimentaires, animaux, minéraux, pierres précieuses, liqueurs douces, livres et périodiques, peintures, oeuvres d'art, produits chimiques, produits de la terre, de la mer et de la forêt, produits de beauté, cosmétiques, articles de toilette et parfums, agir comme courtiers ou agents de douanes, entrepreneurs et voituriers publics, sous le nom de « Tex Coulter Enterprises Inc. », avec un capital total de \$10,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 13e jour de juillet 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
59022 RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 13648-61)

**Tex Coulter Enterprises Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 13th day of July, 1961, incorporating: Michael Garber, advocate and Queen's Counsel, of Westmount, Jacob Harold Blumenstein, Queen's Counsel, Harry Yohalem Garber, both advocates, and Irene Rubin, secretary, file majeure, the latter three of Montreal, for the following purposes:

To deal in all kinds of products, articles and merchandise made, in whole or in part, of leather, rubber, metal, wood, paper, nylon, plastic, fur, textiles, glass and by-products of same, and to import, export, buy, sell and deal in haberdashery, food products, animals, minerals, precious stones, soft drinks, books and periodicals, paintings, works of art, chemical products, land, sea and forest products, beauty products, cosmetics, toilet articles and perfumes, to act as customs brokers or agents, warehousemen and common carriers, under the name of "Tex Coulter Enterprises Inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 2,000 common shares of \$5 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of July, 1961.

*RAYMOND DOUVILLE,*  
59022-o *Assistant Secretary of the Province.*

(P.G. 14048-61)

**Les Tuyaux de Béton Mauriciens Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 8e jour d'août 1961, constituant en corporation: Léo Trépanier, industriel, Claude-E. Trépanier, entrepreneur, Guy Crête, manoeuvre, et Jean-Louis Trépanier, technicien, tous de Saint-Séverin pour les objets suivants:

Faire le commerce du ciment et de ses sous-produits, sous le nom de « Les Tuyaux de Béton Mauriciens Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Séverin de Proulxville, district judiciaire des Trois-Rivières.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 8e jour d'août 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
59022-o RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 14048-61)

**Les Tuyaux de Béton Mauriciens Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 8th day of August, 1961, incorporating: Léo Trépanier, industrialist, Claude E. Trépanier, contractor, Guy Crête, laborer, and Jean-Louis Trépanier, technician, all of Saint-Séverin of Proulxville, for the following purposes:

To carry on business dealing in cement and its by-products, under the name of "Les Tuyaux de Béton Mauriciens Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Saint-Séverin, of Proulxville, judicial district of Trois-Rivières.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of August, 1961.

*RAYMOND DOUVILLE,*  
59022 *Assistant Secretary of the Province.*

(P.G. 14154-61)

**Valmont Construction Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 25e jour d'août 1961, constituant en corporation: J.-H. Brien, de Laval-sur-le-Lac, Georges Brien, de Chomedey, et Claude Brien, de Montréal, tous administrateurs, pour les objets suivants:

Commerce de construction, sous le nom de « Valmont Construction Inc. », avec un capital

(A.G. 14154-61)

**Valmont Construction Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 25th day of August, 1961, incorporating: J.-H. Brien, of Laval-sur-le-Lac, Georges Brien of Chomedey, and Claude Brien, of Montreal, all administrators, for the following purposes:

To carry on a business in construction under the name of "Valmont Construction Inc.", with

total de \$100,000, divisé en 1,000 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 770, rue Notre-Dame, Chomedey, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 25e jour d'août 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

59022-o

RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 14081-61)

**Vénus Beauty Distribution Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 18e jour d'août 1961, constituant en corporation: René L'Hérault, Claude Latraverse, tous deux vendeurs, et Hubert Ducharme, avocat, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de produits cosmétiques, de parfums, de lotions, de teintures et d'autres produits semblables, sous le nom de «Vénus Beauty Distribution Limited», avec un capital total de \$10,000, divisé en 1,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 18e jour d'août 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

59022-o

RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 14247-61)

**Les Vêtements de Gaspé Inc.  
Gaspé Clothing Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 22e jour d'août 1961, constituant en corporation: Charles Rioux, contremaitre, Daniel LeBoutillier, commis, et H.-Aubin Dussault, avocat, tous de Matane, pour les objets suivants:

Commerce de vêtements, sous le nom de «Les Vêtements de Gaspé Inc.—Gaspé Clothing Inc.», avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions communes de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Matane, district judiciaire de Rimouski.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 22e jour d'août 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

59022-o

RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 12990-61)

**Vulcanisation de Matane Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 5e jour de juillet 1961, constituant en corporation: Alphonse Pelletier, commerçant, Marcel Dumas, commis de bureau, et Noël Blouin, vendeur, tous de Matane, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de véhicules automobiles et faire affaires comme garagistes, sous le nom de «Vulcanisation de Matane Inc.», avec un capital total de \$70,000, divisé en 100 actions communes de \$100 chacune et en 600 actions privilégiées de \$100 chacune.

a total capital stock of \$100,000, divided into 1,000 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 770 Notre-Dame Street, Chomedey, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59022

*Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 14081-61)

**Vénus Beauty Distribution Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 18th day of August, 1961, incorporating: René L'Hérault, Claude Latraverse, both salesmen, and Hubert Ducharme, advocate, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on business dealing in cosmetics, perfumes, lotions, dyes and in other similar products, under the name of "Vénus Beauty Distribution Limited", with a total capital stock of \$10,000, divided into 1,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59022

*Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 14247-61)

**Les Vêtements de Gaspé Inc.  
Gaspé Clothing Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 22nd day of August, 1961, incorporating: Charles Rioux, foreman, Daniel LeBoutillier, clerk, and H.-Aubin Dussault, advocate, all of Matane, for the following purposes:

To deal in clothing, under the name of "Les Vêtements de Gaspé Inc.—Gaspé Clothing Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Matane, judicial district of Rimouski.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59022

*Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 12990-61)

**Vulcanisation de Matane Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 5th day of July, 1961, incorporating: Alphonse Pelletier, tradesman, Marcel Dumas, office clerk, and Noël Blouin, salesman, all of Matane, for the following purposes:

To carry on a business dealing in motor vehicles and to operate as garage-keepers, under the name of "Vulcanisation de Matane Inc.", with a total capital stock of \$70,000, divided into 100 common shares of \$100 each and into 600 preferred shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Matane, district judiciaire de Rimouski.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 5e jour de juillet 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
59022-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 13333-61)

**Warren Distributors Corporation**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 29e jour de juin 1961, constituant en corporation: Gerald N. F. Charness, Isidore J. Charness, tous deux avocats, et Béatrice Landry, secrétaire, célibataire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de jouets, articles de nouveautés, meubles, quincaillerie, spécialités de quincaillerie et de bois et nouveautés de toutes sortes et descriptions, sous le nom de « Warren Distributors Corporation », avec un capital total de \$10,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$10 chacune et 900 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 608, 101e Avenue, Chomedey, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 29e jour de juin 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
59022 RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 13196-61)

**Wash-N-Cheer Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 21e jour de juin 1961, constituant en corporation: Irwin Gliserman, de Côte-St-Luc, Moe Ackman, de L'Abord-à-Plouffe, tous deux avocats, Sidney Cutler, avocat, et Annette Katz, secrétaire, fille majeure, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de nettoyeurs, presseurs, teinturiers, blanchisseurs et réparateurs de vêtements, tissus, marchandises et fournitures de maison, sous le nom de « Wash-N-Cheer Inc. », avec un capital total de \$2,500, divisé en 1,250 actions ordinaires de \$1 chacune et 1,250 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 21e jour de juin 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
59022 RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 13877-61)

**Winrite Homes Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 21e jour d'août 1961, constituant en corporation: Louis Jean, entrepreneur, de Montréal, Réal Aubé, entrepreneur, et Theresa Fontaine Aubé, ménagère, épouse séparée de biens dudit Réal Aubé, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, ces deux derniers de Boucherville, pour les objets suivants:

The head office of the company will be at Matane, judicial district of Rimouski.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,  
59022 Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 13333-61)

**Warren Distributors Corporation**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 29th day of June, 1961, incorporating: Gerald N. F. Charness, Isidore J. Charness, both advocates, and Béatrice Landry, secretary, spinster, all of Montreal, for the following purposes:

To deal in toys, novelties, furniture, hardware, hardware and wood specialties and novelties of every kind and description, under the name of "Warren Distributors Corporation", with a total capital stock of \$10,000, divided into 100 common shares of \$10 each and 900 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 608, 101st Avenue, Chomedey, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of June, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,  
59022-o Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 13196-61)

**Wash-N-Cheer Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 21st day of June, 1961, incorporating: Irwin Gliserman, of Côte-St-Luc, Moe Ackman, of L'Abord-à-Plouffe, both advocates, Sidney Cutler, advocate, and Annette Katz, secretary, fille majeure, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as cleaners, pressers, dyers, launderers and repairers of clothing, fabrics, goods and household furnishings, under the name of "Wash-N-Cheer Inc.", with a total capital stock of \$2,500, divided into 1,250 common shares of \$1 each and 1,250 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of June, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,  
59022-o Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 13877-61)

**Winrite Homes Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 21st day of August, 1961, incorporating: Louis Jean, contractor, of Montreal, Réal Aubé, contractor, and Theresa Fontaine Aubé, housewife, wife separate as to property of the said Réal Aubé, and duly authorized by him for these presents, the latter two of Boucherville, for the following purposes:

Faire affaires comme compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « Winrite Homes Inc. », avec un capital total de \$50,000, divisé en 500 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Boucherville, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 21e jour d'août 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
59022-o RAYMOND DOUVILLE.

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Winrite Homes Inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 500 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Boucherville, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,  
59022 Assistant Secretary of the Province.

## Lettres patentes supplémentaires

(P.G. 13943-61)

### Les Auxiliaires de l'Hôpital St-Jean-de-Dieu

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 25 août 1961, à la corporation « Les Dames Auxiliaires de l'Hôpital St-Jean-de-Dieu », constituée en vertu de la troisième partie de ladite Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 13 décembre 1956, 1° changeant son nom en celui de « Les Auxiliaires de l'Hôpital St-Jean-de-Dieu »; 2° étendant ses pouvoirs; 3° augmentant le montant auquel sont limités les biens immobiliers que peut posséder la corporation de \$20,000 à \$100,000.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 25 août 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
59022-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 12750-61)

### J. A. Charbonneau & Compagnie Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 14 juillet 1961, à la compagnie « Charbonneau & Despatie, Limitée », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 26 novembre 1947, changeant son nom en celui de « J. A. Charbonneau & Compagnie Limitée ».

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 14 juillet 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
59022-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 13188-61)

### Club Sportif et de Tennis de St. Jean Port Joli, Inc.

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 22 août 1961, à la corporation « Club Social St. Jean Port-Joli », constituée en vertu de la troisième partie de ladite Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 3 décembre 1956, 1° changeant son nom en celui de « Club Sportif et de Tennis de St. Jean Port Joli, Inc. »; 2° modifiant ses pouvoirs.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 22 août 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
59022-o RAYMOND DOUVILLE.

## Supplementary Letters Patent

(A.G. 13943-61)

### Les Auxiliaires de l'Hôpital St-Jean-de-Dieu

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, dated the 25th day of August, 1961, to "Les Dames Auxiliaires de l'Hôpital St-Jean-de-Dieu", incorporated under Part III of the said Quebec Companies Act, by letters patent of December 13, 1956, 1. changing its name into that of "Les Auxiliaires de l'Hôpital St-Jean-de-Dieu"; 2. extending its powers; 3. increasing the amount to which are limited the immoveable property which the corporation may hold from \$20,000 to \$100,000.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,  
59022 Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 12750-61)

### J. A. Charbonneau & Compagnie Limitée

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, dated the 14th day of July, 1961, to "Charbonneau & Despatie, Limitée" incorporated under Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated November 26, 1947, changing its name into that of "J. A. Charbonneau & Compagnie Limitée".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of November, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,  
59022 Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 13188-61)

### Club Sportif et de Tennis de St. Jean Port Joli, Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, dated the 22nd day of August, 1961, to "Club Social St. Jean Port-Joli", incorporated under Part III of the said Quebec Companies Act, by letters patent of December 3, 1956, 1. changing its name into that of "Club Sportif et de Tennis de St. Jean Port Joli, Inc."; 2. amending its powers.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,  
59022 Assistant Secretary of the Province.

(P.G. 13241-61)

**Colibri Hosiery Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 22 août 1961, à la compagnie « Colibri Ltd. », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 13 novembre 1957, changeant son nom en celui de « Colibri Hosiery Limited ».

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 22 août 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
59022-o RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 13241-61)

**Colibri Hosiery Limited**

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the 22nd day of August, 1961, to "Colibri Ltd.", incorporated under Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated November 13, 1957, changing its name into that of "Colibri Hosiery Limited".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,  
59022 Assistant Secretary of the Province.

(P.G. 12748-61)

**Commodore Holdings Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 24 août 1961, à la compagnie « Commodore Yacht Club Inc. », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 22 mars 1952, changeant son nom en celui de « Commodore Holdings Inc. ».

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 24 août 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
59022-o RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 12748-61)

**Commodore Holdings Inc.**

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the 24th day of August, 1961, to "Commodore Yacht Club Inc.", incorporated under said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated March 22, 1952, changing its name to "Commodore Holdings Inc."

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,  
59022 Assistant Secretary of the Province.

(P.G. 12814-61)

**Dinty Moore's Restaurant Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 21<sup>e</sup> jour de juin 1961, à la compagnie « Mildex Inc. », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes datées du 2<sup>e</sup> jour de juin 1961, changeant son nom en celui de « Dinty Moore's Restaurant Inc. ».

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 21<sup>e</sup> jour de juin 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
59022 RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 12814-61)

**Dinty Moore's Restaurant Inc.**

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 21st day of June, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Mildex Inc.", incorporated in virtue of the said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated the 2nd day of June, 1961, changing its name to that of "Dinty Moore's Restaurant Inc."

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of June, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,  
59022-o Assistant Secretary of the Province.

(P.G. 11734-61)

**Eastern Woollen & Worsted Mills Ltd**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 24 juillet 1961, à la compagnie « Eastern Woollen & Worsted Mills Ltd », augmentant son capital de \$99,000 à \$139,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 400 actions privilégiées de \$100 chacune.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 24 juillet 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
59022-o RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 11734-61)

**Eastern Woollen & Worsted Mills Ltd**

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the 24th day of July, 1961, to "Eastern Woollen & Worsted Mills Ltd.", increasing its capital stock from \$99,000 to \$139,000, the additional capital stock being divided into 400 preferred shares of \$100 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,  
59022 Assistant Secretary of the Province.

(P.G. 14036-61)

**Fifth Avenue (Mfg. Division) Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

(A.G. 14036-61)

**Fifth Avenue (Mfg. Division) Ltd.**

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary

été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 17<sup>e</sup> jour d'août 1961, à la compagnie « Five Dollar Dress Mfg. Co. », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes datées du 23<sup>e</sup> jour de mai 1957; 1<sup>o</sup> changeant son nom en celui de « Fifth Avenue (Mfg. Division) Ltd. »; 2<sup>o</sup> diminuant son capital de \$40,000 à \$10,000, le capital-actions annulé étant divisé en 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune; 3<sup>o</sup> augmentant son capital ainsi diminué de \$10,000 à \$100,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 9,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 17<sup>e</sup> jour d'août 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
59022 RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 14158-61)

**Intercontinental Import — Export Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 17 août 1961, à la compagnie « Intercontinental Import — Export Inc. », réduisant son capital de \$40,000 à \$25,030, le capital-actions annulé étant divisé en 847 actions ordinaires de \$10 chacune et en 650 actions privilégiées de \$10 chacune.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 17 août 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
59022-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 12822-60)

**Investors Holding Corporation**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 25<sup>e</sup> jour d'août 1961, à la compagnie « Investors Holding Corporation », augmentant son capital de \$50,000 à \$500,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 15,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 30,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Donné au bureau du Secrétaire de la province le 25<sup>e</sup> jour d'août 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
59022 RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 14272-61)

**Le Laboratoire Rayjant Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 28 août 1961, à la compagnie « Houle & Houle Inc. », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 12 août 1960, changeant son nom en celui de « Le Laboratoire Rayjant Inc. ».

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 28 août 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
59022-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 14210-61)

**Lafond Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

letters patent, bearing date the 17th day of August, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Five Dollar Dress Mfg. Co.", incorporated in virtue of the said Part I of the Quebec Companies Act by letters patent dated the 23rd day of May, 1957; 1. changing its name to that of "Fifth Avenue (Mfg. Division) Ltd."; 2. reducing its capital from \$40,000 to \$10,000, the capital stock annulled being divided into 3,000 preferred shares of \$10 each; 3. increasing its capital thus reduced from \$10,000 to \$100,000, the additional capital stock being divided into 9,000 preferred shares of \$10 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,  
59022-o Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 14158-61)

**Intercontinental Import — Export Inc.**

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the 17th day of August, 1961, to "Intercontinental Import — Export Inc.", reducing its capital stock from \$40,000 to \$25,030, the cancelled share capital being divided into 847 common shares of \$10 each and 650 preferred shares of \$10 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,  
59022 Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 12822-60)

**Investors Holding Corporation**

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 25th day of August, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Investors Holding Corporation", increasing its capital from \$50,000 to \$500,000, the additional capital stock being divided into 15,000 common shares of \$10 each and 30,000 preferred shares of \$10 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,  
59022-o Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 14272-61)

**Le Laboratoire Rayjant Inc.**

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the 28th day of August, 1961, to "Houle & Houle Inc.", incorporated under Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated August 12, 1960, changing its name into that of "Le Laboratoire Rayjant Inc."

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,  
59022 Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 14210-61)

**Lafond Inc.**

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary let-

été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 21 août 1961, à la compagnie « Lafond & Fils Inc. », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 16 mai 1949, changeant son nom en celui de « Lafond Inc. ».

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 21 août 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
59022-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 10288-61)

**Laurent Lapointe Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 1er septembre 1961, à la compagnie « Laurent Lapointe Ltée », réduisant le nombre des directeurs de cinq à quatre.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 1er septembre 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
59022-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 14283-61)

**S. D. Lonn Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 23e jour d'août 1961 à « S. D. Lonn Inc. », 1° subdivisant ses 100 actions privilégiées de \$100 chacune en 2,000 actions privilégiées de \$5 chacune; 2° changeant ses 300 actions ordinaires de \$100 chacune en 300 actions ordinaires sans valeur nominales ou au pair; 3° modifiant les dispositions de ses lettres patentes en ce qui concerne les privilèges et conditions attachés à ses actions privilégiées.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 23e jour d'août 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
59022 RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 14215-61)

**Pete Mark Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 17 août 1961, à la compagnie « Bijouterie Bond Inc.—Bond Jewellers Inc. », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 21 avril 1949, changeant son nom en celui de « Pete Mark Inc. ».

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 17 août 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
59022-o RAYMOND DOUVILLE.

(Sec. P. 160-60)

**Mercantile Trust Company**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de fidéicommiss et de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en

ters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the 21st day of August, 1961, to "Lafond & Fils Inc.", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated May 16, 1949, changing its name into that of "Lafond Inc."

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,  
59022 Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 10288-61)

**Laurent Lapointe Ltée**

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the 1st day of September, 1961, to "Laurent Lapointe Ltée", reducing the number of its directors from five to four.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of September, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,  
59022 Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 14283-61)

**S. D. Lonn Inc.**

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 23rd day of August, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "S. D. Lonn Inc.", 1° subdividing its 100 preferred shares of \$100 each into 2,000 preferred shares of \$5 each; 2° changing its 300 common shares of \$100 each into 300 common shares without nominal or par value; 3. modifying the provisions of its letters patent with respect to the privileges and conditions attaching to the preferred shares.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,  
59022-o Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 14215-61)

**Pete Mark Inc.**

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the 17th day of August, 1961, to "Bijouterie Bond Inc.—Bond Jewellers Inc.", incorporated under said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated April 21, 1949, changing its name to "Pete Mark Inc."

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,  
59022 Assistant Secretary of the Province.

(P. Sec. 160-60)

**Mercantile Trust Company**

Notice is hereby given that, in accordance with the provisions of the Trust Companies Act and of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 5th day of September, 1961, have been issued by the

date du 5e jour de septembre 1961, à la compagnie « Mercantile Trust Company », modifiant les dispositions de ses lettres patentes en rayant de celles-ci certains paragraphes et en renommant subséquemment certains autres.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 5e jour de septembre 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
59022 RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 12947-60)

**Mont-Sutton Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 10 août 1961, à la compagnie « Mont-Sutton Inc. »; confirmant son règlement numéro 8, sanctionné par un juge de la Cour supérieure le 29 juin 1961, modifiant les privilèges et restrictions attachés aux actions privilégiées de catégories « A » et « B ».

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 10 août 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
59022-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 14143-61)

**National Bowling Centres Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 16e jour d'août 1961, à la compagnie « National Bowling Centres Ltd. — Salon de Quilles Nationales Ltée », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes datées du 23e jour de février 1961, 1° changeant son nom en celui de « National Bowling Centres Ltd. »; 2° augmentant le nombre de ses directeurs de quatre à sept; 3° modifiant les dispositions de ses lettres patentes, en y rayant certains paragraphes concernant le transfert des actions; 4° convertissant et subdivisant ses 2,000 actions, catégorie « A », 2,000 actions, catégorie « B » et 60,000 actions privilégiées, toutes de \$10 chacune, en 320,000 actions ordinaires de \$2 chacune; 5° augmentant son capital de \$640,000 à \$1,400,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 380,000 actions ordinaires de \$2 chacune.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 16e jour d'août 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
59022 RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 13390-61)

**Les Placements Bio Inc.  
Bio Investments Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 29 juin 1961, à la compagnie « Les Placements Bio Inc. — Bio Investments Inc. », 1° modifiant les dispositions de ses lettres patentes; 2° réduisant son capital de \$40,000 à \$8,000, le capital-actions annulé étant divisé en 3,200 actions ordinaires de \$10 chacune; 3° augmentant son capital ainsi réduit de \$8,000 à \$2,000,000, le capital-actions additionnel étant

Lieutenant-Governor of the Province of Québec, to "Mercantile Trust Company", modifying the provisions of its letters patent by the deletion therefrom of certain paragraphs and by the subsequent redesignation of certain others.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of September, 1961.

*RAYMOND DOUVILLE,*  
59022-o *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 12947-60)

**Mont-Sutton Inc.**

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, dated the 10th day of August, 1961, to "Mont-Sutton Inc.", confirming its by-law number 8, sanctioned by a judge of the Superior Court on June 29, 1961, altering the privileges and restrictions attached to its class "A" and "B" preferred shares.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of August, 1961.

*RAYMOND DOUVILLE,*  
59022 *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 14143-61)

**National Bowling Centres Ltd.**

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 16th day of August, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, to "National Bowling Centres Ltd. — Salon de Quilles Nationales Ltée", incorporated in virtue of the said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated the 23rd day of February, 1961, 1. changing its name to that of "National Bowling Centres Ltd."; 2. increasing the number of its directors from four to seven; 3. modifying the provisions of its letters patent by the deletion therefrom of certain paragraphs respecting the transfer of shares; 4. converting and subdividing its 2,000 class "A" shares, 2,000 class "B" shares and 60,000 preferred shares, all of \$10 each, into 320,000 common shares of \$2 each; 5. increasing its capital from \$640,000 to \$1,400,000, the additional capital stock being divided into 380,000 common shares of \$2 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of August, 1961.

*RAYMOND DOUVILLE,*  
59022-o *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 13390-61)

**Les Placements Bio Inc.  
Bio Investments Inc.**

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, dated the 29th day of June, 1961, to "Les Placements Bio Inc. — Bio Investments Inc.", 1. altering the provisions of its letters patent; 2. reducing its capital stock from \$40,000 to \$8,000, the cancelled share capital being divided into 3,200 common shares of \$10 each; 3. increasing its capital stock thus reduced from \$8,000 to \$2,000,000, the additional share capital being divided into 74,200

divisé en 74,200 actions ordinaires de \$10 chacune et en 12,500 actions privilégiées de \$100 chacune.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 29 juin 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

59022-o

RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 13947-61)

**Pruneau Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 14 août 1961, à la compagnie « Pruneau Inc. », augmentant son capital de \$300,000 à \$400,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 1,000 actions privilégiées « A » de \$100 chacune.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 14 août 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

59022-o

RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 13597-61)

**Québec Expansion Limitée  
Quebec Expansion Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 4 août 1961, à la compagnie « Québec Expansion Limitée — Quebec Expansion Limited », 1<sup>o</sup> étendant ses pouvoirs; 2<sup>o</sup> augmentant son capital de \$45,000 à \$100,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 200 actions communes de \$100 chacune et en 350 actions privilégiées de \$100 chacune.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 4 août 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

59022-o

RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 12175-61)

**A. Renaud & Compagnie Limitée  
A. Renaud & Co. Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 27 avril 1961, à la compagnie « A. Renaud & Cie Ltée », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 23 mars 1961, changeant son nom en celui de « A. Renaud & Compagnie Limitée — A. Renaud & Co. Limited ».

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 27 avril 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

59022-o

RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 14077-61)

**Seven Up Sherbrooke Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 14 septembre 1961, à la compagnie « Breuvages Sherbrooke Limitée », constituée en corporation en vertu de ladite

common shares of \$10 each and 12,500 preferred shares of \$100 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of June, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59022

*Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 13947-61)

**Pruneau Inc.**

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the 14th day of August, 1961, to "Pruneau Inc.", increasing its capital stock from \$300,000 to \$400,000, the additional capital stock being divided into 1,000 preferred "A" shares of \$100 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59022

*Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 13597-61)

**Québec Expansion Limitée  
Quebec Expansion Limited**

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the 4th day of August, 1961, to "Québec Expansion Limitée — Quebec Expansion Limited", 1. extending its powers; 2. increasing its capital stock from \$45,000 to \$100,000, the additional capital stock being divided into 200 common shares of \$100 each and into 350 preferred shares of \$100 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59022

*Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 12175-61)

**A. Renaud & Compagnie Limitée  
A. Renaud & Co. Limited**

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the 17th day of April, 1961, to "A. Renaud & Cie Ltée", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated March 23, 1961, changing its name into that of "A. Renaud & Compagnie Limitée — A. Renaud & Co. Limited".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of April, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59022

*Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 14077-61)

**Seven Up Sherbrooke Ltée**

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the 14th day of September, 1961, to "Breuvages Sherbrooke Limitée", incorporated under said Part I of the Quebec Companies Act, by letters

première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 30 novembre 1954, changeant son nom en celui de « Seven Up Sherbrooke Ltée ».

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 14 septembre 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
59022-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 13483-61)

**Silvermaque Mining Limited**  
(No Personal Liability)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec et de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 4e jour de juillet 1961, à la compagnie « Norsyncomaque Mining Limited » (No Personal Liability), constituée en corporation en vertu de ladite Loi des compagnies minières de Québec, par lettres patentes datées du 5e jour de décembre 1936, 1° changeant son nom en celui de « Silvermaque Mining Limited » (No Personal Liability); 2° diminuant son capital de \$7,500,000 à \$1,875,000, le capital-actions annulé étant divisé en 5,625,000 actions ordinaires de \$1 chacune; 3° augmentant son capital ainsi diminué de \$1,875,000 à \$4,000,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 2,125,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 4e jour de juillet 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
59022 RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 14108-61)

**J.D. Stirling Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 9e jour d'août 1961, à la compagnie « J.D. Stirling Ltd. », 1° diminuant son capital de \$100,000 à \$80,000, le capital-actions annulé étant divisé en 200 actions de \$100 chacune; 2° augmentant son capital ainsi diminué de \$80,000 à \$3,080,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 30,000 actions privilégiées de \$100 chacune.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 9e jour d'août 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
59022 RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 15487-60)

**Tabor Investment Corporation**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 15e jour d'août 1961, à « Tabor Investment Corporation », 1° renommant 380 actions privilégiées de \$100 chacune en 380 actions privilégiées, première catégorie, de \$100 chacune; 2° subdivisant et convertissant 10 actions privilégiées de \$100 chacune en 1,000 actions privilégiées, deuxième catégorie, de \$1 chacune.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 15e jour d'août 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
59022 RAYMOND DOUVILLE.

patent dated November 30, 1954, changing its name to "Seven Up Sherbrooke Ltée".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of September, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,  
59022 Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 13483-61)

**Silvermaque Mining Limited**  
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that, under the provisions of the Quebec Mining Companies Act and of Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 4th day of July, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Norsyncomaque Mining Limited" (No Personal Liability), incorporated under the provisions of the said Quebec Mining Companies Act, by letters patent dated the 5th day of December, 1936, 1. changing its name to that of "Silvermaque Mining Limited" (No Personal Liability); 2. reducing its capital from \$7,500,000 to \$1,875,000, the capital stock annulled being divided into 5,625,000 common shares of \$1 each; 3. increasing its capital thus reduced from \$1,875,000 to \$4,000,000, the additional capital stock being divided into 2,125,000 common shares of \$1 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,  
59022-o Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 14108-61)

**J.D. Stirling Ltd.**

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 9th day of August, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "J.D. Stirling Ltd.", 1. reducing its capital from \$100,000 to \$80,000, the capital stock annulled being divided into 200 shares of \$100 each; 2. increasing its capital thus reduced from \$80,000 to \$3,080,000, the additional capital stock being divided into 30,000 preferred shares of \$100 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,  
59022-o Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 15487-60)

**Tabor Investment Corporation**

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 15th day of August, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Tabor Investment Corporation", 1. redesignating 380 preferred shares of \$100 each as 380 first preferred shares of \$100 each; 2. subdividing and converting 10 preferred shares of \$100 each into 1,000 second preferred shares of \$1 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,  
59022-o Assistant Secretary of the Province.

(P.G. 12915-61)

**Union Construction Limitée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 24 août 1961, à la compagnie « Union Construction Limitée », modifiant les privilèges et restrictions attachés à ses actions privilégiées.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 24 août 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
59022-o RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 12915-61)

**Union Construction Limitée**

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the 24th day of August, 1961, to "Union Construction Limitée", altering the privileges and restrictions attached to its preferred shares.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,  
59022 Assistant Secretary of the Province.

(P.G. 13938-61)

**Utilex Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 31 août 1961, à la compagnie « Distribution Phyto Inc. », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 15 octobre 1958, changeant son nom en celui de « Utilex Inc. ».

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 31 août 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
59022-o RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 13938-61)

**Utilex Inc.**

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the 31st day of August, 1961, to "Distribution Phyto Inc.", incorporated under said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated October 15, 1958, changing its name to "Utilex Inc."

Given at the office of the Provincial Secretary, this 31st day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,  
59022 Assistant Secretary of the Province.

(P.G. 14268-61)

**Vogue Hosiery Mills Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 23e jour d'août 1961 à « Vogue Hosiery Mills Ltd. », augmentant son capital de \$20,000 à \$120,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 5,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 5,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 23e jour d'août 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
59022 RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 14268-61)

**Vogue Hosiery Mills Ltd.**

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 23rd day of August, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Vogue Hosiery Mills Ltd.", increasing its capital from \$20,000 to \$120,000, the additional capital stock being divided into 5,000 common shares of \$10 each and 5,000 preferred shares of \$10 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,  
59022-o Assistant Secretary of the Province.

**Actions en séparation de biens****Duquette vs Boulanger**

Canada, province de Québec, Cour Supérieure, 28584. Madame Germaine Duquette, épouse de monsieur Fernando Boulanger, marchand, domicilié à Mégantic-Sud, a formé entre son mari une demande de séparation de biens.

Lac Mégantic, le 2 octobre 1961.

*Le Procureur de la demanderesse,*  
59027-o J. ARMAND DROUIN, C.R.

**Ouimet vs Viau**

Canada, province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, No 550685. Dame Cécile Ouimet, ménagère, épouse commune en biens de Jean Viau, marchand, des Cité et district de Montréal, demanderesse vs Jean

**Actions for separation as to property****Duquette vs Boulanger**

Canada, Province of Quebec, Superior Court, 28584. Mrs. Germaine Duquette, wife of Mr. Fernando Boulanger, merchant, domiciled at Megantic-south, has formed, against her husband, a request of separation as to property.

Lake Megantic, October 2, 1961.

J. ARMAND DROUIN, Q.C.,  
59027 Attorney for the plaintiff.

**Ouimet vs Viau**

Canada, Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court No. 550685. Dame Cécile Ouimet, housekeeper, wife common as to property of Jean Viau, merchant, of the city and district of Montreal, plaintiff vs Jean Viau, mer-

Viau, marchand, des cité et district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 4 octobre 1961.

Montréal, le 5 octobre 1961.

Les Procureurs de la demanderesse,  
MEUNIER & LAMONTAGNE.

57 ouest, rue St-Jacques,  
Montréal. 59042-0

chant, of the city and district of Montreal, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case the 4th of October, 1961.

Montreal, October 5, 1961.

MEUNIER & LAMONTAGNE,  
Attorneys for the plaintiff.

57 St. James St. W.,  
Montreal. 59042-0

**Richard vs Blouin**

Canada, province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, No 551342. Monique Richard, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens d'Arthur Blouin, des cité et district de Montréal, demanderesse vs Arthur Blouin des cité et district de Montréal, défendeur.

La demanderesse a intenté une action en séparation de biens contre le défendeur.

Montréal, 12 octobre 1961.

Les Procureurs de la demanderesse,  
MATHIEU & MATHIEU.

132 ouest, rue St-Jacques,  
Montréal. 59056-0

**Richard vs Blouin**

Canada, Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 551342. Monique Richard, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Arthur Blouin, of the city and district of Montreal, plaintiff, vs Arthur Blouin of the city and district of Montreal, defendant.

The plaintiff has instituted an action in separation as to property against defendant.

Montreal, October 12, 1961.

MATHIEU & MATHIEU,  
Attorneys for the plaintiff.

132 St. James Street West,  
Montreal. 59056-0

**Arrêtés en Conseil**

**Orders in Council**

**Arrêté en conseil  
Chambre du Conseil Exécutif**

**Order in Council  
Executive Council Chamber**

Numéro 2049

Number 2049

Section « A »

Section "A"

Québec, le 12 octobre 1961.

Quebec, October 12, 1961.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie du Camionnage dans l'île de Montréal.

CONCERNING amendments to the decree relating to the cartage industry in the Island of Montreal.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie du Camionnage dans l'île de Montréal, rendue obligatoire par le décret numéro 913 du 16 juin 1948 et amendements, ont présenté au Ministre du Travail deux requêtes à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications audit décret;

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the cartage industry in the Island of Montreal, rendered obligatory by the decree number 913 of June 16, 1948 and amendments, have presented to the Minister of Labour two petitions to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council some amendments to the said decree;

ATTENDU QUE lesdites requêtes ont été publiées dans la Gazette officielle de Québec, édition des 12 et 26 août 1961;

WHEREAS the said petitions have been published in the Quebec Official Gazette, issues of August 12 and 26, 1961;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

WHEREAS no objection has been raised against the approval of the proposed amendments;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

QUE ledit décret, numéro 913, soit modifié comme suit:

THAT the said decree, number 913, be amended as follows:

1° L'allinéa suivant est ajouté après le paragraphe b) de l'article III:

1. The following sub-paragraph will be added after paragraph b) of article III:

« Nonobstant le paragraphe précédent, dans le cas d'employeurs travaillant pour des clients en vertu de contrats écrits, sur une base annuelle, le lundi peut être substitué au samedi comme une journée normale de cinq (5) heures, à la condition que cette substitution ne doive pas varier si ce n'est avec le consentement de l'employeur et des salariés et qu'un avis de ce changement ait été au préalable transmis au Comité paritaire. »

"Notwithstanding the preceding paragraph, in the case of employers working for customers under the terms of written contracts, on a yearly basis, Monday may be substituted to Saturday as a normal working day of five (5) hours provided that this substitution shall not vary except with the consent of the employer and the employees and that a notice of this change has been previously forwarded to the Parity Committee."

2° L'article VIII suivant est ajouté:

VIII. *Dispositions particulières applicables aux salariés qui portent des armes à feu:* a) *Taux de salaires et classifications:* 1. Les taux réguliers de salaires des salariés des classifications ci-après énumérées sont les suivants:

Classification:	Taux horaire	
	À compter du 17/9/62	
<i>Salariés réguliers et permanents</i>	\$2.25	\$2.35
Assistant-caissier	2.145	2.245
Messenger	2.04	2.14
Chauffeur, payeur et mécanicien	1.93	2.03
Garde		
<i>Salariés supplémentaires:</i>		
Conducteur et payeur	1.70	1.75
Garde	1.60	1.65
<i>Salariés auxiliaires:</i>		
Conducteur et payeur	1.65	1.65
Garde	1.55	1.55

2. Tout salarié désigné à une classification plus élevée doit recevoir le taux horaire régulier établi pour telle classification pour tout le temps consacré à cette classification plus élevée. Cependant, on ne doit pas réduire le taux horaire d'un salarié affecté à une classification inférieure.

b) *Heure de travail:* 1° L'échelle de salaires ci-haut mentionnée s'applique aux premières quarante (40) heures de travail de la semaine. Tout travail effectué en plus de ces quarante (40) heures dans une semaine, doit être rémunéré à raison de salaire et demi (1½) par rapport aux taux réguliers apparaissant ci-haut.

2° On doit garantir à tout salarié régulier et permanent quarante-deux (42) heures de travail par semaine ou l'équivalent en rémunération. L'employeur ne peut être tenu de garder un salarié au travail en plus du nombre d'heures garanti par semaine. Si des courses régulières ou spéciales doivent être faites, après la journée régulière de travail, lesquelles requièrent des salariés réguliers et permanents, l'employeur doit y assigner des salariés réguliers et permanents en tenant compte de l'ancienneté dans les classifications requis et en procédant par rotation.

3° Tout salarié régulier et permanent requis de travailler pendant son jour de congé, doit être rémunéré au taux de salaire et demi (1½) par rapport au salaire horaire régulier applicable à la classification dans laquelle il effectuera tout travail. Il doit lui être garanti un minimum de quatre (4) heures de travail ou l'équivalent en salaire pour chaque tel appel au travail. L'employeur peut, mais n'est pas astreint, de faire travailler les salariés réguliers et permanents pendant leur jour de congé.

4° S'il est nécessaire de faire travailler des salariés réguliers et permanents pendant leur jour de congé, on doit procéder par rotation en tenant compte de l'ancienneté parmi les salariés réguliers et permanents disponibles.

c) *Jours de fête:* 1° Pour les fins du présent article, les jours suivants doivent être considérés comme jours de fête payés: Le Premier jour de l'An, le Vendredi Saint, la fête de la Reine, le jour de la St-Jean-Baptiste, le jour de la Confédération, la fête du Travail, le jour d'Actions de Grâce et le jour de Noël.

2° Tout salarié régulier et permanent qui a travaillé un minimum de trois (3) jours pendant la semaine où tombe l'un des jours mentionnés plus haut doit recevoir un crédit de huit (8) heures pour tel jour de fête et ces heures doivent être considérées comme heures de travail et ajoutées aux autres heures de travail de cette semaine.

2. The following article VIII is added:

VIII. *Provisions applying to employees carrying fire arms:* a) *Wage rates and classifications:* 1. The regular hourly wage rates for employees in the various classifications shall be as follows:

Classification:	Hourly rates	
	From 17/9/1962	
<i>Regular full-time employees.</i>	\$2.25	\$2.35
Assistant cashier	2.145	2.245
Messenger	2.04	2.14
Drivers, tellers and mechanics	1.93	2.03
Guards		
<i>Extra employees:</i>		
Drivers and tellers	1.70	1.75
Guards	1.60	1.65
<i>Auxiliary employees:</i>		
Drivers and tellers	1.65	1.65
Guards	1.55	1.55

2. Any employee assigned to work in a higher classification shall receive the straight time hourly rates applying to the higher classification for all hours actually worked in such higher classification and an employee shall suffer no reduction in his straight time hourly rate by reason of his being assigned to work in a lower classification.

b) *Hours of work:* 1. The above scale of wages shall apply to the first forty (40) hours of work in any week. All hours of work in excess of forty (40) in any one week shall be paid for at one and one-half (1½) times the regular hourly wage rates set forth above.

2. Regular full-time employees shall be guaranteed forty-two (42) hours of work per week or the equivalent thereof in pay. The employer shall not be obligated to work employees in excess of the number of hours guaranteed per week. If special or extra runs are sent out after the regular day's work, which require the assignment thereon of regular full-time employees, the employer shall assign the regular full-time employees on such runs in accord with their seniority in the classifications required on such runs, and shall rotate such assignments.

3. Any regular full-time employee assigned to work on his scheduled day off shall be paid therefore at one and one-half (1½) times the regular hourly wage rate applicable to the classification in which he shall be assigned to work and shall be guaranteed a minimum of four (4) hours of work or the equivalent thereof in pay for each such call to work. The employer shall be privileged but not obligated to work regular full-time employees on their scheduled day off.

4. When it shall be necessary to assign regular full-time employees to work on their scheduled day off, assignments to such work shall be rotated in order of seniority among the regular full-time employees who are available for such assignments.

c) *Holidays:* 1. The following day shall be designated as holidays with pay under the terms of this article: New Year's Day; Good Friday; Queen's Birthday; Saint Jean Baptiste Day; Confederation Day; Labour Day; Thanksgiving Day and Christmas Day.

2. All regular full-time employees who work three (3) or more days during a week in which one of the above designated holidays occurs shall be credited with eight (8) hours for such holiday and such hours shall be considered as hours worked and be added in the accumulated hours of work for that week.

3° Tout salarié requis de travailler l'un ou l'autre des jours de fête ci-haut mentionnés, doit être rémunéré à raison de salaire et demi (1½) basé sur le salaire établi pour la fonction qui lui est confiée ce jour-là; on doit lui garantir un minimum de quatre (4) heures de travail ou de rémunération pour chaque appel au travail. Ces heures de travail ne doivent pas être ajoutées aux heures régulières hebdomadaires de travail pour la semaine en cours.

4° Tout salarié supplémentaire qui travaille quatre (4) jours ou plus durant une semaine comportant l'un des jours de fêtes énumérés ci-haut, doit recevoir un crédit et une rémunération de huit (8) heures pour tel jour de fête au taux établi pour la classification à laquelle appartient ce salarié. Ces heures ne doivent pas être considérées comme heures de travail ni être ajoutées aux autres heures de travail de la semaine.

5° Tout salarié requis de travailler le dimanche doit être rémunéré à raison du double (2) du salaire régulier de sa classification et on doit garantir à tel salarié un minimum de quatre (4) heures de travail ou l'équivalent en rémunération pour chaque tel appel au travail. La durée de tel travail ne doit pas être incluse dans les heures régulières hebdomadaires de telle semaine.

6° Le travail le dimanche et les jours de fêtes pour lequel des taux supérieurs sont payés, doit être confié aux salariés réguliers et permanents en rotation dans leur classification respective, par ordre d'ancienneté. Si le nombre de salariés réguliers et permanents disponibles pour tel travail n'est pas suffisant pour satisfaire aux besoins de l'employeur, on peut y assigner des salariés non réguliers.

d) *Vacances:* 1° Tout salarié régulier et permanent qui a travaillé toute l'année de calendrier précédente, du 1er mai au 30 avril, à titre de salarié régulier et permanent, a droit à un congé payé de deux (2) semaines; un salarié qui a travaillé les douze (12) années complètes précédentes de calendrier, à titre de salarié régulier et permanent a droit à un congé payé de trois (3) semaines.

2° La rémunération de vacances de tels salariés doit être calculée sur la base de quarante (40) heures au taux horaire régulier plus deux (2) heures au taux de salaire et demi (1½) pour chaque semaine de vacances.

3° Si un jour de fête tombe pendant la période de vacances d'un salarié régulier et permanent, celui-ci a alors droit à une journée supplémentaire de rémunération calculée sur la base de huit (8) heures au taux horaire régulier.

4° La période de vacances de chaque année s'étend du 15 avril au 15 septembre; les vacances doivent être prises durant cette période à moins d'entente à ce contraire entre l'employeur et le salarié.

5° Les droits d'ancienneté sont reconnus chez les salariés des classifications de messagers, chauffeurs et gardes dans le choix de la période de vacances; pendant toute période, l'employeur doit permettre l'absence due aux vacances d'au moins trois (3) hommes dans chaque classification.

6° La rémunération pour vacances de tout salarié qui a moins d'une (1) année de service continu pour l'employeur, ou qui quitte le service de l'employeur, doit être déterminée selon les dispositions de l'Ordonnance numéro 3, 1957, de la Commission du salaire minimum.

La rémunération pour vacances doit être basée sur le salaire gagné par le salarié pendant la période de douze mois comprise entre le 1er mai d'une année et le 30 avril de l'année suivante.

3. All employees required to work on any of the above designated holidays shall be paid therefore at one and one-half (1½) times the regular hourly rate applicable to the classification in which he is assigned on such holiday and such employee shall be guaranteed a minimum of four (4) hours of work or the equivalent thereof in pay for each such call to work. Such hours shall not be included in the regular weekly hours of work for the week.

4. All extra employees working four (4) or more days during a week in which one of the above designated holidays occurs, shall be credited with and paid for eight (8) hours for each such holiday at the wage rate applicable to such employee's respective classification. Such hours shall not be considered as hours of work and shall not be added in the accumulated hours of work for that week.

5. All employees required to work on Sunday shall be paid therefore at two (2) times the regular hourly wage rate applicable to his classification and such employee shall be guaranteed a minimum of four (4) hours of work or the equivalent thereof in pay for each such call to work. Such hours shall not be included in the regular weekly hours of work for that week.

6. Sunday and holiday work for which premium rates are paid shall be assigned to regular full-time employees in rotation within their respective classification in the order of their seniority. In the event that the number of regular full-time employees available for such work is not sufficient to fill the needs of the employer, part-time employees may be assigned.

d) *Vacations:* 1. All regular full-time employees who have worked the full previous calendar year, May 1st to April 30th as regular full-time employees, shall be given a vacation of two (2) weeks with pay. Regular full-time employees who have worked the last twelve (12) full calendar years as regular full-time employees shall be given a vacation of three (3) weeks with pay.

2. Vacation pay for such employees shall be computed on the basis of forty (40) hours at straight time hourly rates, plus two (2) hours at one and one-half (1½) times the regular hourly rate for each week of vacation.

3. If a designated holiday occurs during a regular full-time employee's paid vacation period, he shall be granted one additional day's pay computed on the basis of eight (8) hours at straight time hourly rates.

4. The vacation period in each year shall run from April 15th to September 15th, and vacations must be taken during the vacation period, except when otherwise mutually agreed upon between the employee and the employer.

5. Seniority shall prevail among the employees in their respective classifications of messengers, chauffeurs, and guards, for determining the vacation period, and the employer shall allow at least three (3) men to be absent due to vacation during any one period in each classification.

6. Vacation pay for any employee who has less than one (1) year's continuous service with the employer, or who leaves the employ of the employer, shall be granted in accord with Ordinance 3, 1957 of the Minimum Wage Commission.

Vacation pay shall be based on the respective employee's earnings during the twelve month period from May 1st to April 30th.

7° Si l'emploi d'un salarié régulier prend fin, il doit être rémunéré pour les vacances qu'il a accumulées pendant la dernière année complète de calendrier et qu'il n'a pas prises, plus une rémunération pour vacances calculés à quatre pour cent (4%), ou six pour cent (6%), selon le cas, du salaire du salarié pendant l'année courante de calendrier.

8° Tout salarié supplémentaire qui a complété deux (2) années de service continu pour l'employeur au 30 avril de toute année et qui, en moyenne a travaillé quarante-deux (42) heures par semaine pendant une période d'une année (1) se terminant le 30 avril a droit à un congé payé de deux (2) semaines pendant la prochaine période de vacances. La rémunération pour vacances de tel salarié non régulier doit être calculée sur la base de quatre pour cent (4%) du salaire payé à tel salarié, y compris toute rémunération pour congé payé pendant la période d'une (1) année se terminant le ou avant le 30 avril avec la fin de la dernière période de paye complète hebdomadaire pourvu que la rémunération pour vacances de tout salarié non régulier ne soit pas supérieure à la rémunération pour quatre-vingt-dix (90) heures de travail au taux régulier de salaire établi pour la classification de tel salarié.

e) *Uniformes*: L'employeur doit défrayer le coût des uniformes ou des pièces d'uniformes suivantes, aux messagers, chauffeurs et gardes réguliers et permanents: une casquette, un veston et 2 paires de pantalons d'été et d'hiver. Les salariés doivent acheter et porter des chemises du type, de la sorte et de la qualité prescrits par l'employeur. Telles chemises doivent porter l'emblème de l'employeur juste au-dessus d'une des poches de la chemise. L'employeur doit fournir et payer deux (2) paires de pantalon d'été à l'assistant-caissier.

Le coût de l'emblème doit être défrayé par l'employeur.

L'employeur doit défrayer le coût et l'entretien de tout uniforme ou parties d'uniformes dont il exige le port par tout autres employés.

f) *Définitions des classifications*: 1° Les messagers sont les salariés dont le travail pour l'employeur consiste, entre autres, à endosser les chèques de paye, à signer les dépôts, à agir comme payeurs ou à encaisser les chèques de paye.

2° Les chauffeurs sont les salariés dont le travail pour l'employeur consiste, entre autres, à conduire les véhicules moteurs, à agir comme payeurs ou à encaisser les chèques de paye.

3° Les gardes sont les salariés dont le travail pour l'employeur consiste, entre autres, à agir comme gardes, comme payeurs ou à encaisser les chèques de paye.

g) *Conditions générales d'emploi*: 1° Lorsqu'à tout endroit de travail, on avise les salariés que leurs services ne sont plus requis et qu'ils peuvent retourner chez eux, ils ont droit à rémunération pour le temps de déplacement de tel endroit au bureau.

2° Un tableau hebdomadaire de travail indiquant le jour de travail, les jours de congé, l'heure de commencement et les courses pour tous les salariés réguliers et permanents, doit être affiché le vendredi de la semaine précédente. Une fois affiché, on ne fera de changements à ce tableau que dans les cas suivants: urgences, absences, retards au travail, travail imprévu, corrections d'erreurs évidentes. Toute vacance dans les assignations peut être comblée par des salariés non réguliers.

3° Toutes les primes de l'assurance-garantie des salariés doivent être payées par l'employeur.

7. Should the employment of any regular employee be terminated, he shall be paid for all vacations he has earned during the last full calendar year, but not taken, plus a prorated vacation pay computed at four percent (4%) or six per cent (6%), as the case may be, of the employee's earnings during the current calendar year.

8. All extra employees who have completed two (2) years of continuous employment with the employer on April 30th of any year, and who have averaged forty-two (42) hours of work per week for a period of one (1) year ending on said April 30th, shall be given a vacation of two (2) weeks with pay during the ensuing vacation period. The vacation pay for such part-time employees shall be computed on the basis of four per cent (4%) of the wages paid to said employee, including any vacation pay during the one-year period ending with the close of the last full weekly pay period on or before April 30th, provided, however, that the vacation pay for any part-time employee shall not exceed an amount equal to pay for ninety (90) hours of work at the straight time wage rate applicable to that respective employee's classification.

e) *Uniforms*: The employer will furnish and pay for the following uniform equipment for regular full-time messengers, chauffeurs and guards: one cap, one jacket, and two pairs of summer and winter trousers. Employees will purchase and wear shirts of a type, kind and quality prescribed by the employer. Such shirts shall bear the employer's emblem just above one of the pockets of the shirt. The employer will furnish and pay for two pairs (2) of summer trousers for the assistant cashiers.

The cost of the emblem will be borne by the employer.

All other employees required by the employer to wear uniforms or parts thereof will do so at the expense of the employer.

f) *Definitions of classifications*: 1. Messengers shall be those employees whose work for the employer shall consist, among other things, in endorsing payroll checks and/or signing for deposits and/or acting as paymaster, and/or cashing paychecks.

2. Chauffeurs shall be those employees whose work for the employer shall consist, among other things, in operating motor vehicle and/or acting as guards, and/or acting as paymasters, and/or cashing paychecks.

3. Guards shall be those employees whose work for the employer shall consist, among other things, in guard work, and/or acting as paymasters, and/or cashing paychecks.

g) *General conditions of employment*: 1. Whenever employees are left at a pay off or other locations of work with instructions to go home from that point, they shall be paid for time to return to the office.

2. A weekly schedule of work showing the day of work, days off, starting time and run assignments for all regular full-time employees will be posted on Friday of the preceding week. Once posted, changes will be made in said schedule only to meet emergencies, adjust for absenteeism, tardiness and extra work and to correct apparent errors. Vacancies occurring in the assignments may be filled by part-time employees.

3. The employer shall pay for all premiums on bonds of employees.

4° Les salaires doivent être payés chaque semaine.

5° Les salariés doivent en tout temps travailler dans le meilleur intérêt de leurs employeurs.

6° Tous les salariés doivent poinçonner leurs heures de travail sur une horloge installée dans l'établissement de l'employeur.

7° Tous les salariés appelés au travail ont droit à au moins quatre (4) heures de travail ou l'équivalent en salaire.

8° La garantie minimum de quatre (4) heures pour chaque appel au travail s'applique également lorsqu'un salarié régulier et permanent est appelé pour une période incomplète de travail.

9° S'il y a un excédent de quarante-deux (42) heures travaillées par un salarié à temps partiel en plus du travail régulier garanti aux salariés réguliers et permanents, exception faite du travail qui doit être fait pour remplacer les salariés, absents ou en vacances, ou du travail d'urgence les dimanches et jours de fête, il faut alors qu'un autre salarié soit ajouté à la liste des salariés réguliers et permanents.

*h) Assurance-groupe:* 1° L'employeur accepte de prendre et de maintenir en vigueur une des polices d'assurance-groupe non contributoire et de payer les primes aux bénéficiaires de ses salariés réguliers et permanents assujettis au présent décret, pendant la période de leur emploi comme tel ou aux bénéficiaires de leurs dépendants éligibles. Cette ou ces polices seront du type et pour les montants mentionnés dans le feuillet intitulé « Brink's Incorporated Employee's Insurance Plan Revised ». Les salariés réguliers et permanents, de même que leurs dépendants éligibles, ont droit aux bénéfices prévus en vertu de la police ou des polices auxquelles on réfère plus haut.

2° Si la Province de Québec établit un plan d'hospitalisation qui empêche la continuation de la ou des polices d'assurance-groupe ci-haut décrites ou qui impose le coût de tel plan à l'employeur, les parties aux présentes devront alors entrer immédiatement en négociation afin de prévoir, dans les limites permises par la loi, des bénéfices d'hospitalisation pour les salariés assujettis aux présentes dont le coût ne dépassera pas celui pour lequel l'employeur s'engage actuellement. Si les polices décrites ci-haut ne sont pas affectées par cette loi et si aucun coût additionnel n'est imposé à l'employeur par telle loi, lesdites polices demeureront alors en vigueur pendant toute la durée du décret.

*i) Pension:* L'employeur doit s'occuper immédiatement d'établir et de maintenir ce système de pension non contributoire aux bénéficiaires de ses salariés réguliers et permanents régis par le présent décret. Ce système doit prévoir des bénéfices de pension au montant de cent dollars (\$100) par mois, à vie, pour les salariés réguliers et permanents qui ont un crédit de vingt-cinq (25) ans ou plus de services à l'âge de soixante-cinq (65) ans. Les salariés réguliers et permanents éligibles, auxquels ce système de pension s'applique, doivent commencer de recevoir tels bénéfices à compter du 18 septembre 1961.

*j) Durée:* Le présent article demeurera en vigueur jusqu'au 15 septembre 1963 inclusivement. Il se continuera ensuite d'année en année à moins que l'une ou l'autre des parties à la convention ne manifeste le désir de la modifier par avis écrit signifié au moins soixante (60) jours avant la date d'expiration originale ou tout anniversaire de telle date.

4. All wages are to be paid on a weekly basis.

5. Employers shall at all times use their best endeavor to further the interest of the employer.

6. All employees shall register their working hours on a punch clock located on the employer's premises.

7. All employees called for work shall receive a minimum of four (4) hours of work or the equivalent thereof in pay.

8. No regular full-time employee shall be required to work a split shift without being compensated for the minimum four (4) hours guarantee on each call.

9. Whenever forty-two (42) hours of work shall be available to a single part-time employee in excess of the regularly scheduled work then guaranteed to regular full-time employees and exclusive of work in relief of employees absent or on vacation, emergencies and special Sunday and Holiday work, an additional employee shall be added to the list of regular full-time employees.

*h) Group Insurance:* 1. The employer agrees to take out, maintain and pay the premiums on non-contributory group insurance policy or policies, providing insurance benefits for its regular full-time employees hereby covered during the term of their employment as such, and their eligible dependents, of the type and in the amounts described in the pamphlet entitled "Brink's Incorporated Employee's Insurance Plan Revised". Regular full-time employees and their eligible dependents shall be entitled to the benefits provided under the terms and conditions set forth in the master policy or policies above referred to.

2. Should the Province of Quebec establish a Hospital Service Plan which prohibits the continuation of the group insurance policy or policies described above or which imposes the cost of such plan upon the employer, then the parties hereto shall proceed immediately to negotiate, within the limitations prescribed by such law, to provide hospitalization benefits for the employees hereby effected at a cost to the employer no greater than that now assumed by the employer. If the policies described above are not effected by such law and no additional costs are imposed upon the employer by such laws then the said policies shall remain in effect during the term of the decree.

*i) Pension:* The employer shall proceed immediately to establish and maintain a non contributory pension plan for the benefit of its regular full-time employees hereby covered, which plan shall provide pension benefits in the amount of one hundred dollars (\$100) per month for life for regular full-time employees who have completed twenty-five (25) years of credited service at age sixty-five (65). Regular full-time employees who shall qualify for benefits under such pension plan shall be eligible to receive such benefits as of September 18, 1961.

*j) Term:* This article shall remain in force and effect up to and including September 15, 1963, and from year to year thereafter unless notice of a desire to open the agreement for negotiations shall be given in writing by either party to the other party at least sixty (60) days prior to the termination date or any anniversary thereof.

**Arrêté en conseil  
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 2049  
Section « B »

Québec, le 12 octobre 1961.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications à la section « F » du décret relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Montréal.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux métiers et à l'industrie de la réfrigération, rendue obligatoire par la section « F » du décret numéro 309 (A) du 8 avril 1959 et amendements, relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Montréal, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications à ladite section « F »;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 2 septembre 1961;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ladite requête soit acceptée, et, qu'en conséquence la nouvelle section « F » dont le texte suit, soit ajoutée au Chapitre Deuxième dudit décret numéro 309 (A), pour remplacer la section « F » présentement en vigueur, laquelle est abrogée.

*Section « F »*

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES CONCERNANT  
LES INSTALLATIONS DE REFRIGÉRATION

**I. Juridiction industrielle et professionnelle:** Cette section régit les travaux d'installation et de service de tout appareil de réfrigération industrielle, commerciale et domestique exécutés dans la juridiction territoriale ci-haut mentionnée.

La présente section ne s'applique pas cependant aux appareils connectés à une prise de courant ordinaire (plug-in) et aux appareils complets par eux-mêmes (self contained) d'une capacité inférieure à un (1) cheval vapeur. Elle ne s'applique pas non plus aux installations de réfrigération non mécaniques.

La présente section ne s'applique pas aux salariés permanents au sens de la Loi de la convention collective.

**II. Apprentis et apprentissage:** a) La période d'apprentissage dans l'industrie est de quatre (4) ans, conformément aux dispositions de la Loi des mécaniciens en tuyauterie de la province de Québec (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 173 et ses amendements).

b) *Mécanicien junior:* Le terme « mécanicien junior » désigne tout salarié qui s'est qualifié comme mécanicien en vertu de la Loi des mécaniciens en tuyauterie, il doit servir comme mécanicien junior pendant une période d'une (1) année.

c) *Compagnon mécanicien:* Le terme « compagnon mécanicien » désigne tout salarié qui a été employé pendant au moins cinq (5) ans, confor-

**Order in Council  
Executive Council Chamber**

Number 2049  
Section "B"

Quebec, October 12, 1961.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments of section "F" of the decree relating to the construction industry and trades in the Montreal region.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the refrigeration industry and trades, rendered obligatory by section "F" of the decree number 309 (A) of April 8, 1959 and amendments, relating to the construction industry and trades in the Montreal region, have petitioned the Minister of Labour to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council some amendments to the said section "F";

WHEREAS the petition has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of September 2, 1961;

WHEREAS no objection has been raised against the approval of the proposed amendments;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the said petition be accepted and, therefore, that the following new section "F" be added to Chapter Two of the said decree number 309 (A), to replace the section "F" now in force and which is repealed.

*Section "F"*

SPECIAL PROVISIONS CONCERNING  
REFRIGERATION INSTALLATIONS

**I. Industrial and professional jurisdiction:** This section shall apply to the installation and service of all industrial, commercial and domestic refrigerating apparatus within the territorial jurisdiction herein before specified.

However, the present section does not apply to plug-in and self-contained units of under one (1) horsepower capacity nor to non-mechanical refrigeration equipment.

The present section does not extend to permanent employees as defined in the Collective Agreement Act.

**II. Apprentices and apprenticeship:** a) The period of apprenticeship in the industry shall be four (4) years, as set forth in the Pipe Mechanics Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 173 and amendments).

b) *Junior Mechanics:* A "junior mechanic" shall be a workman who has qualified as a mechanic under the Pipe Mechanics Act and he shall serve as a junior mechanic for a period of one (1) year.

c) *Journeyman Mechanic:* A "journeyman mechanic" shall be one who has served at least five (5) years in conformity with the provisions

mément aux dispositions de la Loi des mécaniciens en tuyauterie et, est détenteur de la licence nécessaire.

d) Les parties formeront un comité conjoint pour l'étude des dispositions de la Loi des Mécaniciens en Tuyauterie concernant l'apprentissage.

III. *Heures régulière de travail:* La durée régulière du travail est de huit (8) heures par jour réparties entre 8 a.m. et 5 p.m. les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi, constituant une durée hebdomadaire de quarante (40) heures.

Dans les cas de travaux exécutés en dehors des limites de la cité, on peut varier les heures de commencement et de cessation du travail en vue de les adapter aux heures des services de transport public, pourvu que ne s'ensuive pas une journée de travail de plus de huit (8) heures, et une semaine de travail de plus de quarante (40) heures.

IV. *Travail supplémentaire:* a) Tout travail exécuté le samedi entre 8 a.m. et midi doit être rémunéré au taux de salaire et demi et les heures suivantes au taux de salaire double.

b) Tout travail exécuté entre 5 p.m. et 10 p.m. doit être payé au taux de salaire et demi et tout travail exécuté entre 10 p.m. et 8 a.m. doit être payé à raison de salaire double.

c) Tout travail exécuté les dimanches, le Premier Jour de l'An, le Vendredi-Saint, le jour de la Saint-Jean-Baptiste, le jour de la Confédération (1er juillet), la fête du Travail, le jour d'Actions de Grâce et le jour de Noël doit être payé à raison de salaire double.

d) Toutefois, lorsque la célébration de la Saint-Jean-Baptiste, du jour de la Confédération (1er juillet) et du jour d'Actions de Grâce est fixée par proclamation du Gouvernement Fédéral ou du Gouvernement Provincial selon le cas, ces jours de fêtes doivent être chômés à la date ainsi fixée.

V. *Dédommagement:* Tout salarié se rapportant au travail, qui n'a pas été avisé à l'avance que ses services ne seraient pas requis ou dont la durée de travail est moindre que la durée journalière de travail, a droit à une rémunération équivalente à au moins quatre (4) heures de travail par jour, à moins qu'il ait refusé d'exécuter tout autre travail requis de lui, ou à moins que les travaux soient suspendus pour des causes qui ne dépendent pas de la volonté de l'employeur.

VI. *Équipes supplémentaires:* Lorsqu'on recourt à des équipes supplémentaires de salariés, il n'y a pas d'heures fixes pour le commencement ou la cessation du travail d'aucune équipe. Elles ne doivent pas, toutefois, faire plus de huit (8) heures par jour et quarante (40) heures par semaine. Ces équipes supplémentaires de salariés doivent recevoir un supplément de dix (\$0.10) cents l'heure en plus des taux réguliers.

VII. *Taux de salaires:* Les taux minima de salaires suivants doivent être payés aux salariés ci-après mentionnés:

of the Pipe Mechanics Act and he shall hold a license thereunder.

d) The parties will form a joint committee to study the provisions of the Pipe Mechanic Act with respect to apprenticeship.

III. *Regular Hours of Labour:* The regular hours of labour shall be eight (8) hours per day, between 8:00 a.m. and 5:00 p.m. on Monday, Tuesdays, Wednesdays, Thursdays and Fridays, constituting forty (40) hours per week.

For operations carried out outside the city limits, it is permissible to change the starting and finishing times in order to adapt them to the time of leaving and returning of public transportation, providing the change does not entail the working of more than eight (8) hours per day, and forty (40) hours in one week.

IV. *Overtime:* a) All work done on Saturdays between 8:00 a.m. and 12:00 noon shall be paid at the rate of time and one-half and of double time thereafter.

b) All time worked between the hours of 5:00 p.m. and 10:00 p.m. shall be paid at the rate of time and one-half, and all time worked between 10:00 p.m. and 8:00 a.m. shall be paid at the rate of double time.

c) All time worked on Sundays, New Year's Day, Good Friday, St. John the Baptist Day, Confederation Day (July 1), Labour Day, Thanksgiving Day and Christmas Day shall be paid double time.

d) However, days proclaimed by the Federal or Provincial Government, as the case may be, for the celebration of: St. John the Baptist Day, Confederation Day (July 1) and Thanksgiving Day shall be observed on the date fixed.

V. *Indemnity:* Any workman or employee reporting for work, who has not been notified in advance that his services would not be required, or when the duration of work is less than the regular work day, shall be entitled to four (4) hours' pay unless he refuses to do other work required of him, or unless work is suspended for causes beyond the employer's control.

VI. *Extra Shifts:* When extra shifts or workmen are employed, there shall be no specified hours of starting and finishing for any shift. They shall not, however, exceed eight (8) hours per day and forty (40) hours per week. Such extra shifts of workmen shall be paid a premium of ten cents (\$0.10) per hour above the regular rates.

VII. *Wage rates:* The following minimum wage rates per hour shall be paid to the undernoted categories of employees:

	Jusqu'au À compter du		Until From	
	31 mars 1962	1er avril 1962	March 31 1962	April 1, 1962
Compagnon mécanicien	\$2.55	\$2.65	\$2.55	\$2.65
Mécanicien junior	2.35	2.45	2.35	2.45
<i>Apprentis:</i>				
1er semestre	1.00	1.10	1.00	1.10
2ème semestre	1.10	1.20	1.10	1.20
2ème année	1.20	1.30	1.20	1.30
3ème année	1.45	1.55	1.45	1.55
4ème année	1.60	1.70	1.60	1.70
Journeyman Mechanic	\$2.55	\$2.65	\$2.55	\$2.65
Junior Mechanic	2.35	2.45	2.35	2.45
<i>Apprentice:</i>				
1st six months	1.00	1.10	1.00	1.10
2nd six months	1.10	1.20	1.10	1.20
2nd year	1.20	1.30	1.20	1.30
3rd year	1.45	1.55	1.45	1.55
4th year	1.60	1.70	1.60	1.70

Les salaires doivent être payés chaque semaine selon la coutume établie, en argent comptant ou par chèque; dans le dernier cas, les employés ne doivent pas recevoir leurs chèques plus tard que le vendredi midi.

Tout compagnon ayant la direction d'un travail d'installation et ayant sous ses ordres trois (3) autres compagnons ou mécaniciens juniors ou plus doit recevoir vingt-cinq (\$0.25) cents de plus l'heure que le taux du compagnon.

Il ne doit y avoir qu'un (1) apprenti par compagnon mécanicien ou mécanicien junior. Il ne doit pas y avoir moins d'un (1) apprenti pour chaque deux (2) compagnons mécaniciens ou mécaniciens juniors sur la liste de paye de l'employeur.

**VIII. Frais de transport et temps pour fins de déplacement:** Les salariés travaillant en dehors des limites de la cité, doivent se rendre sur le chantier et le quitter aux heures régulières. Le temps requis pour se rendre des limites de la ville au chantier et vice versa, doit être payé au taux simple, mais il ne doit pas dépasser huit (8) heures par jour. Le prix du transport des limites de la cité doit aussi être payé par l'employeur.

L'employeur doit aussi assumer les frais de chambre et pension dans le cas de travaux éloignés de la cité de Montréal et du lieu de résidence de l'employé.

**Voitures:** Les salariés requis de se servir de leurs propres voitures pour leur travail au service de leur employeur doivent recevoir dix (\$0.10) cents du mille. Lorsqu'en service durant cinq (5) jours consécutifs dans la semaine ils doivent recevoir un minimum de six (\$6.00) dollars par semaine ou de un (\$1.25) dollar et vingt-cinq cents par jour s'ils sont requis de s'en servir moins de cinq (5) jours consécutifs.

**IX. Travail urgent:** Tout travail urgent qui, pour des raisons suffisantes, ne peut être exécuté en deçà des heures régulières de travail peut être fait en d'autres périodes de la journée moyennant un supplément de dix (\$0.10) cents l'heure. Ce travail demeure toujours sujet au maximum de huit (8) heures par jour à salaire simple.

**X. Travail de service:** Nonobstant toutes autres dispositions, le travail de service est régi par les conditions de travail suivantes:

a) Salaires minima:

	Jusqu'au A compter du	
	31 mars 1962	1er avril 1962
Mécaniciens affectés au travail de service de réfrigération	\$2.55	\$2.65

b) Cependant, lorsqu'un mécanicien, dans l'exécution d'un travail de service, requiert les services d'un apprenti, celui-ci doit être rémunéré selon les taux mentionnés à l'article VII.

c) Pour le travail de service, les heures de travail maxima, s'étendant du lundi au vendredi inclusivement, (mais sans heures fixes de commencement ou de cessation ni limite journalière d'heures de travail) sont cinquante (50) heures par semaine.

d) Ces mécaniciens et apprentis affectés au travail de service doivent être rémunérés au taux de salaire et demi pour tout travail exécuté en plus de cinquante (50) heures par semaine, et pour travail exécuté le samedi, le dimanche et les jours de fête suivants: le Premier jour de l'An, le Vendredi-Saint, la Saint-Jean-Baptiste, le jour de la Confédération (1er juillet), la fête du Travail, le jour d'Actions de Grâce et Noël.

**XI. Vacances payées:** Les sections 12, 13 et 14 (Titre Cinquième) du Chapitre Premier du Décret Principal relatif à l'Industrie et aux métiers

In accordance with present practice, wages shall be paid by the week, in cash or by cheque; in the latter case, employees shall receive their cheque no later than Friday noon.

Any journeyman in charge of an installation with three (3) or more other journeymen or junior mechanics shall receive twenty-five cents (\$0.25) over and above the journeyman's hourly rate.

They shall not be more than one (1) apprentice to each journeyman mechanic or each junior mechanic. There shall not be less than one (1) apprentice for each two (2) journeymen mechanics or junior mechanics, on the employer's payroll.

**VIII. Travelling time and expenses:** Employees working outside the city limits shall get to and leave the job at regular hours. The time needed to travel from the city limits to the job, and vice versa, shall be paid single time, but shall not exceed eight (8) hours per day. The cost of such transportation from the city limits shall also be paid by the employer.

The employer shall also assume the costs of board and room in the case of operations distant from the city of Montreal and domicile of the employee.

**Car allowance:** Employees requested to use their own cars on Employer's business shall receive ten cents (\$0.10) per mile. If they use same for five (5) consecutive days in the week they shall receive a minimum of six dollars (\$6.00) per week, or one dollar and twenty-five cents (\$1.25) per day, if required to use same for less than five (5) consecutive days.

**IX. Urgent Work:** All urgent work which, for sufficient reason, cannot be executed within the regular hours of work, may be done at other periods of the day, at a premium of ten cents (\$0.10) an hour, subject always to the maximum of eight (8) hours per day at single time.

**X. Service operations:** Notwithstanding any other provisions, service operations shall be subject to the following working conditions:

a) Minimum Wages:

	Until	From
	March 31, 1962	April 1, 1962
Mechanics working on refrigeration service	\$2.55	\$2.65

b) Should a mechanic when doing service work require the help of an apprentice, he shall receive the rate of pay as shown in Article VII.

c) For service operations, the maximum hours of work, extending from Monday to Friday included, (but without any specified starting or finishing hours or any limit on the number of hours per day) shall be fifty (50) hours per week.

d) Such mechanics and apprentices on service operations shall receive time and one-half for all work in excess of fifty (50) hours per week, and for work done on Saturdays, Sundays and on the following holidays: New Year's Day, Good Friday, St. John the Baptist Day, Confederation Day (July 1), Labour Day, Thanksgiving Day and Christmas Day.

**XI. Vacations with pay:** Sections 12, 13 and 14 (Fifth Title) of the First Chapter of the General Decree relating to the Construction Industry

de la Construction, se rapportant aux vacances payées s'appliquent à la présente section.

XII. Les dispositions du bill 90, ayant amendé la Loi de la convention collective, s'appliquent à la présente section.

XIII. *Durée du décret*: Cette section se terminera le 31 mars 1963.

(La présente section rend obligatoires certaines dispositions d'une convention collective de travail intervenue entre « The Builders Exchange Incorporated » (Refrigeration and Air Conditioning Contractors' Sub-Section) et « United Association of Journeymen and Apprentices of the Plumbing and Pipe Fitting Industry of the United States and Canada, Local 796 U.A. »).

59055-o

L. DÉSILETS,  
Greffier du Conseil Exécutif.

**Arrêté en conseil  
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 2049  
Section « C »

Québec, le 12 octobre 1961.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie des matériaux de construction dans la province de Québec.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par la Section I (*Industrie du granit*) du décret numéro 2203 du 6 décembre 1960 et amendements, relatif à l'industrie des matériaux de construction dans la province de Québec, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications à ladite Section I;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 2 septembre 1961;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ladite Section I (*Industrie du Granit*) dudit décret numéro 2203, soit modifiée comme suit:

1° L'article III est remplacé par le suivant:  
« III. *Taux de salaires*: Les taux de salaires minima sont les suivants pour chacun des métiers énumérés ci-après:

Métiers:	Salaires horaires
1° Tailleur de granit . . . . .	\$ 1.70
2. Tailleur de granit sur dégauchisseuse et sableuse . . . . .	1.70
3° Dessinateur et préposé au lettrage sur stencils . . . . .	1.70
4° Dessinateur et lettreur opérant une sableuse . . . . .	1.70
5° Forgeron — trempé (atelier seulement) . . . . .	1.55
6° Préposé à l'entretien (machiniste et autres métiers) . . . . .	1.55
7° Polisseur (toutes catégories) . . . . .	1.45
8° Opérateur de sableuses . . . . .	1.40
9° Scieur (toutes catégories) . . . . .	1.35
10° Préposé aux machines à meuler au carborundum (excluant les scies) . . . . .	1.40
11° Opérateur de machines dégauchisseuses . . . . .	1.40

and Trades, concerning vacations with pay, shall apply to the present part.

XII. It is agreed by the parties that the provisions of bill 90, which amended the Collective Agreement Act, shall apply to the present section.

XIII. *Duration*: This section shall terminate on the thirty-first day of March, 1963.

(The present section renders obligatory some of the provisions of a collective labour agreement entered into between "The Builders Exchange Incorporated" (Refrigeration and Air Conditioning Contractors' Sub-Section) and the "United Association of Journeymen and Apprentices of the Plumbing and Pipe Fitting Industry of the United States and Canada, Local 796 U.A.")

59055-o

L. DÉSILETS,  
Clerk of the Executive Council.

**Order in Council  
Executive Council Chamber**

Number 2049  
Section "C"

Quebec, October 12, 1961.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments of the decree relating to the building materials industry in the province of Québec.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Labour Agreement Act (Revised Statutes of Québec, 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement rendered obligatory by Section I (*Granite industry*), of the decree number 2203 of December 6, 1960, and amendments, relating to the building materials industry in the province of Québec, have petitioned the Minister of Labour to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council some amendments to the said section I;

WHEREAS the petition has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of September 2, 1961;

WHEREAS no objection has been made against the approval of the proposed amendments;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the said section I (*Granite industry*) of the decree number 2203, be amended as follows:

1. Article III is replaced by the following:  
"III. *Wage rate*: The minimum rates of wages shall be as follows for each one of the trades mentioned hereafter:

Trades:	Hourly rates
1. Granite cutter . . . . .	\$ 1.70
2. Journeyman cutter on surfacing or sandblast work . . . . .	1.70
3. Sketcher and letterer on sandblast stencil work . . . . .	1.70
4. Journeyman sketcher and letterer operating sandblast machine . . . . .	1.70
5. Blacksmith temperer (shop only) . . . . .	1.55
6. Maintenance man (machinist or other trades) . . . . .	1.55
7. Polisher (all categories) . . . . .	1.45
8. Sandblast machine operator . . . . .	1.40
9. Sawyer (all categories) . . . . .	1.35
10. Carborundum machine grinding (not sawing) . . . . .	1.40
11. Surfacer machine operator . . . . .	1.40

Métiers:	Salaires horaire	Trades:	Hourly rates
12° Opérateur de tour.....	\$ 1.35	12. Lathe operator.....	\$ 1.35
13° Opérateur de machine à évider (coring machine).....	1.35	13. Coring machine operator.....	1.35
14° Opérateur de grue.....	1.30	14. Hoist and crane operator.....	1.30
15° Mécanicien de machines fixes.....	1.25	15. Stationary engineman.....	1.25
16° Foreur de panneaux polis.....	1.25	16. Driller of polished slabs.....	1.25
17° Carrier et foreur.....	1.25	17. Channel bar and jackhammer ope- rator (quarry).....	1.25
18° Emballage.....	1.20	18. Crating.....	1.20
19° Aide et journalier.....	1.15	19. Labourer and helper.....	1.15
20° Chauffeur.....	1.15	20. Fireman.....	1.15
	Par		Per
	semaine		week
21° Surveillant.....	50.00	21. Watchman.....	50.00
22° Chauffeur de camion (livraison exté- rieure).....	67.50	22. Truck driver (outside deliveries)....	67.50

Les taux de salaires des apprentis sont basés sur les taux de salaires des compagnons, réduits de \$0.05 l'heure pour chaque trois (3) mois d'apprentissage qu'il reste à compléter avant que l'apprenti n'atteigne le statut de compagnon, le tout devant être établi conformément au paragraphe « a » de l'article IX.

Le 15 mai 1962, les taux de salaires ci-dessus seront augmentés de \$0.05 l'heure ou l'équivalent, dans le cas des salaires hebdomadaires.

Le 15 mai 1963, une deuxième augmentation de \$0.05 l'heure sera ajoutée à ces taux de salaires, ou l'équivalent, pour les salaires hebdomadaires ».

2° Le paragraphe « a » de l'article IX est remplacé par le suivant:

« IX. Apprentissage: a) i. La période d'apprentissage des métiers numérotés de 1 à 4 inclusivement à l'article III est de trois (3) ans.

ii. Elle est d'un (1) an pour les métiers numérotés de 5 à 8.

iii. De six (6) mois pour les métiers numérotés 9 et 10.

iv. De trois (3) mois pour les métiers numérotés de 11 à 14 ».

3° L'alinéa suivant est ajouté à l'article XI:

« Toutefois, à compter du 15 mai 1962, les salariés auront droit à cinq (5) jours de congés statutaires payés par an. Ces congés seront rémunérés au taux de 2% du salaire brut annuel ».

4° Les articles XII et XIII sont remplacés par le suivant:

« XII. Durée: La présente section demeure en vigueur jusqu'au 31 décembre 1963 ».

L. DÉSILETS,

59055-0

Greffier du Conseil Exécutif.

**Arrêté en conseil  
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 2049

Section « D »

Québec, le 12 octobre 1961.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT une correction au décret relatif à l'industrie de la construction dans les districts électoraux de St-Jean et Iberville.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE la section « A » de l'arrêté en conseil numéro 1987 du 28 septembre 1961, ayant modifié le décret numéro 784 du 21 juillet 1955 et amén-

Apprentice wage rates shall be calculated by deducting from the journeyman's wage rate \$0.05 per hour for each three (3) months of apprenticeship which the apprentice must still serve in order to obtain journeyman status, as calculated according to article IX "a".

On May 15, 1962 the above rates of wages shall be increased by \$0.05 per hour, or the equivalent thereof for weekly wages.

In addition, on May 15, 1963 there shall be a further increase of \$0.05 per hour in the above rates of wages, or the equivalent thereof for weekly wages."

2. Paragraph "a" of article IX will be replaced by the following:

"IX. Apprenticeship: a) i. Three (3) years shall constitute the apprenticeship period for classifications numbered 1 to 4 in article III.

ii. One (1) year shall constitute the apprenticeship period for classifications numbered 5 to 8 in article III.

iii. Six (6) months shall constitute the apprenticeship period for classifications numbered 9 and 10 in article III.

iv. Three (3) months shall constitute the apprenticeship period for classifications numbered 11 to 14 in article III."

3. The following sub-paragraph is added to article XI:

"However, effective May 15, 1962, employees are entitled to five (5) holidays per year. These holidays shall be remunerated at the rate of 2% of the yearly gross earnings."

4. Articles XII and XIII are replaced by the following:

"XII. Date of expiration: The present section remains in force until December 31, 1963".

L. DÉSILETS,

59055-0

Clerk of the Executive Council.

**Order in Council  
Executive Council Chamber**

Number 2049

Section "D"

Quebec, October 12, 1961.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING a correction to the decree relating to the construction industry in the electoral districts of St. John and Iberville.

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT section "A" of Order in Council number 1987 of September 28, 1961, amending decree number 784 of July 21 1955 and amendments,

dements, relatif à l'industrie de la Construction dans la région de St-Jean et Iberville, soit corrigée en remplaçant les taux minima de salaires fixés pour les apprentis-mécaniciens en tuyauterie et poseurs d'appareils de chauffage par les suivants, lesquels entrent en vigueur immédiatement:

« Mécanicien en tuyauterie, poseur d'appareil de chauffage:

Apprenti: 1ère année .....	\$1.10
2ème année .....	1.20
3ème année .....	1.35
4ème année .....	1.45 »

59055-o L. DÉSILETS,  
Greffier du Conseil Exécutif.

**Arrêté en conseil  
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 2049

Section « E »

Québec, le 12 octobre 1961.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie de la construction dans la région de Sorel.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), le Ministre du Travail a donné avis de son intention de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil des modifications au décret numéro 602 du 9 juin 1954 et amendements, relatif à l'industrie de la construction dans la région de Sorel;

ATTENDU QUE ledit avis a été publié dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 2 septembre 1961;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 602, soit modifié comme suit:

1° L'alinéa suivant est ajouté au paragraphe a) 1° de l'article IV:

« Cependant, s'il y a entente entre l'employeur et ses salariés, la semaine régulière de travail peut être répartie en cinq (5) jours, soit dix (10) heures les lundi, mardi, mercredi et jeudi et huit (8) heures le vendredi, pourvu que le Comité paritaire en soit avisé par écrit ».

2° Le deuxième alinéa du paragraphe « c » de l'article IV est biffé.

59055-o L. DÉSILETS,  
Greffier du Conseil Exécutif.

**Arrêté en conseil  
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 2049

Section « F »

Québec, le 12 octobre 1961.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en Conseil.

CONCERNANT la prolongation du droit de prélèvement du Comité paritaire du Commerce de gros et de détail de Rimouski.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

relating to the construction industry in the region of St. John and Iberville, be corrected by replacing the minimum rates of wages for apprentice pipe mechanics and steamfitters by the following. The said rates shall apply immediately:

« Pipe mechanic, steamfitters:

Apprentice: 1st year .....	\$1.10
2nd year .....	1.20
3rd year .....	1.35
4th year .....	1.45" »

59055-o L. DÉSILETS,  
Clerk of the Executive Council.

**Order in Council  
Executive Council Chamber**

Number 2049

Section "E"

Quebec, October 12, 1961.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments of the decree relating to the construction industry in the region of Sorel.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163 and amendments), the Minister of Labour has given notice of his intention to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council some amendments to the decree number 602 of June 9, 1954 and amendments, relating to the construction industry in the region of Sorel;

WHEREAS the said notice has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of September 2, 1961;

WHEREAS no objection has been made against the approval of the proposed amendments;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the said decree, number 602, be amended as follows:

1. The following sub-paragraph is added to paragraph a) 1. of article IV:

"However, by agreement between the employer and his employees, the standard work week may be divided into five (5) days, with a daily duration of ten (10) hours on Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday and of eight (8) hours on Friday, providing the Parity Committee be notified in writing to that effect."

2. The second sub-paragraph of paragraph "c" of article IV is deleted.

59055-o L. DÉSILETS,  
Clerk of the Executive Council.

**Order in Council  
Executive Council Chamber**

Number 2049

Section "F"

Quebec, October 12, 1961.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the extension of the right to levy of the wholesale and Retail trade Joint Committee of Rimouski.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

QUE le droit de prélèvement du comité paritaire du Commerce de gros et de détail de Rimouski, autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1638 du 6 octobre 1960, section « F », soit prolongé jusqu'au 1er mars 1962, aux mêmes taux et conditions.

L. DÉSILETS,  
59055-o Greffier du Conseil Exécutif.

THAT the right to levy of the Wholesale and Retail Trade Joint Committee of Rimouski, authorized by a by-law approved by Order in Council number 1638 of October 6, 1960, section "F", be extended until March 1, 1962, at the same rate and conditions.

L. DÉSILETS,  
59055-o Clerk of the Executive Council.

### Avis divers

#### Église Baptiste Évangélique de St. Georges

Avis est donné que les soussignés: Rév. Ernest Houle, Émilien Fortin, Germain Caron, Arthur Fortin adresseront une requête au lieutenant-gouverneur de la province de Québec pour demander la constitution en corporation de l'« Église Baptiste Évangélique de St. Georges » en vertu des dispositions de la Loi de la constitution de certaines Églises, chap. 311, Statuts refondus de la province de Québec 1941, et amendements.

Sherbrooke, Québec, 25 août 1961.  
Ernest Houle, Émilien Fortin, Germain Caron, Arthur Fortin.

*Le Procureur des requérants,*  
B. N. HOLTHAM, C.R.

58808-38-5

#### Église Baptiste Évangélique de Compton

Avis est donné que les soussignés: Rév. Wilson Ewin, Gérard Létourneau, Antoine Jacques, Ovila Cotnoir adresseront une requête au lieutenant-gouverneur de la province de Québec pour demander la constitution en corporation de l'« Église Baptiste Évangélique de Compton » en vertu des dispositions de la Loi de la constitution de certaines Églises, chap. 311, Statuts refondus de la province de Québec, 1941, et amendements.

Sherbrooke, Québec, 25 août 1961.  
Wilson Ewin, Gérard Létourneau, Antoine Jacques, Ovila Cotnoir.

*Le Procureur des requérants,*  
B. N. HOLTHAM, C.R.

58808-38-5-o

### Miscellaneous Notices

#### Église Baptiste Évangélique de St. Georges

Notice is hereby given that the undersigned: Rev. Ernest Houle; Émilien Fortin; Germain Caron; Arthur Fortin; will apply by Petition to the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec for Incorporation of "Église Baptiste Évangélique de St. Georges" under the provisions of the Church Incorporation Act, Chap. 311 Revised Statutes of the Province of Quebec 1941 and amendments.

Sherbrooke, Que., August 25, 1961.  
Ernest Houle; Émilien Fortin; Germain Caron; Arthur Fortin.

B. N. HOLTHAM, Q.C.  
*Attorney for Petitioners.*

58808-38-5-o

#### Église Baptiste Évangélique de Compton

Notice is hereby given that the undersigned: Rev. Wilson Ewin; Gérard Létourneau; Antoine Jacques; Ovila Cotnoir; will apply by Petition to the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec for Incorporation of "Église Baptiste Évangélique de Compton" under the provisions of the Church Incorporation Act, Chap. 311 Revised Statutes of the Province of Quebec 1941 and amendments.

Sherbrooke, Que. Aug. 25, 1961.  
Wilson Ewin; Gérard Létourneau; Antoine Jacques; Ovila Cotnoir.

B. N. HOLTHAM, Q.C.  
*Attorney for Petitioners.*

58808-38-5

### Chartes — Abandon de

#### Estate Holdings Limited

Avis est donné que la compagnie « Estate Holdings Limited », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec, et ayant son siège social en la cité de Montréal, s'adressera au Procureur général de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 2e jour d'octobre 1961.

59040 *Le Secrétaire,*  
JOAN E. EDGLEY.

#### Burnbrae Investments Limited

Avis est donné que la compagnie « Burnbrae Investments Limited », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec, et ayant son siège social en la cité de Montréal, s'adressera au Procureur général de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 2e jour d'octobre 1961.

59041 *Le Secrétaire,*  
JOAN E. EDGLEY.

### Charters — Surrender of

#### Estate Holdings Limited

Notice is hereby given that "Estate Holdings Limited", a corporation constituted under the Quebec Companies' Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Attorney-General of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, this 2nd day of October, 1961.

59040-o JOAN E. EDGLEY,  
*Secretary.*

#### Burnbrae Investments Limited

Notice is hereby given that "Burnbrae Investments Limited", a corporation constituted under the Quebec Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Attorney-General of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, this 2nd day of October, 1961.

59041-o JOAN E. EDGLEY,  
*Secretary.*

**Dan Palangio Enterprises Inc.**

La compagnie « Dan Palangio Enterprises Inc. » donne avis, qu'elle s'adressera au Procureur général de la province de Québec, pour obtenir l'abandon de sa charte.

Montréal, 14 octobre 1961.

*Le Procureur de*

Dan Palangio Enterprises Inc.,

59050

DAVID LITNER, C.R.

**Les Épiciers Modernes Limitée**

Prenez avis que la compagnie « Les Épiciers Modernes Limitée » demandera au Procureur général de la province de Québec, la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, 12 octobre 1961.

*Le Président,*

59051-o

RENÉ TEASDALE.

**Miss Windsor Inc.**

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « Miss Windsor Inc. », corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies de Québec et ayant son siège social dans la cité et comté de Montréal, s'adressera au Procureur Général de la province de Québec, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte, en vertu des dispositions de la Loi des Compagnies de Québec.

Daté à Montréal, le 6e jour de mars 1961.

*Les Procureurs de la requérante,*

59060-o

HALPERIN & MORRIS.

**Four's & Five's Inc.**

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « Four's & Five's Inc. », corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies de Québec et ayant son siège social dans la cité et comté de Montréal, s'adressera au Procureur Général de la province de Québec, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte, en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, le 8e jour de mars 1961.

*Les Procureurs de la requérante,*

59061-o

HALPERIN & MORRIS.

**Brookfield Construction Ltd.**

Avis est par les présentes donné que « Brookfield Construction Ltd. », qui a son bureau principale dans la ville de Montréal Nord, Province de Québec, demandera la permission d'abandonner sa charte en vertu de la loi des compagnies de Québec.

Montréal, P.Q., le 17e jour d'octobre 1961.

*Les Procureurs des requérants,*

59076-o

CERINI & JAMIESON.

**Runnymede Steel Construction (Quebec) Limited**

Avis est par les présentes donné que « Runnymede Steel Construction (Quebec) Limited », une corporation constituée sous la première partie de la Loi des Compagnies de Québec et ayant son bureau principal en la cité de St. Jérôme, district de Terrebonne, s'adressera au Secrétaire de la province de Québec, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte sous les provisions de la Loi des Compagnies de Québec.

Daté à Montréal, Québec, ce 5e jour de septembre, 1961.

*Le Secrétaire-Trésorier,*

59077-o

(Signé) CHARLES SAGER.

**Dan Palangio Enterprises Inc.**

"Dan Palangio Enterprises Inc." hereby gives notice that it will make application to the Attorney General, Province of Quebec, for acceptance of the surrender of its charter.

Montreal, October 14, 1961.

DAVID LITNER, Q.C.,

*Attorney for*

59050-o

Dan Palangio Enterprises Inc.

**Les Épiciers Modernes Limitée**

Notice is hereby given that "Les Épiciers Modernes Limitée" shall apply to the General Attorney of the Province of Quebec, for permission to surrender its charter.

Montreal, October 12, 1961.

RENÉ TEASDALE,

*President.*

59051-o

**Miss Windsor Inc.**

Notice is hereby given that "Miss Windsor Inc.", a corporation constituted under the Quebec Companies Act, and having its head office in the city and district of Montreal, will apply to the Attorney-General of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, this 6th day of March, 1961.

HALPERIN & MORRIS,

59060-o

*Attorneys for the applicant.*

**Four's & Five's Inc.**

Notice is hereby given that "Four's & Five's Inc.", a corporation constituted under the Quebec Companies Act, and having its head office in the city and district of Montreal, will apply to the Attorney-General of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, this 8th day of March, 1961.

HALPERIN & MORRIS,

59061-o

*Attorneys for the applicant.*

**Brookfield Construction Ltd.**

Take notice that "Brookfield Construction Ltd.", with head office in the city of Montreal North, Province of Quebec, will apply for leave to surrender its Charter in accordance with the provisions of the Quebec Companies Act.

Montreal, P.Q., the 17th day of October, 1961.

CERINI & JAMIESON,

59076-o

*Attorneys for petitioners.*

**Runnymede Steel Construction (Quebec) Limited**

Notice is hereby given that "Runnymede Steel Construction (Quebec) Limited", a corporation constituted under Part I of the Quebec Companies Act and having its head office in the city of St. Jerome, district of Terrebonne, will apply to the Provincial Secretary, for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, Quebec, this 5th day of September, 1961.

(Signed) CHARLES SAGER,

59077-o

*Secretary-Treasurer.*

### Divers Compagnies

(P.G. 3238-47)

**Glencagles Investment Company Limited***Règlement No 1*

Le nombre des directeurs de la compagnie est augmenté de cinq (5) à sept (7) et tous les règlements antérieurs sont amendés en conséquence, et les directeurs de la compagnie sont, par résolution, autorisés à combler les vacances qui résultent du décret de ce règlement.

Vraie copie certifiée:

Montréal, P.Q. 13 septembre 1961.

(Scéau)

59028

*Le Secrétaire,*

EILEEN M. CROSBY.

(P.G. 14729-59)

**Amicale des Corses et des Amis des Corses au Canada**

Avis est donné qu'en l'honorable secrétaire de la province a, le 6 octobre 1961, approuvé les règlements généraux de l'« Amicale des Corses et des Amis des Corses au Canada », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 12 octobre 1961.

*Le Sous-secrétaire adjoint  
de la province,*

59033-o

LUCIEN DARVEAU.

(Sec. P. 71-61)

**Island Brae Golf Club Inc.**

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province a, le 6 octobre 1961, approuvé les règlements généraux de « Island Brae Golf Club Inc. », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 12 octobre 1961.

*Le Sous-secrétaire adjoint  
de la province,*

59034-o

LUCIEN DARVEAU.

(P.G. 12455-61)

**The Montreal Sky Divers**

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province a, le 10 octobre 1961, approuvé les règlements généraux de « The Montreal Sky Divers », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 12 octobre 1961.

*Le Sous-secrétaire adjoint  
de la province,*

59035-o

LUCIEN DARVEAU.

(P.G. 14429-58)

**Pinebrook Investment Corporation**

Un règlement qui concerne une augmentation du nombre des directeurs de la compagnie.

Sur proposition dûment faite, secondée et passée à l'unanimité, il fut résolu que le nombre des directeurs de cette compagnie soit porté de trois à quatre, de sorte que le conseil d'administration de la compagnie sera dorénavant composé de quatre (4) directeurs.

### Miscellaneous Companies

(A.G. 3238-47)

**Glencagles Investment Company Limited***By-Law No. 1*

The number of directors of the company is increased from five (5) to seven (7) and all previous by-laws are amended accordingly and the directors of the company are authorized by resolution from time to time to fill vacancies resulting from the enactment of this by-law.

Certified true copy:

Montreal, P.Q. September 13, 1961.

(Seal)

59028-o

EILEEN M. CROSBY,

*Secretary.*

(A.G. 14729-59)

**Amicale des Corses et des Amis des Corses au Canada**

Notice is given that the Honourable the Provincial Secretary has, on October 6, 1961, approved the general by-laws of "Amicale des Corses et des Amis des Corses au Canada", and such, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, on October 12, 1961.

*LUCIEN DARVEAU,  
Associate Assistant Secretary  
of the Province.*

59033

(P.Sec. 71-61)

**Island Brae Golf Club Inc.**

Notice is given that the Honourable the Provincial Secretary has, on October 6, 1961, approved the general by-laws of "Island Brae Golf Club Inc.", and such, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, on October 12, 1961.

*LUCIEN DARVEAU,  
Associate Assistant Secretary  
of the Province.*

59034-o

(A.G. 12455-61)

**The Montreal Sky Divers**

Notice is given that the Honourable the Provincial Secretary has, on October 10, 1961, approved the general by-laws of "The Montreal Sky Divers", and such, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, on October 12, 1961.

*LUCIEN DARVEAU,  
Associate Assistant Secretary  
of the Province.*

59035

(A.G. 14429-58)

**Pinebrook Investment Corporation**

By-law concerning an increase in the number of directors of the company.

On motion duly made, seconded and unanimously carried, it was resolved that the number of directors of this company be increased from three to four, so that the board of directors of the company shall hereafter be composed of four (4) directors.

Il fut de plus résolu que tous les pouvoirs, règlements, résolutions et procédures de la compagnie, incompatibles à icelui, sont amendés, modifiés et révisés de manière à donner effet au présent règlement qui sera connu comme étant le règlement No 22.

Vraie copie certifiée.  
Montréal, 28 août 1961.

*Le Secrétaire,*  
JOHN HAMILTON.

59036

(P.G. 42529-53)

**The City Bag Co. Ltd.**

*Règlement No 23*

Qu'il soit décrété et il est décrété comme un règlement de « The City Bag Co. Ltd. » (ici nommée la « compagnie »), ce qui suit:

1° Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est augmenté de trois (3) à quatre (4), de sorte que le conseil d'administration de la compagnie sera dorénavant composé de quatre (4) directeurs.

2° Trois directeurs formeront quorum à toute assemblée du conseil d'administration.

3° Tous les règlements, résolutions et procédures antérieurs de la compagnie, incompatibles à icelui, sont amendés, modifiés et révisés de manière à donner effet à ce règlement.

Decrété ce 28e jour d'août 1961.

Vraie copie certifiée.

*Le Secrétaire,*  
L. YANOFSKY.

59037

(P.G. 15609-60)

**Limbour Plywood Limited**

*Règlement No IV*

augmentant le nombre des directeurs de la compagnie de cinq (5) à sept (7).

Qu'il soit décrété, et il est par les présentes décrété comme étant le règlement No IV de la compagnie « Limbour Plywood Limited » ci-après nommée « La Compagnie », ce qui suit:

1° Le nombre des directeurs de la compagnie est par les présentes augmenté de cinq (5) qu'il était auparavant, à sept (7) qu'il est maintenant, de telle sorte que, le bureau de direction sera composé à l'avenir de sept (7) directeurs;

2° Quatre directeurs formeront quorum à toute assemblée du bureau de direction;

3° Le règlement No II est amendé en conséquence et toutes résolutions et procédures antérieures de la compagnie incompatibles avec le règlement No IV, sont par les présentes amendées, modifiées et révisées de manière à donner effet audit règlement.

Certifié vraie copie.  
Limbour, le 7 août 1961.

*Le Secrétaire,*  
B. CROTEAU.

59038-0

**Rouanda Rambler Inc.**

*Sommaire du règlement numéro 5*

Le règlement numéro 5 décrété par les directeurs de « Rouanda Rambler Inc. », et dûment sanctionné par les actionnaires, le cinquième jour du mois d'octobre, mil neuf cent soixante et un (1961), pourvoit à la distribution de tous les biens de cette compagnie au pro rata entre ses actionnaires et, cette distribution étant effectuée, à la dissolution de la compagnie et l'abandon de sa charte.

It was further resolved that all powers, by-laws, resolutions and proceedings of the company inconsistent herewith are hereby amended, modified and revised in order to give effect to the present by-law, which shall be known as by-law No. 22.

Certified true copy.  
Montreal, August 28, 1961.

JOHN HAMILTON,  
*Secretary.*

59036-0

(A.G. 42529-53)

**The City Bag Co. Ltd.**

*By-law No. 23*

Be it enacted and it is hereby enacted as a by-law of « The City Bag Co. Ltd. » (herein called the « company »), as follows:

1. The number of directors of the company be and the same is hereby increased from three (3) to four (4) so that the board of directors of the company shall hereafter be composed of four (4) directors.

2. Three (3) directors shall constitute a quorum at any meeting of the board of directors.

3. All prior by-laws, resolutions and proceedings of the company inconsistent herewith are hereby amended, modified and revised in order to give effect to this by-law.

Enacted this 28th day of August, 1961.

Certified true copy.

L. YANOFSKY,  
*Secretary.*

59037-0

(A.G. 15609-60)

**Limbour Plywood Limited**

*By-law No. IV*

increasing the number of directors of the company from five (5) to seven (7).

Be it enacted and it is hereby enacted as by-law No. IV of « Limbour Plywood Limited » herein called the « Company as follows:

1. The number of directors of the company is hereby increased from five (5) that it was before, to seven (7) that it is now so that therefore the board of directors shall hereafter be composed of seven (7) directors;

2. Four directors shall form quorum at any meeting of the board of directors;

3. By-law No. II is amended accordingly and all prior resolutions and proceedings of the company inconsistent with by-law No. IV are hereby amended, modified and revised in order to give effect to said by-law.

Certified true copy.  
Limbour, August 7, 1961.

B. CROTEAU,  
*Secretary.*

59038-0

**Rouanda Rambler Inc.**

*Summary of by-law number 5*

By-law number 5 enacted by the directors of « Rouanda Rambler Inc. », and duly sanctioned by the shareholders on the fifth day of the month of October, one thousand nine hundred and sixty-one (1961), provides for the distribution of all the assets of this company rateably amongst its shareholders, this distribution being made for the dissolution of the company and the surrender of its charter.

Noranda, Province de Québec, ce cinquième jour du mois d'octobre, mil neuf cent soixante et un (1961).

*Le Président,*  
HUGHUES BUREAU.  
*Le Secrétaire-trésorier,*  
R. W. TAYLOR.

59039-o

(P.G. 18266-53)

**Mile-End Dairy Limited**  
**Laiterie Mile-End Limitée**

*Règlement No XII*

Diminution du nombre des directeurs

Qu'il soit et il est par les présentes décrété comme règlement de la compagnie ce qui suit:

1° Le nombre des directeurs de la compagnie est diminué de 11 à 7, de sorte que le bureau de direction à l'avenir sera de 7 directeurs.

2° Quatre directeurs constitueront un quorum à toute assemblée du bureau de direction.

3° Tous règlements, résolutions et procédures antérieures de la compagnie, non conforme à ce que ci-dessus, sont en conséquence amendés, modifiés et révisés de façon à donner effet au présent règlement.

Copie conforme d'un règlement adopté à l'unanimité par les directeurs de « Mile-End Dairy Limited — Laiterie Mile-End Limitée » à une assemblée tenue le 28 juin 1961, et ratifié le 25 juillet 1961 à une assemblée des actionnaires de la compagnie dûment convoquée et tenue, par au moins les deux-tiers des actionnaires présents ou représentés.

*Le Secrétaire,*  
PAUL PERRAULT.

59048-o

(P.G. 12266-60)

**Perth Knitting Mills Limited**

*Règlement No 6*

Un règlement qui diminue le nombre des directeurs

Qu'il soit décrété et il est décrété comme un règlement de la compagnie « Perth Knitting Mills Limited », ce qui suit:

1° Le nombre des directeurs de la compagnie est diminué de cinq à quatre, et le quorum est établi à trois directeurs.

2° Les règlements de la compagnie sont amendés pour se conformer au précédent.

3° Copie authentique certifiée du règlement No 6 de la compagnie ci-dessus nommée, tel qu'adopté par les directeurs et approuvé par ses actionnaires, le 7 avril 1961.

*Le Secrétaire-trésorier,*  
D. A. OLDHAM.

59053

(P.G. 12952-61)

**Aggrite Inc.**

*Règlement No 4*

CONCERNANT la modification du nombre des directeurs.

Les affaires de la compagnie seront administrées par un bureau de direction composé de sept (7) directeurs.

Copie certifiée du règlement No 4 dûment adopté à l'assemblée des directeurs provisoires de la compagnie, tenue le 9ième jour de juin 1961, et approuvé à l'unanimité à une assemblée générale spéciale des actionnaires de la compagnie tenue le 13ième jour de juin 1961, à laquelle étaient présents tous les actionnaires de la com-

Noranda, Province of Quebec, this fifth day of the month of October, one thousand nine hundred and sixty-one (1961).

HUGHUES BUREAU,  
*President.*  
R. W. TAYLOR,  
*Secretary-Treasurer.*

59039-o

(A.G. 18266-53)

**Mile-End Dairy Limited**  
**Laiterie Mile-End Limitée**

*By-law No. XII*

Decrease in the number of Directors

That it be and it is by these presents enacted as a by-law of the company, the following:

1. The number of the directors of the company is decreased from 11 to 7, so that the board of directors in future shall be of 7 directors.

2. Four directors shall constitute a quorum at any meeting of the board of directors.

3. All prior by-laws, resolutions and procedures of the company, not in conformity with the above, are there amended, modified and revised in order to give effect to this present by-law.

True copy of a by-law unanimously adopted by the directors of "Mile-End Dairy Limited — Laiterie Mile-End Limitée" at a meeting held on June 28, 1961, and ratified on July 25, 1961, at a meeting of the shareholders of the company duly convened and held, by at least two-thirds of the shareholders present or represented.

PAUL PERRAULT,  
*Secretary.*

59048

(A.G. 12266-60)

**Perth Knitting Mills Limited**

*By-law No 6*

A By-law to decrease the number of Directors

Be it enacted and it is hereby enacted as a By-law of "Perth Knitting Mills Limited", as follows:

1. The number of directors of the company is hereby decreased from five to four, and the quorum is hereby fixed at three directors.

2. The by-laws of the company are hereby amended to agree with the foregoing.

Certified true copy of By-law No. 6 of the above-named company, as adopted by the directors and approved by the shareholders thereof on April 7, 1961.

D. A. OLDHAM,  
*Secretary-Treasurer.*

59053-o

(A.G. 12952-61)

**Aggrite Inc.**

*By-law No. 4*

CONCERNING amendment in the number of directors.

The affairs of the company shall be administered by a board of directors composed of seven (7) directors.

Certified copy of by-law No. 4 duly adopted at a meeting of the provisory directors of the company held on the 9th day of June, 1961, and approved unanimously at a special general meeting of the shareholders of the company held on the 13th day of June, 1961, at which were present all the shareholders of the company

pagnie détenant entre eux 100% des actions, représentés à cette assemblée.

Signé à Montréal, ce 13ième jour de juillet 1961.

59058-o *Le Secrétaire,*  
HENRI LEFRESNE.

(P.G. 12914-61)

**The Mount Royal Dairies  
& Company Limited  
Les Laiteries Mont-Royal  
& Compagnie Limitée**

*Règlement spécial No 48*

**Diminution du nombre des directeurs**

Qu'il soit et il est par les présentes décrété comme règlement de la compagnie ce qui suit:

1° Le nombre des directeurs de la compagnie est diminué le 11 à 7, de sorte que le bureau de direction à l'avenir sera de 7 directeurs.

2° Quatre directeurs constitueront un quorum à toute assemblée du bureau de direction.

3° Tous règlements, résolutions et procédures antérieurs de la compagnie, non conformes à ce que ci-dessus, sont en conséquence amendés, modifiés et révisés de façon à donner effet au présent règlement.

Copie conforme d'un règlement adopté à l'unanimité par les directeurs de « The Mount Royal Dairies & Company Limited — Les Laiteries Mont-Royal & Compagnie Limitée », à une assemblée tenue le 28 juin 1961, et ratifié le 25 juillet 1961, à une assemblée des actionnaires de la compagnie, dûment convoquée et tenue, par au moins les deux-tiers des actionnaires présents ou représentés.

59059-o *Le Secrétaire,*  
PAUL PERRAULT.

(P.G. 12052-59)

**Collège Valéry**

Extrait du règlement No 1 de la corporation ci-haut mentionnée, tel qu'adopté à l'assemblée tenue le 27 juin 1960, concernant l'augmentation du nombre des membres du Conseil d'administration de trois à cinq:

F — Le conseil d'administration: — Art. 14 — Nombre de directeurs: Les affaires du Collège sont administrées par un conseil d'administration composé de cinq membres.

Certifié vraie copie.

59089-o *La secrétaire-trésorière,*  
MONIQUE THÉRIEN.

holding among themselves 100% of the shares, represented at this meeting.

Signed at Montreal, this 13th day of July, 1961.

59058 *HENRI LEFRESNE,*  
*Secretary.*

(A.G. 12914-61)

**The Mount Royal Dairies  
& Company Limited  
Les Laiteries Mont-Royal  
& Compagnie Limitée**

*Special by-law No. 48*

**Decrease in the number of directors**

That it be and it is by these presents, enacted as a by-law of the Company, the following:

1. The number of directors of the company is decreased from 11 to 7, so that the board of directors in future shall be of 7 directors.

2. Four directors shall constitute a quorum at any meeting of the board of directors.

3. All prior by-laws, resolutions and procedures of the company, not in conformity with the above, are therefore amended, modified and revised in order to give effect to this present by-law.

True copy of a by-law adopted unanimously by the directors of "The Mount Royal Dairies & Company Limited — Les Laiteries Mont-Royal & Compagnie Limitée", at a meeting held on June 28, 1961, and ratified on July 25, 1961, at a meeting of the shareholders of the company duly convened at held, by the least two-thirds of the shareholders, present or represented.

59059 *PAUL PERRAULT,*  
*Secretary.*

(A.G. 12052-59)

**Collège Valéry**

Excerpt of by-law No. 1 of the above mentioned corporation, as adopted at the meeting held on June 27, 1960, concerning the increase in the number of the members of the board of directors from three to five:

F — Board of directors: — Art. 14 Number of directors: The affairs of the College are managed by an board of directors composed of five members.

Certified true copy.

59089 *MONIQUE THÉRIEN,*  
*Secretary-Treasurer.*

**Sièges sociaux**

(P.G. 12099-53)

**P. X. Cossette & Fils Inc.**

*Règlement No 1 Art. 1 amendé*

Règlement changeant le siège social de la compagnie.

Qu'il soit décrété et il est par les présentes décrété comme règlement No 1 Art. 1 amendé de « P. X. Cossette & Fils Inc. » (ci-après appelée la « Compagnie ») ce qui suit:

Que le bureau principal de la compagnie soit transporté de la ville d'Amos, comté d'Abitibi, P. Q. à 201, 2ième Avenue, en la cité de Québec.

Certifié vraie copie.

59029-o *Le Secrétaire,*  
J.-ARTHUR GAGNON.

**Head Offices**

(A.G. 12099-53)

**P. X. Cossette & Fils Inc.**

*By-law No. 1 Art. 1 amended*

By-law changing the head office of the company.

That it be enacted and it is by these presents enacted as by-law No. 1 Art. 1 amended of "P. X. Cossette & Fils Inc." (hereinafter called the "Company") the following:

That the head office of the company be transferred from the town of Amos, in the county of Abitibi, P.Q., to 201, 2nd Avenue, in the city of Québec.

Certified true copy.

59029 *J.-ARTHUR GAGNON,*  
*Secretary.*

**Domaine de la Montagne Inc.**

Avis est donné que la compagnie « Domaine de la Montagne Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 7 février 1961 et ayant son bureau principal dans la ville de Longueuil, district de Montréal, a établi son bureau au numéro 198 a, chemin Chambly.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 6<sup>e</sup> jour de septembre 1961.

59030-0 *Le Secrétaire-Trésorier,*  
JEAN PERRAULT.

**Eastern Business College Inc.**

Avis est donné que la compagnie « Eastern Business College Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 3 mars 1961, et ayant son bureau principal en la cité de Montréal, a établi son bureau au numéro 3909 est, rue Ontario, cité de Montréal, province de Québec.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Québec, ce quinzième jour de mai mil neuf cent soixante et un.

(Sceau)  
59031-0 FLORENCE G. BÉLANGER.

**J.-P. Lessard Inc.**

Avis est donné que la compagnie « J.-P. Lessard Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 15 novembre 1960, et ayant son bureau principal dans la ville de Montréal, district de Montréal, a établi son bureau au numéro 2890, rue Charland.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 21<sup>e</sup> jour de septembre 1961.

(Sceau)  
59032-0 *Le Secrétaire,*  
LÉON GENDRON.

**Capital Funds (I.A.C.) Limited**

Avis est donné que la compagnie « Capital Funds (I.A.C.) Limited » constituée en corporation le vingt-quatre juillet mil neuf cent soixante et un, dont le siège social est à ville de Mont-Royal, a établi son bureau à 1320 Boulevard Graham, en la ville de Mont-Royal.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Ville de Mont-Royal, le 18 octobre 1961.

59043 *Le Secrétaire,*  
PAUL BROWN.

**Entrepôt St-Malo Warehouse Inc.**

Avis est donné que la compagnie « Entrepôt St-Malo Warehouse Inc. », constituée en corporation par lettres patentes émises le 1<sup>er</sup> jour de décembre, 1960, en vertu de la Loi des compagnies de Québec et ayant son bureau principal dans les cité et district de Québec, a établi son bureau au No 1245 Rue des Artisans, dans le Centre Industriel de St-Malo, Cité de Québec.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Québec, ce 19<sup>e</sup>me jour de septembre 1961.

59044-0 *Le Président,*  
ANDREW C. LOVE.

**Domaine de la Montagne Inc.**

Notice is hereby given that "Domaine de la Montagne Inc.", company incorporated by letters patent on the 7th day of February, 1961, and having its head office in the town of Longueuil district of Montreal, has established its office at 198 a, chemin Chambly.

From and after the date of this notice, the said offices shall be considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this 6th day of September, 1961.

59030-0 JEAN PERRAULT,  
*Secretary-Treasurer.*

**Eastern Business College Inc.**

Notice is hereby given that the company "Eastern Business College Inc.", incorporated by letters patent bearing date the third day of March 1961, and having its head office in the city of Montreal, has established its office at No. 3909 East, Ontario St. City of Montreal, province of Quebec.

From and after the date of the present notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Given at Quebec, this fifteenth day of May 1961.

(Seal)  
59031 FLORENCE G. BÉLANGER.

**J.-P. Lessard Inc.**

Notice is hereby given that "J.-P. Lessard Inc.", Company incorporated by letters patent on the 15th day of November 1960, and having its head office in the town of Montreal, district of Montreal, has established its offices at 2890, Charland Street.

From and after the date of this notice, the said offices shall be considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this 21st day of September, 1961.

(Seal)  
59032-0 LÉON GENDRON,  
*Secretary.*

**Capital Funds (I.A.C.) Limited**

Notice is hereby given that "Capital Funds (I.A.C.) Limited" incorporated on the twenty-fourth day of July nineteen hundred and sixty-one, and having its head office in the town of Mount Royal, has established its office at 1320 Graham Boulevard, in the town of Mount Royal.

From and after the date of the present notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Town of Mount Royal, October 18, 1961.

59043-0 PAUL BROWN,  
*Secretary.*

**Entrepôt St-Malo Warehouse Inc.**

Notice is hereby given that "Entrepôt St-Malo Warehouse Inc.", a company incorporated by letters patent under the Quebec Companies Act, on the 1st day of December, 1960, and having its head office in the city and district of Québec, has established its office at No. 1245 des Artisans Street, in the St-Malo Industrial Center, Québec City.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Given at Québec, this 19th day of September, 1961.

59044-0 ANDREW C. LOVE,  
*President.*

**Gar Wood Industries of Canada Limited**

Avis est donné que la compagnie « Gar Wood Industries of Canada Limited », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes datées du 23e jour de mars 1961, a situé son siège social à 507 Place d'Armes, chambre 1900, en la cité de Montréal, province de Québec.

Donné à Montréal, P.Q., ce 18e jour de septembre 1961.

59045

*Le Président,*  
L. M. HART.

**Montreal Real Estate Board  
Chambre d'Immeuble de Montréal**

Avis est donné que « Montreal Real Estate Board — Chambre d'Immeuble de Montréal », constituée en corporation en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 1er mars 1954, a transporté son siège social de 410 ouest, rue Sherbrooke, Montréal, à 1500, rue Stanley, chambre 410, Montréal 25.

Montréal, 30 septembre 1961.

59046

*Le Secrétaire,*  
B. J. BACHAND.

(P.G. 4284-50)

**The Quebec Quarrying  
and Mining Corporation  
La Compagnie de Carrières  
et Mines de Québec**

*Règlement No 3*

« Qu'il soit décrété à titre de règlement de la compagnie comme suit :

« L'adresse du bureau principal de la compagnie est par les présentes changé de 4491 Côte des Neiges, cité de Montréal, à Suite 860, Édifice Sun Life, cité de Montréal, et le paragraphe un du règlement No 1 de la compagnie est modifié en conséquence. »

Certifié vraie copie du règlement No 3, tel qu'adopté par les directeurs et approuvé par les actionnaires le 1er septembre 1961.

59047-o

*Le Secrétaire,*  
GABRIELLE LAHAIE.

**Courvan Mining Company Limited  
(No Personal Liability)**

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Courvan Mining Company Limited » (N.P.L.), constituée en corporation en vertu des dispositions de la Loi des Compagnies Minières de Québec par lettres patentes en date du 1er février 1937 et par lettres patentes supplémentaires en date des 6 mars 1939 et 4 juillet 1960, a établi son bureau principal à suite 1403, 507 Place d'Armes, Montréal, Province de Québec.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Daté à Montréal, ce 2 juin 1961.

(Seau)

59057-o

*Le Secrétaire-Trésorier,*  
ANDRÉ BEAUCHEMIN.

(P.G. 10624-54)

**Gelinite Inc.**

*Règlement spécial « C »*

Que le siège social de la compagnie déterminé par le règlement spécial « B » adopté le 26 avril

**Gar Wood Industries of Canada Limited**

Notice is hereby given that "Gar Wood Industries of Canada Limited", incorporated under Part I of the Quebec Companies Act by letters patent dated the 23rd day of March, 1961, has situated its head office at 507 Place d'Armes, Room 1900, in the city of Montreal, Province of Quebec.

Given at Montreal, P.Q., this 18th day of September, 1961.

59045-o

L. M. HART,  
*President.*

**Montreal Real Estate Board  
Chambre d'Immeuble de Montréal**

Notice is hereby given that "Montreal Real Estate Board — Chambre d'Immeuble de Montréal", incorporated under Part III of the Quebec Companies Act by letters patent dated March 1, 1954, has moved its head office from 410 Sherbrooke Street West, Montreal, to 1500 Stanley Street, Suite 410, Montreal 25.

Montreal September 30, 1961.

59046-o

B. J. BACHAND,  
*Secretary.*

(A.G. 4284-50)

**The Quebec Quarrying  
and Mining Corporation  
La Compagnie de Carrières  
et Mines de Québec**

*By-Law No. 3*

"Be it enacted as a By-law of the company as follows:

"The address of the company's head office is hereby changed from 4491 Côte des Neiges, city of Montreal, to Suite 860, Sun Life Building, city of Montreal, and paragraphe one of By-law No. 1 of the company is modified accordingly."

Certified true copy of By-law No. 3, as adopted by the directors and approved by the shareholders on September 1, 1961.

59047-o

GABRIELLE LAHAIE,  
*Secretary.*

**Courvan Mining Company Limited  
(No Personal Liability)**

Notice is hereby given that the company "Courvan Mining Company Limited" (N.P.L.), incorporated under the provisions of the Quebec Mining Companies Act by letters patent dated February 1, 1937 and by supplementary letters patent dated March 6, 1939 and July 4, 1960, has established its head office in Suite 1403, 507 Place d'Armes, Montreal, Province of Quebec.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Dated at Montreal, June 2, 1961.

(Seal)

59057

ANDRÉ BEAUCHEMIN,  
*Secretary-Treasurer.*

(A.G. 10624-54)

**Gelinite Inc.**

*Special by-law "C"*

That the head office of the company as determined by special by-law "B" adopted on April

1954, comme devant être fixé au numéro 5 de la rue Courcellette, Québec, soit dorénavant fixé au numéro 1766 du Chemin Gomin, Sillery, P.Q.

Certifiée vraie copie.

Sillery, le 23 juin 1961.

59078-0

*Le Président,*  
PAUL-E. DOUVILLE.

26, 1954, as having to be set at number 5 Courcellette Street, Quebec, be, hereafter fixed at number 1766 Gomin Road, Sillery, P.Q.

Certified true copy.

Sillery, June 23, 1961.

59078

PAUL-E. DOUVILLE,  
*President.*

(Sec. P. 578-59)

**Pickands Mather & Co.**

*(Loi des compagnies à fonds social étrangères)*

Avis est donné que, par une nouvelle procuration datée du 13 juin 1961, le bureau principal de « Pickands Mather & Co. », dans la province de Québec, une compagnie à fonds social étrangère dûment autorisée à exercer son commerce dans la Province, a été transporté de 215 ouest, rue St-Jacques, cité de Montréal, à 129 ouest, rue St-Jacques, en ladite cité et dans le district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 18e jour d'octobre 1961.

*Le Sous-secrétaire adjoint  
de la province,*

59088

LUCIEN DARVEAU.

(P. Sec. 578-59)

**Pickands Mather & Co.**

*(Extra-Provincial Companies Act)*

Notice is hereby given that, by new power of attorney, dated June 13, 1961, the principal office in the Province of Quebec of "Pickands Mather & Co.", an extra-provincial company duly licensed to carry on business in the said Province, has been moved from 215 St. James Street West, in the city of Montreal, to 129 St. James Street West, in the said city, and in the judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of October, 1961.

LUCIEN DARVEAU,  
*Associate Assistant Secretary  
of the Province.*

59088-0

## Demandes à la Législature

### Montefiore Club

Avis public est par les présentes donné que « Montefiore Club », un corps politique et corporatif, avec son siège social dans la cité de Montréal, district de Montréal, demandera à la Législature de la province de Québec à sa prochaine session, l'adoption d'une loi amendement la section 4 de la loi d'incorporation de « Montefiore Club », pour autoriser une augmentation de la valeur maximum de la propriété immobilière que ladite corporation peut posséder.

Montréal, 19 septembre 1961.

*Les Procureurs de la requérante,*

PHILIP MEYEROVITCH, C.R.

58865-39-4-0

MICHAEL GREENBLATT, C.R.

## Applications to Legislature

### Montefiore Club

Public notice is hereby given that "Montefiore Club", a body politic and corporate, with its head office in the city of Montreal, district of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session for the passing of an Act amending section 4 of the act to incorporate "Montefiore Club", to authorize an increase in the maximum value of immoveable property which the said corporation may hold.

Montreal, September 19, 1961.

PHILIP MEYEROVITCH, Q.C.

MICHAEL GREENBLATT, Q.C.,

58865-39-4-0

*Attorneys for the petitioner.*

### Jean-Marc Béliveau et Lorne Mollot

Avis est par les présentes donné que Jean-Marc Béliveau, de la ville d'Aylmer, province de Québec, et Lorne Mollot, de la cité de Hull, province de Québec, dûment autorisés par le Conseil général du Barreau de la province de Québec, s'adresseront à la Législature de la province de Québec lors de sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'un bill privé pour donner à leur admission tardive à l'étude du droit un effet rétroactif et leur permettre d'exercer la profession d'avocat aussitôt après la sanction dudit projet de la loi pourvu qu'à ce moment-là, ils auront respectivement subi avec succès l'examen du Barreau de la province de Québec.

*Les Procureur des requérants,*

MAJOR & MAJOR.

58876-39-4-0

### Jean-Marc Béliveau and Lorne Mollot

Notice is hereby given that Jean-Marc Béliveau, of the town of Aylmer, province of Quebec, and Lorne Mollot, of the city of Hull, province of Quebec, duly authorized by the General Council of the Bar of the Province of Quebec, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, in order to obtain the adoption of a private bill which would give to their tardy admission to the study of law a retroactive effect and would permit them to carry on business as advocates immediately after the sanction of said draft bill, provided that, at that moment, they have successively undergone the examination of the Bar of the Province of Quebec.

58876-39-4

MAJOR & MAJOR,  
*Attorneys for the petitioners.*

### The Fraser-Hickson Institute, Montreal

Avis public est par les présentes donné que « The Fraser-Hickson Institute, Montreal », corporation avec siège social en la cité de Montréal s'adressera à la Législature de la province de Québec, à la prochaine session, pour demander

### The Fraser-Hickson Institute, Montreal

Public notice is hereby given that "The Fraser-Hickson Institute, Montreal", a corporation with head office in the city of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session for an Act amending

qu'une loi soit adoptée modifiant sa charte le Statut 34 Victoria chapitre 50 et tous ses amendements à date pour les fins suivantes: a) étendre le territoire dans lequel elle pourra exercer ses pouvoirs et lui conférer le pouvoir d'établir des succursales, et b) augmenter ses pouvoirs de placement afin qu'ils soient pareils à ceux des compagnies d'assurance sujettes à l'autorité législative de la province de Québec; et tout autre matière incidente.

Montréal, 29 septembre 1961.

*Les Procureurs de la requérante,*

LAIDLEY, CAMPBELL,

58924-40-4-o

WALSH & KISILENKO.

**Peter Balfour Glassford**

Avis est donné que « Peter Balfour Glassford », de la cité de Montréal, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une Loi autorisant le bureau de la province de Québec, à l'admettre à la pratique du droit après avoir passé les examens du Barreau.

Montréal, P.Q., ce 28e jour de septembre 1961.

*Les Procureurs du requérant,*

59068-42-4

DUQUET MACKAY & WELDON.

the Statute 34 Victoria Chapter 50 incorporating the said corporation, and all Acts hitherto amending the same, in the following respects: a) to extend the territory within which it may conduct its operations and to provide for the establishment of branches, and b) to amplify its powers of investment to those permitted for insurance companies subject to the legislative authority of the Province of Quebec; and other matters incidental to the foregoing.

Montreal, September 29, 1961.

*Laidley, Campbell,*

Walsh & Kisilenko,

58924-40-4-o

*Attorneys for Applicant.*

**Peter Balfour Glassford**

Notice is hereby given that "Peter Balfour Glassford", of the city of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act authorizing the Bar of the Province of Quebec to admit him to the practice of law upon passing the examinations of the Bar.

Montreal, P.Q., this 28th day of September, 1961.

*Duquet Mackay & Weldon,*

59068-42-4-o

*Attorneys for Petitioner.*

**Ministère de l'Agriculture  
Industrie laitière**

**Ordonnance No 61-Sp-II**

*Re: Jours de livraison*

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la Province de Québec.

Séance du jeudi, 12 octobre 1961, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal à 10 heures du matin.

Présents: MM. Nolasque April, président, Joseph Hébert, J.-Albert Chartrand, Paul-Abel Arès, Cyril-E. Dahms, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire.

**LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:**

1° Les ordonnances suivantes sont annulées: No 52-Sp-VIII (Coaticook) publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 14 juin 1952; No 50-Sp-IX (Donnacona) du 2 décembre 1950; No 51-Sp-IV (Drummondville) du 21 avril 1951; No 52-Sp-VII (Lac-Saint-Jean) du 26 avril 1952; No 52-A-Sp-VII (Lac-Saint-Jean) du 5 juillet 1952; No 50-Sp-II (Magog) du 4 février 1950; No 52-Sp-III (Plessisville) du 22 mars 1952; No 52-Sp-VI (Sherbrooke) du 29 mars 1952; No 52-Sp-IV (Sorel) du 29 mars 1952; No 53-Sp-II (Stanstead) du 18 juillet 1953; No 50-Sp-VIII (Saint-Hyacinthe) du 11 novembre 1950; No 50-Sp-VII (Saint-Jérôme) du 23 septembre 1950; ainsi que celle No 52-Sp-V (Warwick) du 29 mars 1952.

2° La présente ordonnance entrera en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de la publication de la présente ordonnance dans la *Gazette officielle de Québec*.

*Signé:* NOLASQUE APRIL, président,

JOSEPH HÉBERT, commissaire,

J.-A. CHARTRAND, commissaire,

PAUL-ABEL ARÈS, commissaire,

CYRIL-E. DAHMS, commissaire.

*Certifié:* ALPHONSE SAVOIE, secrétaire.

59054-o

**Department of Agriculture  
Dairy Industry**

**Order No. 61-Sp-II**

*Re: Days of Delivery*

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Québec.

Meeting of Thursday, October 12, 1961, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal at 10:00 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Nolasque April, President, Joseph Hébert, J.-Albert Chartrand, Paul-Abel Arès, Cyril-E. Dahms, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary.

**IT IS ENACTED AS FOLLOWS:**

1. The following Orders are hereby cancelled: No. 52-Sp-VIII (Coaticook) published in the *Quebec Official Gazette* of June 14, 1952; No. 50-Sp-IX (Donnacona) of December 2, 1950; No. 51-Sp-IV (Drummondville) of April 21, 1951; No. 52-Sp-VII (Lake St. John) of April 26, 1952; No. 52-A-Sp-VII (Lake St. John) of July 5, 1952; No. 50-Sp-II (Magog) of February 4, 1950; No. 52-Sp-III (Plessisville) of March 22, 1952; No. 52-Sp-VI (Sherbrooke) of March 29, 1952; No. 52-Sp-IV (Sorel) of March 29, 1952; No. 53-Sp-II (Stanstead) of July 18, 1953; No. 50-Sp-VIII (St. Hyacinthe) of November 11, 1950; No. 50-Sp-VII (St. Jérôme) of September 23, 1950; and also No. 52-Sp-V (Warwick) of March 29, 1952.

2. The present Order shall come into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present Order in the *Quebec Official Gazette*.

*Signed:* NOLASQUE APRIL, President,

JOSEPH HÉBERT, Commissioner,

J.-A. CHARTRAND, Commissioner,

PAUL-ABEL ARÈS, Commissioner,

CYRIL-E. DAHMS, Commissioner.

*Certified:* ALPHONSE SAVOIE, Secretary.

59054-o

**Ordonnance No 61-Sp-III***Re: Heures de livraison et vente au comptant*

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la Province de Québec.

Séance du jeudi, 12 octobre 1961, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal à 10 heures du matin.

Présents: MM. Nolasque April, président, Joseph Hébert, J.-Albert Chartrand, Paul-Abel Arès, Cyril-E. Dahms, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire.

**LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:**

1° Les ordonnances suivantes sont annulées: No 43-Sp-VIII (Farnham) publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 2 janvier 1943; No 50-Sp-IV (Lac-Saint-Jean) du 6 mai 1950; No 50-A-Sp-IV (Lac-Saint-Jean) du 5 juillet 1952; No 51-Sp-II (Matapédia) du 20 janvier 1951; No Sp-VIII-42 (Rimouski) du 5 décembre 1942; No 43-Sp-XV (Saint-Jérôme) du 11 septembre 1943; No 43-Sp-XIX (Trois-Rivières) du 30 octobre 1943; No 49-Sp-I (Drummondville) du 8 janvier 1949; No 43-Sp-XXI (Lévis) du 13 novembre 1943; No 43-Sp-XX (Québec) du 6 novembre 1943; No 48-Sp-VII (Abitibi) du 25 septembre 1948; No 43-Sp-XIII (Donnacoona) du 29 mai 1943; No 9-Sp-42 (Hull) du 8 août 1942; No 43-Sp-IX (Joliette) du 13 mars 1943; No 47-Sp-VII (Matane) du 11 octobre 1947; No 43-Sp-VI (Sorel) du 2 janvier 1943; No 43-Sp-VII (Saint-Hyacinthe) du 2 janvier 1943; No 43-Sp-V (Valleyfield) du 2 janvier 1943; ainsi que No 48-Sp-VI (Mégantic, Thetford, Plessisville, Victoriaville, Asbestos, Drummondville, Richmond, Sherbrooke, East Angus, Stanstead, Sutton, Magog, Waterville, Waterloo, Windsor Mills et Coaticook) du 17 juillet 1948.

2° La présente ordonnance entrera en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de la publication de la présente ordonnance dans la *Gazette officielle de Québec*.

*Signé:* NOLASQUE APRIL, *président,*  
JOSEPH HÉBERT, *commissaire,*  
J.-A. CHARTRAND, *commissaire,*  
PAUL-ABEL ARÈS, *commissaire,*  
CYRIL-E. DAHMS, *commissaire,*

*Certifié:* ALPHONSE SAVOIE, *secrétaire.*  
59054-o

**Ordonnance No 52-A-Sp-XI***Re: Avis de 30 jours*

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la Province de Québec.

Séance du jeudi, 12 octobre 1961, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal à 10 heures du matin.

Présents: MM. Nolasque April, président, Joseph Hébert, J.-Albert Chartrand, Paul-Abel Arès, Cyril-E. Dahms, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire.

**LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:**

1° L'ordonnance No 52-Sp-XI, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 29 novembre 1952, est par la présente annulée.

**Order No. 61-Sp-III***Re: Delivery hours and cash sales*

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Québec.

Meeting of Thursday, October 12, 1961, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal at 10:00 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Nolasque April, President, Joseph Hébert, J.-Albert Chartrand, Paul-Abel Arès, Cyril-E. Dahms, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary.

**IT IS ENACTED AS FOLLOWS:**

1. The following Orders are hereby cancelled: No. 43-Sp-VIII (Farnham) published in the *Quebec Official Gazette* of January 2, 1943; No. 50-Sp-IV (Lake St. John) of May 6, 1950; No. 50-A-Sp-IV (Lake St. John) of July 5, 1952; No. 51-Sp-II (Matapédia) of January 20, 1951; No. Sp-VIII-42 (Rimouski) of December 5, 1942; No. 43-Sp-XV (St. Jérôme) of September 11, 1943; No. 43-Sp-XIX (Three Rivers) of October 30, 1943; No. 49-Sp-I (Drummondville) of January 8, 1949; No. 43-Sp-XXI (Lévis) of November 13, 1943; No. 43-Sp-XX (Québec) of November 6, 1943; No. 48-Sp-VII (Abitibi) of September 25, 1948; No. 43-Sp-XIII (Donnacoona) of May 29, 1943; No. 9-Sp-42 (Hull) of August 8th, 1942; No. 43-Sp-IX (Joliette) of March 13, 1943; No. 47-Sp-VII (Matane) of October 11, 1947; No. 43-Sp-VI (Sorel) of January 2, 1943; No. 43-Sp-VII (St. Hyacinthe) of January 2, 1943; and also No. 48-Sp-VI (Mégantic, Thetford, Plessisville, Victoriaville, Asbestos, Drummondville, Richmond, Sherbrooke, East Angus, Stanstead, Sutton, Magog, Waterville, Waterloo, Windsor Mills and Coaticook) of July 17, 1948.

2. The present Order shall come into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present Order in the *Quebec Official Gazette*.

*Signed:* NOLASQUE APRIL, *President,*  
JOSEPH HÉBERT, *Commissioner,*  
J.-A. CHARTRAND, *Commissioner,*  
PAUL-ABEL ARÈS, *Commissioner,*  
CYRIL-E. DAHMS, *Commissioner.*

*Certified:* ALPHONSE SAVOIE, *Secretary.*  
59054-o

**Order No. 52-A-Sp-XI***Re: 30 days notice*

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Québec.

Meeting of Thursday, October 12, 1961, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal at 10:00 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Nolasque April, President, Joseph Hébert, J.-Albert Chartrand, Paul-Abel Arès, Cyril-E. Dahms, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary.

**IT IS ENACTED AS FOLLOWS:**

1. Order No. 52-Sp-XI, published in the *Quebec Official Gazette* of November 29, 1952, is hereby cancelled.

2° La présente ordonnance entrera en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de la publication de la présente ordonnance dans la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: NOLASQUE APRIL, président,  
JOSEPH HÉBERT, commissaire,  
J.-A. CHARTRAND, commissaire,  
PAUL-ABEL ARÈS, commissaire,  
CYRIL-E. DAHMS, commissaire.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, secrétaire.  
59054-o

**Ordonnance No 16-57-A**  
*Région de Joliette*

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la Province de Québec.

Séance du jeudi, 12 octobre 1961, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal à 10 heures du matin.

Présents: MM. Nolasque April, président, Joseph Hébert, J.-Albert Chartrand, Paul-Abel Arès, Cyril-E. Dahms, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire.

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° L'article 8 de l'ordonnance No 16-57, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 28 septembre 1957, est par la présente annulé.

2° La présente ordonnance entrera en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de la publication de la présente ordonnance dans la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: NOLASQUE APRIL, président,  
JOSEPH HÉBERT, commissaire,  
J.-A. CHARTRAND, commissaire,  
PAUL-ABEL ARÈS, commissaire,  
CYRIL-E. DAHMS, commissaire.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, secrétaire.  
59054-o

**Ordonnance No 25-57-B**  
*Région de Lachute*

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la Province de Québec.

Séance du jeudi, 12 octobre 1961, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal à 10 heures du matin.

Présents: MM. Nolasque April, président, Joseph Hébert, J.-Albert Chartrand, Paul-Abel Arès, Cyril-E. Dahms, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire.

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° L'ordonnance No 25-57, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 9 novembre 1957, amendée par l'ordonnance No 25-57-A du 10 juin 1961, est de nouveau amendée en annulant les articles 10, 11 et 12.

2° La présente ordonnance entrera en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de la publication de la présente ordonnance dans la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: NOLASQUE APRIL, président,  
JOSEPH HÉBERT, commissaire,  
J.-A. CHARTRAND, commissaire,  
PAUL-ABEL ARÈS, commissaire,  
CYRIL-E. DAHMS, commissaire.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, secrétaire.  
59054-o

2. The present Order shall come into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present Order in the *Quebec Official Gazette*.

Signed: NOLASQUE APRIL, President,  
JOSEPH HÉBERT, Commissioner,  
J.-A. CHARTRAND, Commissioner,  
PAUL-ABEL ARÈS, Commissioner,  
CYRIL-E. DAHMS, Commissioner.

Certified: ALPHONSE SAVOIE, Secretary.  
59054-o

**Order No. 16-57-A**  
*Region of Joliette*

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Québec.

Meeting of Thursday, October 12, 1961, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal at 10:00 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Nolasque April, President, Joseph Hébert, J.-Albert Chartrand, Paul-Abel Arès, Cyril-E. Dahms, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary.

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. Section 8 of Order No. 16-57, published in the *Quebec Official Gazette* of September 28, 1957, is hereby cancelled.

2. The present Order shall come into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present Order in the *Quebec Official Gazette*.

Signed: NOLASQUE APRIL, President,  
JOSEPH HÉBERT, Commissioner,  
J.-A. CHARTRAND, Commissioner,  
PAUL-ABEL ARÈS, Commissioner,  
CYRIL-E. DAHMS, Commissioner.

Certified: ALPHONSE SAVOIE, Secretary.  
59054-o

**Order No. 25-57-B**  
*Region of Lachute*

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Québec.

Meeting of Thursday, October 12, 1961, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal at 10:00 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Nolasque April, President, Joseph Hébert, J.-Albert Chartrand, Paul-Abel Arès, Cyril-E. Dahms, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary.

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. Order No. 25-57, published in the *Quebec Official Gazette* of November 9, 1957, amended by Order No. 25-57-A of June 10, 1961, is amended again by cancelling sections 10, 11 and 12.

2. The present Order shall come into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present Order in the *Quebec Official Gazette*.

Signed: NOLASQUE APRIL, President,  
JOSEPH HÉBERT, Commissioner,  
J.-A. CHARTRAND, Commissioner,  
PAUL-ABEL ARÈS, Commissioner,  
CYRIL-E. DAHMS, Commissioner.

Certified: ALPHONSE SAVOIE, Secretary.  
59054-o

**Ordonnance No 56-57-B***Région de Vaudreuil*

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la Province de Québec.

Séance du jeudi, 12 octobre 1961, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. Nolasque April, président, Joseph Hébert, J.-Albert Chartrand, Paul-Abel Arès, Cyril-E. Dahms, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire.

**LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:**

1° L'ordonnance No 56-57-A, publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, du 27 février 1960, est par la présente annulée.

2° La présente ordonnance entrera en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de la publication de la présente ordonnance dans la *Gazette officielle de Québec*.

*Signé:* NOLASQUE APRIL, président,  
JOSEPH HÉBERT, commissaire,  
J.-A. CHARTRAND, commissaire,  
PAUL-ABEL ARÈS, commissaire,  
CYRIL-E. DAHMS, commissaire,

*Certifié:* ALPHONSE SAVOIE, secrétaire.

59054-o

**Ordonnance No 61-57-C***Région de L'Assomption*

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la Province de Québec.

Séance du jeudi, 12 octobre 1961, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal à 10 heures du matin.

Présents: MM. Nolasque April, président, Joseph Hébert, J.-Albert Chartrand, Paul-Abel Arès, Cyril-E. Dahms, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire.

**LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:**

1° L'ordonnance No 61-57, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 28 septembre 1957, amendée par l'ordonnance No 61-57-B du 18 mars 1961, est de nouveau amendée en annulant l'article 10.

2° La présente ordonnance entrera en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de la publication de la présente ordonnance dans la *Gazette officielle de Québec*.

*Signé:* NOLASQUE APRIL, président,  
JOSEPH HÉBERT, commissaire,  
J.-A. CHARTRAND, commissaire,  
PAUL-ABEL ARÈS, commissaire,  
CYRIL-E. DAHMS, commissaire.

*Certifié:* ALPHONSE SAVOIE, secrétaire.

59054-o

**Ordonnance No 1-57-H***Région de Montréal*

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la Province de Québec.

Séance du jeudi, 12 octobre 1961, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal, à 10 heures du matin.

**Order No. 56-57-B***Region of Vaudreuil*

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Québec.

Meeting of Thursday, October 12, 1961, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal at 10:00 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Nolasque April, President, Joseph Hébert, J.-Albert Chartrand, Paul-Abel Arès, Cyril-E. Dahms, Commissioners, Alphonse Savoie, secretary.

**IT IS ENACTED AS FOLLOWS:**

1. Order No. 56-57-A, published in the *Quebec Official Gazette*, of February 27, 1960, is hereby cancelled.

2. The present Order shall come into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present Order in the *Quebec Official Gazette*.

*Signed:* NOLASQUE APRIL, President,  
JOSEPH HÉBERT, Commissioner,  
J.-A. CHARTRAND, Commissioner,  
PAUL-ABEL ARÈS, Commissioner,  
CYRIL-E. DAHMS, Commissioner.

*Certified:* ALPHONSE SAVOIE, Secretary.

59054-o

**Order No. 61-57-C***Region of L'Assomption*

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Québec.

Meeting of Thursday, October 12, 1961, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal at 10:00 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Nolasque April, President, Joseph Hébert, J.-Albert Chartrand, Paul-Abel Arès, Cyril-E. Dahms, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary.

**IT IS ENACTED AS FOLLOWS:**

1. Order No. 61-57, published in the *Quebec Official Gazette* of September 28, 1957, amended by Order No. 61-57-B of March 18, 1961, is amended again by cancelling section 10.

2. The present Order shall come into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present Order in the *Quebec Official Gazette*.

*Signed:* NOLASQUE APRIL, President,  
JOSEPH HÉBERT, Commissioner,  
J.-A. CHARTRAND, Commissioner,  
PAUL-ABEL ARÈS, Commissioner,  
CYRIL-E. DAHMS, Commissioner.

*Certified:* ALPHONSE SAVOIE, Secretary.

59054-o

**Order No. 1-57-H***Region of Montreal*

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Québec.

Meeting of Thursday, October 12, 1961, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10:00 o'clock in the morning.

Présents: MM. Nolasque April, président, Joseph Hébert, J.-Albert Chartrand, Paul-Abel Arès, Cyril-E. Dahms, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire.

Present: Messrs. Nolasque April, President, Joseph Hébert, J.-Albert Chartrand, Paul-Abel Arès, Cyril-E. Dahms, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary.

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. L'ordonnance No 1-57-C, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 14 septembre 1957, amendée par l'ordonnance No 1-57-D du 23 mai 1959, amendée par l'ordonnance No 1-57-E du 16 avril 1960, amendée par l'ordonnance No 1-57-F du 30 juillet 1960, amendée par l'ordonnance No 1-57-G du 3 décembre 1960, est de nouveau amendée en annulant les articles 9, 10 et 12.

1. Order No. 1-57-C, published in the *Quebec Official Gazette* of September 14, 1957, amended by Order No. 1-57-D of May 23, 1959, amended by Order No. 1-57-E of April 16, 1960, amended by Order No. 1-57-F of July 30, 1960, amended by Order No. 1-57-G of December 3, 1960, is amended again by cancelling sections 9, 10 and 12.

2° La présente ordonnance entrera en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

2. The present Order shall come into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de la publication de la présente ordonnance dans la *Gazette officielle de Québec*.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present Order in the *Quebec Official Gazette*.

Signé: NOLASQUE APRIL, président,  
JOSEPH HÉBERT, commissaire,  
J.-A. CHARTRAND, commissaire,  
PAUL-ABEL ARÈS, commissaire,  
CYRIL-E. DAHMS, commissaire.

Signed: NOLASQUE APRIL, President,  
JOSEPH HÉBERT, Commissioner,  
J.-A. CHARTRAND, Commissioner,  
PAUL-ABEL ARÈS, Commissioner,  
CYRIL-E. DAHMS, Commissioner.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, secrétaire.

Certified: ALPHONSE SAVOIE, Secretary.

59054-o

59054-o

Ordonnance No 23-61A

Région de Lachenaie

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la Province de Québec.

Order No. 23-61A

Region of Lachenaie

Excerpt from the proceedings of the meeting<sup>8</sup> of the Dairy Industry Commission of the Province of Québec.

Séance du jeudi, 12 octobre 1961, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal, à 10 heures du matin.

Meeting of Thursday, October 12, 1961, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10:00 o'clock in the morning.

Présents: MM. Nolasque April, président, Joseph Hébert, J.-Albert Chartrand, Paul-Abel Arès, Cyril-E. Dahms, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire.

Present: Messrs. Nolasque April, President, Joseph Hébert, J.-Albert Chartrand, Paul-Abel Arès, Cyril-E. Dahms, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary.

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1° L'article 10 de l'ordonnance No 23-61 publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 18 mars 1961, est par la présente annulé.

1. Section 10 of Order No 23-61 published in the *Quebec Official Gazette* of March 18, 1961, is hereby cancelled.

2° La présente ordonnance entrera en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

2. The present Order shall come into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de la publication de la présente ordonnance dans la *Gazette officielle de Québec*.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present Order in the *Quebec Official Gazette*.

Signé: NOLASQUE APRIL, président,  
JOSEPH HÉBERT, commissaire,  
J.-A. CHARTRAND, commissaire,  
PAUL-ABEL ARÈS, commissaire,  
CYRIL-E. DAHMS, commissaire.

Signed: NOLASQUE APRIL, President,  
JOSEPH HÉBERT, Commissioner,  
J.-A. CHARTRAND, Commissioner,  
PAUL-ABEL ARÈS, Commissioner,  
CYRIL-E. DAHMS, Commissioner.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, secrétaire.

Certified: ALPHONSE SAVOIE, Secretary.

Ministère des Finances  
Assurances

Department of Finance  
Insurance

L'Équitable, Compagnie d'Assurance  
sur la Vie et les Accidents  
The Equitable Life and Accident  
Insurance Company

L'Équitable, Compagnie d'Assurance  
sur la Vie et les Accidents  
The Equitable Life and Accident  
Insurance Company

Avis de constitution d'une compagnie d'assurance

Notice of formation of an insurance company

Avis est par les présentes donné que messieurs: D.M. Charbonneau, cité de Montréal, gérant;

Notice is hereby given that Messrs.: D.M. Charbonneau, city of Montreal, manager; Geor-

Georges de L. Demers, cité de Québec, avocat; Claude Pratte, cité de Québec, avocat; Louis N. DeRome, cité de Montréal, industriel; J.J. Milord, cité de Montréal, comptable; ont l'intention de présenter au lieutenant-gouverneur en conseil une requête ayant pour objet de les constituer en compagnie d'assurance conformément aux dispositions des articles 2 et suivants de la Loi des assurances (chapitre 299, S.R.Q. 1941), sous le nom de « L'Équitable, Compagnie d'Assurance sur la Vie et les Accidents — The Equitable Life and Accident Insurance Company », dont le siège social sera dans la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, ayant un capital actions de cinq cent mille dollars (\$500,000.00) divisé en cinq mille (5,000) actions d'une valeur au pair de cent dollars (\$100.00) chacune et ayant les pouvoirs de réaliser des opérations d'assurance et de réassurance de personne, de faire des contrats d'annuité et de rente de toute espèce et, sans restreindre l'étendue de ces pouvoirs, de faire notamment des contrats:

a) d'assurance sur la vie, contre les accidents, l'invalidité, la maladie et de tous autres risques de même nature;

b) d'annuité et de rente de toute espèce;

c) d'assurance pour frais d'hospitalisation, médicaux, chirurgicaux, pharmaceutiques et de tous autres frais de même nature encourus en raison d'accident, de maladie et de maternité;

d) de réassurance, soit comme réassuré ou comme réassureur relatifs à des contrats d'assurance de personne, d'annuité et de rente de toute espèce.

Donné à Montréal, ce 18ième jour de septembre 1961.

*Signature des requérants,*  
D.M. CHARBONNEAU,  
GEORGES DE L. DEMERS,  
CLAUDE PRATTE,  
LOUIS N. DEROME,  
J.J. MILORD.

58971-41-4-o

#### L'Abeille Société Anonyme

##### *Avis d'émission de permis et de certificat d'enregistrement*

Avis est donné, par les présentes, que « L'Abeille Société Anonyme — The Bee Insurance Company » enregistrée sous le numéro 640, a obtenu le permis et le certificat d'enregistrement numéro 2815 qui l'autorise, à compter du 1er septembre 1961, à effectuer dans la province des contrats d'assurance relatifs aux genres suivants, mais par voie de réassurance seulement: Incendie, et accessoirement — agitation civile, choc de véhicules, chute d'aéronef, fuite d'eau, intempéries, tremblement de terre; Accident; Automobile; Biens immobiliers; Biens mobiliers; Bris de glace; Chaudière à vapeur (bris de machine exclus); Défectuosité d'extincteurs automatiques; Exposition; Grêle restreinte; Ouragan; Responsabilité civile; Responsabilité de l'employeur; Transport intérieur; Vol.

Le siège social de la société est situé à 57, rue Taitbout, Paris, France.

La société a nommé monsieur Lorne-F. Kavanagh, 500 ouest, rue Saint-Jacques, Montréal, son procureur dans la province.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 6 octobre 1961.

*Pour le Ministre des finances  
de la province,*

*Le Surintendant des assurances,*

59024-42-2-o

GUSTAVE-E. TREMBLAY.

ges de L. Demers, city of Quebec, lawyer; Claude Pratte, city of Quebec, lawyer; Louis N. DeRome, city of Montreal, industrial; J.J. Milord, city of Montreal, accountant; intend to present to the Lieutenant-Governor in council a petition for the purpose of constituting them into an insurance company in accordance with the provisions of sections 2 and following of the Quebec Insurance Act (chapter 299, R.S.Q. 1941), under the name of "L'Équitable, Compagnie d'Assurance sur la Vie et les Accidents — The Equitable Life and Accident Insurance Company", with head office in the city of Montreal, judicial district of Montreal, and a share capital of five hundred thousand dollars (\$500,000.00) divided up into five thousand (5,000) shares of a par value of one hundred dollars (\$100.00) each and with the powers to carry on the business of assurance and reinsurance of the person and, without restricting the scope of the powers, to effect contracts of:

a) life assurance, accident, disability, sickness and all other risks of a similar nature;

b) annuities of all kinds;

c) hospitalization, medical, surgical, pharmaceutical expenses and all other similar expenses arising out of accident, sickness and maternity;

d) reinsurance either as reassured or as reinsurer pertaining to contracts of life insurance and annuities of all kinds.

Given at Montreal, this 18th day of September 1961.

*Signatures of the Petitioners,*  
D.M. CHARBONNEAU,  
GEORGES DE L. DEMERS,  
CLAUDE PRATTE,  
LOUIS N. DEROME,  
J.J. MILORD.

58971-41-4-o

#### The Bee Insurance Company

##### *Notice of Issue of License and Certificate of Registration*

Notice is hereby given that "The Bee Insurance Company — L'Abeille Société Anonyme", registered under number 640, has obtained the license and certificate of registry number 2815 authorizing it, as from the 1st of September 1961, to undertake in this Province contracts of insurance of the following classes, but by way of reinsurance only: Fire, and supplementary thereto — civil commotion, earthquake, falling aircraft, impact by vehicles, water damage, weather; Accident; Automobile; Boiler (excluding machinery); Employer's liability; Explosion; Inland transportation; Limited hail; Personal property; Plate glass; Public liability; Real property; Sprinkler leakage; Theft; Windstorm.

The head office of the company is situate at 57 Taitbout Street, Paris, France.

The company has appointed Mr. Lorne-F. Kavanagh, 500 St. James Street West, Montreal, its attorney in the Province.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 6th of October, 1961.

*For the Minister of Finance  
of the Province,*

GUSTAVE-E. TREMBLAY,

59024-42-2-o

*Superintendent of Insurance.*

**Ministère des Terres et Forêts  
Cadastre**

**Department of Lands and Forests  
Cadastre**

**Canton d'Ascot**

Cadastre officiel du Canton d'Ascot, municipalité de Cité de Sherbrooke, division d'enregistrement de Sherbrooke.

Avis est par la présente donné que les lots 15-G-33 (rue), 16-C-182 (rue), 16-C-184, 16-C-185, 16-C-186, 16-C-165, 16-C-170 (rue), 16-C-171, 15-G-5 et une partie du lot 16-C-166 Rang X sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 10 octobre 1961.

*Le Sous-ministre,  
J.-ÉDOUARD GUAY.*

59023-o

**Township of Ascot**

Official cadastre of Township of Ascot, municipality of City of Sherbrooke, registration division of Sherbrooke.

Notice is hereby given that lots 15-G-33 (Street), 16-C-182 (Street), 16-C-184, 16-C-185, 16-C-186, 16-C-165, 16-C-170 (Street), 16-C-171, 15-G-5 and a part of lot 16-C-166 Range X are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, October 10, 1961.

*J.-ÉDOUARD GUAY,  
Deputy Minister.*

59023-o

**Canton de Desmeules**

Cadastre officiel du canton Desmeules, municipalité de ville de St-Félicien, division d'enregistrement de Lac St-Jean ouest.

Avis est par la présente donné que 2A-44, 2A-45, 2A-48, 2A-49 à 2A-120 inclusivement, 2A-128 et 2A-129, 1E-47 à 1E-58, 1E-60 à 1E-112, 1E-114 à 1E-120 inclusivement.

Québec, le 6 octobre 1961.

*Le Sous-ministre,  
J.-ÉDOUARD GUAY.*

59023-o

**Township of Desmeules**

Official cadastre of the township of Desmeules, municipality of the town of St-Félicien, registration division of Lac St-Jean ouest.

Notice is hereby given that lots 2A-44, 2A-45, 2A-48, 2A-49 to 2A-120 inclusively, 2A-128 and 2A-129, 1E-47 to 1E-58, 1E-60 to 1E-112, 1E-114 to 1E-120 inclusively.

Quebec, October 6, 1961.

*J.-ÉDOUARD GUAY,  
Deputy Minister.*

59023-o

**Canton de Dufay**

Cadastre officiel du Canton de Dufay, division d'enregistrement de Rouyn-Noranda.

Avis est par la présente donné que les lots 57, Rang III, 57 à 62 Rang IV et 62 Rang V sont corrigés et les lots 1 à 44 Rang C, sont ajoutés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 2 octobre 1961.

*Le Sous-ministre,  
J.-ÉDOUARD GUAY.*

59023-o

**Township of Dufay**

Official cadastre of Township of Dufay, registration division of Rouyn-Noranda.

Notice is hereby given that lots 57 Range III, 57 to 62 Range IV and 62 Range V are corrected and lots 1 to 44 Range C, are added in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, October 2, 1961.

*J.-ÉDOUARD GUAY,  
Deputy Minister.*

59023-o

**Canton de Dufay**

Cadastre officiel du Canton de Dufay, division d'enregistrement de Rouyn-Noranda.

Avis est par la présente donné que les lots 57, 58, 59, 60, 61 Rang IX et les lots 58, 59 et 60-B Rang VIII sont corrigés; le lot 62 Rang IX est annulé et les lots 1 à 49 Rang D et 1 à 17 Rang E sont ajoutés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 2 octobre 1961.

*Le Sous-ministre,  
J.-ÉDOUARD GUAY.*

59023-o

**Township of Dufay**

Official cadastre of township of Dufay, registration division of Rouyn-Noranda.

Notice is hereby given that lots 57, 58, 59, 60, 61 Range IX and lots 58, 59 and 60-B Range VIII are corrected; lot 62 Range IX has been cancelled and lots 1 to 49 Range D and 1 to 17 Range E are added in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, October 2, 1961.

*J.-ÉDOUARD GUAY,  
Deputy Minister.*

59023-o

**Canton de Grenville**

Cadastre officiel du canton de Grenville municipalité du canton de Grenville, division d'enregistrement d'Argenteuil.

Avis est par la présente donné que les lots 8-A-32, 8-A-33, 8-A-40 à 8-A-50, 8-A-54 à 8-A-58, 8-A-62 à 8-A-65, 8-A-72 à 8-A-100, 8-A-110 à 8-A-189 sont annulés et les lots 8-A-22, 8-A-31, 8-A-106 sont corrigés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 6 octobre 1961.

*Le Sous-ministre,  
J.-ÉDOUARD GUAY.*

59023-o

**Township of Grenville**

Official cadastre of township of Grenville municipality of township of Grenville, registration division of Argenteuil.

Notice is hereby given that lots 8-A-32, 8-A-33, 8-A-40 to 8-A-50, 8-A-54 to 8-A-58, 8-A-62 to 8-A-65, 8-A-72 to 8-A-100, 8-A-110 to 8-A-189 are cancelled and lots 8-A-22, 8-A-31, 8-A-106 are corrected in virtue of article 2174A of the Civil Code.

Quebec, October 6, 1961.

*J.-ÉDOUARD GUAY,  
Deputy Minister.*

59023-o

**Paroisse de Pointe aux Trembles**

Cadastre officiel de la paroisse de Pointe aux Trembles municipalité de la cité de Pointe aux Trembles, division d'enregistrement de Montréal.

Avis est par la présente donné que les lots 93-575 à 93-600, 93-603 à 93-704, 100-462, 100-463, 100-488 et 100-489, et une partie des lots 93-574, 93-601, 93-602, 100-464 à 100-487 et 100-490 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 5 octobre 1961.

*Le Sous-ministre,*  
J.-ÉDOUARD GUAY.

59023-o

**Paroisse de St-Ambroise de la Jeune-Lorette**

Cadastre officiel de la paroisse de St-Ambroise de la Jeune-Lorette municipalité de St-Ambroise, division d'enregistrement de Québec.

Avis est par la présente donné que les lots 491-2 à 491-11, 491-4, 495-4 à 495-8, 495-12 et les lots 496-15 à 496-20, 491-20 à 491-33 inclusivement 491-35, 495-23 à 495-48, 495-50, 495-52, 495-53, 496-38 à 496-61 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 5 octobre 1961.

*Le Sous-ministre,*  
J.-ÉDOUARD GUAY.

59023-o

**Parish of Pointe aux Trembles**

Official cadastre of the parish of Pointe aux Trembles, municipality of the city of Pointe aux Trembles, registration division of Montréal.

Notice is hereby given that lots 93-575 to 93-600, 93-603 to 93-704, 100-462, 100-463, 100-488 and 100-489, and a part of lots 93-574, 93-601, 93-602, 100-464 to 100-487 and 100-490 are cancelled in virtue of the Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, October the 5, 1961.

*J.-ÉDOUARD GUAY,*  
*Deputy Minister.*

59023-o

**Parish of St-Ambroise de la Jeune-Lorette**

Official cadastre of the parish of St-Ambroise de la Jeune-Lorette municipality of St-Ambroise, registration division of Québec.

Notice is hereby given that lots 491-2 to 491-11, 491-4, 495-4 to 495-8, 495-12, 496-15 to 496-20, 491-20 to 491-33 inclusively 491-35, 495-23 to 495-48, 495-50, 495-52, 495-53, 496-38 to 496-61 are cancelled in virtue of article 2174A of Civil Code.

Quebec, October 5, 1961.

*J.-ÉDOUARD GUAY,*  
*Deputy Minister.*

59023-o

**Ministère du Travail****Avis de prélèvement**

L'honorable René Hamel, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective, que le Comité conjoint de Bijouterie et d'Horlogerie du Québec, établi en exécution du décret numéro 163 du 12 février 1948, et amendements a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 2049 du 12 octobre 1961, section « G », à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

**1. Cotisation**

La période de cotisation s'étend du 1er novembre 1961 au 31 octobre 1962; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 163 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 163 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% du salaire hebdomadaire établi comme base de calcul de prélèvement dans leur cas, soit \$65.00.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 163 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% de leur rémunération.

**2. Mode de perception**

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité pari-

**Department of Labour****Notice of levy**

The Honourable René Hamel, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, that the Jewellery and Horology Joint Committee of Québec, formed under decree number 163 of February 12, 1948, and amendments, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 2049 of October 12, 1961, Section "G" to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree as per the following method and rate:

**1. Levy**

The period of levy extends from November 1, 1961, to October 31, 1962; such levy shall be laid as follows:

a) The professional employers governed by the said decree, number 163 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to  $\frac{1}{2}$  of 1% of their payroll for the employees governed by the said decree.

b) The artisans governed by the said decree, number 163 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to  $\frac{1}{2}$  of 1% of the basic weekly wages upon which their levy is computed, i.e. \$65.00.

c) The employees governed by the said decree, number 163, and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to  $\frac{1}{2}$  of 1% of their remuneration.

**2. Mode of collection**

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee furnishes the professional employers with report forms on which shall be given all information required by the said Parity Committee. The professional

taire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au siège social, du Comité paritaire, 20, rue St-Jean, suite 203, Québec, le ou avant le 10 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et de celles de ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assentement dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. Rapport financier

D'accord avec la Loi de la Convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité conjoint de bijouterie et d'horlogerie du Québec, pour la période comprise entre le 1er novembre 1961 et le 31 octobre 1962.

LE COMITÉ CONJOINT DE BIJOUTERIE ET D'HORLOGERIE DU QUÉBEC  
Siège social: Québec

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er novembre 1961 et le 31 octobre 1962.

Recettes:

Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels . . . . .	\$ 3,850.00
Salariés . . . . .	4,250.00
Artisans . . . . .	7,500.00
Divers . . . . .	100.00
	\$15,700.00

Déboursés:

Salaires . . . . .	\$ 9,000.00
Assurance-chômage . . . . .	45.00
Frais de déplacement . . . . .	2,750.00
Loyer . . . . .	660.00
Papeterie . . . . .	500.00
Frais d'administration . . . . .	202.00
Intérêt et échange . . . . .	105.00
Timbres-poste . . . . .	200.00
Bureau des Examineurs . . . . .	315.00
Frais légaux et honoraires . . . . .	1,300.00
Vérification . . . . .	120.00
Enquêtes . . . . .	250.00
Jetons de présence . . . . .	160.00
Divers . . . . .	93.00
	\$15,700.00

Le Sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
Québec, le 21 octobre 1961. 59055-o

employer shall complete and sign his report and forward it to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, in the name of the Committee, the assessments of his employees by means of a deduction from the latter's wages.

The professional employer shall forward his monthly report of the head office of the Parity Committee, 20 St. John St., Room 203, Quebec, on or before the 10th of the month following the date of expiration of the period for which it is required; the said report shall be sent together with the assessments of the professional employer and his employees. The Committee may have the reports signed under oath when deemed advisable.

The levy enacted by the present by-law is payable every month by the professional employer, the artisan and the employee, without notice, at the head office of the Parity Committee.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay or to give the necessary information, five (5) days notice will be given to fulfil his obligations towards the Parity Committee.

3. Financial report

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour on the following fixed dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Jewellery and Horology Joint Committee of Quebec for the period between November 1, 1961 and October 31, 1962.

JEWELLERY AND HOROLOGY JOINT COMMITTEE OF QUEBEC  
Head Office: Quebec

Estimate of receipts and disbursements for the period between November 1, 1961 and October 31, 1962.

Receipts:

Assessments (½ of 1%):	
Professional employers . . . . .	\$ 3,850.00
Employees . . . . .	4,250.00
Artisans . . . . .	7,500.00
Miscellaneous . . . . .	100.00
	\$15,700.00

Disbursements:

Salaries . . . . .	\$ 9,000.00
Unemployment insurance . . . . .	45.00
Travelling expenses . . . . .	2,750.00
Rent . . . . .	660.00
Stationery . . . . .	500.00
Administration expenses . . . . .	202.00
Interest and exchange . . . . .	105.00
Postage stamps . . . . .	200.00
Board of Examiners . . . . .	315.00
Legal and other fees . . . . .	1,300.00
Auditing . . . . .	120.00
Investigations . . . . .	250.00
Attendance fees . . . . .	160.00
Miscellaneous . . . . .	93.00
	\$15,700.00

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,  
Québec, October 21, 1961. 59055-o

## Avis de modification

Barbiers, coiffeurs et coiffeuses — Région de  
St-Hyacinthe

L'honorable René Hamel, ministre du Travail donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux barbiers, coiffeurs pour hommes et coiffeurs pour dames dans la région de Saint-Hyacinthe, rendue obligatoire par le décret numéro 1010 du 26 septembre 1956, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil les modifications suivantes audit décret:

1° Que les parties de première part suivantes, soient biffées:

Le Syndicat National des Barbiers, Coiffeurs et Coiffeuses de Sorel Inc.;

Le Syndicat Catholique et National des Barbiers, Coiffeurs et Coiffeuses de Granby, Inc.;

Le Syndicat National Catholique des Barbiers-Coiffeurs et Coiffeuses pour Dames Inc., de Drummondville.

2° Que les changements nécessaires pour donner suite à la deuxième partie de l'arrêté en conseil numéro 1886 (A) du 2 novembre 1960, ayant approuvé certaines règles communes applicables à tous les décrets régissant les barbiers, coiffeurs pour hommes et coiffeurs pour dames dans la province soient apportés audit décret numéro 1010.

3° Que les districts électoraux de Drummond, Richelieu et Shefford soient exclus et que toutes les dispositions du décret se rapportant auxdits districts électoraux soient biffées.

4° À l'article 101, que les paragraphes « a » et « b » soient remplacés par les suivants:

« a) Les districts électoraux de Saint-Hyacinthe, Bagot et Rouville.

b) La ville de Beloeil et la municipalité de McMasterville et le territoire compris dans un rayon de cinq (5) milles de leurs limites. »

5° À l'article 102, que la description de la Zone I soit remplacée par la suivante:

« Zone I: La cité de Saint-Hyacinthe, les villes d'Acton Vale et Beloeil, les municipalités de McMasterville et Saint-Hilaire et le territoire compris dans un rayon de cinq (5) milles de leurs limites. »

6° Que l'article 104 soit remplacé par le suivant:

« 104. a) Le lundi de chaque semaine est un jour chômé excepté lorsque le mardi est un jour de fête mentionné à l'article précédent; les heures de travail du lundi sont celles déterminées pour le mardi.

b) Les lundis qui précèdent Noël et le Jour de l'An, sauf le lundi tombant le 26 décembre, les heures de travail seront celles déterminées pour le mardi. »

7° Que l'article 117 soit remplacé par le suivant:

« 117. *Employé régulier*: Le salaire minimum pour tout employé régulier détenant un certificat de qualification est le suivant:

*Compagnon-barbier*: \$42.00 par semaine plus 50% des recettes de son travail excédant \$52.00 pendant la semaine et 60% des recettes de son travail excédant \$100.00 pendant la semaine. »

8° Que l'article 118 soit remplacé par le suivant:

« 118. *Apprenti*: Le salaire minimum hebdomadaire de l'apprenti est le suivant:

## Notice of amendment

Barbering and hairdressing trades — Region of  
St-Hyacinthe

The Honourable René Hamel, the Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to barbers, men's hairdressers and ladies hairdressers in the region of St. Hyacinthe, rendered obligatory, by the decree number 1010 of September 26, 1956, have petitioned him to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendments:

1. That the following parties of the first part be deleted:

"Le Syndicat National des Barbiers, Coiffeurs et Coiffeuses de Sorel, Inc.;

Le Syndicat Catholique et National des Barbiers, Coiffeurs et Coiffeuses de Granby, Inc.;

Le Syndicat National Catholique des Barbiers-Coiffeurs et Coiffeuses pour Dames Inc., de Drummondville."

2. That the changes necessary to give effect to the second part of Order in Council number 1886 (A) of November 2, 1960, which approved standard rules applicable to all the decrees relating to the barbering and hairdressing trades in the province, be made to the said decree number 1010.

3. That the electoral districts of Drummond, Richelieu and Shefford be excluded and that all provisions of the decree applying to the said electoral districts be deleted.

4. In article 101, that paragraphs "a" and "b" be replaced by the following:

"a) The electoral districts of St-Hyacinthe, Bagot and Rouville.

b) The town of Beloeil and the municipality of McMasterville and the territory comprised in a radius of five (5) miles from their limits."

5. In article 102, that the description of zone I be replaced by the following:

"Zone I: The city of St-Hyacinthe, the towns of Acton Vale and Beloeil, the municipalities of McMasterville and Saint-Hilaire and the territory comprised in a radius of five (5) miles from their limits."

6. That article 104 be replaced by the following:

"104. a) Monday of every week shall not be worked except when Tuesday is a holiday mentioned in the foregoing article; the hours of work on Monday are then as determined for Tuesday.

b) On Mondays preceding Christmas Day and New Years' Day, except Monday falling on December 26, The hours of work shall be those established for Tuesday."

7. That article 117 be replaced by the following:

"117. *Regular employee*: The minimum wages of a regular certificated employee shall be as follows:

*Journeyman barber*: \$42.00 per week plus 50% of the receipts of his work exceeding \$52.00 during the week and 60% of the receipts of his work exceeding \$100.00 during the week."

8. THAT article 118 be replaced by the following:

"118. *Apprentice*: The minimum wages of apprentices shall be as follows:

	Par semaine
Premier semestre	\$16.00
Deuxième semestre	21.00
Troisième semestre	26.00
Quatrième semestre	31.00
Troisième année	36.00

	Per week
First six months	\$16.00
Second six months	21.00
Third six months	26.00
Fourth six months	31.00
Third year	36.00

9° À l'article 120, que les heures de travail du samedi de la Zone I, soient remplacées par les suivantes:

« Samedi . . . . . 8 a.m. à 6 p.m. »

9. In article 120, that the working hours of Saturday in Zone I, be replaced by the following:

"Saturday: 8:00 a.m. to 6:00 p.m."

10° Que l'article 121 soit remplacé par le suivant:

« 121. *Exception:* Dans la municipalité de Saint-Pie et un rayon de deux (2) milles de ses limites, le travail doit se terminer à 6 p.m. le mardi et à 10 p.m. le mercredi. »

10. THAT article 121 be replaced by the following:

"121. *Exception:* In the municipality of Saint-Pie and a radius of two (2) miles from its limits, work shall cease at 6:00 p.m. on Tuesday and at 10:00 p.m. on Wednesday."

11° À l'article 123, que les prix minima de la coupe de cheveux et de la barbe soient remplacés par les suivants:

11. In article 123, that the minimum prices for haircuts and shave be replaced by the following:

	Zones		
	I	II	III
« Coupe de cheveux pour adultes — Haircut, adults:			
Jusqu'au jeudi inclusivement — Until Thursday inclusively	\$0.90	\$0.80	\$0.75
Vendredi, samedi, veille de fêtes chômées et du 15 au 31 décembre inclusivement — Friday, Saturday, holidays eves and from December 15 to 31 inclusive	1.00	0.90	0.85
Coupe de cheveux pour enfants de moins de 14 ans — Haircut, children under 14 years of age:			
Jusqu'au jeudi inclusivement — Until Thursday inclusively	0.60	0.50	0.50
Vendredi, samedi, veilles de fêtes chômées et du 15 au 31 décembre inclusivement — Friday, Saturday, holidays eves and from December 15 to 31 inclusively	0.75	0.60	0.60
Coupe de cheveux en brosse — Brushcut:			
Pour adultes, tous les jours — Adults, every day	1.25	1.10	0.95
Pour enfants au-dessous de 14 ans — Children under 14 years of age:			
Jusqu'au jeudi inclusivement — Until Thursday inclusively	0.70	0.70	0.70
Vendredi, samedi, veilles de fêtes chômées et du 15 au 31 décembre inclusivement — Friday, Saturday, holiday eves and from December 15 to 31 inclusively	0.85	0.75	0.75
Barbe — Shave	0.60	0.40	0.40

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté-en-conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendements. L'arrêté-en-conseil entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order in Council which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections en double copie, si possible, que les intéressés pourront désirer formuler.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections, in duplicate, if possible, which the interested parties may wish to set forth.

Le Sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy Minister of Labour.

Ministère du Travail,  
Québec, le 21 octobre 1961. 59055-0

Department of Labour,  
Quebec, October 21, 1961. 59055-0

**Avis de modification**

**Notice of amendment**

*Industrie de la construction  
St-Jean et Iberville*

*Construction Industry  
St. John and Iberville*

L'honorable René Hamel, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie de la construction dans les districts électoraux de St-Jean et d'Iberville, rendue obligatoire par le décret numéro 784 du 21 juillet 1955 et amendements, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du

The Honourable René Hamel, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), that contracting parties to the collective labour agreement relating to the construction in the electoral districts of St. John and Iberville, rendered obligatory by the decree number 784 of July 21, 1955 and amendments, have petitioned him to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council the fol-

lieutenant-gouverneur en conseil les modifications suivantes audit décret:

1° La Corporation des Maîtres-Électriciens de la Province de Québec (Section de Valleyfield) sera ajoutée aux parties co-contractantes de première part.

2° L'item « Électricien » apparaissant au paragraphe « a » de l'article V sera remplacé par le suivant:

« *Électricien:*

Maître-électricien détenteur d'une licence « A » ou « B » et travaillant comme salarié.....	\$3.15
Compagnon-électricien.....	2.05
Compagnon-électricien junior (détenteur d'une licence « C » depuis moins d'un (1) an.....	1.80

3° L'alinéa suivant sera ajouté à la fin du paragraphe « a » de l'article V:

« En ce qui touche le maître-électricien, le compagnon-électricien et le compagnon-électricien junior, les majorations futures s'établissent comme suit: \$0.05 l'heure à compter du premier du septième mois suivant la mise en vigueur des présents amendements et une autre majoration de \$0.05 l'heure le 18 octobre 1962 ».

4° Le mot « Électricien » apparaissant à l'alinéa « b-2 » de l'article V sera biffé.

5° Le paragraphe « m » suivant sera ajouté à l'article V:

« *m) Période d'attente (électriciens seulement):* Tout salarié se présentant au travail à l'heure conventionnelle et qui n'a pas été avisé à l'avance que ses services ne seraient pas requis a droit à une rémunération équivalente à trois (3) heures de travail. L'employeur peut exiger que cet employé demeure à sa disposition pendant ces trois (3) heures d'attente et exécute des travaux autres que ceux qui lui sont ordinairement confiés. »

6° L'article XII sera remplacé par le suivant:

« XII. *Durée du décret:* Le présent décret est valable à compter de la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec* et demeure en vigueur jusqu'au 15 juillet 1963. Il se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) jours ni de moins de trente (30) jours avant le 15 juillet de chaque année. Un tel avis doit également être adressé au ministre du Travail.

Nonobstant le paragraphe précédent, les parties conviennent d'entamer les négociations cent vingt (120) jours avant la date d'expiration du présent décret. »

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté-en-conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendements. L'arrêté-en-conseil entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette Officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections en double copie, si possible, que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,

GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,

Québec, le 21 octobre 1961.

59055-0

following amendments to the said decree:

1. The Corporation of Master Electricians of the Province of Québec (Section of Valleyfield) will be added to the co-contracting parties of the first part.

2. Item "Electrician" appearing in paragraph "a" of article V will be replaced by the following:

"*Electrician:*

Master-électricien holding licence "A" or "B" and working as an employee.....	\$3.15
Electrician journeyman.....	2.05
Junior electrical journeyman (holding licence "C" since less than one (1) year.....	1.80

3. The following sub-paragraph will be added at the end of paragraph "a" of article V:

"As regards Master electricians, electrical journeymen and junior electrical journeymen, future wage increases shall be as follows: \$0.05 per hour from the 1st day of the seventh month following the date of enforcement of the present amendments and another \$0.05 hourly increase on October 18, 1962."

4. The word "Electrician" appearing in sub-paragraph "b-2" of article V will be deleted.

5. The following paragraph "m" will be added to article V:

"*m) Waiting time (electricians only):* Employees reporting to work at the regular time and having not been notified that their services would not be required is entitled to a remuneration equivalent to three (3) hours or work. Employers may keep such employees at their disposal for three (3) hours and give them work even if it is not their usual work.

6. Article XII will be replaced by the following:

"XII. *Duration of the decree:* The decree shall come into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette* and remain effective until July 15, 1963. It then renews itself automatically from year to year, unless one of the contracting parties notifies the other, in writing, to the contrary within the period extending from the sixtieth (60) to the thirtieth (30) day before July 15 of each year. Such a notice shall also be filed with the Minister of Labour.

Notwithstanding the foregoing paragraph the parties agree to begin negotiations one hundred twenty (120) days before the date of expiration of the decree."

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order in Council which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections, in duplicate, if possible, which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,

Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,

Quebec, October 21, 1961.

59055-0

**Nominations**

Avis est donné qu'il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil de nommer, par arrêté en conseil numéro 1604, en date du 20 juillet 1961, MM. George A. Allison, Laurent Drouin, Maurice Lambert, John M. Schlesinger et André Tessier, de Montréal, Bertrand Marcotte, de Québec, et Guy Genest, de Waterloo, tous sept avocats et membres du Barreau de la province, conseils en loi de la Reine.

Avis est donné qu'il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil de faire, par commissions sous le grand sceau de la province, les nominations suivantes:

Québec, le 27 juillet 1961.

Dr Jean-Marie Côté, médecin à Robertson: coroner conjoint pour le district judiciaire de Mégantic, à compter de la date de son assermentation.

Québec, le 18 août 1961.

M. Antoine Bourget, avocat et conseil en loi de la Reine, de Lauzon: shérif du district judiciaire de Québec, à compter du 16 août 1961.

Québec, le 25 août 1961.

M. Prudent Lafontaine, de Sainte-Geneviève-de-Batiscan: nommé pour agir conjointement avec M. Robert-E. St-Arnaud, sous le nom de « St-Arnaud et Lafontaine », en qualité de registraire de la division d'enregistrement de Champlain, à compter du 1er septembre 1961.

M. Jos.-Arthur Ouellet, de Sainte-Hénédine, comté de Dorchester: registraire de la division d'enregistrement de Dorchester, à compter du 1er septembre 1961.

Québec, le 7 septembre 1961.

M. Jean-Paul Poulin, directeur du personnel au ministère du revenu: commissaire *per dedimus potestatem*.

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 11 octobre 1961.

*Le Sous-secrétaire adjoint  
de la province,  
LUCIEN DARVEAU.*

59022-0

**Appointments**

Notice is given that the Lieutenant-Governor in Council has been pleased to appoint, by Order in Council number 1604, dated July 20, 1961, Messrs. George A. Allison, Laurent Drouin, Maurice Lambert, John M. Schlesinger and André Tessier, of Montreal, Bertrand Marcotte, of Quebec, and Guy Genest, of Waterloo, all seven advocates and members of the Provincial Bar, Queen's Counsel.

Notice is given that it has pleased the Lieutenant-Governor in Council to make, by commissions under the Great Seal of the Province, the following appointments:

Quebec, July 27, 1961.

Dr. Jean-Marie Côté, physician at Robertson: joint coroner for the judicial district of Megantic, from and after the date of his having been sworn in.

Quebec, August 18, 1961.

Mr. Antoine Bourget, advocate and Queen's Counsel, of Lauzon: sheriff of the judicial district of Quebec, from and after August 16, 1961.

Quebec, August 25, 1961.

Mr. Prudent Lafontaine, of Sainte-Geneviève-de-Batiscan: appointed to act jointly with Mr. Robert-E. St-Arnaud, under the name of "St-Arnaud et Lafontaine", in quality of registrar of the registration division of Champlain, from and after September 1, 1961.

Mr. Jos.-Arthur Ouellet, of Sainte-Hénédine, county of Dorchester: registrar for the registration division of Dorchester, from and after September 1, 1961.

Quebec, September 7, 1961.

Mr. Jean-Paul Poulin, director of the personnel in the Department of Revenue: commissioner *per dedimus potestatem*.

Given at the office of the Secretary, October 11, 1961.

*LUCIEN DARVEAU,  
Associate Assistant Secretary  
of the Province.*

59022

**Office des Marchés  
Agricoles du Québec**

**Le Plan conjoint des Producteurs de Bois  
de la Vallée de la Gatineau**

*Avis d'homologation de convention  
entre producteurs et acheteurs  
de produits agricoles commercialisés*

Avis est donné, par la présente, que conformément à l'article 24 de la Loi des marchés agricoles du Québec (4-5 Elizabeth II, chapitre 37 et amendements), l'Office des Marchés Agricoles du Québec, lors de sa séance du 13 octobre 1961, a homologué les conventions intervenues les 31 juillet, 2 août, 23 août, 24 août, 25 août et 29 septembre 1961, entre l'Office des Producteurs de Bois de la Vallée de la Gatineau et les acheteurs suivants:

W. A. Kenney,	Kazabazua
Albert Rollin,	Gracefield
Paul Hinz,	Maniwaki

**Quebec Agricultural  
Marketing Board**

**The Gatineau Valley Forest Products  
Producers' Plan**

*Notice of homologation of agreement  
between producers and buyers  
of marketed agricultural products*

Notice is hereby given that, in conformity with article 24 of the Quebec Agricultural Marketing Act (4-5 Elizabeth II, chapter 37 and amendments), the Quebec Agricultural Marketing Board, at a meeting held on October 13, 1961, homologated the agreements concluded on July 31, August 2, August 23, August 24, August 25 and September 29, 1961, between the Gatineau Valley Forest Producers' Board and the following buyers:

W. A. Kenney,	Kazabazua
Albert Rollin,	Gracefield
Paul Hinz,	Maniwaki

Albert Lévesque,	Grand Remous
Jean-Claude Branchaud,	Bois-Franc
Oscar St-Jacques,	Messines
Fred Hamilton,	Wakefield
Vital Énard,	Ste-Famille d'Aumond
Albert Naud,	Maniwaki
Walter Jenness,	Maniwaki

Ces conventions déterminent, entre autres, que le prix du bois à pâte provenant de la région visée par ce plan conjoint, sera payé au prix minimum suivant:

*Épinette et sapin en grumes:*

Livré à la rivière .....	\$16.35 la corde
Livré à l'usine .....	\$20.85 la corde.

Ces conventions ont pris effet le 13 octobre 1961.

Montréal, ce 13 octobre 1961.

*Le Président,*  
NOLASQUE APRIL,  
*Le Secrétaire-adjoint,*  
*Conseiller juridique,*  
GILLES PRÉSENT.

59086-o

Albert Lévesque,	Grand Remous
Jean-Claude Branchaud,	Bois-Franc
Oscar St-Jacques,	Messines
Fred Hamilton,	Wakefield
Vital Énard,	Ste-Famille d'Aumond
Albert Naud,	Maniwaki
Walter Jenness,	Maniwaki

These agreements stipulate, among other things, that the minimum price paid for pulpwood from the region governed by this joint plan will be the following:

*Spruce and Pine rough timber:*

Delivered at the river .....	\$16.35 per cord
Delivered to the plant .....	\$20.85 per cord.

These agreements are in force since October 13, 1961.

Montreal, October 13, 1961.

NOLASQUE APRIL,  
*President,*  
GILLES PRÉSENT,  
*Assistant-Secretary,*  
*Legal Adviser.*

59086-o

## Soumissions

### Municipalité de Beauport-Ouest Comité de Québec

*Correction*

On est prié de noter que les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue jeudi, le 26 octobre 1961, à 8 heures du soir, en la salle municipale, à Beauport-Ouest, comté de Québec, au lieu de la salle du couvent, tel que mentionné dans l'avis de demande de soumissions publié dans la *Gazette officielle* du 7 octobre 1961, à la page 4313.

Le 13 octobre 1961. 59062-o

### Village de Beaupré Comté de Montmorency No 1

*Correction*

On est prié de noter la correction suivante dans l'avis de demande de soumissions se rapportant au village de Beaupré, paru dans la *Gazette officielle de Québec* du 14 octobre 1961, à la page 4412, à l'effet que le montant de l'émission est réduit de \$62,000 à \$40,000, et que le nouveau tableau d'amortissement est le suivant:

1er novembre 1962 .....	\$ 500
1er novembre 1963 .....	500
1er novembre 1964 .....	500
1er novembre 1965 .....	500
1er novembre 1966 .....	500
1er novembre 1967 .....	500
1er novembre 1968 .....	500
1er novembre 1969 .....	500
1er novembre 1970 .....	1,000
1er novembre 1971 .....	1,000
1er novembre 1972 .....	1,000
1er novembre 1973 .....	1,000
1er novembre 1974 .....	1,000
1er novembre 1975 .....	1,000
1er novembre 1976 .....	1,000
1er novembre 1977 .....	1,500
1er novembre 1978 .....	1,500
1er novembre 1979 .....	1,500
1er novembre 1980 .....	1,500
1er novembre 1981 .....	23,000

Toutes les autres conditions déjà mentionnées dans la *Gazette officielle* demeurent en vigueur.  
Le 17 octobre 1961. 59090-o

## Tenders

### Municipality of Beauport-West County of Quebec

*Correction*

Please note that the tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Thursday, October 26, 1961, at 8:00 o'clock p.m., at the Municipal Hall, Beauport-West, county of Quebec, instead of the School Hall, as mentioned in the notice of call for tenders published in the *Official Gazette* of October 7, 1961, at page 4313.

October 13, 1961. 59062-o

### Village of Beaupré County of Montmorency No. 1

*Correction*

Please note the following correction in the notice of call for tenders relative to the Village of Beaupré, published in the *Quebec Official Gazette* of October 14, 1961, at page 4412, to the effect that the amount of the issue is reduced from \$62,000 to \$40,000, and that the new schedule of reimbursement is the following one:

November 1, 1962 .....	\$ 500
November 1, 1963 .....	500
November 1, 1964 .....	500
November 1, 1965 .....	500
November 1, 1966 .....	500
November 1, 1967 .....	500
November 1, 1968 .....	500
November 1, 1969 .....	500
November 1, 1970 .....	1,000
November 1, 1971 .....	1,000
November 1, 1972 .....	1,000
November 1, 1973 .....	1,000
November 1, 1974 .....	1,000
November 1, 1975 .....	1,000
November 1, 1976 .....	1,000
November 1, 1977 .....	1,500
November 1, 1978 .....	1,500
November 1, 1979 .....	1,500
November 1, 1980 .....	1,500
November 1, 1981 .....	23,000

All other conditions already mentioned in the *Official Gazette* remain unchanged.  
October 17, 1961. 59090-o

**Les commissaires d'écoles (protestantes)  
pour la municipalité de Lennoxville**  
Comté de Sherbrooke

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le sous-signé, W. R. Baker, secrétaire-trésorier, Lennoxville, comté de Sherbrooke, jusqu'à 8 heures p.m., mardi, 7 novembre 1961 pour l'achat de \$360,000 d'obligations des commissaires d'écoles (protestantes) pour la municipalité de Lennoxville, comté de Sherbrooke, datées du 1er novembre 1961 et remboursables par séries du 1er novembre 1962 au 1er novembre 1976 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5% ni supérieur à 6% par année, payable semi-annuellement les 1er novembre et 1er mai de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution en date du 26 juin 1961 — construction d'une annexe au « High School ».

Aux fins de l'adjudication seulement, le calcul de l'intérêt sera fait à compter du 1er novembre 1961.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$360,000 — 15 ans

Année	Capital
1er novembre 1962.....	x \$71,500
1er novembre 1963.....	x 76,000
1er novembre 1964.....	x 80,500
1er novembre 1965.....	8,000
1er novembre 1966.....	8,500
1er novembre 1967.....	8,500
1er novembre 1968.....	9,500
1er novembre 1969.....	10,000
1er novembre 1970.....	10,500
1er novembre 1971.....	11,000
1er novembre 1972.....	11,500
1er novembre 1973.....	12,500
1er novembre 1974.....	13,000
1er novembre 1975.....	14,000
1er novembre 1976.....	15,000

Les « x » indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi de \$232,819.20 accordé par le Gouvernement de la province et payable en trois versements de \$77,606.40 chacun, de 1962 à 1964 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

On est prié de noter que les soumissions sont demandées pour des titres à quinze ans seulement et que les offres qui seront faites pour des titres à courte échéance ne seront pas considérées.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Lennoxville, comté de Sherbrooke.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt aussi bien qu'au siège social de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mardi, le 7 novembre 1961 à 8 heures p.m., au « High School » Lennoxville, comté de Sherbrooke.

**The (Protestant) school commissioners  
for the municipality of Lennoxville**  
County of Sherbrooke

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned W. R. Baker, secretary-treasurer, Lennoxville, county of Sherbrooke, until 8:00 o'clock p.m., Tuesday, November 7, 1961, for the purchase of an issue of \$360,000 of bonds of the (Protestant) school commissioners for the municipality of Lennoxville, county of Sherbrooke, dated November 1, 1961 and redeemable serially from November 1, 1962 to November 1, 1976 inclusively, with interest at a rate not less than 5% nor more than 6% per annum, payable semi-annually on November 1 and May 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Resolution dated June 26, 1961 — building an extension to the high school.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from November 1, 1961.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$360,000 — 15 years

Year	Capital
November 1, 1962.....	x \$71,500
November 1, 1963.....	x 76,000
November 1, 1964.....	x 80,500
November 1, 1965.....	8,000
November 1, 1966.....	8,500
November 1, 1967.....	8,500
November 1, 1968.....	9,500
November 1, 1969.....	10,000
November 1, 1970.....	10,500
November 1, 1971.....	11,000
November 1, 1972.....	11,500
November 1, 1973.....	12,500
November 1, 1974.....	13,000
November 1, 1975.....	14,000
November 1, 1976.....	15,000

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$232,819.20 granted by the Provincial Government and payable in three instalments of \$77,606.40 each, from 1962 to 1964 inclusively, will be received and applied to the service of the said loan.

Please note that tenders are called for fifteen years only, and that offers for short-term bonds shall not be considered.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Lennoxville, county of Sherbrooke.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Tuesday, November 7, 1961 at 8:00 o'clock p.m., at the High School, Lennoxville, county of Sherbrooke.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Lennoxville, (Comté de Sherbrooke), ce 12 octobre 1961.

Le Secrétaire-trésorier,  
W. R. BAKER.

C.P. 100,

Lennoxville, (Sherbrooke), P.Q.

Téléphone: LO-9-5103.

59052

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Lennoxville, (County of Sherbrooke), October 12, 1961.

W. R. BAKER,  
Secretary-Treasurer.

P. O. Box 100,

Lennoxville, (Sherbrooke), P.Q.

Telephone: LO-9-5103.

59052-0

### Ville de Châteauguay-Centre

Comté de Châteauguay

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le sous-signé Ferdinand Vinet, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 25 Boulevard d'Anjou, Châteauguay-Centre, comté de Châteauguay, jusqu'à 8 heures du soir, mercredi, le 8 novembre 1961, pour l'achat de \$473,500 d'obligations de la ville de Châteauguay-Centre, comté de Châteauguay, datées du 1er décembre 1961 et remboursables par séries du 1er décembre 1962 au 1er décembre 1981 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5% ni supérieur à 6% par année, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements d'emprunts Nos: — 235 — \$23,500, travaux d'aqueduc; 238 — \$60,000, travaux de pavages; 245 — \$74,000, travaux d'aqueduc et d'égouts; 246 — \$36,700, travaux d'aqueduc et d'égouts; 247 — \$72,000, travaux d'aqueduc et d'égouts; 248 — \$105,000, travaux de pavages; 249 — \$80,000, travaux d'aqueduc et d'égouts; et 250 — \$22,573.02, travaux d'aqueduc et d'égouts.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er décembre 1961.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$473,500 — 20 ans	
Année	Capital
1er décembre 1962	\$11,500
1er décembre 1963	12,000
1er décembre 1964	13,000
1er décembre 1965	13,500
1er décembre 1966	16,000
1er décembre 1967	16,500
1er décembre 1968	19,500
1er décembre 1969	20,000
1er décembre 1970	21,500
1er décembre 1971	22,500
1er décembre 1972	24,500
1er décembre 1973	25,000
1er décembre 1974	27,000
1er décembre 1975	28,000
1er décembre 1976	29,000
1er décembre 1977	30,000
1er décembre 1978	32,000
1er décembre 1979	34,500
1er décembre 1980	37,000
1er décembre 1981	40,500

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par

### Town of Châteauguay-Centre

County of Châteauguay

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Ferdinand Vinet, secretary-treasurer, Town Hall, 25 Anjou Boulevard, Châteauguay-Centre, county of Châteauguay, until 8:00 o'clock p.m., on Wednesday, November 8, 1961, for the purchase of an issue of \$473,500 of bonds for the town of Châteauguay-Centre, county of Châteauguay, dated December 1, 1961, and redeemable serially from December 1, 1962 to December 1, 1981 inclusively, with interest at a rate not less than 5% nor more than 6% per annum, payable semi-annually on June 1 and December 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan by-laws Nos. — 235 — \$23,500, work on aqueduct; 238 — \$60,000, works of paving; 245 — \$74,000, work on aqueduct and sewers; 246 — \$36,700, work on aqueduct and sewers; 247 — \$72,000, work on aqueduct and sewers; 248 — \$105,000, works of paving; 249 — \$80,000, work on aqueduct and sewers; and 250 — \$22,573.02, work on aqueduct and sewers.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from December 1, 1961.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$473,500 — 20 years	
Year	Capital
December 1, 1962	\$11,500
December 1, 1963	12,000
December 1, 1964	13,000
December 1, 1965	13,500
December 1, 1966	16,000
December 1, 1967	16,500
December 1, 1968	19,500
December 1, 1969	20,000
December 1, 1970	21,500
December 1, 1971	22,500
December 1, 1972	24,500
December 1, 1973	25,000
December 1, 1974	27,000
December 1, 1975	28,000
December 1, 1976	29,000
December 1, 1977	30,000
December 1, 1978	32,000
December 1, 1979	34,500
December 1, 1980	37,000
December 1, 1981	40,500

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by

chèque visé, payable au pair à Châteauguay, comté de Châteauguay.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mercredi, le 8 novembre 1961, à 8 heures du soir, en l'Hôtel de Ville, 25 Boulevard d'Anjou, Châteauguay-Centre, comté de Châteauguay.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Châteauguay-Centre, (Comté de Châteauguay), ce 13 octobre 1961.

*Le Secrétaire-trésorier,*  
FERDINAND VINET.

Hôtel de Ville, 25 Boulevard d'Anjou,  
Châteauguay-Centre, (Châteauguay), P.Q.  
Téléphone: OX-2-9351. 59063-o

**Les commissaires d'écoles  
pour la municipalité de Lacolle**  
Comté de St-Jean

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné, René Boucher, secrétaire-trésorier, Lacolle, comté de St-Jean, jusqu'à 8 heures du soir, mardi, le 7 novembre 1961, pour l'achat de \$135,000 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de Lacolle, comté de St-Jean, datées du 1er décembre 1961 et remboursables par séries du 1er décembre 1962 au 1er décembre 1981 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5% ni supérieur à 6% par année, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 18 juillet 1961, telle que modifiée — agrandissement de l'école St-Joseph.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er décembre 1961.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$135,000 — 20 ans

Année	Capital
1er décembre 1962.....	x \$23,000
1er décembre 1963.....	x 24,500
1er décembre 1964.....	x 26,000
1er décembre 1965.....	2,000
1er décembre 1966.....	2,500
1er décembre 1967.....	2,500
1er décembre 1968.....	2,500
1er décembre 1969.....	3,000
1er décembre 1970.....	3,000
1er décembre 1971.....	3,000
1er décembre 1972.....	3,500
1er décembre 1973.....	3,500
1er décembre 1974.....	3,500
1er décembre 1975.....	4,000
1er décembre 1976.....	4,000
1er décembre 1977.....	4,500
1er décembre 1978.....	4,500
1er décembre 1979.....	5,000
1er décembre 1980.....	5,000
1er décembre 1981.....	5,500

certified cheque payable at par at Châteauguay, county of Châteauguay.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council, to be held on Wednesday, November 8, 1961, at 8:00 o'clock p.m., in the Town Hall, 25 Anjou Boulevard, Châteauguay-Centre, county of Châteauguay.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Châteauguay-Centre, (County of Châteauguay), October 13, 1961.

*FERDINAND VINET,*  
*Secretary-Treasurer.*

Town Hall, 25 Anjou Boulevard,  
Châteauguay-Centre, (Châteauguay), P.Q.  
Telephone: OX-2-9351. 59063

**The school commissioners  
for the municipality of Lacolle**  
County of St. Johns

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned René Boucher, secretary-treasurer, Lacolle, county of St. John, until 8:00 o'clock p.m. Tuesday, November 7, 1961, for the purchase of an issue of \$135,000 of bonds for the school commissioners for the municipality of Lacolle, county of St. Johns, dated December 1, 1961, and redeemable serially from December 1, 1962 to December 1, 1981 inclusively, with interest at a rate not less than 5% nor more than 6% per annum, payable semi-annually on June 1 and December 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolution dated July 18, 1961, as amended — enlargement of the St-Joseph School.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from December 1, 1961.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$135,000 — 20 years

Year	Capital
December 1, 1962.....	x \$23,000
December 1, 1963.....	x 24,500
December 1, 1964.....	x 26,000
December 1, 1965.....	2,000
December 1, 1966.....	2,500
December 1, 1967.....	2,500
December 1, 1968.....	2,500
December 1, 1969.....	3,000
December 1, 1970.....	3,000
December 1, 1971.....	3,000
December 1, 1972.....	3,500
December 1, 1973.....	3,500
December 1, 1974.....	3,500
December 1, 1975.....	4,000
December 1, 1976.....	4,000
December 1, 1977.....	4,500
December 1, 1978.....	4,500
December 1, 1979.....	5,000
December 1, 1980.....	5,000
December 1, 1981.....	5,500

Les « x » indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$75,984, accordé par le gouvernement provincial et payable en trois versements de \$25,328 chacun, de 1962 à 1964 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Lacolle, comté de St-Jean.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mardi, le 7 novembre 1961, à 8 heures du soir, en l'école St-Joseph, Lacolle, comté de St-Jean.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Lacolle, (Comté de St-Jean), ce 13 octobre 1961.

*Le Secrétaire-trésorier,*  
RENÉ BOUCHER.

Lacolle, (Comté de St-Jean), P.Q.,

Téléphone: CH-6-3200.

59064-o

### Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Montréal-Sud Comté de Chambly

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le sousigné A. Bazinet, secrétaire-trésorier, 653 Avenue Préfontaine, Longueuil, comté de Chambly, jusqu'à 8 heures p.m., le 7 novembre 1961, pour l'achat de \$440,000 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de Montréal-Sud, comté de Chambly, datées du 1er décembre 1961 et remboursables par séries du 1er décembre 1962 au 1er décembre 1981 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution en date du 29 juin 1961, telle que modifiée — agrandissement de l'école Curé Lequin.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er décembre 1961.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$440,000 — 20 ans	
Année	Capital
1er décembre 1962	x \$42,000
1er décembre 1963	x 44,500
1er décembre 1964	x 47,000
1er décembre 1965	x 50,000
1er décembre 1966	x 53,000
1er décembre 1967	8,500

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$75,984 granted by the Provincial Government and payable in three instalments of \$25,328 each, from 1962 to 1964 inclusively, will be received and applied to the service of the said loan.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Lacolle, county of St. Johns.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Tuesday, November 7, 1961, at 8:00 o'clock p.m., at the St-Joseph School, Lacolle, county of St. Johns.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Lacolle, (County of St. Johns), October 13, 1961.

RENÉ BOUCHER,  
Secretary-Treasurer.

Lacolle, (County of St. Johns), P.Q.,

Telephone: CH-6-3200.

59064

### The school commissioners for the municipality of Montreal-South County of Chambly

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned A. Bazinet, secretary-treasurer, 653 Préfontaine Avenue, Longueuil, county of Chambly, until 8:00 o'clock p.m. on Tuesday, November 7, 1961, for the purchase of an issue of \$440,000 of bonds for the school commissioners for the municipality of Montreal-South, county of Chambly, dated December 1, 1961, and redeemable serially from December 1, 1962 to December 1, 1981 inclusively, with interest at a rate not less than 5% nor more than 6%, payable semi-annually on June 1 and December 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Resolution dated June 29, 1961, as modified — enlarging of Curé Lequin School.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from December 1, 1961.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$440,000 — 20 years	
Year	Capital
December 1, 1962	x \$42,000
December 1, 1963	x 44,500
December 1, 1964	x 47,000
December 1, 1965	x 50,000
December 1, 1966	x 53,000
December 1, 1967	8,500

1er décembre 1968.....	\$ 9,500
1er décembre 1969.....	10,000
1er décembre 1970.....	10,500
1er décembre 1971.....	11,000
1er décembre 1972.....	11,500
1er décembre 1973.....	12,500
1er décembre 1974.....	13,000
1er décembre 1975.....	14,000
1er décembre 1976.....	15,000
1er décembre 1977.....	15,500
1er décembre 1978.....	16,500
1er décembre 1979.....	17,500
1er décembre 1980.....	18,500
1er décembre 1981.....	20,000

December 1, 1968.....	\$ 9,500
December 1, 1969.....	10,000
December 1, 1970.....	10,500
December 1, 1971.....	11,000
December 1, 1972.....	11,500
December 1, 1973.....	12,500
December 1, 1974.....	13,000
December 1, 1975.....	14,000
December 1, 1976.....	15,000
December 1, 1977.....	15,500
December 1, 1978.....	16,500
December 1, 1979.....	17,500
December 1, 1980.....	18,500
December 1, 1981.....	20,000

Les « x » indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$236,520, accordé par le gouvernement provincial et payable en cinq versements de \$47,304 chacun, de 1962 à 1966 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans, ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Montréal.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mardi, le 7 novembre 1961 à 8 heures du soir, à 653 Avenue Préfontaine, Cité de Longueuil.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Montréal-Sud, (Comté de Chambly), ce 16 octobre 1961.

*Le Secrétaire-Trésorier,*  
A. BAZINET.

653, Avenue Préfontaine,  
Longueuil, (Chambly), P.Q.  
Téléphone: OR-4-8855. 59065-o

**Les commissaires d'écoles  
pour la municipalité de Notre-Dame-du-Lac  
Comté de Témiscouata**

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné, Charles-E. Cliche, N.P., secrétaire-trésorier, Notre-Dame-du-Lac, comté de Témiscouata, jusqu'à 7.30 heures p.m., lundi, le 6 novembre 1961, pour l'achat de \$135,000 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de Notre-Dame-du-Lac, comté de Témiscouata, datées du 1er décembre 1961 et remboursables par séries du 1er décembre 1962 au 1er décembre 1981 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er décembre et 1er juin de

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$236,520 granted by the Provincial Government and payable in five instalments of \$47,304 each, from 1962 to 1966 inclusively, will be received and applied to the service of the said loan.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Montreal.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Tuesday, November 7, 1961, at 8:00 o'clock p.m., at 653 Préfontaine Avenue, City of Longueuil.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Montreal-South, (County of Chambly), October 16, 1961.

A. BAZINET,  
*Secretary-Treasurer.*

653 Préfontaine Avenue,  
Longueuil, (Chambly), P.Q.  
Telephone: OR-4-8855. 59065

**The school commissioners  
for the municipality of Notre-Dame-du-Lac  
County of Témiscouata**

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Charles-E. Cliche, N.P., secretary-treasurer, Notre-Dame-du-Lac, county of Témiscouata, until 7:30 o'clock p.m., on Monday, November 6, 1961, for the purchase of an issue of \$135,000 of bonds for the school commissioners for the municipality of Notre-Dame-du-Lac, county of Témiscouata, dated December 1, 1961, and redeemable serially from December 1, 1962 to December 1, 1981 inclusively, with interest at a rate not less than 5% nor more than 6%, payable semi-annually on December 1 and June 1 of each year. The rate

chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution en date du 12 août 1961, telle que modifiée — agrandissement de l'école des filles.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sea calculé à compter du 1er décembre 1961.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$135,000 — 20 ans	
Année	Capital
1er décembre 1962	x \$23,000
1er décembre 1963	x 24,500
1er décembre 1964	x 25,500
1er décembre 1965	2,000
1er décembre 1966	2,500
1er décembre 1967	2,500
1er décembre 1968	2,500
1er décembre 1969	3,000
1er décembre 1970	3,000
1er décembre 1971	3,000
1er décembre 1972	3,500
1er décembre 1973	3,500
1er décembre 1974	3,500
1er décembre 1975	4,000
1er décembre 1976	4,000
1er décembre 1977	4,500
1er décembre 1978	4,500
1er décembre 1979	5,000
1er décembre 1980	5,500
1er décembre 1981	5,500

Les « x » indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$75,100, accordé par le Gouvernement provincial et payable en trois versements dont \$25,033.34 pour le premier et \$25,033.33 pour les deux autres, de 1962 à 1964 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans, ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Notre-Dame-du-Lac, comté de Témiscouata.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles, qui sera tenue lundi, le 6 novembre 1961, à 7.30 heures du soir, en l'école des filles, à Notre-Dame-du-Lac, comté de Témiscouata.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Notre-Dame-du-Lac, (Comté de Témiscouata), ce 16 octobre 1961.

Le Secrétaire-trésorier,  
CHARLES-E. CLICHE, N.P.

B.P. 158, Notre-Dame-du-Lac,  
(Témiscouata), P.Q.  
Téléphone: 53.

59066-0

of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Resolution dated August 12, 1961, as modified — enlarging of the girls' school.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from December 1, 1961.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$135,000 — 20 years	
Year	Capital
December 1, 1962	x \$23,000
December 1, 1963	x 24,500
December 1, 1964	x 25,500
December 1, 1965	2,000
December 1, 1966	2,500
December 1, 1967	2,500
December 1, 1968	2,500
December 1, 1969	3,000
December 1, 1970	3,000
December 1, 1971	3,000
December 1, 1972	3,500
December 1, 1973	3,500
December 1, 1974	3,500
December 1, 1975	4,000
December 1, 1976	4,000
December 1, 1977	4,500
December 1, 1978	4,500
December 1, 1979	5,000
December 1, 1980	5,500
December 1, 1981	5,500

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$75,100 granted by the Provincial Government and payable in three instalments: one of \$25,033.34 and two others of \$25,033.33, from 1962 to 1964 inclusively, will be received and applied to the service of the said loan.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Notre-Dame-du-Lac, county of Témiscouata.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Monday, November 6, 1961, at 7:30 o'clock p.m., in the girls' school, at Notre-Dame-du-Lac, county of Témiscouata.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Notre-Dame-du-Lac, (County of Témiscouata), October 16, 1961.

CHARLES-E. CLICHE, N.P.,  
Secretary-Treasurer.

P.O.B. 158, Notre-Dame-du-Lac,  
(Témiscouata), P.Q.  
Telephone: 53.

59066

**La commission des écoles  
catholiques de Sherbrooke**  
Comté de Sherbrooke

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le sous-signé Roland Quintal, secrétaire-trésorier, 975 rue Bowen Sud, Sherbrooke, comté de Sherbrooke, jusqu'à 3 heures de l'après-midi, lundi, le 6 novembre 1961, pour l'achat de \$1,685,000 d'obligations de la commission des écoles catholiques de Sherbrooke, comté de Sherbrooke, datées du 1er novembre 1961 et remboursables par séries du 1er novembre 1962 au 1er novembre 1981 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5% ni supérieur à 6% par année, payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution du 4 avril 1960 — \$220,400, construction d'une école de 6 classes dans la paroisse St-Boniface, construction d'une école de 5 classes dans la paroisse Marie Reine du Monde; construction de 4 classes et d'une résidence pour religieuses à l'école Biron; résolution du 5 janvier 1961 — \$729,400, améliorations à diverses écoles, achat de mobilier, agrandissement de l'école Ste-Anne, construction d'un édifice pour bureaux, agrandissement de deux cours de récréation et achat de terrains; résolution du 5 juin 1961 — \$575,000, construction d'une école secondaire de 14 classes; et résolution du 6 juillet 1961 — \$161,000, agrandissement de l'école Ste-Famille de 4 classes et construction d'une salle de récréation.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er décembre 1961.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$1,685,000 — 20 ans

Année	Capital
1er novembre 1962.....	x\$175,000
1er novembre 1963.....	x 138,000
1er novembre 1964.....	x 148,000
1er novembre 1965.....	x 156,000
1er novembre 1966.....	x 142,000
1er novembre 1967.....	39,000
1er novembre 1968.....	42,000
1er novembre 1969.....	45,000
1er novembre 1970.....	47,000
1er novembre 1971.....	51,000
1er novembre 1972.....	53,000
1er novembre 1973.....	57,000
1er novembre 1974.....	60,000
1er novembre 1975.....	63,000
1er novembre 1976.....	66,000
1er novembre 1977.....	71,000
1er novembre 1978.....	76,000
1er novembre 1979.....	80,000
1er novembre 1980.....	85,000
1er novembre 1981.....	91,000

Les « x » indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$697,493.21, accordé par le gouvernement provincial et payable en cinq versements, dont le premier de \$182,091.34, les trois suivants de \$134,494.44, et le dernier de \$111,918.55 de 1962 à 1966 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

On est prié de noter que les soumissions sont demandées pour des obligations remboursables suivant le tableau ci-dessus seulement, et que les offres qui seront faites pour des obligations à courte échéance ne seront pas prises en considération.

**The Catholic school  
commission of Sherbrooke**  
County of Sherbrooke

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Roland Quintal, secretary-treasurer, 975 Bowen Street, South, Sherbrooke, county of Sherbrooke, until 3:00 o'clock p.m., Monday, November 6, 1961, for the purchase of an issue of \$1,685,000 of bonds for the Catholic school commission of Sherbrooke, county of Sherbrooke, dated November 1, 1961, and redeemable serially from November 1, 1962 to November 1, 1981 inclusively, with interest at a rate not less than 5% nor more than 6% per annum, payable semi-annually on May 1 and November 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Resolution of April 4, 1960 — \$220,400, erection of a 6 classroom school in the parish of St. Boniface, erection of a 5 classroom school in the parish of Marie Reine du Monde; erection of 4 classrooms and a residence for the nuns at the Biron School; resolution of January 5, 1961 — \$729,400, improvements to various schools, purchase of furniture, enlargement of the Ste-Anne School, erection of a building for offices, enlargement of two playgrounds and the purchase of lots of land; resolution of June 5, 1961 — \$575,000, erection of a secondary school of 14 classrooms; and resolution of July 6, 1961 — \$161,000, enlargement of the Ste-Famille school by four classrooms and construction of a recreation hall.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from December 1, 1961.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$1,685,000 — 20 years

Year	Capital
November 1, 1962.....	x\$175,000
November 1, 1963.....	x 138,000
November 1, 1964.....	x 148,000
November 1, 1965.....	x 156,000
November 1, 1966.....	x 142,000
November 1, 1967.....	39,000
November 1, 1968.....	42,000
November 1, 1969.....	45,000
November 1, 1970.....	47,000
November 1, 1971.....	51,000
November 1, 1972.....	53,000
November 1, 1973.....	57,000
November 1, 1974.....	60,000
November 1, 1975.....	63,000
November 1, 1976.....	66,000
November 1, 1977.....	71,000
November 1, 1978.....	76,000
November 1, 1979.....	80,000
November 1, 1980.....	85,000
November 1, 1981.....	91,000

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$697,493.21 granted by the Provincial Government and payable in five instalments the first of which is \$182,091.34, the following three of \$134,494.44 and the last of \$111,918.55 from 1962 to 1966 inclusively, will be received and applied to the service of the said loan.

Please note that tenders are called for bonds redeemable according to the above table only, and that offers for short term bonds shall not be taken into consideration.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Sherbrooke.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue lundi, le 6 novembre 1961, à 3 heures de l'après-midi, à 975 rue Bowen Sud, Sherbrooke, comté de Sherbrooke.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Sherbrooke, (Comté de Sherbrooke), ce 13 octobre 1961.

*Le Secrétaire-trésorier,*  
ROLAND QUINTAL.

975 rue Bowen Sud,  
Sherbrooke, (Sherbrooke), P.Q.  
Téléphone: LO-2-3881.

59067-0

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Sherbrooke.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the head office of the said bank at Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Monday, November 6, 1961, at 3:00 o'clock p.m., at 975 Bowen Street, South, Sherbrooke, county of Sherbrooke.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Sherbrooke, (County of Sherbrooke), October 13, 1961.

ROLAND QUINTAL,  
*Secretary-Treasurer.*

975 Bowen Street, South,  
Sherbrooke, (Sherbrooke), P.Q.  
Telephone: LO-2-3881.

59067

#### Les commissaires d'écoles catholiques pour la municipalité de Bury Comté de Compton

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le sous-signé R. Turcotte, secrétaire-trésorier, Bury, comté de Compton, jusqu'à 8 heures du soir, mercredi, le 8 novembre 1961, pour l'achat de \$38,000 d'obligations des commissaires d'écoles catholiques pour la municipalité de Bury, comté de Compton, datées du 1er décembre 1961 et remboursables par séries du 1er décembre 1962 au 1er décembre 1981 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5% ni supérieur à 6% par année, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 13 juillet 1961 — telle que modifiée — construction d'une école pour garçons.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er décembre 1961.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$38,000 — 20 ans

Année	Capital
1er décembre 1962	x \$21,000
1er décembre 1963	500
1er décembre 1964	500
1er décembre 1965	500
1er décembre 1966	500
1er décembre 1967	500
1er décembre 1968	500
1er décembre 1969	500
1er décembre 1970	1,000
1er décembre 1971	1,000
1er décembre 1972	1,000
1er décembre 1973	1,000
1er décembre 1974	1,000
1er décembre 1975	1,000
1er décembre 1976	1,000
1er décembre 1977	1,000

#### The catholic school commissioners for the municipality of Bury County of Compton

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned R. Turcotte, secretary-treasurer, Bury, county of Compton, until 8:00 o'clock p.m. Wednesday, November 8, 1961, for the purchase of an issue of \$38,000 of bonds for the Catholic school commissioners for the municipality of Bury, county of Compton, dated December 1, 1961, and redeemable serially from December 1, 1962 to December 1, 1981 inclusively, with interest at a rate not less than 5% nor more than 6% per annum, payable semi-annually on June 1 and December 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolution dated July 13, 1961 — as amended — construction of a boys' school.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from December 1, 1961.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$38,000 — 20 years

Year	Capital
December 1, 1962	x \$21,000
December 1, 1963	500
December 1, 1964	500
December 1, 1965	500
December 1, 1966	500
December 1, 1967	500
December 1, 1968	500
December 1, 1969	500
December 1, 1970	1,000
December 1, 1971	1,000
December 1, 1972	1,000
December 1, 1973	1,000
December 1, 1974	1,000
December 1, 1975	1,000
December 1, 1976	1,000
December 1, 1977	1,000

1er décembre 1978.....	\$ 1,000
1er décembre 1979.....	1,500
1er décembre 1980.....	1,500
1er décembre 1981.....	1,500

December 1, 1978.....	\$ 1,000
December 1, 1979.....	1,500
December 1, 1980.....	1,500
December 1, 1981.....	1,500

La lettre « x » indique l'année durant laquelle un octroi total de \$21,564, accordé par le gouvernement provincial et payable en un versement, en 1962, sera reçu et appliqué au service de cet emprunt.

The letter "x" indicates the year during which annual payments of a total amount of \$21,564 granted by the Provincial Government and payable in one instalment in 1962, will be received and applied to the service of the said loan.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans, ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Bury, comté de Compton.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Bury, county of Compton.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

Les dites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mercredi, le 8 novembre 1961, à 8 heures du soir, au bureau du secrétaire-trésorier, Bury, comté de Compton.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Wednesday, November 8, 1961, at 8:00 o'clock p.m., at the office of the secretary-treasurer, Bury, county of Compton.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Bury, (Comté de Compton), ce 17 octobre 1961.

Bury, (County of Compton), October 17, 1961.

*Le Secrétaire-Trésorier,*  
R. TURCOTTE.

R. TURCOTTE,  
*Secretary-Treasurer.*

Adresse postale: C.P. 156,  
Bury, (Compton), P.Q.  
Téléphone: 37.

Postal address: P.O.B. 156,  
Bury, (Compton), P.Q.  
Telephone: 37.

59091-0

59091

**Les commissaires d'écoles  
pour la municipalité de Château-Richer  
Comté de Montmorency**

**The school commissioners  
for the municipality of Château-Richer  
County of Montmorency**

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Jos. Gagnon, secrétaire-trésorier, jusqu'à 7.30 heures du soir, à 9 rue de l'Église, Château-Richer, ou jusqu'à 8 heures du soir, en la salle du Collège, Château-Richer, (Montmorency), mardi, le 7 novembre 1961, pour l'achat de \$638,500 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de Château-Richer, comté de Montmorency, datées du 1er novembre 1961 et remboursables par séries du 1er novembre 1962 au 1er novembre 1981 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5% ni supérieur à 6% par année, payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Jos. Gagnon, secretary-treasurer, until 7:30 o'clock p.m., at 9 Church St., Château-Richer, or until 8:00 o'clock p.m. in the College auditorium, Château-Richer, (Montmorency), on Tuesday, November 7, 1961, for the purchase of an issue of \$638,500 of bonds for the school commissioners for the municipality of Château-Richer, county of Montmorency, dated November 1, 1961, and redeemable serially from November 1, 1962 to November 1, 1981 inclusively, with interest at a rate not less than 5% nor more than 6% per annum, payable semi-annually on May 1 and November 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Résolution d'emprunt en date du 10 août 1961, telle que modifiée — reconstruction de l'école des filles.

Loan resolution dated August 10, 1961, as modified — reconstruction of the girls' school.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er décembre 1961.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from December 1, 1961.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$638,500 — 20 ans

Année	Capital
1er novembre 1962.....	x\$ 86,500
1er novembre 1963.....	x 92,000
1er novembre 1964.....	x 97,000
1er novembre 1965.....	x 103,000
1er novembre 1966.....	10,000
1er novembre 1967.....	11,000
1er novembre 1968.....	11,000
1er novembre 1969.....	12,000
1er novembre 1970.....	13,000
1er novembre 1971.....	14,000
1er novembre 1972.....	15,000
1er novembre 1973.....	15,000
1er novembre 1974.....	16,000
1er novembre 1975.....	17,000
1er novembre 1976.....	18,000
1er novembre 1977.....	19,000
1er novembre 1978.....	20,000
1er novembre 1979.....	22,000
1er novembre 1980.....	23,000
1er novembre 1981.....	24,000

Les « x » indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$396,800 accordé par le gouvernement provincial et payable en quatre versements de \$99,200 chacun, de 1962 à 1965 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

On est prié de noter que les soumissions sont demandées pour des obligations remboursables suivant le tableau ci-dessus seulement, et que les offres qui seront faites pour des obligations à courte échéance ne seront pas prises en considération.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Château-Richer, comté de Montmorency.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mardi, le 7 novembre 1961, à 8 heures du soir, en la salle du Collège, Château-Richer, comté de Montmorency.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Château-Richer, (Comté de Montmorency), ce 17 octobre 1961.

Le Secrétaire-trésorier,

JOS. GAGNON.

Adresse postale:

9 rue de l'Église,

Château-Richer, (Montmorency), P.Q.

Téléphone: 211 à Château-Richer.

ou 187 à Château-Richer.

59092-0

Ville de Ste-Rose

Comté de Laval

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Léo Labonville, secrétaire-trésorier, Hôtel de ville, 216, Boulevard Ste-Rose, Ste-Rose, comté

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$638,500 — 20 years

Year	Capital
November 1, 1962.....	x\$ 86,500
November 1, 1963.....	x 92,000
November 1, 1964.....	x 97,000
November 1, 1965.....	x 103,000
November 1, 1966.....	10,000
November 1, 1967.....	11,000
November 1, 1968.....	11,000
November 1, 1969.....	12,000
November 1, 1970.....	13,000
November 1, 1971.....	14,000
November 1, 1972.....	15,000
November 1, 1973.....	15,000
November 1, 1974.....	16,000
November 1, 1975.....	17,000
November 1, 1976.....	18,000
November 1, 1977.....	19,000
November 1, 1978.....	20,000
November 1, 1979.....	22,000
November 1, 1980.....	23,000
November 1, 1981.....	24,000

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$396,800 granted by the Provincial Government and payable in four instalments of \$99,200 each from 1962 to 1965 inclusively, will be received and applied to the service of the said loan.

Please note that tenders are called for redeemable bonds according to the above table only, and that offers made for short term bonds shall not be taken into consideration.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Château-Richer, county of Montmorency.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Tuesday, November 7, 1961, at 8:00 o'clock p.m., in the College auditorium, Château-Richer, county of Montmorency.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Château-Richer, (County of Montmorency), October 17, 1961.

JOS. GAGNON,

Secretary-Treasurer.

Postal address:

9 Church St.,

Château-Richer, (Montmorency), P.Q.

Telephone: 211 at Château-Richer

or 187 at Château-Richer.

59092

Town of Ste-Rose

County of Laval

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Léo Labonville, secretary-treasurer, Town Hall, 216, Ste-Rose Blvd., Ste-Rose, county of Laval, until 8:30

de Laval, jusqu'à 8.30 heures p.m., lundi, le 6 novembre 1961, pour l'achat de \$255,500 d'obligations de la ville de Ste-Rose, comté de Laval, datées du 1er novembre 1961 et remboursables par séries du 1er novembre 1962 au 1er novembre 1981 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: 395, au montant de \$162,500 — construction d'égouts, pavage de trottoirs; 417, au montant de \$26,300 — acquisition d'équipement; 420, au montant de \$66,800 — consolidation de dette flottante.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er décembre 1961.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$255,500 — 20 ans

Année	Capital
1er novembre 1962	\$ 5,000
1er novembre 1963	5,000
1er novembre 1964	5,000
1er novembre 1965	6,000
1er novembre 1966	6,500
1er novembre 1967	8,000
1er novembre 1968	8,000
1er novembre 1969	10,000
1er novembre 1970	11,000
1er novembre 1971	11,000
1er novembre 1972	8,000
1er novembre 1973	10,000
1er novembre 1974	11,000
1er novembre 1975	11,000
1er novembre 1976	14,000
1er novembre 1977	14,000
1er novembre 1978	26,000
1er novembre 1979	26,000
1er novembre 1980	29,000
1er novembre 1981	31,000

On est prié de noter que les soumissions sont demandées pour des obligations remboursables suivant le tableau ci-dessus seulement, et que les offres qui seront faites pour des obligations à courte échéance ne seront pas prises en considération.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Ste-Rose, comté de Laval.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 6 novembre 1961, à 8.30 heures du soir, à l'Hôtel de ville, 216, Boulevard Ste-Rose, Ste-Rose, comté de Laval.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Ste-Rose, (Comté de Laval), ce 18 octobre 1961.

Le Secrétaire-trésorier,  
LÉO LABONVILLE.

Hôtel de ville, 216, Boul. Ste-Rose,  
C.P. 1000, Ste-Rose, (Laval), P.Q.  
Téléphone: NAtional-5-2477.

59093-o

o'clock p.m., Monday, November 6, 1961, for the purchase of an issue of \$255,500 of bonds for the town of Ste-Rose, county of Laval, dated November 1, 1961, and redeemable serially from November 1, 1962 to November 1, 1981 inclusively, with interest at a rate not less than 5% nor more than 6%, payable semi-annually on May 1 and November 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos. 395, amounting to \$162,500 — construction of sewers, pavements and sidewalks; 417, amounting to \$26,300 — acquisition of equipment; 420, amounting to \$66,800 — consolidation of the floating debt.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from December 1, 1961.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$255,500 — 20 years

Year	Capital
November 1, 1962	\$ 5,000
November 1, 1963	5,000
November 1, 1964	5,000
November 1, 1965	6,000
November 1, 1966	6,500
November 1, 1967	8,000
November 1, 1968	8,000
November 1, 1969	10,000
November 1, 1970	11,000
November 1, 1971	11,000
November 1, 1972	8,000
November 1, 1973	10,000
November 1, 1974	11,000
November 1, 1975	11,000
November 1, 1976	14,000
November 1, 1977	14,000
November 1, 1978	26,000
November 1, 1979	26,000
November 1, 1980	29,000
November 1, 1981	31,000

Please note that tenders are called for bonds redeemable according to the above schedule only, and that tenders for short terms shall not be considered.

The successful tendered agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Ste. Rose, county of Laval.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the head office of the said bank at Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Monday, November 6, 1961, at 8:30 o'clock p.m., at the Town Hall, 216 Ste-Rose Blvd., Ste-Rose, county of Laval.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Ste-Rose, (County of Laval), October 18, 1961.

LÉO LABONVILLE,  
Secretary-Treasurer.

Town Hall, 216 Ste-Rose Blvd.,  
P.O.B. 1000, Ste-Rose, (Laval), P.Q.  
Telephone: NAtional-5-2477.

59093

**Village de Varennes**  
Comté de Verchères

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations », seront reçues par le soussigné Jules Phaneuf, N.P. secrétaire-trésorier, jusqu'à 7.30 heures p.m., 1, rue Guèvremont, Varennes, comté de Verchères, ou jusqu'à 8 heures p.m., en la salle paroissiale, rue de la Fabrique, Varennes, comté de Verchères, mercredi, le 8 novembre 1961, pour l'achat de \$25,000 d'obligations du village de Varennes, comté de Verchères, datées du 1er novembre 1961 et remboursables par séries du 1er novembre 1962 au 1er novembre 1981 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement No 274 — construction de trottoirs.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er décembre 1961.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$25,000 — 20 ans  
Année Capital

1er novembre 1962	\$ 500
1er novembre 1963	500
1er novembre 1964	1,000
1er novembre 1965	1,000
1er novembre 1966	1,000
1er novembre 1967	1,000
1er novembre 1968	1,000
1er novembre 1969	1,000
1er novembre 1970	1,000
1er novembre 1971	1,000
1er novembre 1972	1,000
1er novembre 1973	1,500
1er novembre 1974	1,500
1er novembre 1975	1,500
1er novembre 1976	1,500
1er novembre 1977	1,500
1er novembre 1978	1,500
1er novembre 1979	2,000
1er novembre 1980	2,000
1er novembre 1981	2,000

On est prié de noter que les soumissions sont demandées pour des obligations remboursables suivant le tableau ci-dessus seulement, et que les offres qui seront faites pour des obligations à courte échéance ne seront pas prises en considération.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Varennes, comté de Verchères.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mercredi, le 8 novembre 1961 à 8 heures du soir, en la salle paroissiale, rue de la Fabrique, Varennes, comté de Verchères.

**Village of Varennes**  
County of Verchères

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Jules Phaneuf, N.P., secretary-treasurer, until 7:30 o'clock p.m., 1 Guèvremont St., Varennes, county of Verchères, or until 8:00 o'clock p.m. in the parish hall, de la Fabrique St., Varennes, county of Verchères, on Wednesday, November 8, 1961, for the purchase of an issue of \$25,000 of bonds for the village of Varennes, county of Verchères, dated November 1, 1961, and redeemable semi-annually from November 1, 1962 to November 1, 1981 inclusively, with interest at a rate not less than 5% nor more than 6%, payable semi-annually on May 1 and November 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-law No 274 — construction of sidewalks.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from December 1, 1961.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$25,000 — 20 years  
Year Capital

November 1, 1962	\$ 500
November 1, 1963	500
November 1, 1964	1,000
November 1, 1965	1,000
November 1, 1966	1,000
November 1, 1967	1,000
November 1, 1968	1,000
November 1, 1969	1,000
November 1, 1970	1,000
November 1, 1971	1,000
November 1, 1972	1,000
November 1, 1973	1,500
November 1, 1974	1,500
November 1, 1975	1,500
November 1, 1976	1,500
November 1, 1977	1,500
November 1, 1978	1,500
November 1, 1979	2,000
November 1, 1980	2,000
November 1, 1981	2,000

Please note that tenders are called for bonds redeemable according to the above table only, and that offers for short term bonds shall not be taken into consideration.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Varennes, county of Verchères.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council, to be held on Wednesday, November 8, 1961, at 8:00 o'clock p.m., in the parish hall, de la Fabrique St., Varennes, county of Verchères.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.  
Varenes, (Comté de Verchères), ce 18 octobre 1961.

*Le Secrétaire-trésorier,*  
JULES PHANEUF, N.P.

1, rue Guèvremont,  
Varenes, (Verchères), P.Q.  
Téléphone: OLYMPIA 2-2525. 59094-o

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.  
Varenes, (County of Verchères), October 18, 1961.

JULES PHANEUF, N.P.,  
*Secretary-Treasurer.*

1, Guèvremont St.,  
Varenes, (Verchères), P.Q.  
Telephone: OLYMPIA 2-2525. 59094

## Syndicats coopératifs

### Le Syndicat d'Initiatives de Mistassini

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif « Le Syndicat d'Initiatives de Mistassini », en date du 21 avril 1961, dont le siège social est situé à Mistassini, comté de Roberval, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 4 mai 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
59025-o RAYMOND DOUVILLE.

### Chantier Coopératif de l'U.C.C. de Chambord

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif « Chantier Coopératif de l'U.C.C. de Chambord », en date du 14 septembre 1961, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Le siège social dudit syndicat coopératif est situé à Chambord, comté de Roberval.  
Québec, le 27 septembre 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
59026-o RAYMOND DOUVILLE.

### La Société Coopérative d'Habitation de St-Jean et Iberville

Avis est donné que, lors d'une assemblée spéciale des membres de la « Société Coopérative d'Habitation de St-Jean », tenue le 8 août 1961, le nom de ladite société a été, par résolution adoptée à cette fin, changé en celui de « La Société Coopérative d'Habitation de St-Jean et Iberville ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 30 septembre 1961.

*Le Sous-secrétaire de la province,*  
59049-o RAYMOND DOUVILLE.

### Syndicat des Producteurs de Bleuets de St-Augustin

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif « Syndicat des Producteurs de Bleuets de St-Augustin », en date du 9 septembre 1961, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Le siège social dudit syndicat coopératif est situé à Saint-Augustin, comté de Roberval.  
Québec, le 6 octobre 1961.

*Le Sous-secrétaire adjoint  
de la province,*  
59087-o LUCIEN DARVEAU.

## Cooperative Syndicates

### Le Syndicat d'Initiatives de Mistassini

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Le Syndicat d'Initiatives de Mistassini", under date April 21, 1961, whereof the head office is at Mistassini, county of Roberval, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, on May 4, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,  
59025-o *Assistant Secretary of the Province.*

### Chantier Coopératif de l'U.C.C. de Chambord

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy, dated September 14, 1961, of the declaration of foundation, as a cooperative syndicate, of "Chantier Coopératif de l'U.C.C. de Chambord", and that such document has been filed in the Archives of the Department of the Provincial Secretary.

The head office of said cooperative syndicate is located at Chambord, county of Roberval.  
Quebec, September 27, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,  
59026 *Assistant Secretary of the Province.*

### La Société Coopérative d'Habitation de St-Jean et Iberville

Notice is given that, at a special meeting of the members of the "Société Coopérative d'Habitation de St-Jean", held on August 8, 1961, the name of the said society has been changed, by a resolution adopted for this purpose, to "La Société Coopérative d'Habitation de St-Jean et Iberville".

Given at the office of the Provincial Secretary, on September 30, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,  
59049 *Assistant Secretary of the Province.*

### Syndicat des Producteurs de Bleuets de St-Augustin

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy, dated September 9, 1961, of the declaration of foundation, as a cooperative syndicate, of "Syndicat des Producteurs de Bleuets de St-Augustin", and that such document has been filed in the Archives of the Department of the Provincial Secretary.

The head office of said cooperative syndicate is located at Saint-Augustin, county of Roberval.  
Quebec, October 6, 1961.

LUCIEN DARVEAU,  
59087 *Associate Assistant Secretary  
of the Province.*

**Magasin Co-op Arvida**

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif du « Magasin Co-op Arvida », en date du 11 octobre, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Le siège social dudit syndicat coopératif est situé à Arvida, comté de Chicoutimi.

Québec, le 18 octobre 1961.

*Le Sous-secrétaire adjoint  
de la province,*

59096-o

LUCIEN DARVEAU.

**Magasin Co-op Arvida**

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy, dated October 11, 1961, of the declaration of foundation, as a cooperative syndicate, of "Magasin Co-op Arvida", and that such document has been filed in the Archives of the Department of the Provincial Secretary.

The head office of said cooperative syndicate is located at Arvida, county of Chicoutimi.

Quebec, October 18, 1961.

*LUCIEN DARVEAU,  
Associate Assistant Secretary  
of the Province.*

59096

**Co-op de Montmagny**

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif de « Co-op de Montmagny », en date du 16 octobre 1961, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Le siège social dudit syndicat coopératif est situé à Montmagny, comté de Montmagny.

Québec, le 18 octobre 1961.

*Le Sous-secrétaire adjoint  
de la province,*

59097-o

LUCIEN DARVEAU.

**Co-op de Montmagny**

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy, dated October 16, 1961, of the declaration of foundation, as a cooperative syndicate, of "Co-op de Montmagny", and that such document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

The head office of said cooperative syndicate is located at Montmagny, county of Montmagny.

Quebec, October 18, 1961.

*LUCIEN DARVEAU,  
Associate Assistant Secretary  
of the Province.*

59097

**Syndicat professionnel****L'Association des Principaux du Diocèse de Chicoutimi**

*(Loi des syndicats professionnels)*

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « L'Association des Principaux du Diocèse de Chicoutimi », a été autorisée par le secrétaire de la province, le 3 octobre 1961.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à Arvida, district judiciaire de Chicoutimi.

Québec, le 6 octobre 1961.

*Le Sous-secrétaire adjoint  
de la province,*

59079-o

LUCIEN DARVEAU.

**Professional Syndicate****L'Association des Principaux du Diocèse de Chicoutimi**

*(Professional Syndicates' Act)*

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "L'Association des Principaux du Diocèse de Chicoutimi", has been authorized by the Provincial Secretary on October 3, 1961.

The head office of the said professional syndicate is situated at Arvida, county of Chicoutimi.

Quebec, October 6, 1961.

*LUCIEN DARVEAU,  
Associate Assistant Secretary  
of the Province.*

59079

**Vente d'effets non-réclamés****Canadian Pacific Express Company**

Avis est par les présentes donné que tous les effets reçus avant le premier jour de novembre 1960, et non réclamés aux bureaux de la « Canadian Pacific Express Company » à divers endroits de la province de Québec seront vendus aux enchères publiques, au plus haut enchérisseur, par Frank Waddington, encanteur, à 128 rue King est, Toronto, Ontario, à onze heures de l'avant-midi, le deuxième jour de novembre 1961, conformément à la Loi des Chemins de fer du Canada, à moins que lesdits effets ne soient réclamés et tous les frais payés avant cette date.

Toronto, Ont., le 12 septembre 1961.

*Canadian Pacific Express Company,  
Le Surintendant général,  
F. A. DOYLE.*

58685-37-6-o

**Sale of Unclaimed Goods****Canadian Pacific Express Company**

Notice is hereby given that all goods received previous to the first day of November 1960, and still remaining unclaimed in the offices of the "Canadian Pacific Express Company" at different points in the Province of Quebec will be sold at public auction to the highest bidder by Frank Waddington, auctioneer, at 128 King Street East, Toronto, Ontario, at eleven o'clock in the forenoon, on the second day of November, 1961, unless same shall be called for before that date and all charges paid thereon.

Toronto, Ont., September 12, 1961.

*Canadian Pacific Express Company,  
F. A. DOYLE,  
General Superintendent.*

58685-37-6-o

**Ventes par Shérifs**

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

**BEAUHARNOIS**

Canada — Province de Québec  
District de Beauharnois

Cour Supérieure, { **CHARLES DENIS**, ren-  
No 5860. { tier, de St-Stanislas de  
Kostka, district de Beauhar-  
nois, demandeur, *vs* **YVAN McSWEEN**, ven-  
deur, de la cité de Salaberry de Valleyfield, district de Beauharnois, défendeur.

À savoir: « Un lot de terre connu et désigné comme étant la subdivision numéro 377, du lot originaire numéro 92, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Ste-Cécile, district de Beauharnois, ainsi que les bâtisses dessus construites, et en particulier, une maison d'habitation portant le numéro civique, 158 de la rue St-Philippe, en la cité de Salaberry de Valleyfield, district de Beauharnois, et les dépendances.

Pour être vendu à mon Bureau au Palais de Justice, à Valleyfield, le JEUDI, VINGT-TROISIÈME jour de NOVEMBRE, 1961, à DIX heures de l'avant-midi.

*Le Shérif,*

Bureau du Shérif, **ERNEST POIRIER**,  
Valleyfield, 16 octobre 1961. 59069-42-2-o  
[Première insertion: 21 octobre 1961.]

*Fieri Facias*

District de Beauharnois

Cour Supérieure, { **MELVIN CARSON**, fer-  
No 5892. { mier, du canton de Ha-  
velock, district de Beauhar-  
nois, demandeur *vs* **RAYMOND COWAN**,  
canton de Franklin, district de Beauharnois, défendeur.

À savoir: a) Ce lot de terrain connu et désigné comme étant le lot quarante-cinq-A (45-A) rang un, auparavant de Hemmingford, canton de Franklin, borné en front au nord, par un chemin public, à l'est par 44-B, au sud par la frontière des États-Unis, à l'ouest par 45-B, et contenant 67 acres environ.

b) Ce lot de terrain connu et désigné comme étant le lot 45-B, rang un, auparavant de Hemmingford, canton de Franklin, borné en front au nord, par un chemin public, à l'est par 45-A, au sud par la frontière des États-Unis, à l'ouest par le numéro 45-C, et contenant 67 acres environ.

Pour être vendu à la porte de l'église catholique de St-Joseph de Huntingdon, le JEUDI, TRENTIÈME jour de NOVEMBRE, 1961, à DIX heures de l'avant-midi.

*Le Shérif,*

Bureau du Shérif, **ERNEST POIRIER**,  
Valleyfield, 17 octobre 1961. 59081-42-2  
[Première insertion: le 28 octobre 1961.]

**CHICOUTIMI**

*Fieri Facias*

District de Québec

Cour de Magistrat, { **MARCEL ROCHETTE**  
No 254-219. { LIMITEE, corps  
politique et incorporé ayant

**Sheriffs' Sales**

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

**BEAUHARNOIS**

Canada — Province of Quebec  
District of Beauharnois

Superior Court, { **CHARLES DENIS**, an-  
No. 5860. { nuitant, of St. Stanislas  
de Kostka, district of Beauhar-  
nois, plaintiff, *vs* **YVAN McSWEEN**, salesman,  
of the city of Salaberry de Valleyfield, district of Beauharnois, defendant.

To wit: "A lot of land known and designated as being subdivision number 377, of the original lot number 92, on the official plan and in the book of reference for the parish of Ste-Cécile, district of Beauharnois, as well as the buildings thereon erected and especially a dwelling house bearing civic number 158 St. Philippe Street, in the city of Salaberry de Valleyfield, district of Beauharnois, and dependencies.

To be sold at my office at the Court House at Valleyfield, on THURSDAY, the TWENTY-THIRD day of NOVEMBER, 1961, at TEN o'clock in the forenoon.

**ERNEST POIRIER**,

Sheriff's Office, *Sheriff*,  
Valleyfield, October 16, 1961. 59069-42-2  
[First insertion: October 21, 1961.]

*Fieri Facias*

District of Beauharnois

Superior Court, { **MELVIN CARSON**, farm-  
No. 5892. { er, of the township of  
Havelock, district of Beauhar-  
nois, plaintiff *vs* **RAYMOND COWAN**,  
of the township Franklin district of Beauharnois, defendant.

To wit: a) That lot of land known and designated as lot forty-five-A (45-A) range one, formerly of Hemmingford, township of Franklin, bounded in front to the north, by a public road, on the east by 44-B, on the south by the United States, on the west by 45-B, containing about 67 acres.

b) That lot of land known and designated as lot 45-B, range one, formerly of Hemmingford, township of Franklin, bounded in front to the north, by a public road, on the east by 45-A, to the south by the United States, and to the west, by number 45-C, containing about 67 acres.

To be sold at the Catholic Church door of St-Joseph de Huntingdon on THURSDAY the THIRTIETH day of NOVEMBER, 1961, at TEN o'clock in the forenoon.

**ERNEST POIRIER**,

Sheriff's Office, *Sheriff*,  
Valleyfield, October 17, 1961. 59081-42-2-o  
[First insertion: October 28, 1961.]

**CHICOUTIMI**

*Fieri Facias*

District of Quebec

Magistrate's Court, { **MARCEL ROCHETTE**  
No. 254-219. { LIMITEE, body  
politic and corporate, hav-

sa principale place d'affaires en la cité de Québec, demandeur; *vs* EDMOND-LOUIS FORTIN, faisant affaires sous les nom et raison sociale de Fortin & Fils Enr., Chicoutimi-Nord, P.Q. défendeur.

« Lot No 1-B-98 du 1er rang est au cadastre officiel du canton Tremblay avec bâtisses, circonstances et dépendances mais sujet à la servitude enregistrée sous le No 113-416 ».

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Luc de Chicoutimi-Nord, le VINGT-TROISIÈME jour du mois de NOVEMBRE 1961, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif,

RENÉ DELISLE.

Chicoutimi, le 16 octobre 1961. 59070-42-2-0

ing its principal place of business in the city of Quebec, plaintiff *vs* EDMOND-LOUIS FORTIN, carrying on business under the name and style of "Fortin & Fils Enr.", Chicoutimi-Nord, P.Q., defendant.

"Lot No. 1-B-98 in the first east Range on the official cadaster of the township of Tremblay with buildings, circumstances and dependencies, but subject to the servitude registered under No. 113-416."

To be sold at the door of the parochial Church of St-Luc de Chicoutimi-Nord, on the TWENTY-THIRD day of the month of NOVEMBER, 1961, at THREE o'clock in the afternoon.

RENÉ DELISLE.

Sheriff's Office,

Sheriff.

Chicoutimi, October 16, 1961. 59070-42-2

## G A S P É

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*

Canada — Province de Québec

District de Gaspé

(Div. Iles de la Madeleine)

Cour Supérieure, { DAMASE FOREST, domicilié à Lavernière, Iles de la Madeleine, demandeur, *vs* FRED GAUDET, domicilié à Lavernière, Iles de la Madeleine, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

Un lot de terre d'environ un quart d'acre (0-1-0) partie du lot No 75-A du cadastre de l'Île Grindstone, division d'enregistrement des Iles de la Madeleine, et borné comme suit: au nord: par le chemin public; à l'est: par Daniel Forest; au sud: par Daniel Forest; à l'ouest par Augustin Boudreau, le tout avec une maison dessus construite, circonstances et dépendances.

Pour être vendu au bureau du Shérif, Palais de Justice, I.M. le VINGTIÈME jour de NOVEMBRE, 1961 à ONZE heures de l'avant midi.

Bureau du Shérif,

Le Député-Shérif,

Palais de Justice,

NAPOLÉON BRIAND.

Hâvre-Aubert, I.M.

59071-42-2-0

## G A S P É

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*

Canada — Province of Quebec

District of Gaspé

(Div. Magdalen Islands)

Superior Court, { DAMASE FOREST, domiciled at Lavernière, Magdalen Islands, plaintiff, *vs* FRED GAUDET, domiciled at Lavernière, Magdalen Islands, defendant.

As belonging to the defendant:

A lot of land of about a quarter of an acre (0-1-0) part of lot No. 75-A of the cadaster of the Isle of Grindstone, registration division of the Magdalen Islands, and bounded as follows: on the north, by the public road; on the east, by Daniel Forest; on the south, by Daniel Forest; on the west, by Augustin Boudreau, the whole with a house erected thereon, circumstances and dependencies.

To be sold at the Sheriff's Office, Court House, M. I. on the TWENTIETH day of NOVEMBER, 1961, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,

NAPOLÉON BRIAND,

Court House,

Deputy-Sheriff.

Hâvre-Aubert, M. I.

59071-42-2

## H U L L

Canada — Province de Québec

District de Hull

Cour Supérieure, { SUN LIFE ASSURANCE COMPANY OF CANADA, une corporation existant sous les lois du Canada, ayant son siège social en la cité de Montréal, demanderesse *vs* LESLIE L. PEARCE, des cité et district de Hull, auparavant membre de l'Aviation Royale Canadienne de Sa Majesté, défendeur.

Une propriété immobilière connue et désignée comme étant le lot cent trente-trois de la subdivision du lot sept « K » (7K-133) rang cinq, conformément aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Hull, et mesurant quarante-quatre pieds et trois dixièmes (44.3') de largeur sur sa limite nord-est et cent vingt-deux (122') de largeur sur sa limite sud par cent pieds et quatre dixièmes (100.4') de profondeur sur sa limite est et cent quarante-deux pieds et quatre dixièmes (142.4') de profondeur sur sa limite

Canada — Province of Quebec

District of Hull

Superior Court, { SUN LIFE ASSURANCE COMPANY OF CANADA, a corporation existing under the Laws of Canada, having its head office in the city of Montreal, plaintiff, *vs* LESLIE L. PEARCE, of the city and district of Hull, formerly a member of Her Majesty's Royal Canadian Air Force, defendant.

"An immoveable property known and described as being lot one hundred and thirty-three of the subdivision of lot seven "K" (7K-133), range five, according to the official plan and book of reference for the township of Hull, measuring forty-four feet and three tenths (44.3') in width in its Northeast boundary and one hundred and twenty-two (122') in width in its south boundary by one hundred feet and four tenths (100.4') in depth in its east boundary and one hundred and forty-two feet and four

nord-ouest, avec toutes les bâtisses dessus érigées et en cours de construction.

Pour être vendu à mon bureau, au Palais de Justice, en la cité de Hull, le DEUXIÈME jour de NOVEMBRE, 1961, à TROIS heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, *Le Shérif,*  
ce 25 septembre 1961. R. ST-PIERRE.  
58887-39-2

tenths (142.4') in depth in its north-west boundary, with all the buildings thereon erected and in course of construction."

To be sold at my office, in the Court House, in the city of Hull, the SECOND day of NOVEMBER, 1961, at THREE o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, *R. St-Pierre,*  
September 25, 1961. *Sheriff.*  
58887-39-2-o

KAMOURASKA

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*  
Canada — Province of Québec  
District of Kamouraska

Cour de Magistrat, { FLORENT RIOUX, de-  
No 4731. mandeur, vs FERDI-  
NAND MOREAU, défendeur.

« Une maison construite sur le lot numéro 30, Canton Biencourt rang 2. »

Pour être vendue à la porte de l'église Lac des Aigles, comté de Rimouski, le TRENTIÈME jour de NOVEMBRE 1961 à TROIS heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, *Le Shérif,*  
Rivière-du-Loup, MAURICE MORIN.  
c: 11 octobre 1961. 59072-42-2-o  
[Première insertion: le 21 octobre 1961.]

KAMOURASKA

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*  
Canada — Province of Québec  
District of Kamouraska

Magistrate's Court, { FLORENT RIOUX,  
No. 4731. plaintiff, vs FERDI-  
NAND MOREAU, defend-  
ant.

"A house erected on lot number 30, Township of Biencourt, range 2."

To be sold at the church door of Lac des Aigles, county of Rimouski, on the THIRTIETH day of NOVEMBER, 1961, at THREE o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, MAURICE MORIN,  
Rivière-du-Loup, *Sheriff.*  
October 11, 1961. 59072-42-2  
[First insertion: October 21, 1961.]

MÉGANTIC

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*  
District de Mégantic

Cour Supérieure, { DAME MARY MAR-  
No 1686. COUX, veuve non  
remariée d'Albert Houle, mén-  
agère, domiciliée au No 794 rue Tanguay,  
Thetford Mines, district de Mégantic, deman-  
deresse, versus HENRI LÉTOURNEAU, ren-  
tier de Thetford Mines, domicilié au No 790 rue  
Tanguay, Thetford Mines, défendeur, et GÉ-  
RARD DUSSAULT, 160 rue Ste-Catherine,  
Thetford Mines, tiers-saisi.

« Un emplacement étant le lot numéro cin-  
quante-six (No 56) et la demie nord-ouest du  
lot numéro cinquante-sept (½ N.O. 57) de la  
subdivision du lot numéro trente (No 30) rang  
C du cadastre du canton de Coleraine, avec les  
bâtisses dessus construites, sous les réserves de  
mines et droits de mines, à qui de droit ».

Pour être vendu à la porte de l'église de la  
paroisse de St-Maurice, en la cité de Thetford  
Mines, le TROISIÈME jour de NOVEMBRE  
1961 à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, *Le Shérif,*  
Thetford Mines, LOUIS CAMIRÉ.  
le 25 septembre 1961. 58888-39-2-o

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*  
District of Mégantic

Superior Court, { DAME MARY MAR-  
No. 1686. COUX, unmarried  
widow of Albert Houle, house-  
wife, domiciled at No. 794 Tanguay Street,  
Thetford Mines, district of Mégantic, plaintiff,  
versus HENRI LÉTOURNEAU, annuitant of  
Thetford Mines, domiciled at No. 790 Tanguay  
Street, Thetford Mines, defendant, and GÉ-  
RARD DUSSAULT, 160 St. Catherine Street,  
Thetford Mines, garnishee.

"An emplacement being lot number fifty-six  
(No. 56) and the northwest half of lot number  
fifty-seven (N.W. ½ 57) of the subdivision of  
lot number thirty (No. 30) range C of the cadas-  
ter of the township of Coleraine, with the build-  
ings thereon erected, under the reserve of  
Mining Rights for whom it may concern".

To be sold at the church door of the parish of  
St. Maurice in the city of Thetford Mines, on  
the THIRD day of NOVEMBER 1961, at  
TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, LOUIS CAMIRÉ,  
Thetford Mines, *Sheriff.*  
September 25, 1961. 58888-39-2-o

MONTRÉAL

*Fieri Facias de Terris*  
Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: { THE B. & F. LUMBER  
No 532 035. COMPANY LIMIT-  
ED, demanderesse vs  
UNION FOREST PRODUCTS LIMITED  
*et al*, comme appartenant à Richard Joseph Ford,  
défendeurs.

MONTRÉAL

*Fieri Facias de Terris*  
Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: { THE B. & F. LUMBER  
No. 532 035. COMPANY LIMIT-  
ED, plaintiff, vs UNION  
FOREST PRODUCTS LIMITED *et al*, as be-  
longing to Richard Joseph Ford, defendants.

## Description

Un emplacement ayant front sur la rue Rosalie en la cité de Montréal, et mesurant une largeur de cinquante pieds (50') sur une profondeur de cent pieds (100') mesure anglaise, plus ou moins, connu et désigné comme étant les lots numéros six cent quatre-vingt-deux et six cent quatre-vingt-trois du lot originaire numéro dix-neuf (19-682 et 683) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Laurent.

Avec un « bungalow » dessus érigé portant le numéro civique 11836 de ladite rue Rosalie.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le TROISIÈME jour de NOVEMBRE 1961, à DIX heures de l'avant-midi.

Un dépôt de \$1,400.00 sera exigé de tout offrant et enchérisseur, selon un jugement rendu par l'honorable Juge Tellier, en date du 13 septembre 1961.

Bureau du Shérif, Montréal, 26 septembre 1961.

Le Shérif,

L.-P. CAISSE, C.R.  
58889-39-2

## Designation

An emplacement fronting on Rosalie Street in the city of Montreal, measuring a width of fifty feet (50') by a depth of one hundred feet (100') English measure, more or less, known and designated as lots numbers six hundred and eighty-two and six hundred and eighty-three of the original lot number nineteen (19-682 and 683) on the official plan and book of reference of the parish of St-Laurent.

With a bungalow thereon erected bearing the civic number 11836 of the said Rosalie Street.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRD day of NOVEMBER 1961, at TEN o'clock in the morning.

A deposit of \$1,400.00 shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgement rendered by the Honourable Justice Tellier, dated September 13, 1961.

Sheriff's Office, Montreal, September 26, 1961.

L.-P. CAISSE, Q.C.,

Sheriff.  
58889-39-2-o

## QUÉBEC

## Fieri Facias

Québec, à savoir: { B. LÉONARD INC., corps  
No 109-228. { politique et incorporé,  
légalement constitué, ayant  
son siège social à Québec, dans le district de  
Québec contre HORST OESTERWINTER, ré-  
sidant à Park Avenue Building, Suite 1001,  
Detroit 26, Michigan, U.S.A.

« La subdivision huit du lot originaire quatre cent cinq (405-8) du cadastre de Ste-Foy, comté de Québec, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu à la porte de l'église de Ste-Foy, comté de Québec, le DIXIÈME jour de NOVEMBRE prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, M<sup>RE</sup> ANTOINE BOURGET,  
Québec, le 22 septembre 1961. 58872-39-2-o  
[Première insertion: 30 septembre 1961.]  
[Deuxième insertion: 21 octobre 1961.]

Le Shérif,

## Fieri Facias

Québec, à savoir: { BANQUE CANADIENNE  
No 112-159. { NATIONALE, corpora-  
tion légalement constituée  
ayant sa principale place d'affaires à Montréal  
et un bureau à Québec, contre GASTON BEAU-  
LÉ, de Québec.

« Les subdivisions numéros quarante-et-un et quarante-deux (41 et 42) du lot originaire deux mille quatre cent vingt-quatre (2424) du cadastre officiel pour la paroisse de St-Sauveur avec circonstances et dépendances. »

Pour être vendu à mon bureau au Palais de Justice de Québec, le DIXIÈME jour de NOVEMBRE prochain à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, M<sup>RE</sup> ANTOINE BOURGET,  
Québec, le 26 septembre 1961. 58890-39-2-o  
[Première insertion: 30 septembre 1961.]  
[Deuxième insertion: 21 octobre 1961.]

Le Shérif,

## QUEBEC

## Fieri Facias

Quebec, to wit: { B. LÉONARD INC., body  
No. 109-228. { politic and corporate,  
legally incorporated having  
its head office in Quebec, in the district of Quebec,  
versus HORST OESTERWINTER, residing in  
Park Avenue Building, suite 1001, Detroit 26,  
Michigan, U.S.A.

«Subdivision eight of original lot four hundred and five (405-8) in the cadaster of Ste-Foy, county of Quebec, with buildings thereon constructed, circumstances and dependencies.»

To be sold at the church door of Ste-Foy, county of Quebec, on the TENTH day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, Québec, September 22, 1961. 58872-39-2  
[First insertion: September 30, 1961.]  
[Second insertion: October 21, 1961.]

ME ANTOINE BOURGET,

Sheriff.

## Fieri Facias

Quebec, to wit: { CANADIAN NATIO-  
No. 112-159. { NAL BANK, body  
legally incorporated having  
its head office in Montreal and an office in Quebec,  
versus GASTON BEAULÉ, of Quebec.

«The subdivisions number forty-one and forty-two (41 and 42) of original lot two thousand four hundred and twenty-four (2424) in the official cadaster of the parish of St-Sauveur, with the circumstances and dependencies.»

To be sold at my office in the Quebec Court House, on the TENTH day of NOVEMBER next at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, Québec, September 26, 1961. 58890-39-2  
[First insertion: September 30, 1961.]  
[Second insertion: October 21, 1961.]

ME ANTOINE BOURGET,

Sheriff.

ROBERVAL

*Fieri Facias de Terris*

Canada — Province de Québec  
District de Roberval

Cour de Magistrat, { U. LAROUCHE, no-  
Alma, taire, Naudville, de-  
No 17,499. } mandeur *vs* JOSEPH AR-  
MAND TREMBLAY (Ar-  
thur), Ste-Monique, défendeur.

*Avis de vente*

*À titre de possesseur « Animo Domini »*

« Le lot No 12, rang VII, canton Taillon, avec  
bâtisses dessus construites, appartenances et  
dépendances. »

Tel que le tout est actuellement.

Pour être vendu à la porte de l'église de la  
paroisse de Ste-Monique, dans le comté du Lac-  
St-Jean, le VINGT-TROISIÈME jour de NO-  
VEMBRE, 1961, à DEUX heures de l'après-  
midi.

*Le Shérif,*

Bureau du Shérif, LAVOIE & DE LA BOISSIÈRE,  
Palais de Justice, Par: Léo de la Boissière.

Roberval, le 14 octobre 1961. 59084-42-2-o  
[Première insertion, samedi le 21 octobre 1961.]

ROBERVAL

*Fieri Facias de Terris*

Canada — Province of Quebec  
District of Roberval

Magistrate's Court, { U. LAROUCHE, no-  
Alma, tary, Naudville,  
No. 17,499. } plaintiff, *vs* JOSEPH AR-  
MAND TREMBLAY (Ar-  
thur), Ste-Monique, defendant.

*Notice of sale*

*Under title of ownership "Animo Domini"*

\*Lot No. 12, range VII, township Taillon,  
with buildings thereon erected, appurtenances  
and dependencies."

As the whole is presently.

To be sold at the church door of the parish of  
Ste-Monique in the county of Lake St. John, on  
the TWENTY-THIRD day of NOVEMBER,  
1961, at TWO o'clock in the afternoon.

LAVOIE & DE LA BOISSIÈRE,

Sheriff's Office, Sheriff

Court House, By: Léo de la Boissière.

Roberval, October 14, 1961. 59084-42-2  
[First insertion: Saturday, October 21, 1961.]

ROUYN-NORANDA

*Fieri Facias*

District of Rouyn-Noranda

Cour Supérieure, { MARCEL GÉLINAS, fo-  
No 4557. } reur, domicilié à Rouyn,  
district de Rouyn-Noranda en  
sa qualité de tuteur de Lise Gélinas, demandeur,  
*vs* LÉVIS LAFONTAINE, résidant à Évain,  
district de Rouyn-Noranda, défendeur.

« a) Un certain lot de terre connu et désigné  
comme étant la demie-nord du lot 49, rang VI  
canton Boischatel, avec bâtisses dessus construites,  
circonstances et dépendances. »

b) Toutes les bâtisses situés sur la demie sud  
du lot 49 du rang VI, canton Boischatel. »

Pour être vendus à la porte de l'église St-Ber-  
nard de Boischatel, Évain, Québec, JEUDI  
le VINGT-TROISIÈME jour de NOVEMBRE  
1961, à DEUX heures de l'après-midi.

*Le Shérif,*

Bureau du Shérif, J. H. CHARBONNEAU,  
Rouyn, le 16 octobre 1961. 59073-42-2-o

*Fieri Facias*

District of Rouyn-Noranda

Superior Court, { MARCEL GÉLINAS, dia-  
No. 4557. } mond driller, domiciled  
at Rouyn, district of Rouyn-  
Noranda in his quality of tutor to Lise Gélinas,  
plaintiff, *vs* LÉVIS LAFONTAINE, residing at  
Évain, district of Rouyn-Noranda, defendant.

"a) A certain lot of land known and designed  
as the north half of lot 49, rang VI, township of  
Boischatel, with buildings thereon erected,  
circumstances and dependencies."

b) All buildings situated on the south half of  
lot 49, range VI, township of Boischatel."

To be sold at the door of the church of St-  
Bernard of Boischatel, Évain, Quebec, on  
THURSDAY the TWENTY-THIRD day of  
NOVEMBER, 1961, at TWO of the clock in  
the afternoon.

J. H. CHARBONNEAU,

Sheriff's Office, Sheriff  
Rouyn, October 16, 1961. 59073-42-2-o

SAINT-FRANÇOIS

*Fieri Facias de Terris*

District of St-François

Cour Supérieure, { L'OFFICE DU CRÉDIT  
No 3328. } AGRICOLE DU QUÉ-  
BEC, corps politique et in-  
corporé, ayant son siège social à Québec, deman-  
deur requérant, *vs* LÉON BOISVERT, cultiva-  
teur, domicilié à St-Adrien de Ham, comté de  
Wolfe, défendeur intimé.

« Le lot numéro sept (7) du dixième rang du  
canton de Ham, avec bâtisses dessus construites. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale  
de St-Joseph, Ham Sud, le DEUXIÈME jour  
de NOVEMBRE 1961, à ONZE heures a.m.

*Le Shérif,*

Bureau du Shérif, DONAT JACQUES,  
Sherbrooke district de St-François,  
ce 25 septembre 1961. 58874-39-2-o  
[Première insertion: le 30 septembre 1961]

SAINT-FRANCIS

*Fieri Facias de Terris*

District of St. Francis

Superior Court, { THE QUEBEC FARM  
No. 3328. } CREDIT BUREAU,  
body politic and incorporated,  
having its corporate seat at Quebec, plaintiff ap-  
plicant, *vs* LÉON BOISVERT, farmer, domiciled  
at St-Adrien de Ham, County of Wolfe, de-  
fendant respondent.

"The lot number seven (7) of the tenth range  
of the township of Ham, with buildings thereon  
erected."

To be sold at the door of the parochial church  
of St-Joseph, Ham Sud, the SECOND day of  
NOVEMBER 1961, at ELEVEN o'clock in the  
forenoon.

DONAT JACQUES,

Sheriff's Office, Sheriff  
District of St. Francis,  
September the 25, 1961. 58874-39-2-o  
[First insertion the 30th of September 1961]

## SAINT-HYACINTHE

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*  
Canada — Province de Québec  
District de St-Hyacinthe

Cour Supérieure, { **ARMAND CROTEAU**,  
No 12-713. { Granby, demandeur, *vs*  
**MAURICE BERGERON**,  
exécuteur testamentaire de feu Dame Joseph  
Blanchard, de Ludlow, Mass., U.S.A. défendeur,  
et J. ISIDORE DENIS, registrateur de comté  
de Bagot, mis-en-cause.

Un emplacement situé au village de St-Pie, comté de Bagot, rue Notre-Dame, côté sud-ouest, faisant partie des lots désignés sous les numéros 635 et 636 (Pts 635 et 636) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Pie, comté de Bagot, avec les constructions y édifiées, à distraire dudit lot six cent trente-six (636), une lisière de terrain vendue par Moïse Daignault à la Cie du Pont de St-Pie, suivant vente devant J. B. S. Bathalon, notaire, le 18 août 1905, enregistré à Bagot sous le No 37713, et à distraire et réserver également dudit lot six cent trente-six (636) une lisière de terrain de la contenance de front ou de largeur près du trottoir du chemin public et de quarante-trois pieds de largeur à la profondeur près de la rivière Yamaska maintenant rivière Noire, sur la profondeur qu'il peut y avoir à partir du chemin public à aller à ladite rivière Yamaska, et bornée comme suit: en front, par le chemin public, en profondeur, ladite rivière Yamaska, d'un côté, à la côte du Pont ou au terrain vendu à la Cie du Pont de St-Pie, et de l'autre côté, au résidu dudit lot qui a été vendu à Élie Racine par Wilma Chaput, par acte de vente enregistré à Bagot sous le numéro 80893, dans lequel le vendeur réserve encore sur ce terrain son garage et sa porcherie avec droit de passage à côté de telles bâtisses entre le terrain et sur le terrain qu'il a vendu à Élie Racine pour communiquer du chemin de front à la profondeur dudit terrain, pour passer à pied ou pour faire des réparations audites bâtisses au besoin;

À distraire encore du terrain acquis par ledit Élie Racine, par la vente précitée dudit Wilma Chaput, enregistré à Bagot, sous ledit No. 80893, la partie qu'en a vendue ledit Élie Racine à Émile Plouffe, par acte passé devant Me E. S-Pierre, notaire, enregistré à Bagot, sous le No 82499: ledit emplacement, mesurant soixante et onze (71) pieds de largeur, plus ou moins, mesure anglaise, par la profondeur qu'il y a, à partir du chemin public à la rivière Noire, et est borné: en front, au nord-est, par la rue Notre-Dame; en profondeur, par la rivière Noire; d'un côté, au nord-ouest, par Ovila Lapière ou représentants, et de l'autre, au sud-est, par Wilma Chaput ou représentants, et comprenant l'usufruit que le vendeur avait sur ledit immeuble, et toutes servitudes actives ou passives, apparentes ou occultes.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Pie, comté de Bagot, MARDI le TRENTE ET UNIÈME jour du mois d'OCTOBRE 1961, à TROIS heures de l'après-midi.

*Le Shérif,*

Bureau du Shérif, ROMÉO FORBES.  
District de St-Hyacinthe,  
le 18 septembre 1961. 58803-38-2-o

## SAINT-HYACINTHE

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*  
Canada — Province of Quebec  
District of St. Hyacinthe

Superior Court, { **ARMAND CROTEAU**,  
No. 12-713. { of Granby, plaintiff, *vs*  
**MAURICE BERGERON**,  
testamentary executor of the late Dame Joseph  
Blanchard, of Ludlow, Mass., U.S.A., defendant,  
and J. ISIDORE DENIS, registrar for the county  
of Bagot, mis-en-cause.

An emplacement situated in the village of St-Pie, county of Bagot, Notre-Dame St., southwest side, forming part of the lots designated under the numbers 635 and 636 (Pts 635 and 636) in the official plan and book of reference of the parish of St-Pie, county of Bagot, with the constructions thereon erected; to be withdrawn from said lot six hundred and thirty-six (636), is a strip of land sold by Moïse Daignault to the "Cie du Pont de St-Pie", following a deed drawn up before J. B. S. Bathalon, notary, on August 18, 1905, registered at Bagot under No. 37713, and also to be withdrawn and reserved from said lot six hundred and thirty-six (636) is a strip of land containing in front or in width near the sidewalks of the public road, and forty-three feet in width on the depth near the Yamaska River, now "Rivière Noire", by the depth which there may be from the public road going toward said Yamaska River, and bounded as follows: in front, by the public road, in depth by the said Yamaska River, on one side, by the side of the Bridge or by the land sold to the "Cie du Pont de St-Pie", and on the other side, by the remainder of said lot which was sold to Élie Racine by Wilma Chaput, by a deed of sale registered at Bagot under the number 80893, in which the vendor still reserves, on said terrain, his garage and his piggery with right of way beside such buildings between the land and on the land which he sold to Élie Racine, in order to go to the road in front on the depth of said terrain, to go, on foot, or to make repairs to said buildings when necessary;

Also to be withdrawn from the land acquired by said Élie Racine, by the aforementioned sale of the said Wilma Chaput, registered at Bagot, under said No. 80893, the part which the said Élie Racine sold to Émile Plouffe, by a deed drawn up before Me. E. St-Pierre, notary, registered at Bagot under No. 82499: the said emplacement measuring seventy-one feet (71) in width, more or less, English measure, by the depth which exists from the public road to the "Rivière Noire", and is bounded: in front, on the northeast by Nore-Dame St., in depth, by "Rivière Noire", on one side, on the northwest, by Ovila Lapière or representatives, and on the other side, on the southeast by the land of Wilma Chaput or representatives, and including the use which the vendor had on said immovable, and all the servitudes, active and passive, apparent or unapparent.

To be sold at the parochial church door of St-Pie, county of Bagot, on TUESDAY, the THIRTY-FIRST day of the month of OCTOBER, 1961, at THREE o'clock in the afternoon.

ROMÉO FORBES,

Sheriff's Office, Sheriff.  
District of St. Hyacinthe,  
September 18, 1961. 58803-38-2

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*  
Canada — Province de Québec  
District de St-Hyacinthe

Cour Supérieure, { LUCETTE RUFFEL,  
No 12-740. { demanderesse, des cité  
et district de Montréal, *vs*  
RENÉ RIOU, défendeur, de St-Thomas d'Aquin,  
district de St-Hyacinthe.

« Une ferme située en la paroisse de St-Thomas d'Aquin, comté de St-Hyacinthe, de la contenance de trois (3) arpents de largeur sur trente (30) arpents de profondeur, plus ou moins, désignée comme étant les lots 1403 et 1403 au cadastre officiel de la paroisse de Notre-Dame de St-Hyacinthe, avec maison et un groupe de bâtiments y construits. Sujette à une servitude en faveur de Southern Canada Power Ltée, pour leur ligne de transmission électrique, selon acte enregistré A B-94321 ».

Pour être vendu à la porte de l'église de St-Thomas d'Aquin, comté de St-Hyacinthe, le VENDREDI, VINGT-QUATRIÈME jour du mois de NOVEMBRE 1961, à DEUX heures de l'après-midi.

*Le Shérif,*

Bureau du Shérif, ROMÉO FORBES,  
St-Hyacinthe, le 10 octobre 1961. 59075-42-2

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*  
Canada — Province of Quebec  
District of St-Hyacinthe

Superior Court, { LUCETTE RUFFEL,  
No. 12-740. { plaintiff, of the city and  
district of Montreal, *vs* RENÉ  
RIOU, defendant, of St-Thomas d'Aquin, district  
of St-Hyacinthe.

"A farm situated in the parish of St-Thomas d'Aquin, county of St-Hyacinthe containing three (3) arpents in width by thirty (30) arpents in depth, more or less, designated as being lots 1403 and 1403 on the official cadaster of the parish of Notre-Dame de St-Hyacinthe, with house and a group of buildings thereon erected. Subject to a servitude in favor of Southern Canada Power Ltée, for their electric transmission line according to deed registered at B-94321".

To be sold at the church door of St-Thomas d'Aquin, county of St-Hyacinthe, on FRIDAY, the TWENTY-FOURTH day of the month of NOVEMBER, 1961, at TWO o'clock in the afternoon.

ROMÉO FORBES,

Sheriff's Office, Sheriff,  
St-Hyacinthe, October 10, 1961. 59075-42-2

TERREBONNE

Canada — Province de Québec

Cour de l'Échequier { LA REINE: LOI DE  
du Canada, { L'IMPÔT SUR LE  
No 149432. { REVENU, demanderesse,  
*vs* G. JOSEPH COTRONI,  
de la cité de Montréal, défendeur.

*Avis de vente*

Les immeubles ci-après désignés, en la possession du défendeur;

1. Un immeuble situé à Mont-Rolland, pris à même le lot connu et désigné sous le numéro un du 10e rang du canton Abercrombie, au cadastre de la paroisse de Ste-Adèle, cette partie de terrain est bornée en avant au sud-est par la nouvelle route Nationale, d'un côté vers le sud-ouest par le No 1 de la Côte St-Gabriel, en arrière vers le nord-ouest et de l'autre côté vers le nord-est par le résidu dudit No 1 appartenant à P. E. De-Repentigny ou représentants, le terrain présentement décrit est borné en arrière et du côté nord-est par certains rochers, le ligne arrière dudit emplacement longeant le rocher mesure environ 450 pieds, mesure anglaise et la ligne latérale nord-est mesurerait 54 pieds, la ligne latérale sud-ouest mesurerait 382 pieds et la ligne sud-est le long de la route nationale mesurerait 428 pieds le tout mesure anglaise et plus ou moins.

2. Un immeuble faisant partie dudit No 1, ledit terrain mesurant 250 pieds de largeur dans ses lignes nord-ouest et sud-est, sur 150 pieds de profondeur dans les lignes sud-ouest et nord-est; cette partie de terrain est bornée au nord-ouest, à la nouvelle route Nationale allant à Mont Rolland, en arrière au sud-est et d'un côté au nord-est au résidu dudit No 1 appartenant audit P. E. DeRepentigny, ou représentants, et de l'autre côté au sud-ouest à un certain ponceau qui traverse la nouvelle route Nationale.

3. Une partie dudit No 1, mesurant 110 pieds dans la ligne nord-ouest, 51.3 pieds dans la ligne

TERREBONNE

Canada — Province of Quebec

Court of the Exchequer { THE QUEEN: IN-  
of Canada, { COME TAX  
No. 149432. { ACT, plaintiff, *vs* G.  
JOSEPH COTRONI,  
of the city of Montreal, defendant.

*Notice of sale*

The following immoveables hereinafter designated in possession of the defendant;

1. An immoveable situated at Mont-Rolland, taken from lot known and designated under number one of the 10th range of the township of Abercrombie, on the cadaster, of the parish of Ste-Adèle, this part of the lot is bounded in front on the southeast by the new National Highway, on one side on the southwest by No. 1 of the "Côte St-Gabriel", in rear on the northwest and on the other side on the northeast by the residue of the said No. 1 belonging to P. E. De-Repentigny or representatives, the lot of land presently described is bounded in rear and on the northeast side by certain rocks, the rear line of the said emplacement running alongside the rock measures approximately 450 feet, English measure and the lateral line on the northeast would measure 54 feet, the lateral line on the southwest would measure 382 feet and the southeast line along the National Highway would measure 428 feet the whole English measure and more or less.

2. An immoveable forming part of the said No. 1, the said lot of land measuring 250 feet in width in its northwest and southeast lines, by 150 feet in depth in the southwest and northeast lines; this part of lot is bounded on the northwest by the new National Highway going to Mont Rolland, in rear, on the southeast and on one side on the northeast, by the residue of the said No. 1 belonging to the said P. E. DeRepentigny, or representatives, and on the other side on the southwest by a certain culvert which crosses the new National Highway.

3. A part of the said No. 1, measuring 110 feet in the northwest line, 51.3 feet in the north-

nord-est, contenant en superficie 2822 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, borné comme suit; vers le nord-ouest et le nord-est par des parties dudit No 1 restant la propriété du Ministère de la Voirie, vers le sud-est par une autre partie dudit No 1 appartenant à Mlle Opal McRea ou représentants.

4. Une partie dudit No 1, mesurant 157.7 pieds dans la ligne nord-ouest, 47.4 pieds dans la ligne est, 60 pieds dans la ligne sud-est, 58.6 pieds dans la ligne sud, contenant en superficie 2872 pieds carrés, mesure anglaise, et bornée comme suit; vers le nord-ouest par une partie du No 1, vers l'est, le sud-est et le sud par la partie No 1 restant la propriété du Ministère de la Voirie. La ligne sud-est de cette partie de terrain est située à 50 pieds au nord-ouest de la ligne centrale de la nouvelle route No 11.

Avec toutes les bâtisses qui peut y avoir sur lesdits lots.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale St-Joseph de Mont Rolland, JEUDI, le DEUXIÈME jour de NOVEMBRE 1961 à DEUX heures de l'après-midi. (2/11/61 à 2 h. p.m.).

Conditions: comptant.

Bureau du Shérif,  
20 septembre 1961.

*Le Shérif,*  
VILLENEUVE HUOT,  
58891-39-2-0

Canada — Province de Québec  
District de Terrebonne

Cour Supérieure, { **BANQUE DE MONT-  
No 32920.** **RÉAL**, corps politique  
et incorporé ayant une place  
d'affaires à Saint-Jovite, district de Terrebonne,  
demanderesse, *vs* ERWIN GOTT, cultivateur de  
Brébeuf, district de Terrebonne, défendeur et  
le RÉGISTRATEUR du comté d'Argenteuil,  
mis-en-cause

*Avis de vente*

Les immeubles ci-après désignés et en la possession du défendeur;

« La partie à l'est du chemin public des lots trente-sept et trente-huit (p. 37 et p. 38 du rang quatre (IV) du canton Wolfe, avec bâtiments y érigés, moins la partie vendue par titres enregistrés, avec servitude d'aqueduc sur le lot 36 telle qu'établie par l'acte 136883; »

« Partie du lot soixante (p. 60) du canton de Salaberry contenant dix arpents de superficie et une partie du lot soixante et un (p. 61) du canton de Salaberry, contenant environ deux arpents de superficie ».

« Les lots trente et un « B », trente deux « A », trente deux « B » et trente trois (31b, 32a, 32b et 33) du rang huit (VIII), du canton Arundel, moins la partie sud appartenant à Joseph Rodrigue Alarie et un arpent de largeur sur le lot 33 appartenant au même M. Alarie.

Pour être vendues à la porte de l'église de Brébeuf, MERCREDI, le VINGT-DEUXIÈME jour de NOVEMBRE 1961 à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif,  
St-Jérôme, le 11 octobre 1961.

*Le Shérif,*  
VILLENEUVE HUOT,  
59074-42-2-0

### TROIS-RIVIÈRES

Canada — Province de Québec  
District de Trois-Rivières

Cour Supérieure, { **DR. J. THOMAS HOULE,**  
No 23820. **D** dentiste, de la cité de  
Shawinigan, district de Trois-

east line, containing in area 2822 square feet, English measure and more or less, bounded as follows; on the northwest and the northeast by parts of the said No. 1 remaining, the property of the Department of Roads, on the southeast by another part of the said No. 1 belonging to Miss Opal McRea or representatives.

4. A part of the said No. 1 measuring, 157.7 feet in the northwest line, 47.4 feet in the east line, 60 feet in the southeast line, 58.6 feet in the south line; containing in area 2872 square feet, English measure, and bounded as follows: on the northwest by a part of No. 1 on, the east of No. 1, on the east, the southeast and the south by part No. 1 remaining the property of the Department of Roads. The southeast line of this part of land is situated 50 feet on the northwest of the central line of the new route No. 11.

With all the buildings which may be found on the said lots.

To be sold at the parochial church door St. Joseph de Mont Rolland, THURSDAY, the SECOND day of NOVEMBER, 1961, at TWO o'clock in the afternoon. (2/11/61 at 2:00 o'clock p.m.).

Conditions: Cash.

Sheriff's Office,  
September 20, 1961.

*VILLENEUVE HUOT,*  
*Sheriff.*  
58891-39-2

Canada — Province of Quebec  
District of Terrebonne

Superior Court, { **BANK OF MONTREAL,**  
No. 32920. **B** a body politic and corpo-  
rate, having a business place  
at Saint-Jovite, district of Terrebonne, plaintiff,  
*vs* ERWIN GOTT, farmer of Brébeuf, district  
of Terrebonne, defendant, and the REGISTRAR  
for the county of Argenteuil, mis-en-cause

*Notice of sale*

The immoveable hereinafter designated and in possession of the defendant;

"The part of the east of the public road of lots thirty-seven and thirty-eight (Pt. 37 and Pt. 38 of range four (IV) of the township of Wolfe, with buildings thereon erected, less that part sold by registered deed, with servitude of aqueduct on lot 36 as established by deed 136883;"

"Part of lot sixty (Pt. 60) of the township of de Salaberry containing ten arpents in area and a part of lot sixty-one (Pt. 61) of the township of Salaberry, containing about two arpents in area".

"Lots of land thirty-one "B", thirty-two "A", thirty-two "B" and thirty-three (31b, 32a, 32b and 33) of range eight (VIII), of the township of Arundel, less the south part belonging to Joseph Rodrigue Alarie and one arpent in width on lot 33 belonging to the same Mr. Alarie.

To be sold at the church door of Brébeuf, WEDNESDAY, the TWENTY-SECOND day of NOVEMBER, 1961, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office,  
St-Jérôme, October 11, 1961.

*VILLENEUVE HUOT,*  
*Sheriff.*  
59074-42-2

### TROIS-RIVIÈRES

Canada — Province of Quebec  
District of Trois-Rivières

Superior Court, { **DR. J. THOMAS HOULE,**  
No. 23820. **D** dentist, of the city of  
Shawinigan, district of Trois-

Rivières, demandeur, *vs* DAME JEANNE JU-NEAU, épouse contractuellement séparée de biens de Wilfrid Crisp de la paroisse de St-Gérard et ledit WILFRID CRISP, du même lieu tant personnellement que pour autoriser son épouse aux fins des présentes, défendeurs, conjointement et solidairement.

« Un morceau de terrain situé dans la paroisse de St-Gérard des Laurentides, comprenant environ treize arpents en superficie, et tel que décrit dans l'acte de vente Alvida Lafrenière audit Dr. J. T. Houle, passé devant le notaire G. E. Ladouceur le 13 octobre 1933, enregistré au bureau d'enregistrement des Trois-Rivières sous No 113848, et une lisière de terre dans la même paroisse et tel que décrit dans un acte de vente par Wilfrid Dubé audit Dr. J. T. Houle devant le même notaire Ladouceur le 23 novembre 1936 enregistré sous le No 118981, connus et désigné comme étant parties du lot de terre numéro cinq cent quatre-vingt-dix-huit (P. 598) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement fait pour la paroisse de Ste-Flore, avec toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. »

« Une certaine pointe de terre située en la paroisse de St-Mathieu, dans le Treizième Rang du canton de Caxton, contenant en superficie quarante mille pieds, plus ou moins, sans garantie de mesure, bornée du côté est par la ligne de division entre ledit Treizième Rang et le Quatorzième Rang dudit canton, du côté sud par le terrain d'Alphonse Fortin représentant Pierre Trudel et celui d'Albert Houle, à l'ouest et au nord par le Lac Goulet, ladite pointe de terre faisant partie du lot numéro neuf (P. 9) Treizième Rang, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement fait pour ladite paroisse de St-Mathieu, avec les bâtisses dessus construites. »

Pour être vendus séparément à la porte de l'église paroissiale de St-Gérard des Laurentides, MERCREDI, le VINGT-DEUXIÈME jour du mois de NOVEMBRE, mil neuf cent soixante et un, à TROIS heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif,  
Trois-Rivières,  
le 17 octobre 1961.

Le Shérif,  
GUY MERCIER.  
59085-42-2-0

Rivières, plaintiff, *vs* DAME JEANNE JU-NEAU, wife contractually separate as to property of Wilfrid Crisp of the parish of St-Gérard, and the said WILFRID CRISP, of the same place, as much personally as to authorize his wife for these presents, defendants jointly and severally.

"A lot of land situated in the parish of St-Gérard des Laurentides, comprising approximately thirteen arpents in area, and as described in the deed of sale by Alvida Lafrenière to the said Dr. J. T. Houle, drawn up before the notary G. E. Ladouceur on October 13, 1933, registered at the Trois-Rivières registry office under No. 113848, and a strip of land in the same parish and as described in the deed of sale by Wilfrid Dubé to the said Dr. J. T. Houle, drawn up before the same notary, Ladouceur, on November 23, 1936, registered under No. 118981, known and designated as being parts of the lot of land number five hundred and ninety-eight (P. 598), in the official plan and book of reference for the registry cadaster made for the parish of Ste-Flore, with all the buildings thereon constructed, circumstances and dependencies."

"A certain strip of land situated in the parish of St-Mathieu, on the thirteenth range of the township of Caxton, having an area of forty thousand feet, more or less, without any guarantee of exact measure, bounded on the east side by the division line between the said thirteenth range and the fourteenth range of said township, on the south side by the land belonging to Alphonse Fortin, or his representative, Pierre Trudel, and that of Albert Houle, on the west and on the north by Lac Goulet, the said strip of land forming part of lot number nine (P. 9), thirteenth range, in the official plan and book of reference of the registry cadaster made for the said parish of St-Mathieu, with the buildings thereon constructed."

To be sold, separately, at the parochial church door of St Gérard des Laurentides, on WEDNESDAY, the TWENTY-SECOND day of the month of NOVEMBER, one thousand nine hundred and sixty-one, at THREE o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office,  
Trois-Rivières,  
October 17, 1961.

GUY MERCIER,  
Sheriff.  
59085-42-2

## Ventes pour taxes

### Cité de Lauzon

#### Vente de propriétés pour taxes

Avis public est par les présentes donné que les propriétés ci-dessous désignées seront vendues à l'enchère à l'Hôtel de Ville de Lauzon, le VINGT-HUITIÈME jour de NOVEMBRE 1961, à DIX heures de l'avant-midi, pour non-paiement des taxes municipales et scolaires avec intérêts, plus les frais subséquemment encourus, à moins que ces taxes, intérêts et dépens ne soient payés avant la vente, le tout conformément aux articles 548 et suivants de la Loi des Cités et Villes (S.R. 1941, c. 233) et 418 de la Loi de l'Instruction publique (S.R. 1941, c. 59).

La Commission municipale de Québec, par décision en date du 3 octobre 1961, a autorisé la cité de Lauzon à faire une énumération abrégée

## Sales for Taxes

### City of Lauzon

#### Sale of properties for taxes

Public notice is hereby given that the properties hereinafter described will be sold by auction at the city of Lauzon on the TWENTY-EIGHTH day of NOVEMBER, 1961, at TEN o'clock in the forenoon, for non-payment of the municipal and school taxes and interest, plus the cost which shall subsequently be incurred, unless the said taxes, interest and cost be paid before the sale, the whole in accordance with sections 548 and following of the Cities and Town's Act (R.S. 1941, c. 233) and section 418 of the Education Act (R.S. 1941, c. 59).

The Quebec Municipal Commission, by a decree bearing date October 3, 1961, authorized the city of Lauzon to make an abridged enume-

des numéros cadastraux des immeubles à être vendus par ladite cité pour non-paiement de taxes à toute vente devant avoir lieu d'ici le 31 décembre 1961, à condition que cette énumération abrégée ne s'applique qu'aux numéros cadastraux d'immeubles qui sont consécutifs et qui appartiennent au même propriétaire, en conformité avec l'article 550 de la Loi des Cités et Villes.

1° M. Philippe Côté.— Les lots 867-11 et 867-10 du cadastre révisé du quartier Fafard, cité de Lauzon, avec bâtisse dessus érigée et portant le numéro civique 34 de la rue Botrel.

2° M. Annias Morin.— Le lot 88-393 du cadastre révisé de la paroisse St-Joseph de Lévis, quartier Guay, cité de Lauzon.

Les immeubles susdits apparaissent tous aux plans et livre de renvoi officiel de la cité de Lauzon et sont situés dans la cité de Lauzon.

Ladite vente sera en outre faite avec toutes les servitudes actives et passives apparentes et occultes attachées auxdits immeubles.

Condition de la vente: argent comptant ou chèque accepté.

Donné à l'Hôtel de Ville de Lauzon, ce 16ième jour d'octobre 1961.

Le Greffier,

MAURICE LEPAGE.

59080-42-2-o

ration of the cadastral numbers of the immovables to be sold by the said city for the non-payment of the taxes to all sale being to take place from now until December 31, 1961, provided that this abridged enumeration applies only to the cadastral numbers of immovables that are consecutive and belong to the same proprietor, in conformity with section 550 of the Cities and Town's Act.

1. Mr. Philippe Côté.— Lots 867-11 and 867-10 of the revised cadastre of Fafard Ward, city of Lauzon, with the building thereon erected and bearing civic number 34 Botrel Street.

2. Mr. Annias Morin.— Lot 88-393 of the revised cadastre of the parish of St. Joseph, Guay Ward, city of Lauzon.

The foregoing immovables all appear on the official plan and book of reference for the city of Lauzon and are situated in the city of Lauzon.

The said sale shall moreover be made with all the active and passive servitudes apparent and unapparent attached to the said immovables.

Condition of sale: cash or accepted cheque.

Given at the City Hall of Lauzon, this 16th day of October, 1961.

MAURICE LEPAGE,

Clerk.

59080-42-2-o

### Cité de Hull

Avis est, par les présentes, donné par le soussigné, Greffier de la cité, que les propriétés immobilières ci-dessous désignées seront vendues à l'enchère publique, JEUDI, le NEUF NOVEMBRE 1961, à DIX heures de l'avant-midi, dans la salle municipale de l'Hôtel de Ville de la cité de Hull, à défaut de paiement des taxes municipales et/ou scolaires, ainsi que les frais encourus.

### City of Hull

Notice is hereby given by the undersigned City Clerk of the city of Hull, that the immovable properties hereunder described will be sold by public auction, on THURSDAY, NOVEMBER NINTH, 1961, at TEN o'clock in the forenoon, in the municipal hall of the city of Hull, in default of payment of municipal and/or school taxes and costs incurred.

#### Quartier Laurier — Laurier Ward

No Rôle Roll No.	Propriétaires — Adresses Proprietors — Address	Quartier Ward	Numéro du cadastre Cadastral number	Taxes munie. Munic. taxes	Taxes scol. School taxes	Frais Costs	Total
7	Robitaille, J. Claude (Yvon Robitaille, Rollande Robitaille, Pierrette Robitaille, Caisse Pop. N.-D. de Hull), 229-231 Papineau	4	S.E. 70	\$987.57	\$ 281.98(C)	\$1.85	\$1,271.40
113	Lambert, Oscar (Caisse Pop. Sacré-Cœur de Hull), 32 Verdun	5	407	378.23		1.10	379.33
118	Beaudoin, Alfred (Pierre Desrosiers), 8 Verdun	5	O-410	221.96	60.10(C)	1.10	283.16
138	Chénier, Albert (Caisse Pop. N.-D. de Hull, Lucille Desrosiers), 138, boul. Sacré-Cœur	5	217-O-D-1	374.72	102.00(C)	1.35	478.07
272	Desjardins, Adrien, 212, Laval	5	217, F-21		41.02(C)	0.85	41.87
283	St-Louis, Joseph (Caisse Pop. N.-D. de Hull), 180, Laval	5	N. 423	163.41		1.10	164.51
297	Dompierre, Wilfrid et-and Mme-Mrs., 142, Laval	5	S. 484		43.91(C)	0.85	44.76
393	Vaillant, Gaston (Émile Laurin), 132, Kent	5	N. 498	29.39		1.10	30.49
401	Beaulne, Adrien (Caisse Pop. N.-D. de Hull), 98, Kent	4	15-3, 466-4	154.18	28.90(C)	1.70	184.78
463	Gélineau, Valmor, 183, Dollard	5	217, E. 32	124.64		0.85	125.49
484-1	Peterson, Maurice (Caisse Pop. Sacré-Cœur de Hull), Dollard	5	N. 384	69.35		1.10	70.45
489	Lambert, Oscar (Rodolphe Charbonneau), 156, Dollard	5	N. 416	141.85		1.10	142.95
490	Grenier, Dame Albert (Oscar Lambert), 154, Dollard	5	S. 416		46.72(C)	1.10	47.82
518	Lépine, Julien (Lucille Charbonneau-Gauthier), 89, Dollard	4	N. 39	167.73		1.10	168.83
525	Robitaille, J. Édouard (François A. Binet), 143, Maisonneuve	4	69-1		49.69(C)	1.10	50.79
528	Robitaille, L.-Georges et-and Édouard, Maisonneuve	4	43-2		16.76(C)	1.10	17.86
550	Nicholas, Elzcar (Roland St-Onge), 207, Maisonneuve	5	S. 454	127.57	36.58(C)	1.10	165.25

Quartier Laurier (suite) — Laurier Ward (continued)

No Rôle Roll No.	Propriétaires — Adresses Proprietors — Address	Quartier Ward	Numéro du cadastre Cadastral number	Taxes munic. Munic. taxes	Taxes scol. School taxes	Frais Frais Costs	Total
562...	Lambert, Oscar (Claude Laffamme), 239, Maisonneuve.	5	N. 417	\$134.23		\$1.10	\$135.33
564...	Lambert, Oscar (Caisse Pop. Sacré-Cœur de Hull), 243, Maisonneuve.	5	N. 406	389.55		1.10	390.65
587...	Poitras, Maurice et-and Lalonde, Dame E. (Sydney V. Curnn, Michael Greenberg, Bessie Fireman Finkelstein), 287, Maisonneuve.	5	217, D-2	800.73	\$237.49(C)	1.85	1,040.07
630...	Petit, Napoléon (Mathias Sarazin, Blanche Gauthier-Couchaine), 294, Maisonneuve.	5	N. 181	670.15	127.70(C)	1.35	799.20
636...	Lavallée, Albert (Alma Newton, Stella Newton, Municipal Acceptance Corporation), 282, Maisonneuve.	5	N. 207		54.19(C)	1.60	55.79
637...	Moreau, Joseph (Municipal Acceptance Corporation), 280, Maisonneuve.	5	S. 207		10.36(C)	1.10	11.46
669...	Larivière, P.-Emile (Harry Goldenberg), 202, Maisonneuve.	5	N. 374	264.19		1.10	265.29
682...	Robitaille, J. Claude (Caisse Pop. Notre-Dame de Hull, Yvon Robitaille, Rolande Robitaille, Pierrette Robitaille), Maisonneuve.	4	N. 18	69.25	17.34(C)	1.85	88.44
682-1.	Robitaille, J.-Claude (Caisse Pop. Notre-Dame de Hull, Yvon Robitaille, Rolande Robitaille, Pierrette Robitaille), 160, Maisonneuve.	4	S. 18	1,437.71	453.02(C)	1.85	1,892.58
686...	Robitaille, J.-Édouard (Louis-G. Robitaille, Shell Oil Co. of Canada), 150, Maisonneuve.	4	44-2		48.54(C)	1.35	49.89
744...	Guindon, Aurèle (Rév. J.-Roméo Guindon), 309, Champlain.	5	N. 209	264.21	79.74(C)	1.10	345.05
752...	Petit, Napoléon, 327, Champlain.	5	N. 190	499.52	172.20(C)	0.85	672.57
766...	Giroux, Dame Omer & Robineau, Dame A. (Caisse Pop. Notre-Dame de Hull), 371, Champlain.	5	114	163.48	56.84(C)	1.35	221.67
799...	Lévesque, Dame Raoul (Roland Lévesque), 364, Champlain.	5	N. 137	211.57		1.10	212.67
1022...	Burger, Mme-Mrs. Henry (Dame Honoré Achin), 69, Laurier.	4	32		628.68(C)	1.10	629.78
1047...	Pharand, Paul, 157, Laurier.	5	N. 321, S. 320	617.80	205.70(C)	1.45	824.95
1114...	Laframboise, Réginald (Caisse Pop. Notre-Dame de Hull), 7, Lambert.	5	120-11		69.34(C)	1.10	70.44
1166...	Bilodeau, Georges (Alphonse Devost), Fournier.	5	120-34		19.65(C)	1.10	20.75

Quartier Frontenac — Frontenac Ward

1541..	St-Louis, Paul (Caisse Pop. Notre-Dame de Hull), 67, Papineau.	2	96-4 1, 96-3-2	\$397.41	\$134.06(C)	\$1.70	\$533.17
1541-1	St-Louis, Paul (Caisse Pop. Notre-Dame de Hull), Papineau.	2	Sur-on 96-4-1, 96-3-2...	611.86	210.33(C)	1.70	823.89
1581..	Thibault, Armand, 38, Garneau.	2	96-21-2		55.58(C)	0.85	56.43
1603..	Trépanier, Donat (Caisse Pop. Notre-Dame de Hull), 96, Garneau.	3	172-1	139.06		1.10	140.16
1639..	Saucier, Rosario, 51, Garneau.	2	96-33-1	150.08		0.85	150.93
1650..	Kingsbury, Lionel, 25, Garneau.	2	96-39A	171.95		0.85	172.80
1675..	Gravelle, René (Caisse Pop. Ste-Bernadette de Hull), 24, Charlevoix.	2	96-46A	185.48	39.87(C)	1.10	226.45
1678..	Cole, Dame Albert (D. A. Bigonnesse, Kenneth McEwen), 30, Charlevoix.	2	96-47B	203.80	53.16(C)	1.35	258.31
1681..	Normandin, J.-B., Charlevoix.	2	96, S. 49B		9.24(C)	0.85	10.09
1701..	Bigras, Gilles (Caisse Pop. Notre-Dame de Hull, Roland Prud'homme), 90, Charlevoix.	3	143-1	565.84	149.19(C)	1.35	716.38
1732..	Lévesque, Elzéar, 107, Charlevoix.	3	134-1, 136-80B	212.74	25.25(C)	1.45	239.44
1735..	Assistance Loan & Finance (Bourques Frères Ltée), 99, Charlevoix.	3	131-6	245.70		1.10	246.80
1743..	Parisien, Aurèle (Dame Aurèle Parisien), 83, Charlevoix.	3	127-4		20.10(C)	1.10	32.20
1762..	Meunier, Dame Alphonse, 37, Charlevoix.	2	96-63-1	233.44	31.20(C)	0.85	265.49
1765..	Nault, Frank (Caisse Pop. Ste-Bernadette de Hull), 13, Charlevoix.	2	96-95-1	537.59		1.10	538.69
1844..	Beauchamps, Edgar, 152-154 St-Laurent.	3	117-1	893.80	259.96(C)	0.85	1,154.61
1852..	Desjardins, Dame Trefflé (Caisse Pop. Notre-Dame de Hull), 194-196, St-Laurent.	2	93-128	1,086.23	479.02(C)	1.10	2,166.35
1946-5	Reinhart, Julien (Banque d'Expansion Industrielle), 25, Mangin.	2	432		144.46(C)	1.10	145.56
1979..	Patry, Léonard (Caisse Pop. N.-D. de Hull, F.-X. Gosselin, F. Thibault, Bois et Démolisseurs Ltée, P. D'Aoust Ltée, Héritiers J. P. Rossignol), 25, Boul. Sacré-Cœur.	3	9-11-12		166.99(C)	2.70	169.69

## Quartier Frontenac (suite) — Frontenac Ward (continued)

No Rôle — Roll No.	Propriétaires — Adresses — Proprietors — Address	Quartier Ward	Numéro du cadastre — Cadastral number	Taxes munic. — Munic. taxes	Taxes scol. — School taxes	Frais — Costs	Total
2161.	Cie Combustible de Hull Ltée, 257A St-Rédempteur.	2.	88 Pt. 3	\$392.80		\$0.85	\$393.65
2202.	Leblanc, Osear, 272, St-Rédempteur.	3.	10-7-1		\$41.02(C)	0.85	41.87
2216.	Dagenais, Wilfrid (Caisse Pop. Notre-Dame de Hull, Alice Couture-Desjardins, Interprovincial Blys Credit), 234, St-Rédempteur.	3.	51-1	140.23	12.43(C)	1.60	154.26
2242.	Ricard, P.-Émile (Municipal Acceptance Corp.), 9, St-Hyacinthe.	3.	108-1	268.36	63.57(C)	1.10	332.93
2387.	Cross, Stanley E., 91, St-Henri.	3.	11-3, 11-4		51.30(P)	1.45	52.75
2393.	Desjardins, Adrien, 107, St-Henri.	3.	8-13		69.92(C)	0.85	70.77
2394.	Labelle, Alfred, 109, St-Henri.	3.	8-16	126.28	21.96(C)	0.85	149.09
2448.	Létang, Émile (Dame Richard Cardinal), 16, St-Henri.	3.	102-1	195.47	55.07(C)	1.10	251.64
2453.	Jean, André (Succ.-est. Dame Walter C. Cross), 9, St-Florent.	3.	112-1		42.70(C)	1.10	43.80
2468.	Thibault, Florian et-and Mme-Mrs., 63, St-Florent.	3.	11-36		156.03(C)	0.85	156.88
2571.	Guindon, Aldège (Dornal Construction Ltée), 23, Brébeuf.	3.	12-30	243.84	81.93(C)	1.10	326.87
2572.	Picard, Alfred (Caisse Pop. Sacré-Cœur de Hull), 25, Brébeuf.	3.	12-33	369.58		1.10	370.68
2583.	Roussel, Oscar Mme-Mrs & Robert, Claire, Gérard, 53, Brébeuf.	3.	135-14-2, 135-15-1	299.61	51.24(C)	2.20	353.05
2606.	Mercier, Alma Mlle-Miss, 32, Falardeau.	3.	13-9		29.96(C)	0.85	30.81
2621.	Beaulne, Henrie et-and Mme-Mrs., 39, Falardeau.	3.	13-30	126.11	28.90(C)	0.85	155.86
2646.	Beaudry, Lionel (Hector Mercier), 31, Guertin.	3.	135-74-2	177.72	41.61(C)	1.10	220.43
2668.	Charlebois, Henri Madame-Mrs., 20, Guertin.	3.	135-94-2, 135-95-1		22.94(C)	1.45	24.39
2682.	Gauthier, Roland (Caisse Pop. Notre-Dame de Hull), 26, Manée.	3.	13-43	206.82	63.57(C)	1.10	271.49
2753.	Daly, David et-and Madame-Mrs. (Rodolphe Charbonneau), 15, St-Pierre.	3.	14-23, 14-26, 1 et-and 2		53.73(C)	2.30	56.03
2772.	Durocher, J.-Bernard, 141, Laval.	3.	136-89A.		163.53(C)	0.85	164.38
2780.	Bélangier, Robert, 161-163, Laval.	3.	135-160, 135-161		81.21(P)	1.45	82.66
2780-1	Lafontaine-Bélangier, 161-163, Laval.	3.	Machinerie		49.43(P)	0.25	49.68

## Quartier Montcalm — Montcalm Ward

3103.	Desrivières, Georges (J. Edmond Sabourin, Municipal Acceptance Corp.), 26, Courcellette.	4.	Pt. 406		\$93.57(C)	\$1.35	\$94.92
3107.	Hamon, Albert (Guaranty Trust Co. of Canada), 36, Courcellette.	4.	Pt. 406		131.27(C)	1.10	132.37
3108.	Hamon, Albert (Guaranty Trust Co. of Canada), 38, Courcellette.	4.	Pt. 406		297.59(C)	1.10	298.69
3201.	Ménard, René L. (Succ.-est. H. Adélarde Champagne, Rita Champagne), 206, Principale.	4.	Pt 283, Pt N. 294.		376.75(C)	1.95	378.70
3259.	Poirier, Wilfrid (Dame Édouard Desjardins), 114, Wellington.	3.	697	\$408.17	130.59(C)	1.10	539.86
3348.	Gendron, Louis Sr. (Walter C. Cross), 115-117, Wright.	3.	540-1, 541-1		234.60(C)	1.70	236.30
3410.	Rothberg, Jack (Richard E. Henderson), 125, Hôtel-de-Ville.	4.	262		165.57(P)	1.10	166.67
3417.	Guitard, Romuald, Annette, Alban et-and Ferrande, 75, Hôtel-de-Ville.	3.	461		101.40(C)	1.60	103.00
3459.	Limoges, Émile et-and Mme-Mrs. (Caisse Pop. Notre-Dame de Hull, Banque de la Nouvelle-Écosse), 79, Vaudreuil.	3.	387		52.58(C)	1.35	53.93
3528.	Rolland, Rita et-and Albert, 93, Frontenac.	3.	315-2, 691-1	135.70	60.08(C)	1.70	197.48
3554.	Monette, Raoul (Dame Napoléon Monette), 1, Frontenac.	3.	344-2		54.32(C)	1.10	55.42
3655.	Gravel, Roland (Caisse Pop. Ste-Bernadette de Hull), 13, Iberville.	2.	117-2	279.41		1.10	280.51
3656.	Guénette, Ernest (Caisse Pop. Ste-Bernadette de Hull, Seaboard Discount Canadian Ltd.), 11, Iberville.	2.	116-1	268.53	76.28(C)	1.35	346.16
3722-1	Motel Fontaine Bleue Inc. (Caisse Pop. Ste-Bernadette de Hull), 3, Montcalm.	2.	316-2		761.58(C)	1.10	762.68
3855.	Beauchamp, Joseph (Municipal Acceptance Corp., Walter C. Cross), 132, St-Rédempteur.	3.	276, 296-8		82.69(C)	1.95	84.64
3856.	Fréchette, Edgar (Caisse Pop. Notre-Dame de Hull), 128-130, St-Rédempteur.	3.	295-3, 294, 296-7	208.30	60.75(C)	2.30	271.35

Quartier Montcalm (suite) — Montcalm Ward (continued)

No Rôle Roll No.	Propriétaires — Adresses Proprietors — Address	Quartier Ward	Numéro du cadastre Cadastral number	Taxes munic. Munic. taxes	Taxes scol. School taxes	Frais Costs	Total
3890..	Gendron, Dame Louis (Caisse Pop. Notre-Dame de Hull, Michael Greenberg), 89, Eddy	3.	485-2		\$228.25(C)	\$1.35	\$229.60
3921..	Gauvreau, Gérard (Normandie Enterprises Inc.), 138, Eddy	3.	292	\$144.10	41.02(C)	1.10	186.22
3932..	Vaney, Roland (Western Savings & Loans Ass.), 96, Eddy	3.	433		92.87(C)	1.10	93.97
3939..	D'Aoust, Jean-Charles (Municipal Acceptance Corp.), 72, Eddy	3.	519-1	445.12	236.80(C)	1.10	683.02
3948..	Palmer, Peter, 26-28, Eddy	3.	694-2, 695-2, 696-3		498.14(P)	2.05	500.19
3972..	Rochon, Dioscoride (Caisse Pop. Notre-Dame de Hull), St-Jacques	3.	357-2, 360	150.07	20.80(C)	1.70	172.57
3973..	Rochon, Dioscoride (Caisse Pop. Notre-Dame de Hull), 99, St-Jacques	3.	359-358-2	467.38	157.17(C)	1.70	626.25
3977..	Laporte, Raymond-G. (Caisse Pop. Notre-Dame de Hull), 113, St-Jacques	3.	333-335-2		77.43(C)	1.70	79.13
4011..	Campeau, Rhéal (Caisse Pop. Ste-Bernadette de Hull), 78-80 St-Jacques	3.	437-2, 438-2, 439-2	394.44	109.79(C)	2.30	506.53
4064..	Régimbald, Jeannette (Fidelity Finance Co.), 102, Leduc	3.	701		104.41(C)	1.10	105.51
4083..	Legault, Léo, 33, Châteauquay	3.	305	196.43		0.85	197.28
4118..	Guitard, Maxime et-and Mme-Mrs., Alban, 71, Laval	3.	460		190.08(C)	1.10	191.18
4127..	Falardeau, Adélard Mme-Mrs., 101, Laval	3.	381		75.69(C)	0.85	76.54
4146..	Gendron, Raoul (Caisse Pop. Notre-Dame de Hull), 80-82, Laval	4.	225-B	322.06	99.96(C)	1.10	423.12
4236..	Ménard, René L. (Succ.-est. H.-A. Champagne, Rita Champagne), 63, Maisonneuve	4.	N. 294		87.83(C)	1.35	89.18
4243..	Tardif, Georges (Caisse Pop. Notre-Dame de Hull), 95-97, Maisonneuve	4.	N. 198	378.68		1.10	379.78
4299..	Pépin, André L. (Légold Cadieux, S.-E. Dussault), 97-99, Champlain	4.	N. 200	472.31	102.00(C)	1.35	575.66
4307-1	Massé, Gérard et-and Mme-Mrs., 137, Champlain	4.	Machinerie		6.35(C)	0.25	6.60
4331..	Mutchmore, Albert (Guaranty Trust Co. of Canada, Municipal Acceptance Corp.), 12, Champlain	4.	S. 389		218.42(C)	1.35	219.77
4367..	Ménard René L., 86, Notre-Dame	4.	203-B		203.40(C)	0.85	204.25
4382..	Motel Fontaine Bleue Inc., 25, Laurier	4.	204, 181		639.88(C)	1.45	641.33

Quartier Tétreault — Tétreault Ward

4621..	Tremblay, Ludovic, 377, Taché	1.	17-3		\$35.57(C)	\$0.85	\$36.42
4753-4	Eddy, Abraham (Elphège Rochon, Bank of Nova Scotia), 120, Brunet	1.	13, Pt. 13, 13-15		156.99(C)	1.70	158.69
4758..	Parizeau, Émile (Caisse Pop. Brébeuf), 42, Prévost	1.	338-9, Pt. 336	\$257.65	50.85(C)	1.70	310.20
4787..	Desjardins, Édouard Mme-Mrs. (Succ.-est. Jos. Parand, Antonio Filou), 15, Duhamel	1.	83		117.96(C)	1.35	119.31
4788..	Filiou, Antonio (Antonio Filiou), Duhamel	1.	82B		7.51(C)	1.10	8.61
4818..	Gendron, Dame Louis (Caisse Pop. Notre-Dame de Hull, Michael Greenberg), 40, Bourget	1.	124		41.61(C)	1.35	42.96
4819..	Gendron, Mlle-Miss Blanche (Succ.-est. Jessie A. Balharrie Cross), 44, Bourget	1.	123		84.36(C)	1.10	85.46
4878..	Tanguay, Donat (Caisse Pop. Brébeuf de Hull), 49, Belleau	1.	Pt. 37A, Pt. 38A		39.49(C)	1.70	41.19
4939..	D'Aoust, Gérald (Caisse Pop. Brébeuf de Hull), 61, Bégin	1.	16 Pt. 14		103.43(C)	1.10	104.53
4965..	Lacourcière, Narcisse, St-Ursule	1.	340-20, 14-2-6	274.68		1.45	276.13
5325..	Hopson, William, 17, Rousillon	1.	255-59-60	236.90	33.52(C)	1.45	271.87
5461..	Duquette, Dame Oscar (Raymond Proulx), 80, Scott	1.	255-783	137.98		1.10	139.08
5462..	Beaudry, Dame Arthur, Scott	1.	255-782	77.35	4.62(C)	0.85	82.82
5466..	Chénier, Robert (Armand Carrière), 68, Scott	1.	255-665, 1237	206.26		1.70	207.96
5488..	Savage, Gilbert, 3, Chatelain	1.	255-162		39.85(C)	0.85	40.70
5489..	Pagé, Aldège, 9, Chatelain	1.	255-160-161	176.66	46.62(C)	1.45	224.73
5502..	Barette, Adrien et-and Fernand, 15, Graham	1.	255-476	369.59	58.36(C)	1.10	429.05
5508..	Barette, Dame Émile, 18, Graham	1.	255-E500A, O. 499A	368.38	56.20(C)	1.45	426.03
5543..	Denis, Henriot, 39, Lavigne	1.	255 Pt. 627, 628		45.07(C)	1.45	46.52
5561..	Chartrand, Joseph (Abbey Discount Corp. Ltd.), 7, Bienville	1.	255-759, Pt. 1175		24.47(C)	1.70	26.17

## Quartier Tétreault (suite) — Tétreault Ward (continued)

No Rôle Roll No.	Propriétaires — Adresses Proprietors — Address	Quartier Ward	Numéro du cadastre Cadastral number	Taxes munie. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Frais Costs	Total
5585.	Duciaume, Dame Octave (Mastaf Villeneuve, Caisse Pop. St-Jean-Bosco de Hull), 48, Bienville.	1.	255-E-794, 793, O-792.	\$189.03	\$21.94(C)	\$2.55	\$213.52
5589.	Beaudry, Dame Arthur (Municipal Acceptance Corp.), 24, Bienville.	1.	255-780.		49.65(C)	1.10	50.75
5631.	Desmarais, Gérard (Assurance Mutuelle de Fabrique d'Ottawa), 77, St-Jean-Bosco.	1.	255-1024, O-1025.	233.13	62.40(C)	1.70	297.23
5638.	Lamoureux, Dolphis Madame-Mrs., 103, St-Jean-Bosco.	1.	255-1011, 1012, Pt. 1154B.		63.79(C)	1.45	65.24
5706.	Girard, Maurice (Isabelle Royer-Gravelle), 87, Délorimier.	1.	254-32.		70.57(C)	1.10	71.67
5740.	Giroux, Roger et-and Mme-Mrs. (Caisse Pop. St-Joseph de Hull, Marcel Villeneuve), 90, Délorimier.	1.	254-40.		44.52(C)	1.35	45.87
5742.	Bélaire, Dominique (Maurice Charbonneau), 86, Délorimier.	1.	254-42.	258.49	63.22(C)	1.10	322.81
5753.	St-Amour, Roger et-and Mme-Mrs. (Calixte Bélaire), 52, Délorimier.	1.	254-414A, 413.		96.38(C)	1.70	98.08
5789.	Laurier, Georges, 82, Rouville.	1.	254-204.	272.92	56.99(C)	0.85	330.76
5796.	Maréchal, Fernand (Caisse Pop. St-Jean-Bosco de Hull), 62, Rouville.	1.	254-211.	251.23	36.45(C)	1.10	288.78
5798.	Fournier, Moïse et-and Mme-Mrs (Caisse Pop. St-Jean-Bosco de Hull), 58, Rouville.	1.	254-213.	288.92	52.01(C)	1.10	342.03
5803.	Gauvreau, Wilfrid (Caisse Pop. St-Jean-Bosco de Hull), 40, Rouville.	1.	254-67.		71.75(C)	1.10	72.85
5819.	Larche, Agenor, 19, Chauvreau.	1.	254-85.		88.36(P)	0.85	89.21
5820.	Larche, Agenor, 19, Chauvreau.	1.	254-86.		71.12(P)	0.85	71.97
5889.	Gendreau, Paul-H. (René Lecompte), 269, Laramée.	1.	254-426B.	922.26	312.56(C)	1.10	1,235.92
5952.	Boulangerie Lucerne Ltée (Grant Blondin, Morrison-Lamothe Bakery Ltd), 88 Front.	1.	305-306.		423.15(C)	1.95	425.10
6021.	Villeneuve, Aurèle (Caisse Pop. Ste-Bernadette de Hull), 78, Boul. St-Joseph.	1.	256-24.	493.80	153.57(C)	1.10	648.47
6037.	Dorion, Robert (Ernest Kingsley), 122, Boul. St-Joseph.	1.	256-7.	320.91	85.52(C)	1.10	407.53
6098.	Michaud, Adjutor (Benjamin Gagné), 7, Boul. St-Joseph.	1.	255-168-169.	258.09	73.50(C)	1.70	333.29
6181.	Bellefeuille, J.-Arthur (Union du Canada Life Assurance-Vie, People's Thrift & Investment Co.), 5, Davies.	1.	254-151A, 152A, Pt. 1148B.		167.13(C)	2.55	169.68
6184.	Fortin, Léo (Pauline Charbonneau-Cardinal), 4, Labelle.	1.	254-234.	682.72		1.10	683.82

## Quartier Wright — Wright Ward

6570.	Prévost, Benoît (Caisse Pop. St-Joseph de Hull), 26, Dalpé.	1.	247 S.O. 646, O. 645.	\$239.93	\$22.24(C)	\$1.70	\$263.87
6585.	Bédard, Lucien (Antoinette Mercier, Gagné-Bourque Ltée), 60, Carrière.	1.	247-17.	452.50	62.40(C)	1.35	516.25
6588.	Bouchard, Armand, 54, Carrière.	1.	247-20.	225.12	89.05(C)	0.85	315.20
6589.	Bastien, Philias, 52, Carrière.	1.	247-21.	256.96	67.80(C)	0.85	325.61
6598.	Léonard, Roméo (Municipal Acceptance Corp.), 13, Rouleau.	1.	8-60.	366.35	67.49(C)	1.10	434.94
6625-1	Filiou, Antonio (Earl Calagoure), Amherst.	1.	250-57.		20.23(C)	0.85	21.08
6626.	Hull Wall Plaster (Earl Calagoure, Antonio Filiou), Amherst.	1.	250-55.		4.66(P)	1.35	6.01
6636.	Courvillon, Maurice (Colombe Lemieux-Gagnon), 87, Amherst.	1.	247-47.	351.23		1.10	352.33
6638.	Dagenais, René, Amherst.	1.	247 N. 49.	189.84		0.85	190.69
6641.	Pagé, Arthur (Eugène Renaud), 99, Amherst.	1.	247-172-173 Pt. 472.		154.34(C)	2.30	156.64
6652.	Bond, Arthur (Lionel Lépine), 139, Amherst.	1.	247-434-435.		38.74(C)	1.70	40.44
6659.	Perron, Dame Rodrigue, 159, Amherst.	1.	247-414-415 Pt. 480.		89.47(C)	2.05	91.52
6676.	Strasbourg, Dame Édouard, 174, Amherst.	1.	247-411, 412, 8-27.	572.68	45.34(C)	2.05	620.07
6684.	Arbique, Dame Ronald (Alphonse Lépine), 136, Amherst.	1.	247-399, Pt. 486.	138.82		1.70	140.52
6786-1	Lévesque, Louis (Conrad Simard), 2, Beaudoin.	1.	250 N.C. 259.	342.41	130.00(C)	1.10	473.51

Quartier Wright (suite) — Wright Ward (continued)

No Rôle Roll No.	Propriétaires — Adresses Proprietors — Address	Quartier Ward	Numéro du cadastre Cadastral number	Taxes munic. Munic. taxes	Taxes scol. School taxes	Frais Costs	Total
6684..	Boily, Gérard et-and Mme-Mrs. (Lucille Cloutier, Atlantic Acc. Corp.), 31, Brodeur.....	1..	248-167, 168.....		\$121.35(C)	\$1.95	\$123.30
6962..	Leclerc, Marcel (Ernest Robert, Simone Desforges-Sicotte), 13, Dumas.....	1..	S. 349, S. 350, S. 351.....	\$399.17		2.55	401.72
7084..	Lebrun, Ernest (Caisse Pop. St-Joseph de Hull), 17, Talon.....	1..	184.....	142.88	35.82(C)	1.10	179.80
7207..	St-Arnaud, Roméo (Alma Mercier), 113, Nicolet.....	1..	246-243, S. 244, Pt. 618	216.26	63.16(C)	2.30	281.72
7209..	Boudrias, Euclide, 119, Nicolet.....	1..	246-246, Pt. 618.....		21.58(C)	1.45	23.03
7236..	Villeneuve, Octave (Caisse Pop. St-Joseph de Hull), 156, Nicolet.....	1..	246-Pt. S. 306, S. 307.....		34.67(C)	1.70	36.37
7295..	Hamilton, Cecil (Georgette Charbonneau-Thibault), 79, Jeanne d'Arc.....	1..	246-389.....	254.51	62.99(C)	1.10	318.60
7304..	Sarazin, Alphonse (Fernando Gaulin), 119, Jeanne d'Arc.....	1..	246-407, 408, Pt. 622.....	255.29	64.72(C)	2.30	322.31
7322-10	Gagnon, Dame Marcel (Lucien Lacasse), 189, Montclair.....	1..	4-1, N.C. 101.	531.84		1.10	532.94
7380..	Poirier, Wilfrid, Lois.....	1..	250-Pt. 14.....	208.47	14.44(C)	0.85	223.76
7381..	Poirier, Wilfrid (Jules Laverdure, Super-test Petroleum Corp.), 89-91, Lois.....	1..	250-9, 10.....	1,325.39	307.41(C)	1.95	1,634.75
7411..	Pharand, Paul et-and Mme-Mrs., 142, Boul. St-Joseph.....	1..	257-SA, 9A.....		476.14(C)	1.45	477.59
7429..	Poirier, Wilfrid (Jules Laverdure), 196, Boul. St-Joseph.....	1..	250-6.....	439.21	135.21(C)	1.10	575.52
7431..	Poirier, Wilfrid (Supertest Petroleum Corp.), Boul. St-Joseph.....	1..	250, Pt. 11.....	137.35	36.40(C)	1.10	174.85
7432..	Robitaille, Edgar (Supertest Petroleum Corp.), 204, Boul. St-Joseph.....	1..	250-S. 12 Pt. 11.....	282.02		1.70	283.72
7462-1	Loyer, Roméo (Yvon Sabourin), 308, Boul. St-Joseph.....	1..	144-1-3, 144-1-4.....	745.51	132.70(C)	1.70	879.91
7462-2	Loyer, Roméo (McColl Frontenac Oil Co. Ltd., Yvon Sabourin), 310, Boul. St-Joseph.....	1..	144-Pt. 3.....	1,269.59	430.48(C)	1.35	1,701.42
7485..	Poirier, Wilfrid, 197A Boul. St-Joseph.....	1..	sur-on 249-3.....	101.74	28.90(C)	1.10	131.74
7545..	Régimbald, Maurice (Union du Canada Life Assurance-Vie, Théodore Régimbald), 50, Demontigny.....	1..	254-339.....		29.96(C)	1.35	31.31
7552..	Gravelle, Théophile (Hyman E. Cross, Stanley E. Cross), 62, Demontigny.....	1..	247-594.....	951.53	323.00(C)	1.35	1,275.88
7568..	Copnan, George, 67, Demontigny.....	1..	247-589.....		47.80(P)	1.10	48.90
7617..	Labonté, Alphonse (J. Aldé Bigonnesse), 63, Davies.....	1..	247-58.....	330.79	54.85(C)	1.10	386.74
7618..	Labonté, Alphonse, 61, Davies.....	1..	247-59.....	224.02	29.71(C)	0.85	254.58
7626..	Gaumont, Émile (Western Savings & Loan Association, Municipal Acceptance Corp.), 45, Davies.....	1..	247-68.....	353.39	87.83(C)	1.35	442.57
7634..	Saumier, Osear (Léopold Cadieux, Superior Discount Ltd.), 12, Richelieu.....	1..	247-80.....	363.36	111.52(C)	1.35	476.23
7635..	Gaumont, Ronaldo (Thomas J. Nankin, Raymond Proulx), 14, Richelieu.....	1..	247-81.....	176.11	45.53(C)	1.35	222.99
7680..	Lalonde, Robert (Dame Édouard Desjardins, Neil O'Neil), 37, Montmorency.....	1..	247-450.....	153.61	27.73(C)	1.35	182.69
7686-2	Villeneuve, Bernard (Caisse Pop. St-Joseph de Hull), 100, Labelle.....	1..	246 Pt. N. 306, N. 307 Pt. 425.....		68.57(C)	2.30	70.87
7687-1	Vachon, Roger et-and Mme-Mrs. (Dame Édouard Desjardins), 51, Labelle.....	1..	247-430, Pt. 481.....	332.23	98.81(C)	1.70	432.74
7688..	Vachon, Roger et-and Mme-Mrs. (Dame Édouard Desjardins), 49, Labelle.....	1..	247-429, Pt. 481.....	87.52	19.06(C)	1.70	108.28
6962..	Leclerc, Marcel (Oriette Robert-Gagnon), 13, Dumas.....	1..	E. 349, E. 350, E. 351.....		151.66(C)	2.30	153.96

Quartier Lafontaine — Lafontaine Ward

8086..	Latulippe, Y. & P., 93, Montclair.....	1..	246-553, 554, Pt. 626.....	\$145.77	\$34.32(C)	\$2.05	\$182.14
8133..	McGregor, John (Guaranty Trust Co. of Canada, Jessie M. Latham Smith), 184, Montclair.....	1..	4-1-W94.....		95.66(P)	1.35	97.01
8189..	Dompierre, Léon (Estate-succ. Jessie A. Balharrie Cross, Gagné-Bourque Ltée), 5, Fontaine.....	1..	244-162.....	197.88	58.36(C)	1.35	257.59
8550..	Bisson, Hervé, 148, Caron.....	1..	244-624-21.....		25.79(C)	0.85	26.64
8567..	Larose, Larry (Max Diotte), 114, Caron.....	1..	244-396.....		78.01(C)	1.10	79.11
8585..	Dupuis, Albert (Louis Verreault), 20-22, Caron.....	1..	244-369.....	398.83	20.44(C)	1.10	420.37

## Quartier Lafontaine (suite) — Lafontaine Ward (continued)

No Rôle Roll No.	Propriétaires — Adresses Proprietors — Address	Quartier Ward	Numéro du cadastre Cadastral number	Taxes munic. Munic. taxes	Taxes scol. School taxes	Frais Costs	Total
8629..	Giroux, Roger et-and Mme-Mrs. (Caisse Pop. St-Joseph de Hull), 145, Bourque.	1..	244-624-16..		\$106.32(C)	\$1.10	\$107.42
8734..	Pritchard, John (Laurent Pelchat), 40, Bourque.	1..	244-462-463.	\$326.28	102.28(C)	1.70	430.26
8841..	Schryer, Ephrem (Caisse Pop. St-Joseph de Hull), 35, Archambault.	1..	141-87		79.16(C)	1.10	80.26
8867..	Lepage, Lucien (Guaranty Trust Co. of Canada, Stanley E. Cross), 26, Archambault.	1..	141-39	471.45	154.53(C)	1.35	627.33
8893..	Carter, Paul (Caisse Pop. St-Joseph de Hull), 39, Montpetit.	1..	141-116		42.76(C)	1.10	43.86
8916..	Bigras, Omer, 12, Montpetit.	1..	141-16	319.86		0.85	320.71
8939..	Thibodeau, Jules, 12, Larose.	1..	141 S. 157, 158	251.44	33.01(C)	1.45	285.90
9076-2	Gauthier, Marcel (Jean Guibord), 11, Trudeau.	1..	142-2-9		80.79(C)	1.10	81.89
9088..	Lesage, Alphonse (René Drolet), 65, St-Raymond.	1..	141-231	346.05	35.82(C)	1.10	382.97
9120..	Poirier, Léopold (Caisse Pop. Notre-Dame de Hull, Éliane L'Écuyer-Boisvenue), 369, Boul. St-Joseph.	1..	244-N. 452	567.30		1.35	568.65
9156..	Meunier, Donat et-and Mme-Mrs. (Union St-Joseph du Canada), 201, Berri.	1..	244-232 Pt. 588.		187.67(C)	1.70	189.37

## Quartier Dollard — Dollard Ward

No Rôle Roll No.	Propriétaires — Adresses Proprietors — Address	Quartier Ward	Numéro du cadastre Cadastral number	Taxes munic. Munic. taxes	Taxes scol. School taxes	Frais Costs	Total
9549-1...	Lauriault, Lucien, Corbeil.	Dollard	6B-Pt. 462, Pt. 6C.		\$11.56(C)	\$2.65	\$14.21
9552.....	Bisson, J.-G. Const., Corbeil.	Dollard	6B-Pt. 444, 6B-473.	\$288.25		3.85	292.10
9592-1....	Gaumont, Émile (Municipal Acceptance Corp.), 86, Corbeil.	Dollard	6B-336.	452.26	94.63(C)	1.70	548.59
9829.....	Rocheleau, J.-Avila (Guaranty Trust Co. of Canada), 82, Brady.	Dollard	6B-480.	494.38		1.70	496.08
10324.....	Bisson, J.-G. Const. (Guy Métiviers), Desjardins.	Dollard	7K-236	79.39	3.47(C)	1.70	84.56
10438-1...	Bisson, J.-G. Const. (Emmanuel Guilbeault), Legault.	Dollard	6B-499.		4.05(C)	1.70	5.75
10439.....	Bisson, J.-G. Const. (Emmanuel Guilbeault), Legault.	Dollard	6B-498.		13.29(C)	1.70	14.99
10440.....	Bisson, J. G. Const. (Emmanuel Guilbeault), Legault.	Dollard	6B-497.		12.71(C)	1.70	14.41
A-9520-4..	Carter, Paul (Caisse Pop. Notre-Dame de Hull), 110, St-Raymond.	Dollard	5-262, 263, N.O. 369		71.28(C)	2.30	73.58
A-11005...	McLaughlin, Patrick, 147, Archambault.	Dollard	5-391, 394, Pt. 5.		15.89(C)	2.05	17.94
A-11133...	Côté, Dame Edmond, 169, Joffre.	Dollard	5-620	42.46		0.85	43.31
A-11204...	Labelle, succ.-est. F. A., Boul. St-Joseph.	Dollard	4F. 27-28.	29.90	3.86(C)	2.65	36.41
A-11233...	Légaré, succ.-est. Joseph, 119, Des Oliviers.	Dollard	5-439 à-to 442		26.97(C)	5.05	32.02
A-11253...	Gauthier, Arthur (Gavard Limitée), 44, St-Alexandre.	Dollard	5-117		33.79(C)	1.70	35.49
A-11319...	Meunier, Gérard et-and Mme-Mrs. (Abbey Discount Corp.), 5, Laroche.	Dollard	5-99		47.04(C)	1.70	48.74
A-11368...	Gariépy, Roger, Church.	Dollard	4F-73, 74.		3.86(C)	2.65	6.51
A-11384-1..	Dubois, Jean (Harry C. Church), Georges.	Dollard	4E-73, 74, 75, 76.	17.65	5.78(C)	5.30	28.73
8448.....	Lorrain, Albini (T. Omer Lafèche-Robert, C. R. Radmore), 11, Caron.	1.....	244-320, 321, Pt. 591		192.02(C)	2.55	194.57
6705.....	Morin, Rodolphe, 44, Amherst.	1.....	247-O. 552	197.84		0.85	198.69

Donné à Hull, ce 12e jour de septembre 1961.

Le Greffier de la Cité de Hull,

58978-41-2-o

ROLAND STEVENS.

Given at Hull, this 12th day of September 1961.

ROLAND STEVENS,

City Clerk of Hull.

58978-41-2-o

## INDEX No 42

### ACTIONS

#### en séparation de biens

Duquette <i>vs</i> Boulanger .....	4502
Ouimet <i>vs</i> Viau .....	4502
Richard <i>vs</i> Blouin .....	4503

### ARRÊTÉS en Conseil

2049-A - Camionnage, Montréal .....	4503
2049-A - Cartage, Montréal .....	4503
2049-B - Construction, Montréal .....	4508
2049-C - Matériaux de Construction, Province .....	4511
2049-C - Building Materials, Province .....	4511
2049-D - Construction, St-Jean et Iberville .....	4512
2049-D - Construction, St. John and Iberville .....	4512
2049-E - Construction, Sorel .....	4513
2049-F - Commerce de gros et de détail, Rimouski .....	4513
2049-F - Wholesale and retail trade, Rimouski .....	4513

### AVIS

Église Baptiste Évangélique de Compton ( <i>Requête - Appl.</i> ) .....	4514
Église Baptiste Évangélique de St. Georges ( <i>Requête - Appl.</i> ) .....	4514

### COMPAGNIES

#### Avis relatifs à la loi des

#### Chartes — Abandon de

Brookfield Construction Ltd. ....	4515
Burnbrae Investments Limited .....	4514
Dan Palangio Enterprises Inc. ....	4515
Épiciers Modernes Limitée (Les) .....	4515
Estate Holdings Limited .....	4514
Four's & Five's Inc. ....	4515
Miss Windsor Inc. ....	4515
Runnymede Steel Construction (Quebec) Limited .....	4515

#### Divers

Aggrite Inc. ( <i>Dir.</i> ) .....	4518
Amicale des Corsés et des Amis des Corsés au Canada ( <i>Règl.-By-laws</i> ) ..	4516
City Bag Co. Ltd. ( <i>The</i> ) ( <i>Dir.</i> ) .....	4517
Collège Valéry ( <i>Dir.</i> ) .....	4519
Gleneagles Investment Company Limited ( <i>Dir.</i> ) .....	4516
Island Brae Golf Club Inc. ( <i>Règl.-By-laws</i> ) .....	4516
Laiterie Mile-End Limitée ( <i>Dir.</i> ) .....	4518
Laiteries Mont-Royal & Compagnie Limitée (Les) - ( <i>Dir.</i> ) .....	4519
Limbour Plywood Limited ( <i>Dir.</i> ) .....	4517
Mile-End Dairy Limited ( <i>Dir.</i> ) .....	4518
Montreal Sky Divers ( <i>The</i> ) .....	4516
Moun Royal Dairies & Company Limited ( <i>The</i> ) - ( <i>Dir.</i> ) .....	4519
Perth Knitting Mills Limited .....	4518
Pinebrooke Investment Corporation ( <i>Dir.</i> ) .....	4516
Rouanda Rambler Inc. ( <i>Dist. de l'actif - Dist. of assets</i> ) .....	4517

#### Lettres patentes

Ace Security Service Inc. ....	4488
Adanac Industries Inc. ....	4465
Affco Investments Corp. ....	4434
Ameco Development Corporation .....	4435
André et Raymond Inc. ....	4435
Arlise Holding Corp. ....	4435
Artistic Wear Ltd. ....	4436
Asselin (Émile) Construction Inc. ....	4436
Association des Magasins de Meubles Bon Marché (L') .....	4441

### ACTIONS

#### for Separation as to Property

Duquette <i>vs</i> Boulanger .....	4502
Ouimet <i>vs</i> Viau .....	4502
Richard <i>vs</i> Blouin .....	4503

### ORDERS in Council

2049-A - Camionnage, Montréal .....	4503
2049-A - Cartage, Montréal .....	4503
2049-B - Construction, Montréal .....	4508
2049-C - Matériaux de Construction, Province .....	4511
2049-C - Building Materials, Province .....	4511
2049-D - Construction, St-Jean et Iberville .....	4512
2049-D - Construction, St. John and Iberville .....	4512
2049-E - Construction, Sorel .....	4513
2049-F - Commerce de gros et de détail, Rimouski .....	4513
2049-F - Wholesale and retail trade, Rimouski .....	4513

### NOTICES

Église Baptiste Évangélique de Compton ( <i>Requête - Appl.</i> ) .....	4514
Église Baptiste Évangélique de St. Georges ( <i>Requête - Appl.</i> ) .....	4514

### COMPANIES

#### Notice relative to the Act of

#### Charters — Surrender of

#### Miscellaneous

Association Générale des Familles du Québec .....	4436
Association Parents Maîtres de Verdun Inc. ....	4437
Association Sportive de Charlesbourg (L') .....	4437
Ateliers Raoul Desbiers Ltée (Les) .....	4438
Atma Inc. ....	4438
Automatic Forms Limited .....	4438
Automotive Service & Sales Inc. ....	4439
510-15 & Bijouterie Raymond Simard Inc. ....	4439
Beau lieu (Léopold) Meubles Inc. ....	4439
Beauvoir Construction Ld. ....	4440
Beauvoir Construction Ltée .....	4440
Beaumier (L.) Transport Ltée .....	4440
Beaumont Heating Inc. ....	4440
Belocil Festival Homes Inc. ....	4461
Bertoli Canada Ltd. ....	4441
Bérubé (Paul) & Fils Inc. ....	4441
Best Sewing Specialties Ltd. ....	4441
Best Value Furniture Stores Association .....	4441
Bookalam Building Ltd. ....	4442
Boucher et Morin Ltée .....	4442
Boudreau & Fils Ltée .....	4442
Boulangerie Montréal Inc. ....	4443
Bourdeau Amusement Ltée .....	4443
Canadiana Homes Inc. ....	4443
Canadian College of Data Processing Ltd. ....	4444
Canadian Society for the Aid of the Deaf .....	4490
Centra Bowling Construction Inc. ....	4444
Centre d'Accueil de Granby Inc. (Le) ..	4445
Centre d'Achats Laurier Limitée (Le) ..	4445
Centre d'Habitation de St-Georges-Ouest-Beauce Inc. ....	4445
Centres d'Achat de la Côte Nord Inc. (Les) .....	4475
Centre Social 712, A.I.M. Inc. ....	4446
Chalifoux (A.) Limitée .....	4446
Charberg Investment Corporation .....	4447
Charlesbourg Sporting Association .....	4437
Chartered Fund Incorporated .....	4447
Cie de Construction Paul-Pau Ltée .....	4447
Cie d'Huile Provinciale de Québec Inc. (La) .....	4448
Cie Gaspésienne de Dragage Limitée (La) .....	4448
Club de l'Union Internationale de Victoriaville Inc. (Le) .....	4448
Club Granby Inc. ....	4449
Club Richelieu Sorel Inc. (Le) .....	4449

<b>Lettres patentes</b> (suite)	<b>Letters Patent</b> (continued)		
Club Richelieu Trois-Pistoles Inc. ....	4449	Loisirs St-Luc Inc. (Les) .....	4470
Club Social Colombien de Chicoutimi Inc. (Le) .....	4450	Lucerne Gift Shops Inc. ....	4471
Coblat Entreprises Inc. ....	4450	Lumpeco Ltd. ....	4471
Collège du Sacré-Coeur de Longueuil... 4450		Lumpeco Ltée. ....	4471
Collège Saint-Paul de Varennes .....	4451	Lustra Hair Inc. ....	4471
Comité Paroissial de Loisirs de St- Isidore de Dorchester. ....	4451	Magasin Continental (Waterloo) Ltée... 4472	
Commercial Relex Inc. ....	4452	Maison Jacques Ltée. ....	4472
Compagnie Moderne Ltée (La) .....	4452	Maritime Products Distributors Ltd... 4472	
Constructions Elaine Ltée (Les) .....	4452	Martin Brothers Inc. ....	4473
Constructions Rocco Inc. (Les) .....	4453	Matériaux de Construction St-Charles Ltée (Les) .....	4473
Contactoservice Ltd. ....	4453	Medical Test Centre Inc. ....	4473
Cosmos Cutting Die Incorporated .....	4453	Mildex Inc. ....	4474
Damascus Art Flowers Limited .....	4454	Mines Dumagami Limitée (Les) .....	4474
Da Nunzio Inc. ....	4454	Montreal Spudnuts Ltd. ....	4475
Demetra Products Limited .....	4454	Mounts Petroleum Ltd. (The) .....	4478
Développement Parc Salaberry Inc. .... 4455		Moto Paving Ltd. ....	4477
Développements de Lotbinière Ltée (Les) .....	4455	Northland Chemicals Limited .....	4475
Di Lillo & Grassi Ltd. ....	4455	North Shore Shopping Centres Inc. (The) .....	4475
Di Lillo & Grassi Ltée. ....	4455	Oeuvre des Terrains de Jeux de Price Inc. (L') .....	4476
Distribution N r.l-Ouest Limitée .....	4456	Oeuvre des Terrains de Jeux Incorporée de St-Robert, Rimouski, P.Q. (L') .. 4476	
Dominique Car Wash Inc. ....	4456	Parfumerie St-Arnaud Ltée. ....	4476
Don Boa's Motor Sales Ltd. ....	4456	Paul's Petroleum Transport Inc. ....	4477
Donini Sales of Canada Ltd. ....	4457	Pavages Moto Ltée. ....	4477
Dori Inc. ....	4457	Pensionnat Saint-Germain .....	4477
Dramis Ltée. ....	4458	Pétroles des Monts Ltée (Les) .....	4478
Dumagani Mines Limited .....	4474	Pétroles Ste-Agathe Ltée (Les) .....	4485
Durand-Mercier Limitée .....	4458	Phénix (Théo.) Limitée .....	4478
Eastern Commercial Fortis Ltd. ....	4458	Phototec Inc. ....	4478
École Secondaire Asselin Incorporée... 4458		Picard (Joseph) & Fils, Inc. ....	4479
Electric, Automatic, Heating & Cooling Service Ltd. ....	4459	Pierre Ornementale Ltée. ....	4479
Emalux Inc. ....	4459	Placements Duhamel Ltée. ....	4479
Empress Sales Corp. ....	4459	Plomberie de l'Est Inc. ....	4480
Entrepôts La Sapinière Inc. ....	4460	Productions Littéraires et Artistiques Brie Limitée (Les) .....	4480
Experts Teinturiers & Nettoyeurs Inc. (Les) .....	4460	Provincial Gas & Welding Supplies (Laurentide) Inc. ....	4481
Fecteau Taxi Limitée .....	4461	Quebec Jet Marine Sales & Service Co. Ltd. ....	4481
Festival d'Habitations Beloeil Inc. .... 4461		Quebec Moly Mining Corporation .....	4481
Foyer Artistique Inc. (Le) .....	4461	Quebec Provincial Oil Co. Inc. ....	4488
Garage Gendron (Port-Cartier) Ltée... 4462		Racine (Gérard) & Fils Inc. ....	4482
Garage Rive Sud Ltée. ....	4462	Rebut et Contreparts Laval Ltée .....	4468
Gaspé Clothing Inc. ....	4493	Restaurant La Petite Madeleine Inc... 4482	
Gaspesia Drugging Company Limited. 4448		Ricardo's Inc. ....	4482
Gébeau Construction & Excavation Ltée. ....	4462	Richer, Marais & Cie Ltée. ....	4483
General Home Construction Ltd. ....	4463	Ripel Compagnie Limitée .....	4483
Giroux (Fernand) Inc. ....	4463	Rivard & Levesque Inc. ....	4483
Guertin (Marcel) Cie Ltée. ....	4463	Rocco Construction Inc. ....	4453
I.A.M. 712 Social Center Inc. ....	4446	Robillard (J. A.) & Fils Ltée. ....	4484
Immeubles Funéraires Alfred Dallaire Inc. (Les) .....	4464	Rougier (Roger) Ltd. ....	4484
Imperial Tavern Inc. ....	4490	Rougier (Roger) Ltée. ....	4484
Imprimerie Artistique Inc. ....	4464	Ross High School Inc. ....	4484
Industrial Diesel & Motors Service Inc. 4464		4 Star Homes Inc. ....	4485
Industries Adanac Inc. ....	4465	Salaberry Park Development Inc. .... 4455	
Industries Inox Ltée (Les) .....	4465	St. Agathe Petroleum Ltd. ....	4485
Institut Bilingue Lallier .....	4465	St. Charles Builders Supply Ltd. .... 4473	
Irving Sportswear Inc. ....	4466	St-Gabriel Express Inc. ....	4485
Jacne Inc. ....	4466	St-Martin Fortier Seat Cover Inc. .... 4486	
Jonmar Investment Corporation .....	4466	St-Martin & Todd Realities Inc. .... 4486	
Juventas Inc. ....	4467	Salons Funéraires d'Abitibi Inc. .... 4486	
Laboratoire Électrique Inc. ....	4467	Security Maintenance Company Ltd... 4487	
Lacelle (François) Cie Ltée. ....	4467	Sept Iles Steak House Inc. ....	4487
Laforce & Perreault Limitée .....	4467	Sera-Société d'Études et de Recherches Appliquées Ltée .....	4487
Lalumière (Roger) Inc. ....	4468	Service de Sécurité Ace Inc. ....	4488
Lambert & Lambert Ltd. ....	4468	Service des Loisirs Ste-Germaine-Cousin 4488	
Lambert & Lambert Ltée. ....	4468	Service des Loisirs St-Vincent-de-Paul de Montréal. ....	4488
Laval Refuse and Containers Ltd. .... 4468		Silverdale Parking System Ltd. ....	4489
Légaré (Jacques) & Kedl Limitée .....	4469	Simard (J. A.) Automobile Ltée. ....	4489
Lessard & Nadeau Confection Ltée. .... 4469		Société Canadienne d'Aide aux Person- nes Sourdes .....	4490
Levasseur (J & A) Construction Inc. ... 4470		Société de Développement de Sept-Iles Inc. (La) .....	4490
Lilimance Inc. ....	4470		

<b>Lettres patentes</b> (suite)	<b>Letters Patent</b> (continued)
Taverne Impériale Inc.	4490
Taverne Terminus Inc.	4491
Télé-Câble de Québec Inc.	4491
Tex Coultter Enterprises Inc.	4492
Tuyaux de Béton Mauriciens Inc. (Les)	4492
Valmont Construction Inc.	4492
Vénus Beauty Distribution Limited.	4493
Vêtements de Gaspé Inc. (Les)	4493
Vulcanisation de Matane Inc.	4493
Warren Distributors Corporation.	4494
Wash-N-Cheer Inc.	4494
Winrite Homes Inc.	4494

<b>Lettres patentes supplémentaires</b>	<b>Supplementary Letters Patent</b>
Auxiliaires de l'Hôpital St-Jean-de-Dieu (Les)	4495
Bio Investments Inc.	4499
Charbonneau (J. A.) & Compagnie Limitée.	4495
Club Sportif et de Tennis de St. Jean Port Joli, Inc.	4495
Colibri Hosiery Limited	4496
Commodore Holdings Inc.	4496
Dinty Moore's Restaurant Inc.	4496
Eastern Woollen & Worsted Mills Ltd.	4496
Fifth Avenue (Mfg. Division) Ltd.	4496
Intercontinental Import — Export Inc.	4497
Investors Holding Corporation.	4497
Laboratoire Rayjant Inc. (Le)	4497
Lafond Inc.	4497
Lapointe (Laurent) Ltée.	4498
Lonn (S. D.) Inc.	4498
Mark (Pete) Inc.	4498
Mercantile Trust Company.	4498
Mont-Sutton Inc.	4499
National Bowling Centres Ltd.	4499
Placements Bio Inc. (Les)	4499
Pruneau Inc.	4500
Quebec Expansion Limited	4500
Quebec Expansion Limitée.	4500
Renaud (A.) & Co. Limited	4500
Renaud (A.) & Compagnie Limitée.	4500
Seven Up Sherbrooke Ltée.	4500
Silvermaque Mining Limited.	4501
Stirling (J.D.) Ltd.	4501
Tabor Investment Corporation.	4501
Union Construction Limitée.	4502
Utilex Inc.	4502
Vogue Hosiery Mills Ltd.	4502

<b>Sièges sociaux</b>	<b>Head Offices</b>
Capital Funds (I.A.C.) Limited	4520
Chambre d'Immeuble de Montréal	4521
Compagnie de Carrières et Mines de Québec (La)	4521
Cossette (P.X.) & Fils Inc.	4519
Courvan Mining Company Limited.	4521
Domaine de la Montagne Inc.	4520
Eastern Business College Inc.	4520
Entrepôt St-Malo Warehouse Inc.	4520
Gar Wood Industries of Canada Limited	4521
Gelinite Inc.	4521
Lessard (J.-P.) Inc.	4520
Montreal Real Estate Board.	4521
Pickands Mather & Co.	4522
Quebec Quarrying and Mining Corporation (The)	4521

<b>DEMANDES à la Législature</b>	<b>APPLICATIONS to Legislature</b>
Béliveau, Jean-Marc et and Mollot, Lorne	4522
Fraser-Hickson Institute, Montreal (The)	4522
Glassford, Peter Balfour	4523
Montefiore Club	4522

<b>MINISTÈRES</b>	<b>DEPARTMENTAL</b>
<b>Agriculture</b>	<b>Agriculture</b>
<i>Industrie laitière:</i>	<i>Dairy Industry:</i>
Ord. 61-Sp-II (Livraison - Delivery)	4523
Ord. 61-Sp-III (Livraison - Delivery)	4524
Ord. 52-A-Sp-XI (Avis - Notice)	4524
Ord. 16-57-A (Joliette)	4525
Ord. 25-57-B (Lachute)	4525
Ord. 56-57-B (Vaudreuil)	4526
Ord. 61-57-C (L'Assomption)	4526
Ord. 1-57-H (Montréal)	4526
Ord. 23-61A (Lachenaie)	4527

<b>Finances</b>	<b>Finance</b>
<i>Assurances:</i>	<i>Insurance:</i>
Abeille (L') Société Anonyme	4528
Bee Insurance Company (The)	4528
Équitable (L'), Compagnie d'Assurance sur la Vie et les Accidents	4527
Equitable Life and Accident Insurance Company (The)	4527

<b>Terres et Forêts</b>	<b>Lands and Forests</b>
<i>Cadastre:</i>	<i>Cadastre:</i>
Ascot, canton - township	4529
Desmeules, canton - township	4529
Dufay, canton - township	4529
Dufay, canton - township	4529
Grenville, canton - township	4529
Pointe aux Trembles, par.	4530
St-Ambroise de la Jeune-Lorette, par.	4530

<b>Travail</b>	<b>Labour</b>
<i>Industrie ou métiers de:</i>	<i>Industry or Trades of:</i>
Barbers and hairdressers, St-Hyacinthe (Amend.)	4532
Barbiers, coiffeurs et coiffeuses, St-Hyacinthe (Mod.)	4532
Bijouterie et Horlogerie, Québec (Prél.)	4530
Construction, St-Jean et Iberville (Mod.)	4533
Construction, St. John and Iberville (Amend.)	4533
Jewellery and Horology, Quebec (Levy)	4530

<b>NOMINATIONS</b>	<b>APPOINTMENTS</b>
Conseils en Loi de la Reine	4535
Divers	4535
Miscellaneous	4535
Queen's Counsel	4535

<b>OFFICE</b>	<b>QUEBEC</b>
<b>des marchés agricoles du Québec</b>	<b>Agricultural Marketing Board</b>
Gatineau Valley Forest Products Producers (Homol.)	4535
Producteurs de Bois de la Vallée de la Gatineau (Homol.)	4535

<b>SOUSSIONS</b>	<b>TENDERS</b>
Beauport-Ouest - West, mun. (Correction)	4536
Beaupré, village (Correction)	4536
Bury, comm. scol. cath.-cath. school comm.	4544
Châteauguay-Centre, ville - town	4538
Château-Richer, comm. scol.-school comm.	4545
Lacolle, comm. scol.-school comm.	4539
Lennoxville, comm. scol. prot.-prot. school comm.	4537
Montréal-Sud - South, comm. scol.-school comm.	4540

<b>SOUMISSIONS</b>	<b>TENDERS</b>	<b>Hull</b>	<b>Hull</b>
( <i>suite</i> )	( <i>continued</i> )	Sun Life Assurance Company of Canada vs Pearce.....	4552
Notre-Dame-du-Lac, comm. scol.- school comm.....	4541	<b>Kamouraska</b>	<b>Kamouraska</b>
Sherbrooke, comm. scol. cath.-cath. school comm.....	4543	Rioux vs Moreau.....	4553
Ste-Rose, ville - town.....	4546	<b>Mégantic</b>	<b>Mégantic</b>
Varennnes, village.....	4548	Marcoux vs Létourneau.....	4553
<b>SYNDICATS</b>	<b>SYNDICATES</b>	<b>Montréal</b>	<b>Montreal</b>
<b>Coopératifs</b>	<b>Cooperative</b>	B. & F. Lumber Company Limited (The) vs Union Forest Products Limited et al.....	4553
Chantier Coopératif de l'U.C.C. de Chambord ( <i>Fond.- Found.</i> ).....	4549	<b>Québec</b>	<b>Quebec</b>
Co-op de Montmagny ( <i>Fond.- Found.</i> ).....	4550	Banque Canadienne Nationale vs Beaulé	4554
Magasin Co-op Arvida ( <i>Fond.- Found.</i> ).....	4550	Canadian National Bank vs Beaulé....	4554
Société Coopérative d'Habitation de St-Jean et Iberville (La) - ( <i>Nom changé - Name change</i> ).....	4549	Leonard (B.) Inc. vs Oesterwinter....	4554
Syndicat des Producteurs de Bleuets de St-Augustin ( <i>Fond.- Found.</i> ).....	4549	<b>Roberval</b>	<b>Roberval</b>
Syndicat d'Initiatives de Mistassini (Le) - ( <i>Fond.- Found.</i> ).....	4549	Larouche vs Tremblay.....	4555
<b>Professionnel</b>	<b>Professional</b>	<b>Rouyn-Noranda</b>	<b>Rouyn-Noranda</b>
Association des Principaux du Diocèse de Chicoutimi ( <i>Const.- Inc.</i> ).....	4550	Gélinas vs Lafontaine.....	4555
<b>VENTES</b>	<b>SALES</b>	<b>Saint-François</b>	<b>Saint Francis</b>
<b>Effets non-réclamés</b>	<b>Unclaimed Goods</b>	Office du Crédit Agricole vs Boisvert.	4556
Canadian Pacific Express Company...	4550	Quebec Farm Credit Bureau vs Boisvert.	4556
<b>SHÉRIFS</b>	<b>SHERIFFS</b>	<b>Saint-Hyacinthe</b>	<b>Saint Hyacinthe</b>
<b>Beauharnois</b>	<b>Beauharnois</b>	Croteau vs Bergeron.....	4557
Carson vs Cowan.....	4551	Ruffel vs Riou.....	4558
Denis vs McSween.....	4551	<b>Terrebonne</b>	<b>Terrebonne</b>
<b>Chicoutimi</b>	<b>Chicoutimi</b>	Bank of Montreal vs Gott.....	4558
Marcel Rochette Limitée vs Fortin....	4551	Banque de Montréal vs Gott.....	4558
<b>Gaspé</b>	<b>Gaspé</b>	Loi de l'Impôt sur le Revenu vs Cotroni	4557
Forest vs Gaudet.....	4552	Income Tax Act vs Cotroni.....	4557
		<b>Trois-Rivières</b>	<b>Trois-Rivières</b>
		Houle vs Juneau et al.....	4558
		<b>Taxes</b>	<b>Taxes</b>
		Hull, cité - city.....	4560
		Lauzon, cité - city.....	4559